This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

502

SE TAIRE E FAIRE

II I
/2
.R4
56

ÉDOUARD SIMON

DD
120
.R 9
.6

L'ALLEMAGNE

ET

LA RUSSIE

ORIGINES DE LEURS RAPPORTS

PARIS
LÉON CHAILLEY, ÉDITEUR
41, RUE DE RICHELIEU, 41

1896

à M. Henry Vignaud
souvenir amical

L'ALLEMAGNE

ET

LA RUSSIE

ORIGINES DE LEURS RAPPORTS

AUTRES OUVRAGES DE M. ÉDOUARD SIMON

L'Empereur Guillaume et son règne. 1 vol. in-8. Paris, 1886..... 7 fr. 50

Histoire du prince de Bismarck. 1 vol. in-8. Paris, 1887..... 7 fr. 50

L'Empereur Frédéric. 1 vol. in-12. Paris, 1888. 3 fr. 50

L'Empereur Guillaume II. 1 v. in-12. Paris, 1889. 3 fr. 50

L'Allemagne et la Russie au XIXe siècle. 1 vol in-12. Paris, 1893..... 3 fr. 50

3763-96. — Corbeil. Imprimerie Éd. Crété.

ÉDOUARD SIMON

L'ALLEMAGNE

ET

LA RUSSIE

ORIGINES DE LEURS RAPPORTS

PARIS
LÉON CHAILLEY, ÉDITEUR
41, RUE DE RICHELIEU, 41

AVANT-PROPOS

Le présent livre forme la première partie du travail dont la seconde partie a paru il y a trois ans (1). Des considérations d'actualité du moment semblaient justifier une interversion dans l'ordre de publication de ces deux parties de l'histoire des rapports politiques entre les deux empires. Le rapprochement intime de la France avec la Russie coïncidait avec le refroidissement de jour en jour plus visible des cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin ; beaucoup d'esprits considéraient une rupture formelle de la vieille alliance comme la condition nécessaire d'une intime entente franco-russe. Il semblait donc opportun d'examiner de prime abord, et de raconter, l'histoire à la main, quels avaient

(1) *L'Allemagne et la Russie au XIXe siècle.*

426763

été dans les temps modernes, les rapports entre la Russie, la Prusse et l'Allemagne, quelles en avaient été les origines, dans quelles circonstances et dans quelles conditions s'était opérée l'évolution amenant une orientation nouvelle de la politique des deux États.

Les rapports traditionnels de la Russie et de la Prusse, fondés sur ce qu'on a généralement caractérisé comme les principes de la Sainte-Alliance, ont subi une première modification sous le règne de Nicolas Ier dont la politique extérieure s'éloignait, de beaucoup, de la sentimentalité de son frère Alexandre Ier. Les deux révolutions françaises de 1830 et de 1848, celles d'Allemagne de 1848, enfin la guerre d'Orient de 1854 marquent les premières étapes où les chemins de Nicolas se séparent de ceux des rois Frédéric-Guillaume III et IV. C'est pourquoi, en vue d'expliquer les rapports de la Russie et de l'Allemagne dans les temps présents, l'auteur avait dû prendre, pour point de départ, le règne de Nicolas Ier. Au moment de la publication de cette partie du travail de l'auteur (novembre 1892), Alexandre III occupait encore le trône de Russie. Dans les dernières années

de sa vie, tout en affirmant ses sympathies pour la France en même temps que son entente politique avec la République, le défunt tsar a tenu à écarter de cette entente tout caractère agressif à l'égard des empires voisins et surtout de l'Allemagne : c'est sur son initiative que furent entamées avec le cabinet de Berlin et menées à bonne fin les négociations pour un traité de commerce, le premier que la Russie ait consenti à conclure, depuis un siècle, sur la base de la fixation de son tarif douanier pour une longue période. Nicolas II a continué la politique de son père, en en accentuant le caractère pacifique par le choix des personnages chargés de la direction de sa politique extérieure. D'autre part, l'Allemagne a soutenu la politique de la Russie en Orient et en Asie. De telle sorte que, si l'antagonisme des deux races est resté le même, celui de leurs intérêts s'est amoindri, et par là même, les motifs d'une conflagration se trouvent atténués, ou, en tout cas, écartés pour un temps indéfini. Cette situation n'enlève en rien son intérêt à l'histoire des rapports russo-allemands avant le règne de Nicolas Ier.

Cette période qui forme le sujet de ce livre, comprend les siècles de fondation du royaume de Prusse et de l'empire des Tsars jusqu'à la mort de l'empereur Alexandre Ier. Elle offre le plus haut intérêt au point de vue de la politique contemporaine en donnant la clé des faits qui ont fait naître entre les deux pays les relations intimes que les dissentiments des temps modernes n'ont pu complètement détruire. C'est que le voisinage géographique a tout naturellement amené ce rapprochement grâce auquel l'empire russe a été, pour ainsi dire, introduit dans la famille des États européens, en dépouillant peu à peu son caractère asiatique et oriental pour s'allier aux peuples d'Occident.

Régulièrement noués sous le règne de Pierre le Grand et de Frédéric-Guillaume Ier, ces rapports deviennent plus intimes sous Élisabeth, Catherine et Frédéric II, pour atteindre leur apogée sous leurs successeurs Frédéric-Guillaume II et III et Alexandre Ier. Cette dernière période comprend surtout l'ère napoléonienne : l'histoire des rapports de Napoléon et d'Alexandre a pour complément nécessaire celle des rapports d'Alexandre et

de Frédéric-Guillaume III, et c'est pourquoi notre étude porte particulièrement sur une période où la chute du premier Empire français est suivie du mouvement réactionnaire dans toute l'Europe.

Ce mouvement, comme on va le voir au cours de notre étude, partait de Saint-Pétersbourg et trouvait ses principaux appuis à Berlin et à Vienne. L'oubli des promesses solennelles données aux peuples, les déceptions de ces populations, provoquèrent les insurrections qui, pendant trente ans, troublèrent la paix intérieure de tous les États pour aboutir aux catastrophes de 1848. Une fois de plus, l'empereur Nicolas essaya de son ascendant sur le roi Frédéric-Guillaume IV, pour arrêter le mouvement libéral en Prusse et en Allemagne, en reconstituant une coalition monarchique contre la seconde République française. La poussée démocratique rendait stériles ces efforts du successeur d'Alexandre Ier : l'Allemagne fut de plus en plus entraînée par le courant occidental, tandis que la Russie, après des épreuves cruelles, allait acquérir un surcroît de puissance sous l'égide de l'autocratie. Les deux empires qui

se sont élevés ensemble, ont aujourd'hui séparé leurs destinées, ainsi que le comporte d'ailleurs la différence de leurs missions civilisatrices respectives.

Paris, Juillet 1896.

E. S.

Nous indiquons ici après, quelques-uns des ouvrages où nous avons puisé des dates et des données authentiques sur la période première des rapports de l'Allemagne et de la Russie:

F. de Martens. — Recueil des traités conclus par la Russie.

Vandal. — Louis XV et Élisabeth de Russie.

Le roi Frédéric II. — Histoire de son temps. — Histoire de la guerre de Sept ans. – Correspondance politique.

Arneth. — Joseph II und Katharina von Russland.

Vandal. — Napoléon et Alexandre Ier.

Hassel. — Geschichte der preussichen Politik von 1807 bis 1815.

Gentz. — Œsterreichs Theilnahme an den Befreiungskriegen.

Häusser. — Deutsche Geschichte.

Metternich. — Mémoires.

Pallain. — Correspondance de Talleyrand.

Varnhagen von Ense. — Denkwürdigkeiten.

L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE

CHAPITRE PREMIER

Brandebourg et Moscovie.

Voisins antagonistes et alliés. — Avant d'être voisins. — Les Russes appellent les étrangers d'Occident pour être instruits. — Les Allemands en Russie. — L'Ordre Teuton et la Russie contre les Polonais. — Jalousie entre l'Ordre Teuton et la Russie. — Jugements réciproques des souverains de Prusse et de Russie. — Frédéric II craint les Russes et désire leur alliance. — Prusse et Russie unies contre la Pologne et l'Autriche, leurs adversaires communs. — Le Tsar de Moscou intermédiaire entre le Grand-Maître de Prusse et le roi de France. — Le Grand-Maître intermédiaire entre le Pape et le Tsar. — Intérêts qui, dès l'origine, ont uni la Russie et la Prusse. — C'est par la Pologne que la Russie se rapproche de l'Europe. — Le Brandebourg a besoin des seigles de Russie. — Les questions d'étiquette entre les deux États. — La Russie et les Turcs. — Le Tsar à cheval sur l'étiquette et les préséances vis-à-vis de l'Électeur. — Le Tsar demande que l'Électeur se lève en entendant prononcer son nom. — Brouilles diplomatiques pour des questions d'étiquette. — Le Tsar de Moscou le prend de haut avec l'Électeur du petit Brandebourg.

Le contact géographique de l'Allemagne avec la Russie, cause naturelle de leurs rapports poli-

tiques et économiques tels qu'ils se sont établis par la suite entre les deux pays, est de date relativement récente. L'empire de Pierre le Grand et l'Électorat de Brandebourg n'étaient pas voisins immédiats : à cette époque, ils étaient séparés par la Pologne et les territoires de l'Ordre Teuton. Le vieil empire germanique ne cherchant pas à reculer ses frontières vers l'est, les grands-ducs de Moscovie et les tsars avaient la route libre pour s'avancer, vers l'ouest, sur les confins de l'Allemagne. Peuple de laboureurs ne pratiquant ni le commerce, ni l'industrie, ni aucun métier indispensable à la vie sédentaire, les Russes devaient, en se rapprochant des peuples d'Occident, emprunter à ceux-ci les hommes et les outils de la civilisation européenne : ils appelaient, par suite, chez eux les étrangers et leur appel s'adressait tout naturellement, en premier lieu, aux plus rapprochés, c'est-à-dire aux Allemands. A partir du xe siècle, on rencontre un grand nombre d'étrangers — on les appelait *hôtes* — à la cour des grands-ducs de Moscovie. Les médecins étaient pour la plupart Anglais et Allemands. Au xiie siècle, ces derniers prennent le premier rang parmi les étrangers. L'Église ouvrait la voie. Des marchands de Brême, vers le milieu du xiie siècle, poussaient jusqu'aux bords de la Düna inférieure, pour, de là, pénétrer jusqu'à

Novgorod. C'est l'archevêque de Brême qui consacrait le premier apôtre et évêque des Livoniens. Ce furent des mineurs allemands qui, les premiers, découvrirent, sur le sol russe, des mines d'argent et de cuivre. Le grand-duc de Moscovie envoya à l'empereur Frédéric III une ambassade pour lui demander des architectes et des artisans. Tels furent les commencements de cette invasion allemande en Russie, voulue et cultivée d'abord par cette dernière avec une sorte de passion, pour être, dans le cours des siècles, honnie avec non moins d'ardeur comme « la marée allemande ».

Une fois de plus, dans l'histoire, on voit deux peuples et leurs souverains s'unir par haine de quelque voisin également incommode à eux deux. L'Ordre Teuton de la Prusse et les grands-ducs de Moscovie nourrissaient les mêmes sentiments d'inimitié envers le Polonais qui opposait une barrière à l'esprit de conquête et d'expansion des Allemands et des Prussiens. De là datent leurs relations diplomatiques. Les grands-maîtres de l'Ordre, dès le commencement du XVIe siècle, recherchent l'amitié de Moscou pour combattre ce voisin qui, deux siècles plus tard, devait succomber sous les coups réunis de la Prusse et de la Russie. On verra par la suite et pas bien tard, comment ces besoins d'union et d'entente furent toujours tempérés par des sentiments de jalousie

et de crainte. On voulait bien agir d'accord en vue d'atteindre un but commun ; mais chacun redoutait que l'autre n'en profitât trop à son détriment. Le roi Frédéric-Guillaume Ier, disait : « J'aime les amis forts, mais non les voisins puissants. » L'impératrice Élisabeth redoutait « le voisin puissant » ; Catherine II plus avisée préférait « le voisin satisfait ». Chez Frédéric II c'est encore la crainte qui inspire sa politique à l'égard de la Russie. « De tous les voisins de la Prusse, dit-il, l'empire de Russie est le plus dangereux tant par sa puissance que par sa situation locale : ceux qui gouverneront ce pays (la Prusse) après moi ont lieu de cultiver l'amitié de ces barbares, puisqu'ils sont à portée de ruiner la Prusse de fond en comble par le nombre immense de leurs troupes légères et qu'on ne peut leur rendre le mal qu'ils peuvent faire, à cause de la misère de leur pays le plus confin de la Prusse, et des déserts qu'il faudrait passer avant d'arriver en Ukraine. » On verra que les avertissements de Frédéric ne furent pas perdus pour ses successeurs, tous se sont attachés et presque tous ont réussi à se maintenir dans une étroite alliance avec leur puissant voisin.

Les relations politiques entre la Prusse et la Russie eurent pour point de départ la défense de leurs communs intérêts et surtout de leurs con-

voitises visant la Pologne et l'Autriche. Au commencement du XVIe siècle, fut conclu le premier traité entre le grand-maître Albert de Prusse et le tsar Wassily Ivanowitch. L'initiative en avait été prise par Albert qui en avait exprimé le désir aux ambassadeurs moscovites revenant de Vienne et passant à Kœnigsberg. Ce traité, signé à Moscou en 1517, avait le double but de former une alliance offensive et défensive contre la Pologne et d'établir des relations diplomatiques régulières entre les deux gouvernements. Le Grand-Maître accorda libre passage à travers ses États aux ambassadeurs russes se rendant à l'étranger; il promit, en outre, moyennant subsides, un corps d'armée se joignant aux armées du tsar en guerre avec la Pologne. Un fait curieux qui dénote qu'à cette époque déjà le tsar de Moscou était un personnage en Europe, c'est que le Grand-Maître le sollicite d'être son intermédiaire auprès du roi de France, François Ier, à qui il désirait communiquer son traité avec la Russie. D'autre part, le pape par l'intermédiaire du Grand-Maître, invita le Tsar à s'associer à une guerre générale contre les Turcs; de plus, le pape voulait que le souverain moscovite entrât dans le giron de l'Église romaine, et il offrait, en retour, d'élever le métropolite de Moscou à la dignité de Patriarche et de couronner les Tsars

comme souverains chrétiens. Le Tsar n'accepta aucune de ces propositions. Quant aux relations entre la Prusse, bientôt réunie au Brandebourg, et la Russie, elles continuaient à se développer, sans que l'on soit renseigné à ce sujet par des documents officiels, pour la plupart détruits au XVIIe siècle au milieu des guerres civiles de Russie.

L'Autriche, la Pologne, ainsi que nous venons de le dire, eurent la place prééminente dans les préoccupations des deux gouvernements, comme elles l'ont conservée jusque dans les temps récents. C'est que les intérêts vitaux des nations, le plus souvent déterminés par leur situation géographique et par leurs voisinages, ont un caractère permanent qui se manifeste, à travers les âges, sous des formes variées, mais sans changer de fond. De bonne heure les Électeurs de Brandebourg-Prusse cherchaient l'agrandissement au détriment de l'Autriche et de la Pologne, comme la Russie le cherchait du côté de la Pologne, moins par esprit d'expansion territoriale que par la tendance de s'européaniser en reculant ses frontières vers l'Occident. En dehors de ces visées territoriales qui leur étaient communes, nous voyons surgir entre les deux alliés, dès le début de leurs relations, des questions d'ordre économique qui depuis lors ne devaient cesser de les mettre en opposition

et de les diviser. Comme de nos jours, il s'éleva, vers le milieu du XVIIe siècle, une question de seigle. Le Brandebourg, comme le reste de l'Allemagne, avait cruellement souffert par la guerre de Trente ans. Frédéric-Guillaume, dit le Grand-Électeur, envoya une ambassade à Moscou pour demander au Tsar l'autorisation d'exporter par le port d'Arkhangel une certaine quantité de seigle, son pays manquant de pain. Le tsar Alexis Michailovitch acquiesça à la demande et, à son tour, envoya, l'année suivante, une ambassade à l'Électeur pour régler des questions d'étiquette. Le souverain moscovite était sur le point de déclarer la guerre aux Polonais qui ne lui avaient pas reconnu le titre auquel il prétendait avoir droit. L'Électeur promit d'arranger ce différend et, de son côté, accorda à Alexis le titre de Tsar et Grand-Prince; en retour, il demanda et obtint que les Russes, désormais, lui donnassent le titre d'Altesse Électorale.

A cette époque aussi, les Grands-Princes de Moscou commencèrent à tourner leurs visées vers l'empire ottoman. L'Europe du moyen âge avait entrepris les croisades par entraînement religieux. La Russie continua les croisades pour son compte, mais en joignant aux mobiles religieux le motif plus pratique d'extension territoriale vers le sud.

Alexis Michailovitch venait de terminer, en

1672, sa longue guerre contre la Pologne, lorsque les provinces polonaises du sud furent envahies par les Turcs. Il résolut d'entrer en campagne contre cet ennemi : mais, ne se sentant pas de force, faisant valoir le danger que cette invasion créait à l'Europe occidentale, il s'adressa, pour obtenir des secours, à l'empereur d'Allemagne et à l'Électeur de Brandebourg. Ce dernier promit le secours demandé et signa même un traité à cet effet ; mais, au moment de s'exécuter, il fut lui-même attaqué par les Suédois, si bien qu'il dut demander des secours au tsar qui s'excusait en arguant de son impuissance. Ce fut en vain que l'Électeur essaya de gagner son allié défaillant en lui désignant la Livonie, province suédoise, comme prix de son concours. Le tsar Alexis refusa et son successeur Fédor en fit de même.

A côté de ces négociations politiques, les questions d'étiquette et de cérémonial ne cessaient d'occuper une large place dans les négociations des deux souverains. Cela nous paraît puéril aujourd'hui ; mais, à cette époque cela avait une grande importance au point de vue du prestige des souverains. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le tsar de Moscou et l'Électeur de Brandebourg se trouvaient dans une situation particulière : l'un était à peine reconnu comme l'égal

des souverains européens, tandis que l'autre ne gouvernait qu'un petit État, comme vassal de l'empereur d'Allemagne. On comprend que, dans ces conditions, ils durent se montrer chatouilleux sur le point de l'étiquette et des titres. Les ambassadeurs moscovites surtout, à en croire les historiens du temps, se signalaient par « une insolence et une arrogance insupportables ». On racontait que l'ambassadeur moscovite, seul de tous ses collègues, avait refusé de se mettre à genoux devant le sultan de Turquie. A Berlin ce fut bien autre chose. L'ambassadeur russe, envoyé en 1682 pour notifier la mort de Fédor Alexiévitch et l'avènement de Pierre Alexiévitch, se mit à discuter pendant une heure avec l'Électeur sur « la manière dont ce dernier devrait se lever en prononçant le nom du tsar ». L'Électeur devait ôter son chapeau chaque fois que le nom du tsar serait prononcé; puis l'ambassadeur refuse « de baiser la main à l'Électeur et de boire à sa santé, sous prétexte que l'Électeur n'était pas une tête couronnée ». L'Électeur refusa et l'ambassadeur dut quitter Berlin sans avoir été reçu en audience d'adieu. Il en résulta un gros incident diplomatique qui, on le croirait à peine, survécut à l'Électeur Frédéric-Guillaume. Son successeur Frédéric III (plus tard roi Frédéric Ier) adressa une plainte à Moscou, en demandant la punition

de l'ambassadeur russe. Là on examina l'affaire : on donna raison à l'inculpé pour avoir demandé que l'Électeur se découvrît devant l'énonciation du nom du tsar. En revanche, pour avoir refusé de boire à la santé de l'Électeur, l'ambassadeur fut révoqué et envoyé en exil dans une ville éloignée.

Fédor ne se montrait pas coulant non plus sur d'autres exigences de l'Électeur. Surtout il refusa péremptoirement l'établissement, en Russie, d'ambassades permanentes de Brandebourg. « A quoi bon? disait-il. A quoi sert la poste si ce n'est pour transmettre à Moscou les communications de l'Électeur? » Pour régler les questions d'étiquette, un traité fut conclu à Berlin en 1687, où le cérémonial des réceptions des ambassadeurs de Russie auprès de l'Électeur est établi jusque dans les moindres détails. Rien de bizarre comme cette convention. Dans trois articles sont prévus tous les cas où l'Électeur devra se lever et se découvrir ; dans le quatrième article, l'ambassadeur est astreint à « faire une profonde soumission », mais sans baise-mains ; dans le cinquième article, pour les audiences d'adieu, l'Électeur est autorisé à se découvrir moins souvent ; enfin dans le sixième et dernier article il est stipulé que, pour les ambassadeurs de Brandebourg, rien n'est changé : ce qui voulait dire que du côté

du tsar il n'y aurait pas réciprocité de révérences. Ce fut en vain que, l'année suivante, l'envoyé de l'Électeur exigeait un traitement analogue à celui que le traité de Berlin accordait aux Moscovites. « Jamais, lui fut-il répondu, ni pour personne, pareille chose n'a été ni ne sera accordée. » Comme on voit, à cette époque, le tsar de Moscou le prenait de très haut avec le petit Brandebourg. Il lui accordait volontiers pour ses sujets, la libre entrée et le trafic dans ses États; il rappelait volontiers l'amitié qui avait existé depuis deux siècles entre leurs États: mais il n'omettait aucune occasion pour établir la distance qui existait entre le souverain du vaste État moscovite et le souverain d'un État minuscule.

CHAPITRE II

Frédéric Ier. — Frédéric-Guillaume Ier. -- Pierre le Grand.

Pierre le Grand européanise la Russie. — Les Russes n'aiment pas les étrangers. — Pierre le Grand jugé par Frédéric le Grand. — La Russie et le Brandebourg s'élevant ensemble. — Pierre appelle les Allemands. — Pierre le Grand reçu à Kœnigsberg par l'Électeur Frédéric III. — Traité d'alliance entre les deux souverains. — Entrevue en bateau. — Politique de neutralité de Frédéric III, devenu roi de Prusse. — Questions d'étiquette entre les deux souverains. — Traité d'alliance entre Frédéric-Guillaume Ier et Pierre le Grand. — Rapports intimes entre ces deux souverains. — Le régent de France évolue vers la Russie. — Frédéric-Guillaume alarmé par ce rapprochement. — Le roi sollicite l'amitié du tsar. — Pierre le Grand mécontent de l'attitude équivoque du roi. — Par la conquête des provinces baltiques la Russie devient puissance européenne. — Frédéric-Guillaume s'empresse de reconnaître le titre impérial de Pierre. — Mariages allemands dans la famille impériale de Russie. — Préludes au partage de la Pologne. — Chagrins de Frédéric-Guillaume à la mort de Pierre le Grand. — L'impératrice Anna et Frédéric-Guillaume. — Rapprochement de la Russie avec l'Autriche. — Frédéric-Guillaume ne veut pas se laisser entraîner à une guerre contre la France. - Le roi recommande à son fils de maintenir les rapports d'amitié avec la Russie.

Pierre Alexiévitch, plus connu sous le nom de Pierre le Grand, inaugure une ère nouvelle.

Autant que ses prédécesseurs avaient été Orientaux et Asiatiques, autant il était Occidental et Européen et d'autant il s'éloignait de l'âme de son peuple. Et ce peuple ne l'appréciait pas à sa vraie grandeur, pas plus que les générations suivantes n'ont apprécié les souverains continuant la tâche européanisante de Pierre. « La période d'éducation du peuple russe, a dit un écrivain éminent de cette nation, a commencé avec Pierre le Grand et elle finit avec Alexandre III ; » elle a donc duré deux siècles. Ce qui rendait cette éducation doublement pénible aux Russes, c'est qu'elle lui fut imposée de force et avec l'aide d'étrangers, Allemands pour la plupart. Le fait qu'on avait besoin de ces étrangers n'était pas de nature de familiariser le Moscovite avec ces intrus : il se prit à détester l'étranger comme l'enfant déteste le maître d'école, et à haïr celui-ci parce qu'il était étranger.

Nul ne fut plus enthousiaste de l'œuvre de Pierre le Grand que Frédéric le Grand. C'est à lui qu'on doit un parallèle des plus caractéristiques de la Russie et de la Prusse. « Il y a, dit-il, des météores en politique comme en astronomie ; nous voyons à l'improviste paraître et figurer des puissances dans le monde et nous les voyons décliner et s'évanouir, comme ces comètes qui viennent sur l'horizon, parcourent toute l'atmosphère de

la nature, et vont se perdre dans l'étendue immense de l'espace où enfin nous les perdons de vue. La Suède disparut ainsi du système politique de l'Europe. Le couchant de la Suède fut l'aurore de la Russie; elle semble sortir du néant, elle passe rapidement de la stupidité et de la faiblesse au dernier période de sa grandeur: c'est à Pierre Ier, héros véritable et réel, qu'on doit appliquer ce qu'Homère disait de ses héros fabuleux : « Il fit trois pas et il fut au bout du « monde. » Les Moscovites paraissent enfin grands à la face de toute la terre. Ils abattent la puissance suédoise, leurs armes disposent deux fois du sort de la Pologne, ils dépeuplent leurs forêts pour porter la gloire de leur nom aux frontières de la France, ce qui est par rapport à eux au bout du monde. » Voilà pour la Russie. Voici maintenant le tour de la Prusse : « La maison de Brandebourg, écrit Frédéric, quitte le banc des Électeurs pour se placer sur le trône à côté des Rois. Les Suédois et les Autrichiens subjuguèrent ses États pendant la guerre de Trente ans, et depuis 1730 ses voisins appréhendaient d'être subjugués par elle. Ses arrangements s'étaient perfectionnés, ses acquisitions s'accumulaient, ses progrès sont prompts et sa fortune égale et invariable. » Et le roi résume son parallèle ainsi : « Voilà donc une puissance (la Suède) que le

destin a rayée des annales de la politique, et en voilà deux nouvelles qui s'élèvent : la Russie par ses conquêtes, la Prusse par son industrie. » Remarquons que Frédéric II écrivit cette dernière sentence avant la guerre de Sept ans et avant le partage de la Pologne : évènements qui agrandissaient la Prusse sans le concours de « l'industrie ».

Mais il nous faut revenir à l'avènement de Pierre le Grand. Avec le désir qu'il avait d'inoculer à ses sujets la civilisation européenne, il ne pouvait pas être exclusif à l'égard des étrangers. Bien au contraire. Il voulait marcher vite, recueillir en quelques années le fruit du travail plusieurs fois séculaire de l'Europe occidentale. Il s'adressa à son voisin l'électeur de Brandebourg, pour lui demander des artisans, des ouvriers. On le lui a reproché plus tard. Un publiciste russe de notre siècle l'a accusé « d'avoir livré le moujik aux Allemands ». « Depuis la fondation de Saint-Pétersbourg, disait le même écrivain, la Russie a perdu un certain nerf. » Pierre ne prévoyait pas ces critiques ; il fonda Saint-Pétersbourg, précisément pour rapprocher la Russie de l'Europe ; sa nouvelle capitale fut la fenêtre par laquelle il voulait regarder ce qui se passait en Occident, en vue d'y dire son mot et d'y intervenir au besoin.

Dès son avènement comme autocrate de la Russie, il organisa la grande ambassade, à laquelle il se joignit incongnito sous le nom et l'habit d'un sous-officier, incognito d'ailleurs fort peu respecté. A Kœnigsberg, il fut reçu en grande pompe par l'électeur de Brandebourg, Frédéric III, qui fut bientôt le roi Frédéric Ier de Prusse. Il séjourna longtemps en Prusse, partageant son temps entre l'inspection de tout ce qui attirait sa curiosité de s'instruire, et la grande politique. La Pologne fut un puissant lien d'intérêts entre lui et l'Électeur. Le trône de Pologne était vacant par la mort de Jean Sobieski : il y avait à choisir entre le prince de Conti et l'électeur de Saxe. Pierre ne voulait pas d'un prince français, la France étant l'alliée de vieille date de la Turquie, laquelle était le but des ambitions russes; par d'autres motifs, l'électeur de Brandebourg repoussait également le candidat français. Sous la pression de cette double connivence, la diète de Pologne élut Frédéric-Auguste de Saxe.

Mais ce n'était là qu'une question secondaire dans l'entrevue et dans les pourparlers de Kœnigsberg. L'électeur de Brandebourg désirait mettre à profit la présence du tsar pour la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive. On tombait bien d'accord sur tous les points : garantie territoriale, assistance en cas d'agression.

On préludait même aux futurs traités d'extradition « des émeutiers, agitateurs ou ennemis de l'autre » ; on convint aussi d'admettre les sujets des deux pays à trafiquer librement et à faire le commerce de transit. Mais, pendant longtemps, les Russes se refusaient à la signature d'un traité formel ; leur refus s'adressait surtout à la demande de l'Électeur désirant engager le tsar dans une guerre contre la Suède. Finalement, Pierre céda et le traité d'alliance fut signé le 22 juin 1697, sous la condition expresse qu'il resterait secret ; de plus, il fut convenu qu'il ne serait pas fait mention dans le traité des engagements visant la Suède et que les deux souverains échangeraient, sur ce point, de vive voix, leurs promesses réciproques. Une dernière entrevue, en effet, eut lieu sur le yacht de l'Électeur, sur lequel le tsar effectua un voyage de Kœnigsberg à Pillau, port d'embarquement. Là, ainsi que le constate un protocole officiel, les deux souverains juraient devant Dieu d'observer fidèlement toutes les clauses stipulées par leurs ministres, « de s'être utiles contre tous leurs ennemis, particulièrement contre les Suédois, et de garder à leur alliance une amitié stable et éternelle. Alors, se donnant la main, ils s'embrassèrent et confirmèrent leur promesse par un serment. »

Ce traité n'empêcha pas l'électeur de Brande-

bourg, devenu en 1701 roi de Prusse, sous le nom de Frédéric Ier, de rester neutre dans la grande guerre du Nord qui s'ouvrit entre la Russie et la Pologne et la Suède. Son concours fut sollicité des deux côtés. Charles XII lui promit de le délivrer entièrement de son état de vasselage vis-à-vis de la Pologne et de lui procurer, après la victoire, certaine portion du territoire polonais qui séparait le Brandebourg de la Prusse proprement dite. De son côté, Pierre lui fit également des offres tentantes, sauf la cession de territoire polonais, le roi de Pologne étant l'allié de la Russie et, d'ailleurs, comme électeur de Saxe nullement disposé à fournir à l'agrandissement de son voisin de Brandebourg.

Le roi Frédéric Ier, entre ces deux combinaisons également chanceuses, resta neutre, malgré son traité de 1697 et en dépit de la promesse solennelle visant la Suède. Depuis la conclusion de ce traité, les questions de cérémonial n'avaient pas cessé de diviser les deux cours. Le traité d'alliance de 1697 avait laissé ouverte la question de la réception des ambassades de Brandebourg. L'envoyé de l'Électeur à Moscou la reprit en 1699. Les documents officiels de l'époque nous révèlent sur ces pourparlers des détails absolument grotesques. Les plaintes de l'Électeur comprenaient même la nourriture des ambassadeurs. Et les

Russes d'y répondre avec beaucoup de bonhomie qu'ils ont toujours donné une nourriture « pas insuffisante » ; mais qu'à l'avenir, on allouera aux ambassadeurs 50 roubles en espèces, par semaine, pour provisions de bouche, boissons et fourrages, plus le bois de chauffage, plus « des gratifications et surtout des récompenses », à charge de réciprocité ; ils accordent aussi six chevaux pour la voiture et le traîneau menant l'ambassade à l'audience du tsar. Par contre, le tsar refuse à l'Électeur le titre de « frère » : il devait le lui accorder cependant deux ans après, l'Électeur étant devenu roi de Prusse. A ce moment, d'ailleurs, l'alliance prussienne s'imposait au tsar dont les armes n'avaient pas été heureuses contre la Suède. Pierre sollicitait avec instance la médiation du roi ; son ambassadeur Ismaïlow, envoyé à Berlin, en 1706, reçut pour instruction de tout tenter pour déterminer le roi à se charger de la médiation ou, du moins, à se proclamer neutre ; il devait promettre aux ministres prussiens, en cas de succès, un don de cent mille écus. Peine perdue. Le roi persistait dans son refus jusqu'au lendemain de la bataille de Poltava. Alors seulement, après avoir signé un traité de paix avec la Suède, le Danemark et la Pologne, Frédéric Ier conclut à Marienwerder, avec la Russie, un traité à peu près semblable au

précédent. Pierre n'eut pas lieu d'en être content. Le roi continua ses tergiversations. Le tsar n'avait pas vaincu la Suède et il ne pensait pas pouvoir en venir à bout sans l'alliance prussienne. L'attitude du roi amena un refroidissement entre les deux souverains. A deux reprises, Frédéric Ier avait refusé de ratifier des traités signés par les ambassadeurs. Il demandait des agrandissements sans vouloir, en échange, accorder son concours contre la Suède. Ce n'est que sous le règne de Frédéric-Guillaume Ier, fils du roi Frédéric Ier, que Pierre arriva à ses fins. Les circonstances, à ce moment, rendant impossible de continuer le système de neutralité absolue, le nouveau roi consentit, par un traité, signé à Schwedt le 7 octobre 1713, et moyennant de larges concessions territoriales, à prendre le parti de la Russie contre la Suède.

A partir de ce moment aussi et pendant tout le règne de Frédéric-Guillaume Ier, les rapports des deux cours furent des plus intimes et des plus cordiaux. Autant Frédéric Ier avait été un allié incertain, autant son fils fut l'allié fidèle à toute épreuve de la Russie. Pierre flattait la passion du roi pour les soldats géants; il lui en expédia quatre-vingts avec un convoi de fusils et d'effets d'habillement. On échangea des lettres de protestations amicales et arriva ainsi à conclure

le traité d'alliance de Saint-Pétersbourg, du 12 juin 1714, l'un des plus importants conclus entre la Prusse et la Russie et qui constituait pour de longues années la base des relations entre les deux puissances. Ce traité assura à la Prusse la possession de Stettin avec le territoire avoisinant et à la Russie des provinces suédoises sur la Baltique. La conclusion de cet arrangement ne se fit pas sans difficultés ni surtout sans opposition des ministres prussiens qui trouvèrent que le tsar s'était fait dans ce traité la part du lion, qu'il en résulterait des calamités pour la Prusse alors que la Russie en retirerait la consolidation de son influence en Allemagne. Rien n'y fit. Le roi tenait bon. Il assura le tsar de son amitié invariable et celui-ci lui écrivit pour l'en remercier chaudement. Et pour sceller leur pacte, les deux monarques eurent en novembre 1716 une entrevue à Havelberg où ils signèrent une déclaration de garantie réciproque de toutes les conquêtes présentes et futures.

A la même époque aussi se produisit une évolution importante sur l'échiquier politique de l'Europe. La France changeait le système de ses alliances. Prévoyant la défaite finale de la Suède dans sa guerre avec la Russie, le Régent de France abandonne la politique de Louis XIV et tâche de se rapprocher de la Russie par l'intermédiaire de la

Prusse. Un peu forcément, le roi Frédéric-Guillaume Ier se prête à cet office ; le rapprochement de la France avec la Russie ne lui disait rien qui vaille pour la Prusse. Et c'est ainsi qui fut conclu entre ces deux puissances, le 4-16 août 1717, à Amsterdam, un traité d'alliance défensive et offensive par lequel la France se constituait garante du futur traité de paix entre les puissances belligérantes du Nord.

Avec toutes ces combinaisons, Frédéric-Guillaume Ier ne se sentait pas à son aise. En fait, il ne voyait pas sans appréhension la puissance grandissante de la Russie. « Il est de mon intérêt, disait-il, d'avoir de puissants amis, mais non de puissants voisins. » Ce puissant voisin l'inquiétait ; on se jurait fidélité éternelle, on s'embrassait, on se comblait de prévenances, on se faisait de splendides réceptions : cela se passait à cette époque comme de nos jours. Au fond des cœurs, on se jalousait, on se méfiait, on s'épiait et on se trahissait en dépit de tous les traités d'alliance. Frédéric-Guillaume Ier redoutant quelque paix séparée entre la Suède et la Russie, paix dans laquelle le tsar négligerait les acquisitions promises à la Prusse, se tourne du côté de l'Angleterre. De son côté, Pierre, qui tenait à l'alliance prussienne, s'attache à dissiper les craintes du roi. Ce furent alors de la part de

celui-ci de nouvelles protestations d'amitié. « Je reconnais, écrivit-il, dans Sa Majesté Tsarienne mon ami unique, vrai et loyal. » Tout cela pour obtenir la signature d'un nouveau traité dans lequel Pierre renouvelait les engagements antérieurs par rapport aux acquisitions prussiennes. Cet acte ne rassurait pas encore le roi que l'Angleterre avait réussi à intimider et à attirer dans son système d'hostilité à l'égard de la Russie. Ses coquetteries avec les ennemis de la Russie n'avaient pas échappé au tsar. Pendant qu'il négociait avec l'Angleterre, le roi donne sa parole d'honneur à l'ambassadeur de Russie, qu'il ne tramait rien contre le tsar, le seul ami au monde sur lequel il pût compter. « Seulement, ajouta-t-il, à raison de ma situation géographique, je suis obligé de feindre des sentiments d'amitié envers mes voisins et d'être sur mes gardes, afin de ne pas provoquer l'inimitié de l'Empereur et de l'Empire. » En dépit de ces assurances il signa, en janvier 1720, un traité de paix avec la Suède, lequel annulait en quelque sorte tous ses engagements avec la Russie. Et puis encore le mois suivant, il signa avec la Russie le traité de Potsdam. Il avait cédé « à l'esprit malin », disait-il, lorsqu'il signa avec la Suède et l'Angleterre, cette dernière l'ayant toujours trompé. Pierre fut justement mécontent de

cette attitude du roi de Prusse toujours prêt à nager entre deux eaux, politique qui devait se pratiquer encore bien des fois au courant de deux siècles et notamment vers le milieu du XIXe siècle. A son tour, le tsar termina la guerre avec la Suède anéantie, par le traité de Nystad, en 1721 : traité qui consacrait l'entrée de la Russie dans le giron des grandes puissances européennes. Car c'est par l'acquisition de la Livonie et de Revel, de ces provinces allemandes de la Baltique, que la Russie, considérée jusqu'alors comme puissance quasi-asiatique, devint réellement puissance européenne.

Le roi Frédéric-Guillaume Ier bien que n'étant pas plus content que ne l'étaient les autres puissances de ces hautes fortunes de la Russie, n'en fut pas moins le premier à en féliciter le tsar : ce fut bien le moins de ce qu'il lui devait pour lui faire oublier ses défaillances et ses défections d'allié. Il lui fallut subir « le voisin puissant », pour ne pas s'aliéner « l'ami puissant » dont il avait besoin, lui, toujours regardé comme parvenu et tenu en suspicion par les autres rois. Le Sénat de Russie ayant décerné à Pierre les titres de Père de la Patrie, d'Empereur et de Grand, Frédéric-Guillaume, en opposition avec les autres puissances, mal disposées envers le tsar, s'empresse de reconnaître le titre impérial

accepté par Pierre, non cependant sans avoir obtenu de celui-ci, des lettres reversales portant que la reconnaissance de son nouveau titre « n'impliquerait aucune diminution du propre honneur ni du propre rang du roi de Prusse ».

Frédéric-Guillaume, tout à fait gagné à l'alliance avec le puissant voisin, chercha à resserrer ces liens politiques par quelque union matrimoniale. La princesse Anna, nièce de Pierre et mariée au duc de Courlande, étant devenue veuve, le roi, en vue d'assurer à sa maison la succession en Courlande, proposa à l'empereur son cousin, le margrave Frédéric-Guillaume. Pierre accepta et signa même une convention préliminaire à ce sujet. Mais, ce projet ne se réalisa point. Chaque partie se mit à réfléchir. Il se trouvait, en effet, qu'aucun des personnages intéressés ne tenait bien fort à ce projet matrimonial. Le jeune margrave, le premier, le goûta peu; le roi de Prusse n'en voulait que pour l'époque où la couronne ducale de la Courlande serait bien assurée sur la tête de son cousin; quant au tsar, il reculait devant la somme considérable que le roi demandait en dot pour la future mariée. Finalement, le projet fut abandonné. En revanche, un autre mariage, d'une grande portée politique, se conclut, en 1724, entre la princesse Anna, fille du tsar, et le duc Charles-Frédéric de Holstein. Par

cette union, le sang allemand entra dans la famille Romanoff; et, après l'extinction de la branche masculine de cette dernière, ce fut la maison de Holstein qui donnait à la Russie ses souverains, tous mariés à des princesses allemandes.

En somme, les relations entre Frédéric-Guillaume et Pierre restèrent bonnes jusqu'à la mort de ce dernier. Le roi ne craignait rien autant qu'un rapprochement de la France avec la Russie; il entrevoyait, comme depuis lors ses successeurs l'ont entrevu, le rôle que la Russie serait appelée à jouer dans l'éventualité d'une guerre entre la France et la Prusse. Sa politique était flottante; mais, en dernier lieu, c'est toujours la Russie qui l'emportait dans ses résolutions. Il ne cessait d'affirmer à l'ambassadeur du tsar que tout en ayant fait la paix avec l'empereur d'Allemagne il n'avait aucune confiance en lui, qu'il en pensait de même du roi de Pologne, enfin qu'il n'entrerait jamais dans une combinaison hostile à la Russie. Il ne se plaignit même pas — et cette résignation devait lui coûter — de ce que le tsar avait rappelé les soldats géants pour les remplacer par des hommes de taille inférieure. Les moindres symptômes de rapprochement entre la Russie et la France, entre la Russie et l'Autriche l'inquiétaient et le troublaient, plus même que les circonstances ne justifiaient ses appréhensions.

Car trop d'intérêts étaient communs aux deux États : avant tout les affaires de Pologne qui furent constamment l'objet de pourparlers. Les projets de partage planaient déjà en l'air à cette époque.

A la nouvelle de la mort de Pierre, le roi Frédéric-Guillaume fondit en larmes ; il avait perdu, disait-il, « son ami le plus cher ». Il ordonnait que son ambassadeur en Russie se comportât comme si le roi de Prusse venait de mourir. La Prusse et la Russie, alliées sous le règne de Pierre, « faisaient bonne figure », disait-il encore, en s'empressant de proposer à Catherine Ire de conclure un nouveau traité d'alliance, offre acceptée par la Tsarine et qui se réalisa quelques mois après son avènement. Les mêmes relations amicales marquèrent les premières années du règne de l'impératrice Anna. Un traité conclu en 1730 confirme tous les traités antérieurs : ce furent toujours les mêmes promesses de rester unis et alliés, de traiter les intérêts de l'autre comme les siens propres. Mais, lorsqu'on arriva au fait, l'accord faisait défaut. Chacun nourrissait des désirs qui ne convenaient pas à l'autre partie. Anna voulait un Polonais pour le trône de Pologne : Frédéric-Guillaume tenait pour l'Électeur de Saxe, pour ne vouloir plus tard ni de l'un ni de l'autre. Alors

la Russie, d'accord avec l'Autriche, proposait un prince de Portugal, puis de nouveau l'Électeur de Saxe, que le roi repoussait absolument. C'est que le roi désirait le trône de Courlande pour son second fils : mais la Russie et l'Autriche s'opposèrent à cet agrandissement de leur voisin. Enfin, cette grosse affaire du trône de Pologne désunit complètement le roi et la tsarine qui depuis longtemps s'était rapprochée de l'Autriche. La Russie soutenait la candidature de Stanislas Leszynski, appuyée par la France. Frédéric-Guillaume ne voulait pas se laisser entraîner dans une guerre avec cette puissance, guerre où il craignait être abandonné par la Russie et l'Autriche. Il ne voulait pas, déclarait-il, guerroyer à la fois contre la Pologne et la France. Il persévéra, jusqu'à sa mort, dans cette attitude indécise, ne voulant ni soutenir la politique russe en Pologne, ni rompre son alliance avec la Russie. Le maintien de cette alliance fut pour lui un axiome. Avant sa fin il recommandait, ainsi que le porte une dépêche de l'envoyé russe à Berlin, à son fils et à ses ministres, de maintenir constamment les rapports d'amitié et d'alliance avec la Russie : recommandation qui a été renouvelée depuis lors, comme on le verra par la suite, par tous les successeurs de Frédéric-Guillaume Ier.

CHAPITRE III

Frédéric II. — Anna. — Élisabeth. — Pierre III.

Frédéric II admire et redoute la Russie. — Son opinion sur les Russes. — En 1740, la Russie est l'arbitre du Nord. — Les avances de Frédéric sont mal accueillies par Anna. — La mort d'Anna le remplit de joie. — Ses « corruptions » distribuées à Saint-Pétersbourg. — Les rois de Prusse laissent corrompre leurs fonctionnaires. — Le comte de Lynar et la princesse de Mecklembourg. — Partis autrichien et prussien à Saint-Pétersbourg. — Le cabinet russe hostile aux plans de Frédéric. — Récriminations de la Russie envers la Prusse. — La Russie se méfie du roi. — L'impératrice Élisabeth. — Frédéric proteste contre sa prétendue participation au renversement d'Ivan. — Élisabeth, blessée par les épigrammes de Frédéric, devient son ennemie. — Réaction en Russie contre les Allemands. — Élisabeth craint l'accroissement de la Prusse. — Haine de Frédéric contre Bestuschew. — Chronique scandaleuse de Moscou. — Le moine galant. — Élisabeth conclut une alliance avec Marie-Thérèse contre Frédéric. — Bestuschew préfère l'or anglais aux écus prussiens. — Rupture diplomatique entre la Russie et la Prusse. — Élisabeth est cause que la troisième guerre de Silésie dure sept ans. — Elle accède aux deux traités de Versailles contre la Prusse. — La cour du grand-duc Pierre et de Catherine favorable à Frédéric qui avait fait leur mariage. — Les efforts de Frédéric en vue de cette union. — Pierre entrave la politique d'Élisabeth. — Élisabeth convoite la Prusse orientale. — La mort d'Élisabeth est le salut de Frédéric. — Pierre III admirateur de Frédéric. — Celui-ci flatte la vanité de

Pierre III. — Pierre annule tous les engagements d'Élisabeth hostiles à la Prusse. — La Russie gouvernée par Frédéric. — Pierre renversé par Catherine.

Frédéric II n'eut garde de faillir aux recommandations de son père. On a vu plus haut quelle admiration, mêlée de crainte, il professait pour l'empire de Pierre le Grand. « Cet État barbare, écrit-il dans son *Histoire de mon Temps*, était presque inconnu au monde avant Pierre Ier, grand homme qui devint le fondateur et le législateur de cet empire. Ces peuples étaient des sauvages dont son génie infatigable fit des hommes, des soldats, des ministres; il fonda la florissante ville de Pétersbourg et y établit une formidable marine; enfin ce prince vint à bout de faire respecter sa nation et de faire admirer ses talents singuliers de l'Europe entière. » Il juge avec moins de bienveillance les sujets de Pierre le Grand. « Les Russiens, dit-il, sont nés avec un esprit de fourberie; intéressés à l'excès, ils ont l'adresse de copier, mais ils manquent du génie de l'invention. Les grands sont factieux, le peuple stupide et malheureux. L'ivrognerie et la débauche la plus crasse sont les vices où ils s'abandonnent généralement. »

En revanche il rend justice à la haute situation de la Russie, en 1740, à l'époque de son avènement au trône de Prusse. « La monarchie

russienne, dit-il, était à quelques égards l'arbitre du Nord : elle avait la main dans toutes les affaires de l'Europe et se voyait flattée de tous ses voisins. Personne ne pouvait gagner en faisant la guerre à cette formidable nation ; ses limites sont presque toutes désertes et il y avait beaucoup à perdre avec elle, en exceptant même les grands hasards des batailles par cet essaim innombrable de Tartares et d'autres vagabonds dont les pillages et les incendies dévastaient des contrées par des incursions, sans même que l'armée ne s'en mêlât. Les guerres des Moscovites, c'était l'abîme des provinces, et ils croyaient que leur alliance était une protection qu'ils accordaient à leurs clients. »

Sous l'empire de ces idées, on le conçoit, Frédéric rechercha tout particulièrement l'amitié de la Russie. Il fit des ouvertures à Pétersbourg et y rencontra bien des obstacles. L'impératrice Anna lui était contraire et sa mort fut, dans cet état de choses, un coup de fortune pour le roi. « L'impératrice de Russie va mourir, écrit-il à son ambassadeur à Pétersbourg. Dieu nous favorise et le destin nous seconde. » Au lendemain de cette mort, Frédéric poussa avec zèle les négociations. Il mit en mouvement tous les ressorts, l'argent surtout, des « corruptions » comme il appelait ce moyen. C'était l'usage de l'époque. Sous le règne

de son père, l'argent français travaillait à Berlin, sans que le roi s'en offusquât. Bien au contraire, Frédéric-Guillaume disait : « Je sais que mes ministres et les personnes de ma cour reçoivent de l'argent du gouvernement français, mais je ne leur en veux pas, parce qu'ils font entrer de l'argent français dans mon royaume. » Son fils Frédéric II, à l'inverse de ces pratiques, donnait de l'argent, lorsqu'il le fallait pour atteindre le but désiré. Au moment d'entrer en guerre contre l'Autriche, il avait besoin du bon vouloir de la Russie; il lui fallut donc faire jouer tous les ressorts. Après la mort d'Anna, la princesse de Mecklembourg, mère du jeune tsar Ivan, chassa Biron qui avait gouverné sous l'étiquette d'Anna et s'empara de la régence. Son mari, le duc de Brunswick, était le beau-frère de Frédéric. Le maréchal Munnich était l'instrument de la régente; il était le beau-père du général Winterfeldt que le roi envoya en mission extraordinaire à Saint-Pétersbourg pour complimenter la régente, mais surtout pour le gagner à ses intérêts. « Flatteries, promesses, présents, écrit Frédéric, tout fut prodigué pour mettre dans mes intérêts un homme qui était si fort en état de les traverser: Winterfeldt réussit. » Et encore paraît-il, d'après les propres affirmations de Frédéric, qu'au dernier moment cette entente était compromise par un jeune et brillant

gentilhomme, le comte de Lynar, que l'électeur de Saxe, roi de Pologne, envoya à la cour de la régente. « Ce ministre, raconte le roi avec beaucoup de malice, sut plaire à la princesse de Mecklembourg, et, comme les passions du cœur influent sur les délibérations de l'esprit, les intérêts de la Russie furent bientôt liés avec ceux de la Saxe : cet amour aurait pu me devenir aussi funeste que celui de Pâris et de la belle Hélène le devint à Troie. » La révolution de palais qui porta Élisabeth au trône sauva encore une fois Frédéric.

Le fait est que depuis quelque temps il s'était établi à la cour de Russie deux partis, dont l'un tenait pour l'Autriche et l'autre pour la Prusse. Le parti autrichien tenait la corde. Il faisait valoir, entre autres raisons, que le roi de Prusse, allié à la France, ne pouvait pas être l'ami de la Russie. Aussi, Frédéric eut-il à entendre de dures paroles de ce côté. Le cabinet russe blâmait l'invasion de la Silésie ; il soutenait que la conservation de l'Autriche importait aux grandes puissances ; le roi n'avait pas prévenu les autres cours de ses griefs contre l'Autriche ; enfin, observation finale, les agissements de Frédéric étaient menaçants pour la sécurité de tous les autres États. Avec cette communication officielle, le roi reçut de Pétersbourg la nouvelle

que l'Autriche, l'Angleterre, la Saxe et la Russie projetaient le partage de la Prusse. Frédéric menaça, à son tour, la Russie : celle-ci lui fit répondre dans les termes les plus vifs que ces menaces ne la touchaient point et que le roi oubliait que c'est à elle que la Prusse devait ses agrandissements du côté de la Poméranie et de la Pologne. — Mais, répliquait Berlin, l'amitié de la Prusse n'avait pas été non plus infructueuse pour la Russie. — Sans doute, répondirent froidement les Russes, « si cette amitié avait été inutile, on ne se serait pas tant appliqué à la conserver ». Du ton de ces dialogues il est permis de conclure sur les rapports des deux cabinets. A Pétersbourg, l'irritation augmente, lorsqu'en été 1741, la Suède déclare, sans motif, la guerre. Frédéric fut accusé d'avoir poussé les Suédois. Il eut beau donner sa parole d'honneur : Brakel, l'ambassadeur de Russie à Berlin, écrivit à son gouvernement « de ne pas trop croire le roi de Prusse, qui nourrissait toute sorte de projets d'ambition et ne resterait pas tranquille tant qu'il vivrait ».

Au début et avant d'être complètement consolidée sur son trône, l'impératrice Élisabeth, élevée au pouvoir par suite d'une révolution de palais soutenue par les régiments des gardes, ne se souciait pas de se créer des embarras au

dehors. Elle protesta de son amitié pour le roi de Prusse et de son désir de continuer et de développer son alliance avec lui. Mais une fois assurée sur son trône, elle changea de langage et d'attitude. Frédéric II, que le monde soupçonnait d'avoir trempé dans le coup de main auquel Élisabeth dut son avènement, s'est toujours énergiquement défendu contre cette imputation. Il affirmait n'avoir été informé de cet évènement qu'en même temps que le public, et que son ministre à Saint-Pétersbourg n'y avait été pour rien. Toutefois il convint d'avoir eu une conversation avec le maréchal de Belle-Isle au cours de laquelle, en se plaignant de la conduite de la cour de Russie à son égard, il aurait fait des vœux pour la princesse Élisabeth. Le maréchal français lui ayant demandé si une pareille révolution ne lui ferait pas de la peine, le jeune empereur russe étant son neveu, le roi lui répondit : « Je ne connais parmi les princes d'autres parents que ceux qui sont mes amis. »

S'il avait cru Élisabeth de ses amis, l'évènement ne devait pas tarder de lui ôter toute illusion à ce sujet. Soit par réaction contre les princes et ministres allemands, devenus impopulaires chez les Russes, soit par antipathie personnelle contre Frédéric qui, disait-on, l'avait blessée par des épigrammes mordantes, bref elle remplaça

peu à peu les Allemands par des Russes et, son règne durant, se tenait avec l'Autriche et la France contre la Prusse. Dans son conseil siégeaient entre autres les deux frères Bestuschew, Worontzow, Troubetzkoi ainsi que le chirurgien Lestocq, fils de réfugié français et favori de l'impératrice. Bestuchew tenait pour l'Angleterre, Lestocq pour la France, tous étaient hostiles à la Prusse. Élisabeth redoutait l'accroissement de la Prusse et, sous le coup de ce sentiment, se portait du côté de l'Autriche. Elle était maintenue dans cette attitude par Bestuschew, ennemi juré de Frédéric et de la Prusse, gagné d'ailleurs par l'or de l'Angleterre. « Ce roi (Frédéric), disait-il, étant le voisin le plus rapproché et le plus puissant de notre empire, en est naturellement le voisin le plus dangereux, même s'il n'avait pas un caractère aussi inconstant, accapareur, inquiet et indigne. Nos dangers augmentent avec les forces du roi de Prusse et nous ne saurions prévoir tout ce qui pourrait nous venir de la part d'un voisin aussi puissant, léger et versatile. » Frédéric payait cette haine de retour. Dans son *Histoire de mon temps*, il ne dédaigne pas la chronique scandaleuse pour se venger d'Élisabeth et de son ministre. « Les confidents de l'impératrice, écrit-il, plus ou moins favorables à la Prusse, intriguaient contre Bestuschew, qui

cherchait le moyen de leur aliéner les faveurs de leur frivole et sensuelle maîtresse. » Frédéric raconte qu'ayant engagé Élisabeth à se rendre à Moscou pour son couronnement, Bestuschew finit par trouver « une créature lui appartenant et accaparant les faveurs de l'impératrice ». Le ro. rapporte cet incident avec toute la crudité de termes qui lui était propre. « Il y avait, lit-on dans son *Histoire*, dans le monastère de Troitskoi un archimandrite dont la réputation était étonnante sur le chapitre de la galanterie. Cet ecclésiastique convainquit de son mérite une femme de chambre de l'impératrice qui avait les mêmes goûts que sa maîtresse et qui possédait sa confiance. La femme de chambre fit part à la souveraine de l'admirable découverte qu'elle venait de faire, en y ajoutant un ample panégyrique des talents de l'abbé et des preuves singulières qu'il apportait de son amour. La curiosité, si naturelle au sexe, inspira le désir à l'impératrice de voir ce miracle de ses yeux et de prendre connaissance de ce prodige par elle-même. L'archimandrite lui fut présenté. Ni sa longue barbe de bouc, ni ses cheveux crépus, ni son extrême malpropreté et sa puanteur ne lui firent du tort ; il eut le bonheur d'être aimé et d'être trouvé supérieur à sa réputation. Depuis cette nouvelle flamme l'impératrice devint invisible au monde ; elle ne vécut,

elle ne respira que pour son tendre abbé, et occupée de lui seul et par lui, elle négligea entièrement ses affaires. C'était le triomphe du ministre (Bestuschew). Bientôt des ordres furent donnés que les ministres étrangers auraient à négocier avec le comte Bestuschew, et il leur fut défendu de parler affaires à l'impératrice. Le premier fruit de cet arrangement valut de grosses sommes au ministre, les Anglais en firent les frais et Mardefeld (envoyé de Prusse) s'aperçut bientôt par la mauvaise volonté de Bestuschew, que les guinées commençaient à opérer. »

Ce récit est le meilleur commentaire des échecs successifs de la diplomatie de Frédéric auprès d'Élisabeth : le roi se heurtait à des partis pris inébranlables. En 1743 il conclut avec la Russie un traité d'alliance dont il faisait lui-même un médiocre cas. C'est que Élisabeth refusait absolument de lui garantir la Silésie enlevée à l'Autriche. C'est avec Marie-Thérèse qu'elle conclut un traité d'alliance offensive et défensive ; l'électeur de Saxe, roi de Pologne, entra dans cette alliance. En même temps, la France qui s'était alliée avec l'Autriche, se rapprocha du même coup de la Russie. Frédéric ne fut informé de ces faits qu'au moment où, prêt à rouvrir la guerre avec l'Autriche, il fit faire de nouvelles tentatives à Saint-Pétersbourg en vue d'une

alliance entre la Prusse, la Russie et la Suède : le chancelier russe répondit qu'il était lié par un traité avec l'Autriche.

Puis lorsque, sur le point d'entrer en campagne, il se réclama de son ancien traité d'alliance avec la Russie, le comte Bestuschew lui fit connaître la désapprobation de l'impératrice qui accusait le roi d'avoir violé le traité de Breslau par lequel il s'était engagé à s'abstenir de toute agression contre l'Autriche. L'impératrice repoussa ainsi l'alliance avec Frédéric et même la médiation que celui-ci lui avait demandée. Enfin, Frédéric ayant envahi la Saxe, alliée de la Russie, la cour de Saint-Pétersbourg se dédit de toute alliance avec lui et notifia son intention de prêter son concours à l'électeur-roi.

Frédéric mit tout en jeu pour renverser Bestuschew. Il s'attachait à le perdre dans l'esprit d'Élisabeth : ce fut peine perdue. Alors, il employa le moyen auquel l'Angleterre avait eu recours avec succès. Il lui fit offrir, sous forme de cadeau, 100 000 et même 150 000 écus. Le chancelier russe, qui, toujours en butte à des embarras pécuniaires, acceptait volontiers les cadeaux de l'Angleterre, refusait ceux que lui offrit le roi de Prusse ; il en fit part à l'impératrice en jouant l'indignation. En même temps il ne se gênait pas pour faire saisir la corres-

pondance de l'envoyé de Prusse avec son souverain, pour y découvrir les vrais sentiments de Frédéric. Il ne s'en cachait nullement et ne tint aucun compte des plaintes du diplomate prussien. Les choses en vinrent au point que dans le cours de l'année 1746, une rupture diplomatique eut lieu. L'envoyé Mardefeld fut remplacé par un autre diplomate qui, au bout de quelques mois, demanda son rappel pour être, à son tour, remplacé par un chargé d'affaires auquel succéda, en 1750, un simple secrétaire sans caractère officiel. De son côté, le gouvernement russe rappela son représentant de Berlin, en alléguant, comme prétextes, la façon « méprisante » dont le roi le traitait, « le retard du renvoi des vieux soldats géants » et en général « la persécution des sujets russes ».

De la rupture diplomatique à l'état de guerre le chemin ne fut pas long. Élisabeth devint l'ennemie redoutable de Frédéric et persévérait jusqu'à la fin de son règne dans cette attitude. C'est grâce à elle que la troisième guerre de Frédéric contre l'Autriche dura sept ans ; et encore fallut-il qu'elle mourût pour que la guerre prît fin. Élisabeth se trouvait du côté de tous les ennemis du roi et ces ennemis étaient tout le reste de l'Europe. Car, à cette époque, l'esprit de conquête, l'ardeur de domination et de prédomi-

nance possédaient tous les vieux gouvernements : Angleterre, Autriche, France, Russie, Saxe, Bavière. C'étaient de vieux États qui se jalousaient et se combattaient entre eux, mais qui se mettaient facilement d'accord pour ne pas avoir à copartager avec le conquérant de Berlin. Singulier spectacle que cette Russie, la plus conquérante de tous, qui s'agrandissait aux dépens de tous ses voisins, Turcs, Polonais, Finlandais, Suédois, faisant la guerre à la Prusse sous prétexte que son ambition conquérante compromettait la sécurité de l'empire russe !

Les traités de la Russie à cette époque sont tous dirigés contre Frédéric : elle traita successivement avec l'Angleterre, avec l'Autriche, avec la France. Frédéric ne savait plus de quel côté porter ses alliances ; il trahit les unes pour les autres, sans autre but que celui d'empêcher une invasion russe sur territoire allemand. Il n'y échappa point. Aux deux traités de Versailles entre l'Autriche et la France, Élisabeth s'empressa d'accéder. On a dit qu'elle n'y fut entraînée par aucun motif d'ambition, que la haine de Frédéric était le seul mobile qui la guidait. La suite des événements a prouvé que la politique de l'impératrice n'était pas faite de désintéressement et tendait, au contraire, à tirer des avantages réels de son alliance avec l'Autriche et la France.

Frédéric n'avait pas que des ennemis à Saint-Pétersbourg. A côté de la cour d'Élisabeth, il y avait la petite cour de son neveu et héritier présomptif, Pierre de Holstein, marié à Catherine, princesse d'Anhalt-Zerbst. Catherine, de son nom de princesse allemande Sophie-Augusta, était la fille du prince d'Anhalt, général prussien et gouverneur de Stettin, ville où elle vit le jour. Frédéric professait pour elle une affection particulière et, comme les chroniques du temps observent, quasi paternelle. C'est lui qui fit ce mariage avec le grand-duc Pierre. Avant sa guerre de Silésie, Frédéric cherchait, par tous les moyens, de resserrer ses liens d'amitié avec la Russie. L'impératrice, voulant marier son neveu, songeait à la princesse Ulrique, sœur de Frédéric, et à la princesse Marianne, fille du roi de Pologne. Cette dernière fut d'abord acceptée, à ce que prétend Frédéric II, grâce « aux ministres russes dont la vénalité aurait mis, je crois, l'impératrice même à l'enchère et qui vendirent un contrat de mariage précoce : ils reçurent de grandes largesses, et le roi des paroles ». Frédéric ne voulait pas de la princesse Marianne, dont le mariage avec le futur tsar pouvait fortifier l'influence russe en Pologne. Il ne voulait pas non plus envoyer en Russie sa propre sœur ; il flétrissait « ces politiques qui sacrifient jusqu'à leur propre sang à leur intérêt

et à leur vanité ». C'est la princesse d'Anhalt qu'il jugeait convenable d'établir sur le trône de Russie. Il fit jouer tous les ressorts pour fixer le choix d'Élisabeth sur la jeune princesse; la négociation se fit à l'insu du chancelier Bestuschew et le secret en fut rigoureusement gardé, « quoique beaucoup de femmes indiscrètes en fussent les dépositaires » ; à tel point que la princesse de Zerbst arriva avec sa fille à Pétersbourg « au grand étonnement de toute l'Europe » et qu'elle y fut reçue avec joie par l'impératrice. Il restait à vaincre la difficulté religieuse, résultant du cousinage des deux fiancés. « On se servit dans cette occasion, dit Frédéric, du chemin qui est en Russie et dans la plupart des cours de l'Europe l'abrégé des controverses: on répandit de l'argent à propos et les popes trouvèrent qu'il n'y avait rien de contraire dans leurs lois à ce mariage. » Ce n'est pas seulement aux popes qu'il fallait faire des largesses: Frédéric était obligé de gagner son adversaire acharné, Bestuschew, qui, mis au courant de l'affaire, cherchait à traverser les projets du roi. « Il ne masquait pas sa mauvaise volonté, dit Frédéric, son âme ne s'amollissait que par des largesses, et comme il avait la mémoire courte, il fallait la lui rafraîchir souvent. N'ayant pu détruire le crédit de cet indigne ministre, on se servit de clefs d'or pour ouvrir un cœur à portes de fer, et

ce fut la rhétorique dont Mardefeld a fait usage avec succès jusqu'à la fin de 1745. » Le mariage fut célébré le 1er septembre de cette année. Or, autant Élisabeth, dans les années suivantes, s'engageait dans une hostilité absolue envers Frédéric, autant à la cour du grand-duc on poussait les sympathies pour ce roi jusqu'à contrarier ouvertement les plans de l'impératrice. Le grand-duc Pierre était un admirateur aveugle et extravagant du roi de Prusse. Alors que Élisabeth pressait l'Autriche d'envahir la Prusse et finit par faire marcher ses propres troupes contre ce pays, le grand-duc Pierre paralysa les mouvements de celles-ci. Après une série de revers essuyés par les Autrichiens, les Français et les Russes, Frédéric subit finalement une défaite qu'il considérait, au premier moment, comme scellant à jamais sa perte. L'armée russe avait grandement contribué à cette issue. Aussi, Élisabeth comptait-elle se faire payer son concours en demandant pour la Russie la cession de la province de Prusse proprement dite. Les cabinets de Versailles et de Vienne lui rappelèrent ses engagements de désintéressement et refusèrent net. Sur ces entrefaites, Frédéric avait repris courage : il avait reçu de Russie des nouvelles laissant prévoir la fin prochaine d'Élisabeth. Cette souveraine, en se voyant mourir, ne laissait pas de se tourmenter

par la pensée que son successeur abandonnerait sa politique pour se jeter dans les bras de la Prusse. Antérieurement déjà elle avait songé à déposséder Pierre pour faire proclamer Paul, le jeune fils de celui-ci, héritier de la couronne. La mort qui la surprit au milieu de ces projets, sauva Frédéric.

Pierre III ne s'était pas plutôt proclamé empereur, le serment de ses troupes reçu, qu'il envoya à Frédéric un ambassadeur pour lui offrir son amitié et son alliance. En même temps il donna à ses troupes l'ordre de suspendre immédiatement toutes les hostilités. Un armistice fut conclu le 5-17 mars 1762. Frédéric s'attendait bien à obtenir une paix honorable et il était tout disposé à faire quelques sacrifices territoriaux. Son ambassadeur Goltz qui fut envoyé féliciter le tsar était muni de pleins pouvoirs à ce sujet. Quel dut être l'étonnement du roi en apprenant que Pierre III l'engageait à rédiger lui-même un projet de traité de paix ! Frédéric, en envoyant ce projet, écrivit au tsar : « Arrangez ce projet comme il vous plaira, je signerai tout ; ce qui vous est avantageux, l'est aussi à moi. La nature m'a gratifié d'un cœur sensible et reconnaissant. Je ne pourrai jamais vous rendre tout ce que je vous dois. J'étais sur le point de désespérer de ma situation quand j'ai découvert un ami fidèle

dans le plus grand monarque de l'Europe. » Les flatteries dont le comblait son idole exercèrent leur effet sur Pierre qui, dès lors, n'avait plus rien à refuser à Frédéric. Aussi, le chancelier prince Worontzow ayant introduit quelques changements dans le projet de traité prussien, il suffit à l'ambassadeur baron de Goltz d'aller trouver le tsar et de lui faire part de l'incident, pour que Pierre souscrivît à toutes les stipulations. Triomphant, le diplomate prussien s'empressa de retourner au chancelier russe le traité qu'il avait eu « le bonheur de lire à S. M. I. et qui fut approuvé par Elle dans toutes ses parties ».

Ce traité du 24 avril 1762 portait, dans un de ses articles, annulation de tous les engagements pris par Élisabeth au sujet de la participation de la Russie à la guerre contre la Prusse. De plus, dans un article séparé, il fut stipulé que « les deux puissances se concerteraient immédiatement pour conclure une alliance en vue de la sûreté de leurs possessions et de l'avancement de leurs intérêts réciproques ». Et en effet, à la date du 8 juin, il fut conclu à Saint-Pétersbourg un traité d'alliance par lequel les deux puissances se garantissaient leurs possessions actuelles et se promettaient secours mutuel contre toute agression. La révolte qui précipita Pierre du trône empêcha la ratification du traité. Mais, pendant le court

règne de ce souverain, la Russie était réellement gouvernée par Frédéric et par son ambassadeur Goltz à Pétersbourg. Le roi, entrevoyant une catastrophe, pressa le tsar de se faire couronner; il profita de son intimité avec Pierre pour lui exprimer son avis dans des termes que tout autre souverain, conscient de sa position, n'aurait pas acceptés. « J'avoue, écrit-il le 4 mai, que j'aimerais bien vous voir déjà couronné; car, cette cérémonie ne peut manquer de faire grande impression sur le peuple, habitué à voir le couronnement de ses souverains. Je dirai franchement que j'ai peu de confiance dans les Russes. Tout autre peuple aurait béni le ciel d'avoir un souverain muni de qualités aussi éminentes et admirables; mais ces Russes savent-ils comprendre leur bonheur, et la maudite vénalité d'un seul individu quelconque ne pourra-t-elle pas tramer un complot ou même soulever les masses en faveur des princes brunswickois? »

Les masses ne se soulevèrent pas en faveur de la famille exilée qui ne leur était rien moins que sympathique; elles ne se soulevèrent même pas du tout. Le coup vint de la propre femme de Pierre III, de cette princesse Catherine dont le mariage s'était effectué sous les auspices de Frédéric. Intelligente et ambitieuse, en butte aux mauvais traitements d'un époux vicieux et brutal,

menacée d'être enfermée dans quelque monastère, elle prit les devants. Elle eut pour alliée l'armée, irritée par les innovations empruntées à l'armée prussienne et par l'abandon de tous les avantages qu'Élisabeth avait remportés contre la Prusse. Elle eut encore avec elle le clergé orthodoxe dont Pierre avait rogné les privilèges. Ce fut donc, comme l'avait fait vingt ans auparavant Élisabeth, avec l'aide des troupes, que Catherine, le 9 juillet 1762, se fit proclamer Impératrice régnante.

CHAPITRE IV

Frédéric II. — Frédéric-Guillaume II. — Catherine II. — Paul Ier.

Politique de Catherine en général et à l'égard de la Prusse. — Frédéric et Marie-Thérèse concluent la paix sans Catherine. — Frédéric recherche l'alliance russe. — La question de Pologne, trait d'union entre les deux. — L'alliance prusso-russe prédomine depuis lors. — Frédéric offre à Catherine sa médiation à Constantinople. — Catherine convoite les principautés danubiennes. — Le premier partage de la Pologne. — Cet événement resserre davantage l'alliance de la Prusse et de la Russie. — Le traité de Teschen établit l'influence de la Russie sur les affaires d'Allemagne. — Chemin immense parcouru par la politique russe depuis Pierre le Grand. — Refroidissement entre Frédéric et Catherine. — Entente entre Catherine et Joseph II. — Visées des deux souverains en Orient. — Ils se comblent de flatteries. — Catherine repousse le projet de Frédéric d'une triple alliance de la Russie, de la Prusse et de la Turquie. — Elle propose à Joseph un projet de partage de la Turquie. — Son projet de démembrement de l'empire ottoman. — Ils se cachent devant Frédéric. — Ils comptent sur la mort prochaine du roi. — Frédéric s'inquiète de l'alliance austro-russe. — Catherine considère le roi comme un adversaire naturel de l'agrandissement de la Russie. — Elle accuse l'ambition insatiable du roi. — Sa politique à l'égard de la Prusse après la mort de Frédéric. — Rapports russes sur Frédéric-Guillaume II et la cour de Berlin. — L'ambassadeur de Russie n'assiste pas aux funérailles de Frédéric. — Froideur du nouveau roi à l'égard de la

Russie. — Sa haine contre l'Autriche. — Catherine se rapproche de la Prusse : elle déclare que l'alliance avec cette puissance est naturelle. — Elle n'en continue pas moins à cultiver l'alliance avec l'Autriche. — La Prusse conclut un traité d'alliance avec la Turquie. — Catherine ne veut pas renoncer à ses projets. — La Prusse se prépare pour la guerre avec la Russie. — Les progrès de la Révolution française rapprochent les deux puissances. — Leur traité d'alliance renouvelé. — Les partages de la Pologne. — Catherine principale instigatrice de la coalition contre la France. — Son irritation contre la Prusse qui a conclu la paix avec la République française. — Ses instances en vue d'amener la Prusse à rentrer dans la coalition. — Frédéric-Guillaume s'y refuse et empêche Catherine d'envoyer une armée contre la France. — Mort de Catherine. — La Prusse maintient sa politique de neutralité. — Paul Ier ennemi de la République française. — Sa versatilité. — Les Russes qualifient M. de Haugwitz de francomane. — Efforts inutiles de Paul en vue d'entraîner le roi Frédéric-Guillaume III à la guerre contre la France. — Colère et menaces de Paul contre la Prusse. — Rupture des relations diplomatiques. — Les exigences territoriales de l'Autriche rapprochent Paul avec la Prusse. — Paul propose de nouveau à la Prusse de prendre la place de l'Autriche dans la coalition. — Le roi refuse de s'allier contre l'Autriche sans que Paul ait au préalable fait la paix avec la France. — Paul y consent et s'y refuse tour à tour. — Traité d'alliance anodin entre la Prusse et la Russie. — Paul espérait toujours gagner la Prusse à la coalition contre la France. — Le roi persiste dans sa politique de neutralité. — Les deux puissances menacent l'Autriche. — Mort de Paul Ier.

Les mécontentements des Russes à l'égard de la politique prussienne de Pierre III avaient puissamment secondé l'élévation de Catherine II. Cependant cette souveraine ne modifia pas de beau-

coup la politique extérieure inaugurée par son époux. Élisabeth, avide d'agrandissements, s'était opposée à ce que la Prusse y eût sa part : Catherine, possédée à un plus haut degré de la passion des conquêtes, consentait volontiers à partager avec son voisin et parent, auquel elle ressemblait d'ailleurs beaucoup par son esprit et ses goûts littéraires. C'est sous son règne que fut fabriqué le document connu depuis lors sous le nom de testament de Pierre le Grand. Ce grand souverain n'a pas laissé de testament politique : ce que l'on désigne comme tel c'est le résumé de ses aspirations reprises et élargies par Élisabeth et concentrées dans un vaste plan par Catherine II. L'étiquette importe peu : le fond de ce testament, c'est la politique traditionnelle de la Russie qui s'efface pendant un temps pour ressusciter au moment opportun. Cette politique visait la Pologne et la Turquie. Dans la première, la Prusse est une auxiliaire utile, pour la seconde, la Russie trouvait sur son chemin l'Autriche qui était déjà à cette époque l'obstacle de la Prusse dans l'empire germanique. Frédéric II et Catherine, — qui ne sacrifiaient rien au sentiment et n'obéissaient, chacun de son côté, qu'à ce que leur dictaient leurs intérêts ; dont la politique d'expansion prenait des voies différentes et où aucun des deux n'était gêné ni contrarié par l'autre —

étaient donc bien faits pour marcher ensemble et tout portés à s'entendre. Élisabeth avait redouté « un voisin puissant » ; Catherine ne craignait point « un voisin satisfait ». Elle ne ratifia pas le traité d'alliance conclu sous le règne de Pierre III : mais, d'autre part, elle ne continua pas les errements d'Élisabeth. Au début, son ambition fut d'être médiatrice entre Frédéric et Marie-Thérèse. En cela, elle ne réussit point. Délivré de l'inimitié d'Élisabeth, Frédéric repoussa une médiation qui pouvait le frustrer de quelques-unes de ses conquêtes. Étant épuisés, l'un comme l'autre, n'étant sûrs d'aucun secours efficace, Frédéric et Marie-Thérèse préférèrent s'entendre directement. Leurs négociations, poursuivies à l'insu de Catherine, aboutirent à la paix d'Hubertusburg qui maintenait Frédéric en possession de tout ce qu'il avait enlevé à sa voisine.

En même temps qu'il terminait la guerre avec l'Autriche, Frédéric songeait aux moyens de s'assurer de l'alliance de la Russie. Il n'ignorait pas les visées de Catherine à l'égard de la Pologne : aussi fut-ce sur cette question qu'il entama les négociations, en flattant l'ambition et la vanité de la souveraine russe. Interrogé par celle-ci sur ses intentions par rapport à la prochaine élection du roi de Pologne, le roi répondit qu'il accepterait tout candidat agréé par Catherine, pourvu que

ce ne fût pas un prince autrichien. De son côté, l'impératrice déclarait n'exclure qu'un prince français. L'entente s'établit donc sur cette base. Les cabinets européens, renseignés sur ces négociations, croyaient à la conclusion d'un traité de partage. Une circulaire russe protesta contre cette supposition : « Nous n'avons jamais eu l'intention, déclare Catherine fièrement, et n'avons nul besoin de chercher à étendre les limites de notre empire qui, sans cela, par son étendue, forme une partie considérable du globe terrestre. »

Frédéric avait trouvé le joint pour rattacher à sa politique la grande puissance du Nord : il ne laissa pas échapper l'occasion. Il lui importait, à lui, de s'assurer l'alliance de la Russie pour l'éventualité d'une agression en Allemagne ; de son côté, Catherine tenait à lier le roi aux intérêts russes en Pologne. Le roi lui ayant proposé un traité d'alliance, l'impératrice accepta, à la condition qu'il signerait avec elle une convention relativement à la Pologne. C'est à ce double but que répondirent le traité et la convention signés le 31 mars 1764 à Saint-Pétersbourg. Le traité ne différait pas beaucoup de celui dont la ratification avait été empêchée, deux ans auparavant, par le détrônement de Pierre III. Quant à la convention, elle obligeait le roi de Prusse à marcher

d'accord avec la Russie dans les affaires de Pologne et à soutenir l'élection de Stanislas Poniatowski, candidat de l'impératrice.

La portée de ces traités dépasse les questions spéciales qui en furent l'objet. Pour la Russie, ils établissent une influence réelle et profonde sur les affaires de l'Europe occidentale et particulièrement de l'Allemagne ; pour la Prusse, ils inaugurent un système politique qui a prévalu, avec de très courtes interruptions, pendant cent vingt ans. Rarement, des traités d'alliance ont été ratifiés avec une satisfaction aussi vive comme le traité russo-prussien de 1764. « J'ai ratifié avec joie aujourd'hui l'alliance que le ministre de V. M. vient de conclure avec les miens, écrit l'impératrice au roi ; et je n'ai pas voulu en laisser partir la nouvelle, sans réitérer à V. M. les assurances de la sincérité de mon amitié et de mes intentions. » Dans le même sentiment, Frédéric répondit : « Je regarde cette époque heureuse comme la base et le fondement de l'étroite union qui existera, s'il plaît à Dieu, entre les deux nations. »

Des deux côtés l'on avait conscience de la haute valeur de cette alliance : Frédéric surtout y voyait une forte et précieuse garantie contre toute entreprise hostile de l'Autriche. Aussi tenait-il au renouvellement du traité de 1764 : il

en proposait la prolongation en 1769, quatre ans avant le délai d'expiration ; car, disait-il, il voulait laisser cette alliance à ses successeurs comme un précieux héritage. Le nouveau traité, prolongé de huit ans à partir de 1772, ne faisait que reproduire l'ancien, avec quelques additions toutefois, dont l'une garantissait à la Prusse la possession des principautés d'Anspach et de Bayreuth.

Dans la même année 1772, où le traité d'alliance renouvelé entra en vigueur, un autre traité, secret celui-là, renforça les liens entre les deux souverains. Le roi avait jusque-là rempli toutes ses obligations d'allié ; mais, d'autre part, il songeait aussi à ses propres intérêts, en s'attachant à empêcher l'alliance de la Russie avec l'Autriche. A cette fin, il était allé jusqu'à offrir à Catherine son appui contre la Turquie ; cependant, au moment où la Russie et l'Autriche semblaient près de se faire la guerre au sujet de la Turquie, il proposa sa médiation. Il craignait cette guerre dans laquelle il lui aurait fallu prendre position pour l'une ou pour l'autre. Catherine convoitait les deux principautés danubiennes : l'Autriche, d'accord avec la France, défendait l'intégrité de l'empire ottoman. La médiation était œuvre difficile en face des partis pris des deux belligérants. Frédéric tourne la difficulté

en patronnant les convoitises de la Russie et de l'Autriche, sans oublier les siennes : c'est la Pologne qui fut destinée à payer les frais de l'accord. Le prince Henri, frère du roi, avait été envoyé en 1770 à Pétersbourg pour proposer le partage d'une partie de la Pologne entre la Russie et la Prusse. Ces négociations amenèrent la conclusion de la convention du 4 janvier 1772. Ayant créé ainsi un fait accompli, les deux cabinets se tournèrent du côté de Vienne pour associer l'Autriche à leur partage et apaiser ainsi les alarmes conçues par cette puissance au sujet des progrès des armes russes dans l'empire ottoman. Russie et Prusse ne craignaient d'ailleurs rien autant qu'une guerre générale qui aurait uni dans le même camp l'Autriche et la France. De plus, Catherine, à cette époque, tenait à se rapprocher de l'Autriche en vue de s'en assurer l'alliance pour ses vastes projets de conquête en Turquie. Dans ces conditions, toutes les parties tenaient à en finir avec les négociations concernant la Pologne, et Frédéric parvint ainsi à établir l'arrangement à trois que l'histoire signale comme le premier partage de la Pologne et qui fut signé à Pétersbourg le 25 juillet 1772.

La satisfaction au sujet de ce traité, de la part de Frédéric et de Catherine, était encore plus forte que celle qu'ils avaient éprouvée lors de

leur pacte d'alliance de 1764, et cela se comprend : ce dernier promettait seulement, tandis que le premier apportait des profits matériels. Avec son style emphatique pour les grandes occasions, le roi fit dire à Catherine : « Je l'assure qu'elle n'a pas obligé un ingrat, puisque j'épierai toutes les occasions pour témoigner à elle et à la Russie ma reconnaissance non pas en paroles, mais en effet. » De son côté, l'impératrice écrivit au roi : « Nos sujets respectifs nous auront éternellement des obligations essentielles » : prédiction qui ne s'est pas vérifiée, du moins en ce qui concerne les sujets polonais des puissances copartageantes.

Le traité de partage resserrait les liens d'amitié entre les deux cours et cela devait être, puisque cet acte dressait contre elles les mêmes ennemis et les contraignait de s'unir pour la défense de leurs intérêts communs. Frédéric surtout éprouvait cette sécurité d'union en présence de sa rivale de Vienne qui, suivant lui, avait eu une trop grosse part dans le partage et spéculait maintenant sur d'autres agrandissements du côté de la Turquie, de l'Italie et de l'Allemagne. Sous l'empire de ces idées, il demanda à Catherine et obtint la prolongation du traité d'alliance de 1764, renouvelé déjà en 1769, jusqu'en 1790 : selon toute prévision humaine, l'amitié de la Russie lui

était ainsi acquise pendant toute la durée de son règne. Catherine lui rendit encore un autre service d'une grande importance, en acceptant la médiation entre la Prusse et l'Autriche qui avait jeté son dévolu sur la Bavière. Frédéric avait déclaré qu'il s'opposerait à ce projet au besoin par les armes. Le traité de paix de Teschen de 1779 qui réglait ce conflit à la satisfaction de Frédéric, fut l'œuvre de l'impératrice Catherine. Le roi récompensa ce service par un redoublement de compliments : « Toute l'Allemagne, lui écrivait-il, lui doit la paix dont nous allons commencer à jouir ; quelques paroles, Madame, de votre bouche, ont suffi à réprimer toute l'ambition autrichienne. » Quant à l'impératrice Catherine, en dehors de ces hommages dont se repaissait son amour-propre, elle pouvait mesurer le chemin parcouru par la Russie depuis Pierre le Grand. Par le partage de la Pologne elle avait enchaîné l'Autriche et la Prusse à sa politique et, par le traité de Teschen, elle avait pris le rôle d'arbitre dans les affaires d'Allemagne et plus particulièrement entre les deux grandes puissances de cet empire : rôle qui fut continué après Catherine II par deux de ses plus illustres successeurs.

Néanmoins, ces vives sympathies manifestées par Frédéric à l'égard de Catherine furent fortement troublées dans les dernières années de son règne.

Frédéric se faisait vieux, il fut souffreteux et ses voisins, amis comme ennemis, les derniers surtout, se préoccupèrent de la situation qui pouvait se présenter lors de la disparition d'un homme qui avait, pendant quarante ans, rempli l'Europe de ses actes et fait prévaloir son influence. L'empereur Joseph II fut du nombre de ceux qui attendaient de la mort de Frédéric des conséquences heureuses pour l'Autriche. Ayant pu apprécier les avantages que Frédéric avait recueillis de son alliance avec la Russie, Joseph fut tout naturellement amené à désirer pour lui-même une alliance l'unissant au grand empire du Nord, en vue d'enrayer les progrès de la Prusse qui tendait à balancer la prépondérance de l'Autriche en Allemagne. D'ailleurs, Joseph, ambitieux et désirant étendre les limites de son empire, était tout prêt à aider les projets de conquête de l'impératrice Catherine en Orient. Pour cette princesse, en dehors de ses intérêts en Orient pour lesquels le concours de l'Autriche ne pouvait que lui paraître nécessaire, le rapprochement avec la cour de Vienne avait un attrait particulier comme hommage rendu à sa personne par le représentant de la vieille et illustre maison de Habsbourg. Dans ces conditions, l'initiative que prit l'empereur Joseph en vue d'une entente ne put être accueillie qu'avec joie par Catherine.

Peut-être était-elle assez rassasiée des lettres pleines de flatteries de Frédéric pour goûter maintenant celles de Joseph qui, à l'exemple du roi de Prusse, lui jetait l'encens à pleines mains. Ici se place cet épisode qui causait un chagrin infini au roi sans procurer de grands avantages à l'empereur et à l'Autriche.

Dès l'année 1779, Frédéric avait proposé à Catherine une triple alliance entre la Prusse, la Russie et la Turquie. Ce projet avait été repoussé par elle. Elle trouvait étrange, et non sans raison, que le roi proposât à la Russie de s'allier avec la puissance que sa politique traditionnelle la portait à combattre. La religion fournissait, comme elle l'a fourni jusqu'à nos jours, un des grands arguments de la politique orientale de la Russie ; ses intérêts politiques en Orient étaient toujours bien servis par ses sentiments religieux. Comment supposer à une impératrice orthodoxe la pensée de s'allier avec une puissance ennemie de toute la république chrétienne? Quel fâcheux effet pareille alliance ne produirait-elle pas sur les nations encore soumises au joug turc et qui comptaient sur la protection de la Russie? C'est l'Autriche qui profiterait de cette occasion pour se rattacher ces mêmes nations. Et pourquoi cette alliance? La Turquie ne pourrait être utile que dans le cas où la Russie et la Prusse seraient

attaquées par l'Autriche : mais, en ce cas, les deux puissances alliées ne se suffiraient-elles pas à elles seules pour se défendre ? Et comment la Prusse conciliait-elle une pareille alliance avec l'obligation qu'elle avait assumée d'assister la Russie repoussant les agressions des Tartares? Par toutes ces raisons, Catherine déclina péremptoirement la proposition du roi de Prusse. La principale raison, toutefois, qu'elle avait de la rejeter, c'était que l'empereur Joseph aspirait à s'allier avec elle contre les Turcs.

La correspondance intime, échangée entre les deux souverains à partir de 1780, et qui a été publiée depuis, contient une quantité de lettres où Joseph se montre le plus ardent admirateur de Catherine. Il est vrai, d'un autre côté, ainsi qu'on l'a appris par des lettres de l'empereur à son ministre Kaunitz, qu'il ne se faisait pas illusion sur la sincérité des compliments que l'impératrice lui adressait, et on sait ce qu'il pensait de la vanité excessive de cette souveraine. Il n'en jugea pas moins utile d'entrer dans ses projets contre la Turquie qui tendaient purement et simplement à un partage de l'empire ottoman. A la date du 18 mai 1781, les deux souverains avaient conclu un traité d'alliance visant surtout une assistance mutuelle contre la Turquie. Dans une lettre à Joseph, du 12 septembre 1782, se basant

sur ce traité, Catherine développe son plan : éviter un voisinage immédiat entre la Russie, l'Autriche et la Turquie ; à cette fin, créer un État indépendant, sous le titre de royaume de Dacie, formé de la Moldavie, de la Valachie et de la Bessarabie, avec un souverain agréé par les deux puissances ; parfaite égalité dans les acquisitions que l'on fera par suite de la guerre. Par un article secret, on stipulait la part que l'empereur Joseph voudrait se faire dans le territoire avoisinant l'Autriche ; la Russie aurait pour bornes la mer Noire, la ville d'Ozakof et une ou deux îles dans l'Archipel. Enfin, continue l'impératrice, si l'on arrivait à chasser les Turcs de Constantinople, « Votre M. I. ne me refuserait pas son assistance pour le rétablissement de l'ancienne monarchie grecque, sous condition expresse de ma part de conserver cette monarchie renouvelée dans une entière indépendance de la mienne, en y plaçant le cadet de mes petits-fils, le grand-duc Constantin ». Toutes les garanties seraient données pour que ce nouvel État ne puisse jamais être réuni à la Russie. En un mot, c'est une branche cadette de la dynastie russe que Catherine proposait d'introniser sur les rives du Bosphore. En retour et indépendamment des acquisitions déjà adjugées à l'Autriche, l'impératrice promit à Joseph son appui pour lui procurer

« quelques établissements sur la Méditerranée ».

Au milieu de ces pourparlers, Joseph n'était pas sans inquiétude au sujet du roi de Prusse à qui l'on avait cherché à cacher ce qui se préparait entre Vienne et Pétersbourg. Mais certains indices faisaient penser que le roi était au courant de tout. Joseph s'en alarma. Catherine ne cessa de le rassurer. « Il n'est pas douteux, écrit-elle, que l'union si naturelle qui s'est si heureusement rétablie entre Votre Majesté Impériale et moi, ne lui donne (à Frédéric) de la jalousie ; mais il est encore très problématique qu'à son âge il se porte à des démarches bien décidées contre nos deux monarchies réunies. » « L'âge du roi seul, répond Joseph, ne peut pas me donner la sûreté nécessaire. Ce qu'il me faudrait, c'est que Catherine laissât un corps d'armée sur les frontières prussiennes, soit en Livonie, soit en Pologne. Il faudrait aussi détacher la Saxe du parti du roi de Prusse pour, en cas d'attaque, menacer la Prusse dans le flanc ».

Quant au vaste plan que lui a développé Catherine, l'empereur y adhère : naturellement, donne-t-il à entendre, il faut que l'on ait terrassé la Turquie avant de décider de ses dépouilles. Joseph, dans le partage prévu, se taille une part fort respectable. Il demande une partie de la Valachie et de la Serbie, y compris Belgrade ; de

plus une partie de la Turquie proprement dite, limitée par une ligne partant de Belgrade pour aboutir à l'Adriatique et comprenant le golfe de la Drina; enfin il réclame les possessions vénitiennes de la terre ferme, ainsi que l'Istrie et la Dalmatie appartenant à cette République. Mais, et sur ce point Joseph revient toujours, il faut s'assurer de la France et surtout de la Prusse, sans quoi il ne pourrait pas entrer dans l'action contre les Turcs. Catherine continue de dissiper les inquiétudes de son allié. Elle fera approcher des troupes des frontières de la Prusse; elle s'expliquera avec le roi pour l'amener à rester neutre et elle espère y arriver; le roi regarderait à deux fois avant de laisser se réunir de nouveau contre lui les forces russes et autrichiennes. Car, il saura qu'en attaquant l'Autriche, il aurait la Russie contre lui. Enfin, en retour de sa neutralité, on lui donnera toutes les garanties pour l'intégrité de ses États. Mais Joseph ne se rassure pas. Il avertit l'impératrice que Frédéric dénonce leur plan à toute l'Europe et surtout à la Porte. « La haine et la méfiance intarissable du roi de Prusse, écrit-il, fournissent toujours quelque scène nouvelle; car, s'il pouvait invoquer l'enfer contre moi et contre ceux qui ont quelques liaisons d'intérêt et d'amitié avec moi, il le ferait certainement sans regarder ni derrière lui, ni aux conséquences qui

en doivent naître pour lui, pourvu qu'il puisse assouvir sa rage. »

On était arrivé ainsi au commencement de 1786. A ce moment il paraît que les trois souverains s'occupaient beaucoup de la santé, chacun de celle des deux autres. Le roi Frédéric était souffreteux, la santé de Catherine était chancelante, celle de Joseph gravement compromise. Catherine trouvait que Frédéric s'occupait trop de sa santé à elle, sans songer un peu plus à la sienne. Elle et Joseph semblent tabler leurs projets sur l'éventualité de la mort du roi. Des rumeurs inquiétantes vinrent de Berlin, pour se dissiper un moment. « La santé chancelante du roi de Prusse, écrit Joseph le 15 juin à Catherine, paraît se remettre et l'on croirait que la mort qui, pour l'ordinaire, fait si peu de façons avec tous les êtres vivants, respecte et craint de toucher à ce héros du siècle. Je lui souhaite de bon cœur longue vie, mais surtout à son successeur moins d'acharnement et petite méfiance à mon égard. » Cette lettre se croisa avec celle que Catherine avait adressée le 20 juin à Joseph et où elle dit : « Selon mes dernières nouvelles de Berlin, quoique le roi de Prusse se promenait à cheval dans son jardin, l'on ne croit pas sur les lieux qu'il passe l'automne. Son successeur ne paraît pas jouir non plus d'une santé bien stable. »

L'impératrice était bien renseignée : le roi mourut le 17 août suivant.

Frédéric, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, était vivement irrité du rapprochement des cours de Pétersbourg et de Vienne : sa politique constante qui tendait à empêcher cette alliance, échoua vers la fin de son règne. Il ne l'a jamais pardonné à Catherine. Informé de la conclusion de l'alliance de 1782, le roi demanda des explications : l'Autriche, suivant lui, profiterait du traité pour pousser la Russie à la guerre contre lui. L'impératrice cherchait à rassurer le roi : le traité avec l'Autriche respectait tous les engagements contractés par la Russie envers la Prusse. Efforts inutiles : le roi ne se laissait pas convaincre, la correspondance intime avec Catherine cessa, des différends surgirent sur beaucoup de questions. Et ce refroidissement d'une amitié que l'on avait pu croire inaltérable dure au moment de la mort de Frédéric II.

De fait, Catherine, depuis son alliance avec l'Autriche, avait abandonné celle de la Prusse. Déjà elle parlait de celle-ci sur le ton de supériorité qui a caractérisé plus tard l'attitude de ses deux successeurs. A la fin de 1785 elle avait rappelé de Berlin son ambassadeur Dolgoroucki, très bien vu par Frédéric, pour le remplacer par le comte Roumiantzow. Dans les instructions qu'elle

rédigea pour celui-ci, elle établit que la Prusse doit craindre l'agrandissement de la Russie et redouter une guerre avec cet empire. « L'amitié entre la Prusse et la Russie n'étant pas fondée sur la nature des choses, ne peut exister que temporairement. » Aussi, dans le cas d'une guerre de la Russie avec la Turquie, ce ne serait pas le roi de Prusse qui empêcherait la cour de Vienne de faire une diversion contre la Russie. Le traité conclu par Pierre III avec la Prusse a été l'asservissemennt de la Russie. L'impératrice, en arrivant au trône, a choisi cette alliance parce que le roi de Prusse n'avait pas exigé sa participation à la guerre. Avec la conclusion du traité de Teschen « qui a posé le premier fondement de l'influence de la Russie en Allemagne et nous a donné le droit de prendre part directement à ses affaires..., nos liens politiques avec la Prusse ont atteint leur apogée ». L'impératrice, oublieuse de ses propres visées si vastes, accuse « l'insatiable ambition » de Frédéric, son mécontentement au sujet de l'alliance austro-russe, sa constante jalousie contre la maison d'Autriche. L'impératrice ne veut en rien faillir aux engagements qu'elle a avec la Prusse, ni offenser le roi, « quoiqu'il doive comprendre que les forces de la monarchie prussienne ont été portées par lui au delà des limites convenables pour ses voisins et

que les intérêts des deux cours sont basés sur la position de leurs territoires réciproques ».

Quelques mois plus tard, en prévision de la mort de Frédéric, elle engage Roumiantzow à s'efforcer sans relâche de se concilier la confiance de l'héritier du trône, de l'assurer des bonnes intentions de la Russie, enfin de lui conseiller de ne pas se laisser diriger « par la haine contre l'Autriche, mais par la raison et la modération ».

Roumiantzow négligea la partie de ces instructions indiquant que l'impératrice ne voulait pas se brouiller avec la Prusse ; il ne se pénétrait que des passages où Catherine prit la défense de l'Autriche contre la Prusse, il semblait croire que la Russie était à la veille de tirer l'épée contre cette dernière. Dans ses premiers rapports il parle avec dédain des ministres prussiens ; il savait ne pas leur plaire et demandait son rappel ; un simple chargé d'affaires suffirait pour la cour de Berlin. Quant au nouveau roi, Frédéric-Guillaume II, il le dépeint avec un parti pris de sévérité sans que l'on puisse contredire à beaucoup de ses traits malicieux. Le nouveau roi tenait au maintien de l'armée, mais en politique subissait la tutelle de ses ministres ; il favorisait les exagérations des sectes religieuses. Au demeurant, la Prusse, disait-il, est impuissante, elle craint la Russie ; depuis la mort de Frédéric « non seule-

ment le brochet est mort, mais encore ses dents ne sont pas restées ».

L'impératrice blâme le langage de son ambassadeur ; elle lui reproche de manquer de tact, et surtout de ne pas avoir assisté aux funérailles du roi défunt. Rien n'y fit : Roumiantzow continua de plus belle, en pleine indépendance d'esprit, à tracer des peintures réalistes sur la cour de Frédéric-Guillaume II, sans songer à ce qu'elles pouvaient avoir de ressemblance avec les mœurs de la cour impériale et sans tenir compte de l'avis que ses dépêches étaient souvent lues à Berlin avant de parvenir à leur destination. « Le nouveau souverain, écrit-il encore, n'a aucune aptitude pour le gouvernement, il est ignorant et rebelle au travail, il est superstitieux et croit aux miracles ; il s'est retiré d'une séance spiritiste, par crainte de voir s'abattre sur lui le bâton de son grand prédécesseur. Le ministre Hertzberg est un Don Quichotte ; le ministre Bischoffswerder est un homme à inclinations dangereuses. »

Les deux cours s'éloignaient de plus en plus l'une de l'autre ; Frédéric-Guillaume II nourrissait envers l'Autriche une haine plus ardente que Frédéric II. L'entrevue de Catherine et de Joseph ne pouvait que le confirmer dans ces sentiments. L'impératrice d'ailleurs avait refusé de renouveler son traité d'alliance avec la Prusse ;

de plus, elle s'opposait avec énergie au projet prussien de l'annexion de la ville de Dantzig. De son côté, le roi de Prusse contrariait la politique russe partout où son influence pouvait l'atteindre. Catherine rappela Roumiantzow qui s'était rendu impossible à Berlin, pour le remplacer par le comte de Nesselrode, père de celui qui, plus tard, devait diriger de haute main la politique extérieure de la Russie. Nesselrode, par ordre de l'impératrice, donnait de bonnes paroles, sans réussir à désarmer la méfiance du cabinet de Berlin. On ne cessait de part et d'autre de s'accabler de reproches et de récriminations. Toutefois, Catherine, peut-être mal satisfaite de son alliance avec Joseph, s'attacha, toujours en vue de ses projets contre la Turquie, à radoucir le cabinet prussien. Elle envoya à Berlin un homme de sa confiance, Maxime Alopéus. Son langage avait changé. Elle ne disait plus que l'amitié avec la Prusse n'était pas fondée sur la nature des choses. « L'accord entre la Prusse et la Russie, portaient les instructions de Catherine, est si naturel, si analogue au véritable bien-être des deux monarchies respectives, que, s'il a pu être troublé pendant quelque temps, il ne faut l'attribuer qu'à des mésentendus et à des ombrages produits par un concours de circonstances qu'il ne s'agit que de bien peser et de bien appro-

fondir pour les faire cesser. » « L'alliance avec l'Autriche, disait-elle encore, ne porte aucune atteinte aux rapports avec la Prusse ; le refus de renouveler l'alliance avec la Prusse ne comporte qu'un retard. » Mais, pendant qu'elle s'appliquait ainsi à radoucir Frédéric-Guillaume, Catherine n'en continua pas moins sa correspondance intime avec Joseph qui, menacé dans ses provinces des Pays-Bas, menacé en même temps par la Prusse, commença à s'attiédir. Il avoua que les projets turcs de l'impératrice lui causaient de graves embarras, qu'au printemps prochain (1790) il craignait être attaqué par la Prusse. L'impératrice, en lui répondant, lui promit de le défendre « contre les vues ambitieuses, destructives et altières que la cour de Berlin manifeste avec autant d'éclat que d'indécence ». Elle convint qu'il serait utile, au préalable, de faire la paix avec la Porte. Pour cela, elle avait de bonnes raisons. Les succès militaires en Turquie alternaient avec des revers. Puis, pendant qu'elle rassurait Joseph, la Prusse conclut avec la Porte le traité du 30 juin 1790, par lequel elle se constitue garante de l'intégrité de l'empire ottoman et s'engageait à faire restituer à la Turquie les provinces que la Russie lui avait enlevées. Et six mois après, l'Autriche elle-même, au congrès de Reichenbach, signe avec la Prusse, la Pologne, l'Angle-

terre et la Hollande, la convention assurant le maintien de cet empire ottoman dont Catherine avait projeté, de concert avec Joseph, la destruction en Europe. Au moment où ce grand événement se produisit, Joseph avait terminé, depuis cinq mois, sa carrière mouvementée. Sa politique orientale avait fait naufrage en même temps que les vastes et ambitieux projets de Catherine, projets que ses successeurs reprirent depuis, avec de glorieux succès militaires, mais sans retirer de ces entreprises des avantages en rapport avec es sacrifices et en éloignant de plus en plus la réalisation de leur but final.

En attendant, Catherine, en dépit de ce traité de Reichenbach, ne voulait rien abandonner de ses conquêtes sur la Turquie. « Je n'entends pas, écrit-elle, signer un pacte de servage. La Prusse a garanti aux Turcs la possession d'Otchakow ? La Crimée est entre mes mains sous la sanction de S. M. Prussienne. Des chats enragés sont toujours turbulents. » Frédéric-Guillaume, lui aussi, tint bon. Il fit de sérieux préparatifs pour une guerre contre la Russie. Mais, en dernier lieu, les pourparlers entre Alopéus et Bischoffswerder ayant aidé à dissuader le roi, la politique de la paix l'emporta. Les progrès de la Révolution française contribuèrent d'ailleurs à resserrer les liens d'amitié entre les vieilles cours monar-

chiques. Et c'est la malheureuse Pologne qui, comme naguère sur l'instigation de Frédéric II, faisait de nouveau les frais de l'entente des trois cours du nord, coalisées au surplus contre la Révolution française qui faisait trembler toutes les couronnes de l'Europe. Le renouvellement de l'alliance de la Prusse et de la Russie vainement demandé par Frédéric-Guillaume II lors de son avènement, fut enfin consenti par Catherine. Au traité de Saint-Pétersbourg de 1792, succédèrent en 1793 et en 1795 le deuxième et le troisième et dernier partage de la Pologne.

Catherine fut l'instigatrice la plus ardente de la coalition contre la France révolutionnaire : l'exécution de Louis XVI avait mis le comble à son exaspération. Mais, après les campagnes malheureuses de la Prusse en France, Frédéric-Guillaume voyant l'impossibilité de se dédommager au détriment de la France, Catherine consentit à s'arranger avec lui et l'Autriche pour le partage de la Pologne. Et cependant, l'impératrice persistait à vouloir guerroyer contre la République française. Elle gourmande Frédéric-Guillaume qui veut se retirer de la coalition, parce que son peuple, éprouvé par de longues souffrances, murmure contre cette guerre. Elle s'irrite de cette défaillance et sa colère éclate au moment où elle apprit que la Prusse songeait à faire sa paix

avec la République française. Elle se montrait étrangement surprise de ce que le roi de Prusse croyait à la solidité du gouvernement républicain; cette supposition est fausse, dit-elle, et il est du devoir de tous les gouvernements réguliers de ne pas laisser s'achever « l'édifice érigé par la folie et la férocité du peuple français et menaçant ruine jusque dans ses fondements ». On peut mesurer, après la manifestation de telles pensées, l'humeur de l'impératrice apprenant la conclusion du traité de paix de Bâle entre la Prusse et la République. La cour de Berlin s'efforça vainement de l'apaiser et d'affirmer qu'après comme avant elle partageait les principes de la coalition. La Prusse, disait le ministre Haugwitz, est prête à tout faire pour contenter l'impératrice, excepté de recommencer la guerre avec la France. Le roi avait des raisons de rester ferme : ni l'Angleterre, ni l'Autriche ne le secondaient franchement. Catherine, alors, décida l'envoi d'un corps d'armée russe de 60,000 hommes contre la France. Dans ces conditions, demanda l'impératrice, la Prusse se joindra-t-elle à la Russie ? Le roi fit une réponse évasive et cela contre l'avis de plusieurs de ses conseillers, entre autres le baron de Stein, mal disposé envers la République française. Il paraît, du reste, que l'argent manquait à la Prusse pour déférer aussi-

tôt au désir de l'impératrice. La mort de Catherine, survenue le 17 novembre 1796, modifia toute la situation. Non pas que l'empereur Paul abandonnât sur l'heure la politique de sa mère; il avait les jacobins trop en haine pour entrer en relation avec les gouvernants de France. Ce qui l'empêchait de donner suite au projet d'expédition de l'impératrice Catherine, c'était le refus opiniâtre de Frédéric-Guillaume II de sortir de son attitude de neutralité. Le successeur de celui-ci, Frédéric-Guillaume III, monté sur le trône en 1797, était un partisan encore plus résolu que son père, de cette politique; il avait la guerre en horreur et entretenait les meilleurs rapports avec le Directoire français.

L'empereur Paul était dans des idées différentes. Il voulait être le pacificateur de l'Europe, concilier l'Autriche avec la Prusse, donner à la France le Rhin pour frontière. Mais, avec la versatilité d'esprit qui le caractérisait, au bout de quelques jours, il modifia ce plan, pour refuser à la France la frontière du Rhin, laquelle, « en étendant les possessions de la France dans l'intérieur de l'Europe, donnerait à cette nation les moyens de répandre plus facilement le mal dont ses voisins auraient à souffrir les premiers ». Le « mal », dans l'esprit de Paul, c'étaient les idées de la Révolution française. Mais toutes ces sugges-

tions dont le but final était en somme la guerre, échouèrent devant le tempérament pacifique de Frédéric-Guillaume III et devant la résistance de son ministre Haugwitz, que les Russes qualifiaient de « francomane ». Puis, par une nouvelle évolution, après avoir jusque-là blâmé la Prusse pour avoir conclu le traité de Bâle, il se tourna lui-même du côté de la France républicaine. Les pourparlers à ce sujet n'ayant pas abouti, l'empereur, le prenant de haut avec la République triomphante, changea une fois de plus d'attitude, pour proposer une quadruple alliance de la Russie, de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre, alliance offensive contre la France. Le négociateur russe, comte Panine, n'eut aucun succès auprès de Frédéric-Guillaume III qui refusa net d'entrer dans une pareille combinaison, non par amitié pour la France, à ce que disait Panine, mais parce que le roi ne voulait se lier avec personne et rester neutre. Paul accusa de cet échec le « perfide » Haugwitz et s'adressa à l'Autriche et à l'Angleterre. Il fit même des injonctions au cabinet de Berlin de s'unir à la coalition, en le menaçant d'une rupture. Le comte Panine revenant à la charge auprès du roi, pour le déterminer, celui-ci refusa de le recevoir. Panine, dans son rapport au tsar, s'en prend à l'incapacité du roi qui, écrit-il, « n'a aucune connaissance des inté-

rêts de la monarchie, ni des premiers éléments de la politique ». Outré de ce nouveau refus, l'empereur déclare à l'envoyé prussien, qu'il accepte l'attitude de neutralité du roi, mais qu'il considérerait comme une violation de neutralité « toute démarche qui démontrerait de la prédilection pour les Français » et qu'en ce cas il agirait en conséquence. En même temps, il supprima la légation de Russie à Berlin, et rompit les relations diplomatiques avec la cour de Prusse. Pas pour longtemps cependant. Si la Prusse refusait d'agir, l'Autriche ne voulait pas avoir agi sans recevoir des compensations considérables. Ces exigences irritaient le tsar qui ne guerroyait contre la France que pour le principe, par haine de la Révolution et sans réclamer un dédommagement quelconque. Par suite, il rompit avec l'Autriche et conséquemment, par nécessité, revint à la Prusse. En octobre 1799, à peine trois mois après la rupture, l'empereur envoya le baron de Krüdener à Berlin pour rétablir les rapports avec la Prusse. Cette fois, Paul appelle l'attention de la Prusse sur « l'ambition insatiable de la maison d'Autriche » et il charge son ambassadeur, dans le cas où le roi consentirait à prendre la place de l'Autriche dans la coalition, « de flatter la passion dominante de la cour de Berlin, en offrant un appât à sa cupidité ». L'irritation et

l'impatience de Paul ne connaissaient plus de bornes ; une fois de plus, il songeait à une guerre avec la Prusse, et son confident, le général Rostopchine, le poussait dans cette direction. Ses efforts en vue d'une alliance offensive contre la France ne trouvant aucun appui à Berlin, il déclara y renoncer pour se contenter d'une alliance défensive qui viserait aussi l'Autriche. La prudente cour de Berlin, tout en goûtant cette combinaison, y mit la condition qu'au préalable la Russie fît la paix avec la France. Le tsar s'y déclarait prêt, si la France voulait venir à lui. Mais alors le vieux chancelier comte Panine déclare, à son tour, qu'il ne signerait jamais la paix avec la France « tant que tous les trônes ne seront rétablis ». Et il réussit à retourner son souverain de telle sorte qu'au bout de quelques jours, Paul déclare « qu'il ne veut entendre aucune négociation avec « l'usurpateur corse » et que par conséquent il déclinait l'offre de la Prusse qui voulait se charger de la médiation entre lui et la France. Tous ces pourparlers n'aboutirent pour le moment qu'à la conclusion d'une alliance assez inoffensive entre la Prusse et la Russie. Ce traité qui fut signé le 16-28 juillet 1800 à Pétersbourg, avait été demandé par l'empereur qui tenait à ce que l'Europe, ignorant le contenu de traité, crût à l'existence d'une union étroite entre les deux

cabinets. De plus, il espérait que la Prusse, après avoir franchi ce premier pas, ferait le second en s'associant à la ligue contre la France. En cela il devait se tromper. Il avait bien envoyé à Berlin projet sur projet de convention secrète ; le roi resta inébranlable et son ministre Haugwitz déclara au baron de Krüdener que son souverain persisterait dans sa politique de neutralité.

L'empereur de Russie toujours hanté par le désir de faire marcher toute l'Europe contre la France ; le roi Frédéric-Guillaume III, non moins résolu à ne pas entrer dans une coalition contre cette puissance ; l'Autriche visée et menacée par ses deux voisins : telle fut la situation dans le nord de l'Europe, au mois de mars 1801, au moment de la mort violente de Paul Ier.

CHAPITRE V

Potsdam. — Iéna.

Jugements de Napoléon et de Metternich sur l'empereur Alexandre. — Critiques allemandes d'Alexandre Ier. — Le Tsar désirant être l'arbitre entre l'Autriche, la Prusse et Napoléon. — Ses soupçons à l'égard de Napoléon et de la Prusse. — Il désire une alliance exclusive avec la Prusse. — Le meurtre du duc d'Enghien jette la Prusse dans les bras de la Russie. — Il n'y a pas de patriotisme allemand. — Pour l'Électeur de Bavière, Napoléon est un libérateur. — Protestation du Tsar contre le meurtre du duc d'Enghien. — Silence de la diète de Ratisbonne. — Le roi Frédéric-Guillaume demandant conseil au Tsar. — Alexandre lui reproche ses complaisances à l'égard de Napoléon. — Déclaration des deux souverains contre la politique d'expansion de Napoléon. — Traité de la Russie avec la Suède et l'Autriche contre la France. — Les mêmes puissances cherchent à rallier la Prusse à leur politique et à leur traité. — Négociations à Berlin. — Le comte de Metternich. — Les deux partis à la cour de Prusse. — La reine Louise, Haugwitz, Lombard. — Le prince Louis. — Déclin de l'armée prussienne. — Caractère timide de Frédéric-Guillaume. — Les craintes à l'égard de ses deux voisins de France et de Russie. — Ses préférences obligées pour Napoléon. — Lombard et Beyme vendus à la France. — L'Autriche compte sur l'influence personnelle du Tsar. — Alexandre veut exercer une pression violente sur le roi qui, à son tour, prend une attitude menaçante. — Napoléon, violant le territoire prussien, jette le roi dans les bras de la Russie et de l'Autriche. — Agissements du parti

français. — Arrivée à Berlin du Tsar qui décide le roi. — Signature du traité de Potsdam. — Serment au tombeau de Frédéric le Grand. — Nouvelles hésitations du roi. — Défaite de l'Autriche à Austerlitz et nouveau traité entre la Prusse et Napoléon. — Napoléon exaspéré de la duplicité de la Prusse. — La Prusse et l'Angleterre, brouillées pour le Hanovre. — La diplomatie russe signale le chaos gouvernemental en Prusse. — Les partisans de Napoléon à la cour de Prusse. — Haugwitz à Paris. — Napoléon furieux contre la Prusse. — Hardenberg en conflit avec Haugwitz. — Son travail secret en faveur de la Russie. — Il cache ses pourparlers devant Lombard. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie. — La Russie méfiante demande à la Prusse de se déclarer formellement. — La Russie ne veut pas d'une Prusse vaincue ni du voisinage français en Pologne. — Alexandre poussé par son aristocratie anti-française, excite la Prusse à la guerre. — Napoléon promet de rendre le Hanovre au roi d'Angleterre. — Consternation à Berlin. — Le Tsar dénonce Lombard et Beyme comme recevant des subsides de Napoléon. — Le roi, à contre-cœur, se décide pour la guerre. — L'outrecuidance des officiers de la garde. — Le peuple peu enthousiaste pour la guerre. — Mauvaises impressions du roi. — La Prusse sans alliés. — Ses amis ne croient pas qu'elle sera si promptement battue.

Les deux hommes d'État qui ont approché de plus près l'empereur Alexandre Ier et étudié son caractère avec une certaine liberté d'esprit, Napoléon et Metternich, ont constaté, tout en rendant hommage à ses hautes qualités de cœur, sa grande mobilité d'esprit en politique. « Si j'étais homme à me laisser aller à des impressions purement personnelles, disait Napoléon en 1810, je pourrais m'attacher à lui de tout cœur. Mais, à

côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de captiver ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. C'est un je ne sais quoi que je ne pourrais mieux expliquer qu'en vous disant, qu'en tout il lui manque toujours *quelque chose*. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on ne peut jamais prévoir ce qui lui manquera dans un cas donné ou dans une circonstance particulière, car ce qui lui manque varie à l'infini. » « Le caractère d'Alexandre, écrit, de son côté, Metternich, après la mort de ce souverain, offrait un singulier mélange de qualités viriles et de faiblesses féminines... Son jugement se laissait toujours influencer par des idées favorites; ses idées lui venaient comme par une inspiration soudaine, et il les embrassait avec une ardeur extrême. Elles ne tardaient pas à emporter la balance au point de le dominer entièrement et de permettre à ceux de qui il les tenait d'asservir sans peine sa volonté. » Les deux personnages qui jugeaient ainsi Alexandre Ier, l'un au point de vue de souverain français, l'autre à celui de premier ministre d'Autriche, n'avaient pas eu lieu d'être toujours satisfaits du souverain russe. Alexandre n'a pas été plus heureux avec la Prusse et l'Allemagne qui, à leur tour, par la bouche de leurs historiens, même les mieux disposés en faveur de la Russie, ont articulé bien des griefs

contre le tsar, tour à tour allié de la Prusse et de la France, et se proclamant toujours et dans toutes les circonstances ami dévoué du roi Frédéric-Guillaume III. Dans ces critiques comme dans ces reproches il y a une grande partie de vrai: mais ce qui est vrai aussi et ce que ses compatriotes ne lui reprocheront pas, c'est que derrière ses protestations amicales, aujourd'hui pour Napoléon, demain pour François ou pour Frédéric-Guillaume, se tenait toujours le Russe.

A son avènement au trône, le 4 avril 1801, Alexandre manifesta aussitôt son ambition, conforme à ses sentiments généreux, d'être le conciliateur de toute l'Europe. Oubliant les torts de l'Autriche, il voulait l'entente entre cette puissance et la Prusse. Ne redoutant pas à ce moment les plans de Bonaparte — la France étant loin — il voulait s'entendre avec celui-ci pour arranger les affaires d'Allemagne, c'est-à-dire d'en être l'arbitre de concert avec le premier Consul.

Il est certain qu'à cette époque, il fut plus près de l'alliance française que de celle de la Prusse. Les dépêches de son cabinet parlaient de « l'extrême avidité du cabinet de Berlin » et de l'obligation où il se trouvait « de mettre des bornes à une convoitise, dont les conséquences et l'exemple étaient également dangereux pour le repos de

l'Europe ». Au fond, par-dessus la tête de la Prusse, le tsar visait Bonaparte qu'il supposait être en accord secret avec le cabinet de Berlin pour un partage duquel la Russie était exclue. Il avait été confirmé dans cette croyance depuis l'entrevue qu'il eut, en juin 1802, à Memel, avec Frédéric-Guillaume qui s'était montré récalcitrant à l'entente avec l'Autriche, entente dont le tsar tenait à être l'intermédiaire. Il pensait que la Prusse avait pris avec Bonaparte des engagements contraires à un accord avec sa voisine et rivale. « Sans doute, lit-on dans une instruction adressée à cette époque au ministre de Russie à Berlin, le roi lui-même n'a pas de sentiments tout particulièrement amicaux pour le premier Consul, mais des influences diverses ont eu souvent le dessus sur les goûts personnels de ce monarque. » Or, tout en étant satisfait de ses rapports personnels avec Bonaparte, il ne désire entrer dans aucune combinaison d'alliance que la Prusse pourrait proposer dans ce sens; il n'a confiance ni dans le caractère du Consul tendant à la domination de l'Europe, ni dans « les principes des hommes perfides » qui font partie de son gouvernement. Ce qu'il veut, c'est une union intime avec la Prusse seule. « Cette alliance, fait-il dire à Berlin quelques mois plus tard, qui a subsisté sous le règne de Catherine, a été

utile aux deux puissances. Une liaison intime, raffermie par l'amitié et l'estime personnelles des deux souverains, ne pourrait qu'assurer le repos de l'Europe. Mais, la Prusse a manqué de franchise, elle a conclu une alliance secrète avec la France. » Ce « manque de franchise », tous les puissants voisins de la Prusse devaient encore bien souvent s'en plaindre : cette politique d'irrésolution, d'hésitation et de direction changeante était fondée à la fois dans le tempérament de Frédéric-Guillaume se méfiant de tout et de tous, y compris lui-même, et dans la situation et la conformation de la Prusse enserrée entre trois grands empires militaires et n'étant grande puissance elle-même que grâce au prestige acquis par le roi Frédéric II.

Dans l'année 1803, on voit la Prusse sollicitée à la fois par Bonaparte et par Alexandre. Le premier lui fait annoncer l'occupation prochaine du Hanovre ; l'autre veut que la Prusse fasse cause commune avec la Russie pour s'opposer à cette occupation. C'est à arracher cette résolution au roi que la diplomatie russe s'attachait pendant de longs mois, alors que celui-ci se cantonnait dans sa résolution de garder une stricte neutralité : neutralité bienveillante en faveur de Napoléon, comme le prétendaient Alexandre et ses conseillers. Peut-être ne seraient-ils pas venus à

bout de la politique timorée du cabinet de Berlin, sans l'incident du duc d'Enghien. L'exécution de ce prince ; la violation du territoire allemand par les soldats de Napoléon, grâce à laquelle le prince avait pu être enlevé de sa résidence sur territoire badois ; d'autres infractions flagrantes au droit des gens méconnu par le premier Consul, avaient soulevé l'opinion de l'Allemagne et de l'Europe et excité au plus haut point l'indignation de Frédéric-Guillaume.

Il avait fallu ce coup de violence pour ameuter l'esprit public dans cette Allemagne dont Napoléon pouvait en vérité méconnaitre l'existence, en présence de l'attitude de ses princes et d'une sorte d'affaissement des populations. Leur patriotisme n'était pas allemand, il était régional, dominé par une sorte de cosmopolitisme que les idées de la Révolution française avaient développé chez les Allemands. Cet état des esprits convenait aux princes en leur permettant de soigner leurs intérêts particuliers, badois, wurtembergeois, bavarois, saxons. Pour l'électeur de Bavière, la patrie était renfermée dans les limites de ses États. Menacé soit par la Prusse, soit par l'Autriche, secouru par Napoléon, l'électeur proclame celui-ci le libérateur de l'Allemagne et, en s'associant au conquérant français, ne pensait qu'à l'aider à combattre pour l'indépendance de l'Alle-

magne menacée par l'une ou l'autre des deux grandes puissances, sinon par les deux. Cette manière de voir qu'il rencontrait chez les gouvernants, serviles et empressés auprès de lui; cette quiétude idéaliste, observée chez les classes bourgeoises de l'Allemagne — pouvaient-elles inspirer à l'arbitre de l'Europe le respect des règles internationales? L'électeur de Bade n'était-il pas l'ami et l'allié de la France? Le territoire badois n'était-il pas ainsi, en quelque sorte, la continuation du territoire français? A une époque où tous les puissants visaient à la conquête, à l'agrandissement, les grands aux dépens des petits; où les idées sur le droit des gens étaient troublées, le sens moral en matière politique oblitéré, comment s'étonner qu'un homme comme Napoléon ne voyait dans l'enlèvement du duc d'Enghien sur territoire voisin qu'un incident d'ordre secondaire et où, du moins, le souci de la sécurité de la France et de celle de sa personne devait primer toute autre considération? Mais, s'il pouvait dédaigner le jugement de l'opinion publique et même des souverains, il ne pouvait empêcher que cet incident fît sortir de son caractère paisible et pacifique le roi Frédéric-Guillaume. Déjà, Alexandre avait donné le signal des protestations. Et ce qui est caractéristique, c'est que le tsar se présentait, à son tour, mais dans un sens inverse, comme le

protecteur de l'indépendance de l'Allemagne. La timide Diète germanique de Ratisbonne reçut une note russe, datée du 4 mai 1804, dans laquelle le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait une leçon de patriotisme à cette haute assemblée. La note insistait « sur le danger que courait chaque membre de l'empire, si de pareils coups de force étaient admis ou pouvaient s'effectuer sans être blâmés ni empêchés ». Garant de la constitution de l'empire, médiateur entre les puissances germaniques, le tsar protesta solennellemet « contre un attentat qui avait affecté la tranquillité et la sécurité de l'Allemagne ». La diète se tut; l'Autriche et la Prusse firent des déclarations anodines et l'affaire en resta là. En revanche, les sentiments personnels du roi Frédéric-Guillaume furent tout indignation et révolte, un peu à cause de la violation du territoire allemand, mais plus encore à cause de l'exécution de l'infortuné prince français. Il chargea son ministre M. de Haugwitz d'exprimer ses sentiments au ministre de France pour les transmettre au premier Consul.

L'affaire du duc d'Enghien était venue, il est vrai, se greffer sur l'explosion de la guerre entre la France et l'Angleterre, laquelle entraîna, avec l'occupation du Hanovre par l'armée française, la violation de la neutralité de l'Allemagne du Nord. Tout en n'osant pas rompre encore en visière au

premier Consul qui bientôt devait se proclamer empereur, le roi prévoyait lui-même que sa politique de neutralité ne pourrait pas longtemps se continuer et qu'il faudrait prendre parti. Dans sa perplexité, entretenue par les divisions entre ses principaux conseillers, il s'adressa à l'empereur Alexandre, lui exposant sa situation, insistant sur les procédés dangereux de Bonaparte et sur la nécessité de s'y opposer, et lui demandant si, dans cette dernière éventualité, il pourrait compter sur l'assistance de la Russie. Il place toute sa confiance dans la parole de l'empereur. « Je serai tranquille sur les destinées de la Prusse, écrit-il, dès que la Russie y associera les siennes. »

Alexandre ne demandait pas mieux. Mais, le roi n'avait-il pas à plusieurs reprises demandé conseil, reçu les mêmes conseils d'agir et toujours reculé devant l'action? Aussi, le tsar répondit-il froidement et en termes assez sévères. Il reproche au roi d'avoir, par ses « complaisances », concouru à donner la monarchie universelle à qui le mérite si peu, » et d'avoir travaillé ainsi à sa propre ruine. Qu'il se décide maintenant à combattre, et l'empereur sera avec lui, à la condition qu'il prenne des engagements formels à ce sujet. C'est ainsi qu'Alexandre remporta un premier succès sur l'irrésolution de Frédéric-Guillaume, mais lui fit faire aussi le premier pas dans la voie qui devait

aboutir deux ans plus tard à l'effondrement de la monarchie de Frédéric II.

Les pourparlers engagés à la suite de cette correspondance des souverains, eurent pour résultat la signature d'une déclaration (24 mai 1804) par laquelle le roi et le tsar promettaient « de s'opposer à tout nouvel empiètement du gouvernement français sur les États du Nord et l'empire allemand, ainsi qu'à toute augmentation des troupes qu'il entretient en Allemagne, et en cas de nouvelle usurpation, d'unir leurs forces pour marcher contre un adversaire aussi dangereux, pour l'arrêter sur les bords du Weser et pour ne déposer les armes que d'après une entente préalable des deux alliés ».

Comme effrayé par ce premier acte de résistance à Napoléon, le roi Frédéric-Guillaume eut encore des retours de « complaisances » qui devaient fortement irriter le cosignataire de la déclaration du 24 mai. En présence des progrès constants de l'invasion française, Alexandre s'était décidé à ordonner l'embarquement des troupes russes pour la Poméranie suédoise, lesquelles devaient marcher contre l'armée d'occupation française du Hanovre. Pressé par Napoléon et cédant à ses sommations, Frédéric-Guillaume fit occuper par ses propres troupes la Poméranie et prévint ainsi le débarquement des Russes. Exaspéré d'un pro-

cédé qu'il pouvait considérer comme une violation de l'engagement du 24 mai, Alexandre informa le roi qu'il avait conclu avec la Suède un traité d'alliance où l'éventualité d'une guerre contre la Prusse était prévue. Mais ce ne fut pas avec la Suède seule qu'Alexandre avait concerté des mesures contre un allié si peu sûr comme le roi de Prusse.

A la date du 25 octobre-6 novembre, la Russie et l'Autriche avaient conclu à Saint-Pétersbourg un traité d'alliance pour enrayer les progrès constants de l'invasion française en Allemagne, en s'opposant à toute nouvelle occupation de territoires adjacents. Par un article secret, annexé à ce traité, les deux puissances, bien que se tenant assurées des dispositions pacifiques du roi de Prusse, s'engagaient à se prêter mutuellement secours et assistance dans le cas où, pendant la guerre avec la France, l'une ou l'autre serait attaquée par la Prusse.

Au fond, ni l'Autriche ni la Russie ne songeaient sérieusement à cette éventualité d'une guerre avec la Prusse, greffée sur celle avec la France : bien au contraire, après s'être alliées entre elles et avec l'Angleterre, leur premier soin fut d'entraîner le roi Frédéric-Guillaume à entrer dans leur alliance, c'est-à-dire de lui faire reprendre la politique de résistance contre Napo-

léon, inaugurée par la déclaration du 24 mai. Le dicton ne se vérifia pas cette fois « qu'il n'y a que le premier pas qui coûte » : il devint bien autrement difficile de faire faire au roi le second pas, bien que l'empereur Alexandre se fût personnellement chargé des négociations avec son voisin de Berlin.

De la part de l'Autriche, les négociations furent conduites par le comte de Metternich, que l'Europe connut plus tard comme prince et chancelier de la monarchie autrichienne. Ce diplomate qui fit à Berlin ses débuts dans la grande politique européenne a laissé dans ses Mémoires des renseignements précis et pleins d'intérêt sur les hommes et les choses dans la capitale de la Prusse. Il y avait à Berlin deux partis, l'un contraire à une prise d'armes contre la France, l'autre la demandant avec ardeur et y poussant. Le parti français, comme on l'appelait, était représenté par le premier ministre, le comte de Haugwitz et M. Lombard, ce dernier, conseiller du cabinet du roi et exerçant une grande influence sur son maître. L'autre parti, parti patriote prussien, se groupait autour du prince Louis-Ferdinand, cousin du roi, et autour de la reine Louise, elle-même. De ce parti était naturellement le corps d'officiers de l'armée. Cette armée elle-même, d'après les témoignages des hommes com-

pétents, était singulièrement déchue depuis la mort de Frédéric II. « On peut assurer avec certitude, écrit Metternich, que l'état militaire (de la Prusse) est tellement déchu de son ancienne hauteur, et a tant perdu de son ancienne considération, que la première guerre dans laquelle la Prusse se trouverait entraînée, peut-être malgré elle, lui prouverait qu'elle a reculé d'autant que ses voisins ont acquis de force réelle et d'expérience. »

Quoi qu'il en soit, l'Autriche et la Russie ne dédaignaient pas le concours de cette armée dont elles avaient une si pauvre opinion. Mais, pour arriver à leurs fins, elles avaient à lutter contre de puissantes influences. Et d'abord contre le roi Frédéric-Guillaume lui-même.

Le roi, dont la figure historique est faite depuis longtemps, était une nature timorée et irrésolue. Ceux qui l'approchaient d'assez près et pouvaient le juger sans ménagements, comme le ministre d'Autriche, disaient que sa conduite était déterminée, en premier lieu, par la peur de ses deux voisins redoutables : la France de Napoléon et la Russie d'Alexandre. Mais comme, à l'égard de ce dernier, s'associaient à la crainte aussi des sentiments d'affection, il était naturel que le cabinet de Vienne comptât surtout sur l'intervention personnelle du tsar pour gagner

la Prusse à la coalition. C'est avec une insigne mauvaise humeur que Metternich constate « l'attachement sans bornes du roi pour tous les gouvernements français que la Révolution a enfantés, quoique diamétralement opposés aux sentiments personnels de ce souverain ». Les hommes qui confirmaient le roi dans cette ligne de conduite, étaient, comme nous venons de le dire, le ministre Haugwitz, ainsi que Lombard et Beyme, conseillers du cabinet, « liés d'intérêts ». C'est qu'aux yeux de l'opinion publique et surtout de la diplomatie étrangère, ils passaient pour être vendus au gouvernement français. « C'est cet homme, a écrit Metternich, en parlant de Lombard avec une véritable haine, l'une des sources premières des maux qui affligent l'Europe, l'être sans contredit le plus dévoué aux intérêts de la France, salarié par elle et ne pouvant plus être acheté par personne, parce qu'elle paye tous ses services autant et plus que tout autre ne pourrait le faire, qui forme l'entrave la plus directe à notre réunion avec la Prusse. » Le roi accueillera avec empressement les propositions de l'Autriche et de la Russie, mais c'est Lombard qui les fera échouer. C'est Lombard que le tsar devrait tâcher d'éloigner, « il est placé comme une vedette de Bonaparte » pour entraver toute entente et, ce qui est pis, pour le mettre au fait de tout ce qui se pré-

pare. Et c'est là justement ce qui rendait le roi si rétif, non seulement à toute coalition, mais à toute négociation visant Napoléon et pouvant lui être trahie.

A cette époque, Alexandre Ier était dominé par la haine contre Napoléon, comme il devait l'être deux ans plus tard par le sentiment tout contraire. Il voulait l'emporter à Berlin et sur-le-champ, sans désemparer. Avec sa vivacité habituelle, il résolut de frapper un grand coup, en procédant par la menace. Ce fut en vain que non seulement les Autrichiens, mais les partisans les plus décidés, à Berlin, de l'alliance russe, avaient averti le tsar, en lui faisant remarquer que la pression violente manquerait absolument son but chez le roi. Alexandre, cédant à sa fougue, envoya à Berlin le général Wintzingerode pour déclarer au roi que l'empereur ne pouvait plus souffrir la neutralité dans laquelle le gouvernement prussien se renfermait. L'empereur, disait son envoyé, aime personnellement le roi ; mais ce sentiment n'influera jamais sur sa manière de voir. Dans sa lettre au roi, Alexandre lui annonça son dessein de faire passer un corps d'armée russe par la Prusse pour aller se joindre à l'armée autrichienne ; en même temps, il proposa au roi une entrevue. Cette lettre jeta de l'effroi dans l'esprit de Frédéric-Guillaume, mais ne le déter-

mina point. Il donne ordre de mobiliser l'armée prussienne, sans dissimuler son intention de faire marcher ses troupes contre quiconque violerait son territoire. Le roi résolut, toutefois, de négocier avec le tsar, en allant à son rendez-vous, et avec l'empereur d'Autriche, en lui envoyant M. de Haugwitz. Ce fut en vain qu'on l'assurait que ces négociations ne mèneraient à rien, l'Autriche et la Russie étant résolues à agir de concert; on lui fit entrevoir, sans lui en communiquer la teneur, l'existence du traité d'alliance du 6 novembre. Rien n'y fit. Le bruit, erroné d'ailleurs, de l'entrée des troupes russes en Prusse courait à Berlin : le roi déclara que ce serait le signal de la guerre.

Les négociations semblaient ainsi sur le point de se rompre, lorsqu'un événement grave se produisit. De même que l'exécution du duc d'Enghien avait amené le roi à céder aux instances du tsar pour signer la déclaration du 24 mai, de même un autre acte de Napoléon jeta Frédéric-Guillaume dans les bras de la Russie et de l'Autriche. Au moment où le roi fut sur le point de défendre sa neutralité contre un acte de violence projeté par l'empereur de Russie, il se trouva tout à coup obligé de la défendre contre un acte de violation de son territoire accompli par Napoléon. Le 3 novembre, on apprit à Berlin

que les troupes françaises, en vue de prendre l'armée autrichienne par derrière, avaient forcé le passage du territoire prussien d'Anspach. Ayant été mandé auprès du baron de Hardenberg, le ministre de Russie rapporte, au sujet de cette audience, que celui-ci, partisan de l'alliance russe, en le recevant, l'embrassa avec effusion, en lui disant : « Dieu est venu à votre secours. » En effet, au reçu de la grave nouvelle, le roi, sous le coup de la plus vive irritation, fit porter au tsar une lettre par laquelle il lui annonça qu'il se regardait comme libre de ses engagements envers Napoléon ; en même temps il déclara ne plus s'opposer au passage des troupes russes qu'il désirait voir rejoindre l'armée autrichienne par la route la plus courte. Ce fut un point de gagné par les Russes. Mais cela ne pouvait leur suffire. Il fallait déterminer le roi à entrer dans l'alliance russe-autrichienne, à prendre position contre la France. Alors les tergiversations de la cour de Berlin reprirent de plus belle. De nouveau, les deux partis, russe et français, se disputèrent l'oreille du souverain qui, retiré dans sa ferme de Paretz, près de Potsdam, y subit l'influence de ses secrétaires, Lombard et Beyme, partisans de la France. L'exaspération des diplomates autrichiens et russes, des ministres Hardenberg et Schulenburg, du duc de Brunswick, du maréchal

Moellendorff, fut au comble. « Lombard, écrit Metternich, a eu l'impudence de passer toute la soirée du jour où l'on apprit ici l'entrée des Français dans le pays d'Anspach, avec MM. de Laforest et Duroc, » et Beyme, quinze jours auparavant, dans un dîner, répondant à une objection sur la puissance colossale de Napoléon, avait dit « ne pas savoir quel mal il y aurait, si Napoléon établissait un de ses frères à Vienne ». « Rien n'arrive jusqu'au roi que ces deux hommes n'étouffent dans son germe. » Hardenberg avait porté plainte au roi sur Lombard en disant que « la conviction générale était qu'il était vendu à la France ». Le roi avait accueilli ce propos avec humeur en disant « qu'il savait mieux ce qui en était ».

La patience de ces diplomates fut mise à une rude épreuve. Ils pressèrent le roi de se déclarer, attendu que les opérations militaires ne pouvaient plus être différées. Au lieu de s'engager et de donner l'ordre à ses troupes de marcher, il parlait de médiation, de propositions de paix qu'il allait faire porter à Napoléon.

Cette situation ambiguë se serait probablement prolongée beaucoup sans l'arrivée de l'empereur Alexandre qui vint à Berlin le 29 octobre prendre la direction des négociations, avec Metternich comme auxiliaire. « Le sauveur de l'Europe »,

comme le haranguait le ministre autrichien, par son charme, son amabilité, fascina la cour de Berlin. Il en connaissait à fond tous les personnages, depuis la reine Louise, « plus courageuse » qu'il ne croyait, jusqu'aux secrétaires Lombard et Beyme, les bêtes noires du parti russe et de Metternich, dénonçant le premier comme « jacobin français » et le second comme « jacobin allemand ».

Berlin, à cette époque, fut entièrement russe et salua le tsar avec enthousiasme. Toute la cour se rendit le soir au spectacle où l'on donna l'opéra *Armide* avec ses ballets. L'arrivée de l'empereur fut marquée par des fanfares et des cris enthousiastes de : « Vive l'Empereur ! » et de « Vive le Roi ! » — « La présence de l'empereur, écrit Metternich, a, en général, produit ici sur le public une sensation difficile à dépeindre, et MM. les Envoyés de France et de Bavière, qui se trouvaient dans une loge, auront de la peine à y puiser les éléments de rapports flatteurs. »

L'ascendant d'Alexandre fit enfin pencher la balance du côté de la coalition ; Alexandre obtint tout ce qu'un prince aussi irrésolu, aussi peu belliqueux comme Frédéric-Guillaume, était capable d'accorder pour rompre avec un homme comme Napoléon. Le 3 novembre fut signé à Potsdam un traité d'alliance entre la Prusse et la

Russie, et le 4 un traité d'accession fut signé entre l'Autriche et la Russie. Par le traité de Potsdam, le roi de Prusse se chargeait de la médiation armée entre les puissances belligérantes, médiation toutefois qui, si elle n'aboutissait pas, serait suivie de la participation de la Prusse à la guerre contre la France. Par un article secret, la Prusse était confirmée dans la possession du Hanovre mais avec obligation d'en obtenir la cession par l'Angleterre. A cette fin, la Russie lui promettait ses bons offices. En somme et eu égard à la rédaction assez vague des divers articles, la Prusse n'entrait pas encore en plein dans la coalition. Mais, comme écrivit Metternich, c'était « le *nec plus ultra* de ce qu'il était possible d'atteindre ». « Sans l'empereur Alexandre, disait encore le ministre autrichien, la Prusse n'était plus entraînable. »

Alexandre considérait comme plus important que ne le jugeait Metternich, le résultat obtenu. S'il avait exercé son charme sur la cour, lui-même était sous le charme des grâces de la reine, et toute la sentimentalité dont il était rempli à ce moment, se fit librement jour. Dans la nuit du 3 au 4 novembre, à la veille de son départ, le tsar, sur son désir et accompagné du roi et de la reine, alla visiter le tombeau du grand Frédéric, dans l'église de la garnison de Potsdam. D'après des

témoignages certains, l'empereur, après avoir baisé le cercueil, tendit les mains au couple royal, en signe de serment éternel d'amitié.

Et cependant, en dépit de ces belles manifestations, Frédéric-Guillaume n'était pas encore gagné à ses nouveaux alliés ; il avait signé le traité, dans l'espoir que Napoléon accepterait sa médiation. Pour l'y persuader, le roi envoya Haugwitz, qui l'en avait sollicité, au quartier général français. Haugwitz, toujours contraire à l'alliance austro-russe, trouva moyen, sous différents prétextes, de retarder son départ ; il voulait attendre que le sort des batailles eût décidé. Les armées de Napoléon se trouvèrent en présence de celles d'Alexandre et de François. Dans l'armée russe on poussait à la bataille ; les officiers étaient impatients de se mesurer avec un ennemi qu'ils estimaient inférieur magré ses nombreux et glorieux succès remportés sur l'Autriche. Ce fut en vain que celle-ci s'efforçait de retenir Alexandre qui, entraîné par les flatteries et les objurgations de son entourage, brûlait d'envie de livrer bataille. A ce moment encore, Napoléon essaya de négocier : ses ouvertures furent interprétées par les Russes, dans leur infatuation, comme un indice que les Français craignaient la bataille. C'est ainsi que s'engagea la bataille d'Austerlitz qui aboutit à la défaite formidable

des Russes. Haugwitz, qui avait sollicité sa mission auprès de Napoléon, avec l'intention de ne pas réussir, eut pleine satisfaction. L'empereur le renvoya du quartier général de Brünn à Vienne, où il ne lui resta plus qu'à saluer le vainqueur et à garder le projet de médiation prussienne en poche. L'ultimatum prussien, conformément au traité de Potsdam, portait que, si les armées françaises ne s'arrêtaient pas, l'armée prussienne se joindrait sur-le-champ à celle des deux alliés. La remise non effectuée de cet ultimatum constituait la Prusse défaillante à ses engagements. Vaincue par Napoléon, l'Autriche, par le traité de Presbourg, fut forcée de se séparer de la Russie. Alexandre dut subir les conditions assez humiliantes sous lesquelles Napoléon permit la retraite de l'armée russe. Haugwitz substitua à son ultimatum des félicitations dont Napoléon lui demandait ironiquement l'adresse. Justement exaspéré au sujet du traité de Potsdam, il apostropha durement le diplomate prussien et ne ménagea pas le roi qui, disait-il, voulait être l'ami de tout le monde. « Je veux de la sincérité, s'écria-t-il, ou je me sépare de vous. » Alternant entre la menace et la tentation, il finit par imposer à Haugwitz, nullement autorisé à cet effet, un traité d'alliance et de garantie par lequel la Prusse consentait à des cessions de territoires à

la France et à la Bavière, pour recevoir, comme compensation, le dangereux cadeau du Hanovre et s'attirer ainsi l'inimitié de l'Angleterre. Tout cela au moment où le parti de la guerre à Berlin avait eu le dessus et se disposait à venir au secours de la Russie. Les nouvelles d'Austerlitz et de Schoenbrunn y jetèrent la consternation : mais il fallait plier. Le roi ratifia le traité signé par Haugwitz. Il y eut à ce sujet de vives altercations entre ce dernier et Hardenberg qui lui reprocha d'avoir signé une capitulation dictée par Napoléon. Quant au roi, il échangeait des lettres pleines de bons sentiments avec Alexandre qui, en dépit de la défection prussienne, ne rompit pas ses relations d'amitié si solennellement scellées dans la nuit du 3 au 4 novembre. Le Tsar jugeait avec raison que, la Prusse abattue, ce serait le tour de la Russie de sentir le bras de Napoléon. Et le cabinet de Berlin continua ses errements passés, en évitant d'avouer franchement ses alliances. N'osant pas jeter le gant à l'Angleterre, il déclara, dans un manifeste, que jusqu'à la conclusion de la paix générale, la Prusse prenait en main l'administration de ce Hanovre dont elle avait, en réalité, accepté la possession des mains de Napoléon. Celui-ci fut irrité du procédé au dernier degré. Les diplomates russes eux-mêmes perdirent courage devant

tant de faiblesse et de manque de franchise. « Le moment viendra, écrit de Berlin le ministre de Russie, où l'alliance prussienne nous sera moins utile qu'onéreuse. » Le diplomate russe prédit la guerre d'Allemands à Allemands, allumée par Napoléon qui finira par subjuguer le nord comme le sud. Cette éventualité pouvait bien être prévue par un observateur sagace. Les Allemands de cette époque constatèrent eux-mêmes l'absence de patriotisme allemand. « Il n'y a plus d'Allemagne, lit-on dans le Journal de Mayence, l'Allemagne a vécu. » C'est que pour les princes la patrie était renfermée dans les limites de leurs États respectifs ; un Électeur de Bavière, menacé par l'Autriche, tirait l'épée pour sa patrie bavaroise, et Napoléon, son allié, devenait le libérateur de cette patrie.

Le chaos régnait à la cour et dans les conseils du roi de Prusse. La diplomatie russe en sait raconter dans ses dépêches. Un premier ministre, Hardenberg, qui n'a aucune influence et avec lequel le ministre de France refuse de traiter. Un second ministre, Haugwitz, « dans lequel on ne sait ce qui l'emporte, de la fausseté ou de la faiblesse » et qui signe, sans l'autorisation du roi, un traité en violation des engagements solennels de Potsdam. La Russie devra donc être sur ses gardes contre un pareil ami. Le duc de

Brunswick, autre ami de la Russie, fait au ministre de France des excuses au sujet de ses voyages à Saint-Pétersbourg. Le reine tient pour Hardenberg, qui veut s'en aller, et écrit à Alexandre pour qu'il intervienne auprès du roi en faveur de ce ministre. Elle donnerait volontiers 1000 louis d'or pour être débarrassée de « l'odieux Lombard », l'homme de Napoléon. Celui-ci, en attendant, a encore à régler un compte avec la Prusse, dont l'attitude, au sujet du Hanovre, l'a exaspéré. Le cabinet de Berlin se décida à envoyer Haugwitz à Paris pour régler cette affaire : Napoléon l'accueillit fort mal. « Votre roi ne sait pas ce qu'il veut, dit-il, quelques insensés le poussent à la guerre, cela finira mal. » Et finalement, il imposa, avec menace de guerre, à la Prusse un nouveau traité, bien moins favorable pour celle-ci que celui de Schœnbrunn et qui établissait la Prusse en état de guerre contre l'Angleterre. Haugwitz signa le 15 février 1806.

Cette fois, Hardenberg insista plus que jamais sur sa démission que le roi n'accepta pas, en lui accordant toutefois un congé illimité. Retiré dans ses terres près de Berlin, il vint souvent à Charottenbourg où il eut, par l'intermédiaire de la reine, des entrevues secrètes avec le roi. L'objet de ces entretiens fut un mémoire du cabinet russe, exposant les bases d'une entente future

entre les deux cours. Les dépêches d'Alopéus, ministre de Russie à Berlin, rapportent un détail curieux et qui dépeint bien la situation intime à la cour et dans les conseils de Frédéric-Guillaume. Sachant le secrétaire Lombard acquis à la France et craignant quelque indiscrétion au sujet du mémoire russe, Hardenberg et Alopéus rédigèrent un mémoire apocryphe qui, recopié par la femme du ministre de Russie, fut transmis au cabinet du roi et communiqué ainsi à Lombard. Quant à la réponse aux propositions russes, Hardenberg la lut au roi dans la maison du duc de Brunswick, après quoi elle fut expédiée à Saint-Pétersbourg. Après plusieurs mois de négociations, le roi de Prusse consentit enfin à une de ces « déclarations » dont on avait pris l'habitude d'adopter l'étiquette pour les traités, et par laquelle Frédéric-Guillaume proclamait que son récent traité avec Napoléon ne l'obligeait en aucune façon à se joindre à la France pour faire la guerre à la Russie; que le traité d'alliance de l'année 1800 subsistait toujours entre la Prusse et la Russie; on y promettait la garantie territoriale pour la Turquie, la Russie, le Danemark, la Suède; on s'engageait à presser l'évacuation de l'Allemagne du Sud par les troupes françaises; enfin, on y promettait le rétablissement des relations commerciales. De son côté, la Russie s'engageait

à employer la majeure partie de ses forces à la défense de l'Europe, et toutes celles de l'empire de Russie au maintien de l'indépendance et de l'intégrité des États prussiens. Tous ces engagements devaient être tenus dans le plus profond secret.

Pas plus qu'à Paris, toujours soupçonneux malgré le traité du 15 février imposé à Haugwitz, on ne se fiait à Saint-Pétersbourg, bien que muni du nouveau traité, à la constance et à la fidélité de la Prusse tant que Haugwitz dirigerait les affaires. Aujourd'hui, disait la diplomatie russe, la Prusse prétend n'avoir transigé qu'à contre-cœur avec la France : elle a tenu le même langage sous le règne de l'empereur Paul, pour aboutir toujours à des actes contraires à nos intérêts. Sous l'empire de ces défiances, au lendemain de la déclaration du 1er juillet et au moment où les hostilités paraissaient devoir éclater entre la France et la Russie, le cabinet russe mit celui de Berlin en demeure de s'expliquer nettement sur ce qu'il comptait faire dans cette éventualité. Les doutes du cabinet russe n'étaient-ils pas justifiés en présence de cette étrange situation grâce à laquelle Hardenberg, ministre démissionnaire, avait signé avec la Russie un traité derrière le dos de Haugwitz, ministre dirigeant en réalité? D'un autre côté, les événements se

pressant, la guerre devant se dérouler sur le territoire prussien, Alexandre ne pouvait pas rester indifférent au danger possible d'une Prusse vaincue, danger pour la Russie en tant que faisant l'empire de Napoléon voisin de la Pologne. Il fallait donc agir à Berlin, éloigner Haugwitz et amener au pouvoir les amis de la Russie, c'est-à-dire les partisans de la guerre avec la France. Car c'est à cette guerre que poussait Alexandre, poussé lui-même par une aristocratie qui haïssait la France de la Révolution. Il eut d'ailleurs plus haute opinion que les Autrichiens sur les moyens de l'armée prussienne. On a vu plus haut comment la reine Louise fit intervenir le tsar auprès du roi pour maintenir Hardenberg au pouvoir. Cette fois encore la reine agit de concert avec Alexandre pour éloigner Haugwitz, que le roi soutenait et qu'il défendait même contre les dénonciations du tsar. La reine pria alors Alexandre d'écrire au roi pour que celui-ci employât exclusivement Hardenberg dans les affaires qui se traitaient avec la Russie, et d'écrire dans le même sens et pour le même but au roi d'Angleterre. Dans ses conversations avec le ministre de Russie, afin de mieux dissimuler ses démarches confidentielles auprès du tsar, elle disait le roi entièrement retourné ; « ce monstre de Bonaparte, disait-elle, a achevé de se dé-

voiler, et il ne nous trompera plus »; et elle fit même l'éloge de Haugwitz, qu'elle signalait, en secret, à l'animadversion d'Alexandre. C'est que le roi venait de recevoir une nouvelle qui devait le consterner. Ce qui l'avait rattaché encore au système de Napoléon, c'était l'acquisition du Hanovre.

« La Prusse sera toujours à celui qui lui assurera la possession du Hanovre », avait très justement écrit le ministre de Russie à Berlin. On peut s'imaginer, dès lors, l'effet foudroyant qu'avait produit sur le roi une dépêche de son ministre à Paris. Dans un dîner diplomatique, l'ambassadeur d'Angleterre avait dit à son collègue de Prusse que Napoléon avait fait promettre la restitution du Hanovre aux Anglais. L'irritation contre Haugwitz avait augmenté dans la population berlinoise et particulièrement chez les officiers. Le roi, à ce moment, pencha pour la guerre. Alexandre insistait sur le renvoi de Haugwitz et surtout sur celui des secrétaires Lombard et Beyme. Ayant appris que ces deux derniers recevaient des subsides du gouvernement français, le tsar fit écrire à Berlin pour que l'on essayât sur eux du même moyen, « puisque ces messieurs sont habitués à être payés ». Tout en étant d'accord sur ce point avec la reine, il n'adressa au roi la lettre concernant Haugwitz,

que deux mois plus tard, alors que la catastrophe avait déjà foudroyé la Prusse.

Il n'entre pas dans le cadre de notre livre de raconter l'histoire de la guerre de 1806, entre la France et la Prusse. Nous ne parlerons donc de ce grand événement historique qu'en tant qu'il se rattache aux rapports ultérieurs de la Prusse avec la Russie. Quelque surexcitée que fût l'opinion contre la politique de M. de Haugwitz et des deux secrétaires de cabinet qui jusque-là avaient influencé les décisions de Frédéric-Guillaume dans le sens d'une neutralité toujours favorable à Napoléon, la masse de la population, dans la capitale même, n'était pas bien enthousiaste pour la guerre. Ce furent la reine, le prince Louis-Ferdinand, et surtout les jeunes officiers de la garde qui donnèrent l'impulsion et finirent par entraîner le public. Le roi s'estimait offensé par Napoléon qui promettait aux Anglais la restitution du Hanovre, aux Russes une partie de la Pologne prussienne. Les esprits faibles, après avoir subi longtemps et sans broncher des humiliations sanglantes, s'emportent tout à coup pour quelque injure moins grave et en moment inopportun. Ce fut là le cas du roi Frédéric-Guillaume. Cédant à un premier mouvement de colère, il ordonna la mobilisation de l'armée; mais, quelques jours après, il semblait déjà re-

gretter cette grave résolution. Il n'envisageait pas sans crainte les éventualités possibles, et ne dissimulait pas ses doutes à l'égard de l'invincibilité dont se targuaient tant de militaires qui se croyaient encore au temps où le grand Frédéric conduisait l'armée. Dès les premiers jours il constata un grand désordre dans la direction des opérations et s'en exprima avec amertume. « On prétend, disait-il, que j'étais trop jeune et n'y comprenais rien. Cela ne marchera pas bien. Je désire avoir tort. » En réalité, l'enthousiasme public n'était qu'un écho des démonstrations bruyantes des officiers. Quelques journaux soufflaient le feu; dans les théâtres le public, pendant les représentations des drames de Schiller, *Jeanne d'Arc* et *Wallenstein*, soulignait les passages s'adaptant à la situation. Jamais, disaient les gazettes, le pied de l'ennemi n'avait foulé le sol des vieux Germains. On eut le spectacle de ces manifestations exaltées et tumultueuses, produit d'une opinion abandonnée aux plus folles illusions, et qui grisent les foules. Plus tard, l'histoire a de la peine à distinguer ceux qui entraînent de ceux qui ont été entraînés. Ce qui est certain, c'est qu'à ce moment décisif pour la monarchie prussienne, les jeunes officiers donnaient le ton. Leurs bravades rappelaient celles des officiers russes à la veille d'Austerlitz, si dédaigneux pour

l'armée de Napoléon. En poussant le roi à la guerre, s'étaient-ils préoccupés des alliés qui pouvaient l'assister dans cette redoutable entreprise? Nullement. Le fait est que la Prusse n'en avait pas.

L'Autriche se souvint que la Prusse avait signé le traité de Schoenbrunn après celui de Potsdam. L'Angleterre, bien qu'elle eût le Hanovre sur le cœur, voulait négocier au dernier moment: elle ne réussit même pas à être entendue. Les petits princes allemands craignaient la colère et la vengeance de Napoléon. Quant au tsar qui avait le plus stimulé l'ardeur belliqueuse de ses amis de Berlin, il fut tout feu, tout sentiment, il promit tout, argent, troupes; tout, disait-il, est à la disposition du roi, sans qu'il soit besoin de stipuler des conditions. Il fut moins prompt à réaliser ces promesses. Il mobilisa son armée, mais tardivement et lorsque le combat entre Français et Prussiens était déjà engagé sur toute la ligne. Peut-être pensa-t-il — l'histoire de nos jours présente des exemples analogues — que ses amis ne seraient pas si promptement anéantis.

CHAPITRE VI

Tilsit-Erfurt.

La défaite en sept jours de la Prusse. — Lettre de consolation et d'encouragement du Tsar. — Alexandre demande le renvoi de Haugwitz. – Sur la demande du roi, le Tsar fait marcher ses troupes au secours de la Prusse. — Mauvais vouloir des généraux russes. — Les officiers prussiens dénoncent la mauvaise conduite des soldats russes. — Alexandre persiste à vouloir l'union avec la Prusse contre Napoléon. — Son entrevue avec le roi : nouveaux serments. — Convention de Bartenstein. — La défaite de Friedland ramène le Tsar à Napoléon. — Son entourage insiste pour la paix. — Atexandre se dégage de l'alliance prussienne. — Entrevue avec Napoléon et traité de paix de Tilsit. — Alexandre songe avant tout aux intérêts russes. — Napoléon tient à brouiller Alexandre et Frédéric-Guillaume. — Alexandre séduit par les promesses de Napoléon relativement à l'Orient. — La Prusse paye les frais de cette entente. — Les deux nouveaux alliés gênés par la présence de Frédéric-Guillaume. — Le Tsar accepte de Napoléon les dépouilles de la Prusse. — Napoléon par égard pour le Tsar restitue au roi une partie de ses États. — Napoléon abandonne la politique traditionnelle de la France en Orient. — Le roi continue à cultiver l'amitié d'Alexandre : la reine Louise et la cour se tournent du côté de l'Angleterre. — Alexandre ne cesse de prêcher au roi la soumission à l'égard de Napoléon. — Violation du traité de paix de Tilsit par Napoléon. — Le Tsar arbitre de la Prusse. — Les rapports d'Alexandre avec Napoléon se gâtent. — Napoléon confond les questions de Prusse et de Turquie. — Pro-

jets de nouvelles mutilations de la Prusse. — Le roi rappelle au Tsar ses engagements. — Alexandre flotte entre ceux-ci et les conquêtes en Turquie. — Napoléon veut l'impuissance de la Prusse. — Protestations tardives du Tsar. — Alexandre compte sur les revers que Napoléon essuiera en Espagne. — Entrevue d'Erfurt, mal vue en Russie. — Alexandre promet de soutenir les intérêts de la Prusse. — Son entrée solennelle à Kœnigsberg. — Il veut amener le baron de Stein à Erfurt. — Une lettre de Stein interceptée par les Français. — Colère de Napoléon. — Consternation à la cour de Prusse. — Supplications du roi à Alexandre. — Napoléon et le prince Guillaume de Prusse. — Nouvelle résistance du roi de Prusse. — Le Tsar faiblit dans ses démarches en faveur de la Prusse. — Il ne songe qu'aux promesses de Tilsit. — Napoléon est moins coulant dans la question turque. — La Prusse n'obtient que de légers adoucissements et le Tsar n'obtient pas tout ce qu'il désire en Orient. — Les Prussiens récriminent contre la conduite d'Alexandre. — Le roi est pour une alliance avec l'Autriche et la Russie contre Napoléon. — Visite du roi et de la reine à Saint-Pétersbourg. — Le Tsar persuade au roi de rester fidèle à Napoléon, d'attendre des temps meilleurs. — L'opinion en Prusse hostile à cette politique. — Le roi expose au Tsar cette situation. — A la veille de la guerre entre la France et l'Autriche, il s'effraye de l'obligation de se prononcer. — Le Tsar le détourne de l'alliance avec l'Autriche. — La Prusse financièrement écrasée par Napoléon. — Les Prussiens désespérés se familiarisent avec le régime napoléonien. — Prévision d'une guerre entre la Russie et la France. — Napoléon et Alexandre se reprochent l'un à l'autre leurs ambitions démesurées. — Faiblesse des alliances basées sur le dépouillement des autres. — Projet de mariage de Napoléon avec une princesse russe, repoussé par le Tsar. — Mariage autrichien. — Le tarif russe prohibitif appliqué à la France. — Commencement de rupture entre Napoléon et Alexandre. — Napoléon accuse le Tsar d'avoir oublié ses engagements pris à Tilsit pour l'assister

contre l'Angleterre. — Alexandre, changeant de politique, sollicite l'alliance de la Prusse contre Napoléon. — Nouveaux tiraillements à Berlin entre les partisans de la France et ceux de la Russie. — Le roi négocie des deux côtés. — Le Tsar compte sur les peuples dans sa lutte contre Napoléon. — Le roi Jérôme dénonce le mauvais état des esprits en Allemagne. — La Prusse signe un traité d'alliance avec Napoléon. — Traité de vassal à suzerain. — Indignation de la Russie. — Le roi a cédé à la peur. — Explications du roi; dans la guerre avec la Russie, ses troupes feront le moins de mal possible aux troupes russes. — Un étrange allié de Napoléon. — Les officiers prussiens demandent à servir dans l'armée russe. — Les soldats prussiens marchent à contre-cœur sous les drapeaux de la France. — Ney fait fusiller les déserteurs. — L'autorité royale effacée devant l'armée française. — Rupture diplomatique entre la Prusse et la Russie. — Les agents secrets de la Russie en Allemagne. — Le baron de Stein appelé par le Tsar en Russie. — Le Tsar déclare tirer l'épée pour sauver l'humanité de la barbarie. — Stein, à Saint-Pétetsbourg, prêche la guerre à outrance contre Napoléon.

Dans l'espace de moins de sept jours, les armées de Napoléon avaient jeté la Prusse par terre. L'armée prussienne en pleine déroute se dispersait de tous côtés : le roi et la reine en fuite se réfugièrent jusqu'au coin le plus reculé de la Prusse orientale, sur la frontière de Russie. Les forteresses prussiennes de l'Elbe et de l'Oder capitulèrent les unes après les autres.

Cependant la guerre n'était pas terminée. Le roi Frédéric-Guillaume, il ne faut pas l'oublier, était en alliance avec le tsar et engagé par traité

à ne pas déposer les armes sans entente préalable avec son allié. D'autre part, en vertu du même traité, il avait droit au secours de la Russie, et c'est en raison de cet appui qu'Alexandre d'ailleurs ne lui refusait pas, qu'il rompit les négociations avec Napoléon, dont les conditions, du reste, furent de nature à mettre la Prusse complètement à sa merci.

Le désastre d'Iéna avait rempli de douleur le cœur sensible d'Alexandre, chez qui la voix de l'ami et de l'allié avait toujours le privilège du premier moment. C'est à ce moment qu'il adressa au roi la lettre dont il a été parlé plus haut et qui eut pour objet l'éloignement de Haugwitz. Il y dénonça « la conduite de ce ministre, si contraire aux intérêts de la cause commune ». Partout la confiance que l'on pouvait placer dans les sentiments personnels du roi, est paralysée par la méfiance que doivent inspirer ses alentours. « Comment, écrit Alexandre, aurais-je pu rester indifférent à un pareil état de choses, moi qui suis non seulement votre allié le plus sûr et le plus naturel, mais en même temps votre ami dans toute la signification du terme? » Au nom de l'union si nécessaire aux deux États, comme à celui de l'amitié, le tsar adjure le roi d'éloigner « un ministre généralement mésentionné », en même temps que les collaborateurs de celui-ci,

les Lombard, Beyme et tout ce qui est animé du même esprit qu'eux. Quelques jours après la réception de cette lettre, le roi congédia Haugwitz. Ce ministre qui jusqu'au dernier moment avait dirigé la politique prussienne dans le sens le plus favorable à la France, avait prévu, trois ans auparavant, la catastrophe finale. « Napoléon, avait-il dit, nous avalera les derniers, — c'est le seul avantage de la Prusse. »

Sur ces entrefaites, le roi avait demandé l'assistance militaire de la Russie. Le tsar l'accorda, bien qu'à ce moment déjà l'esprit de son armée s'était singulièrement attiédi à l'égard de la Prusse. Au quartier général du général Bennigsen, on ne parlait pas sans une certaine malignité des défaites rapides prussiennes. On ne s'était pas attendu à voir le théâtre des opérations entièrement déplacé. On avait espéré combattre les Français sur le sol allemand et on se voyait maintenant exposé à se mesurer avec eux sur le sol russe. Au lieu d'être les auxiliaires de l'armée prussienne, les Russes allaient avoir à supporter le choc direct de l'armée française. C'est sous le coup de ces impressions que Bennigsen, malgré son origine allemande, mettait dans ses mouvements le plus de lenteur possible et beaucoup de mollesse dans sa résistance à l'égard des Français. L'état-major prussien voulait la jonction des

Russes avec les restes de l'armée prussienne pour attaquer; Bennigsen, au contraire, ne songeait qu'à défendre les frontières russes et, en conséquence, marchait en arrière. La ligne de la Vistule fut abandonnée. Dantzic fut mal défendu. A tort ou à raison, les militaires prussiens, depuis lors, ont accusé Bennigsen d'avoir agi ainsi à dessein. Ils récriminèrent aussi contre « la férocité des Moscovites », comme s'exprimait Scharnhorst, attaché prussien auprès de l'armée russe. « Croyez-moi, dit-il à un ami, ils ne songent à rien d'autre qu'à ravager le pays, en vue de se faire du désert un rempart. A supposer qu'ils veuillent marcher en avant, ils ne vous rendraient point un pays, ils vous rendraient un désert. Le noble Alexandre a beau commander, les choses ne changeront pas. »

Ces détails ont leur grand intérêt: ils font mieux comprendre les événements qui allaient suivre et surtout l'évolution de la politique russe à l'égard de l'Allemagne. En attendant, les sentiments personnels d'Alexandre n'avaient subi aucune modification. Sa correspondance avec le roi Frédéric-Guillaume ne respirait que l'amitié la plus tendre; il lui prodiguait des encouragements, l'exhortait à ne pas cesser de combattre; il parviendra, disait-il, à déterminer l'Autriche à l'assister, l'Angleterre à lui accorder des subsides.

« Nos ressources, lui écrit-il en janvier 1807, sont encore très considérables, nos ennemis sont aux abois. » Il faut, dit-il encore, que la Prusse soit pleinement rétablie, que l'Allemagne soit affranchie du joug des Français, que ceux-ci soient repoussés au delà du Rhin. Pour cela il faut que la Prusse et la Russie soient unies et qu'elles repoussent toute proposition de paix séparée. Le roi lui répondit dans le même sens et agit en conséquence, en refusant, après la bataille d'Eylau, d'accepter les propositions que Napoléon lui avait fait transmettre par le général Bertrand, à l'effet, évidemment, de détacher la Prusse de l'alliance russe.

A la suite de la bataille d'Eylau et afin d'activer les opérations, la continuation de la guerre étant chose résolue, Alexandre se rendit au milieu de ses troupes et eut aussitôt une entrevue avec le roi qui le reçut le 1er avril, à Polangen. Les deux monarques se rendirent ensemble à Memel. La première division des renforts russes étant arrivée, au nombre de 17,000, à la frontière prussienne, le tsar, en lui présentant ses troupes, l'embrassa devant le front des régiments. « N'est-ce pas, s'écria l'empereur, en versant des larmes, aucun de nous deux ne tombera seul? Ou tous les deux, ou bien aucun des deux? » En même temps, sur l'insistance d'Alexandre refusant de

traiter affaires avec les conseillers actuels du roi, celui-ci chargea Hardenberg de la direction des affaires : le parti de la guerre à outrance l'avait ainsi emporté. Hardenberg, qui jouissait de la confiance particulière du tsar, fut chargé de négocier, sous la haute direction d'Alexandre et avec le baron de Budberg, ministre des affaires étrangères de Russie, une convention qui fut signée à Bartenstein le 26 avril 1807. Ce traité stipulait comme dispositions principales : la continuation la plus vigoureuse de la guerre ; ne déposer les armes que conjointement ; pas de négociations séparées avec l'ennemi ; faire rentrer la France dans de « justes bornes » ; restitution à la Prusse des possessions perdues depuis 1805 ; suppression de la confédération du Rhin ; cessation de l'occupation française en Allemagne ; l'Allemagne constituée en confédération, sous la direction de l'Autriche et de la Prusse, avec « une bonne frontière militaire parallèle au Rhin ». Les deux alliés réservèrent à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Suède la faculté d'adhérer à ce traité : faculté dont ces puissances refusèrent d'user, la première par jalousie à l'égard de la Prusse, la seconde par méfiance, le cabinet anglais ne voulant pas de la prépondérance prussienne dans l'Allemagne du Nord. Il y avait là de quoi décourager quelque peu l'empereur de Russie et lui

inspirer quelques regrets au sujet des conseils de continuer la guerre qu'il avait donnés au roi ainsi que de ses propres engagements pris envers ce souverain. On s'explique d'autant plus aisément, étant donnée la mobilité d'impressions d'Alexandre, que, six semaines plus tard, son armée ayant succombé à Friedland, il tînt médiocrement compte du traité de Potsdam et de la convention de Bartensteen, qu'il fît trêve de belles protestations d'amitié éternelle, qu'il oubliât le serment de succomber ou de vaincre à deux, pour songer avant tout au salut de la Russie et écouter les conseils de ses généraux russes si mal disposés envers la Prusse. Car, dès la veille de Friedland, les personnages les plus influents de la Russie, le frère du tsar au premier rang, le général Bennigsen et beaucoup d'autres étaient venus presser Alexandre de mettre un terme à cette guerre. Qu'avaient donc les sentiments personnels du tsar à faire dans une question où les intérêts de la Russie étaient en jeu? Pourquoi donc se battre pour le roi de Prusse? On comprend que, sous le coup de ces suggestions, au lendemain de Friedland, Alexandre fût ébranlé et que ses sentiments philanthropiques s'effaçassent devant ses plans ambitieux de Russe, plans qui n'avaient fait que sommeiller depuis le moment où Napoléon, dans la domination du continent, avait tenu

trop peu de compte des désirs de copartage de la Russie.

Obéissant à l'influence de son entourage et à ses propres réflexions, Alexandre trouvait facilement des raisons pour se dégager des liens noués avec son ami de Prusse. L'Autriche avait refusé son concours, la Prusse avait montré une faiblesse désormais incurable ; la continuation de la guerre ruinera davantage la Prusse, épuisera la Russie qui ne pourra dès lors plus rien faire pour la Prusse, rendra Napoléon plus arbitre de l'Europe. Par contre, en faisant la paix, la Russie et la Prusse pourront se préparer à une lutte ultérieure dans des conditions et avec des chances meilleures.

Une fois engagé dans ces raisonnements, le tsar marcha vite. Au surlendemain de la défaite de Friedland, le général Bennigsen, fatigué de la guerre, demanda et obtint l'autorisation de traiter d'un armistice. Contrairement à la convention de Bartenstein, Alexandre céda devant l'exigence de Napoléon qui ne voulait traiter que séparément avec la Prusse. Ce fut le commencement de la rupture politique entre les deux alliés. Une autre exigence de Napoléon fut le renvoi de Hardenberg, tout fraîchement amené au pouvoir par Alexandre. Le tsar, à son tour, conseilla au roi de se séparer de ce ministre ; car, disait-il, il ne

fallait pas irriter le vainqueur auquel on demandait des conditions clémentes.

Le 21 juin l'armistice entre Français et Russes était conclu; les souverains pouvaient dès lors s'aboucher. Qui a pris à ce sujet l'initiative? le fait n'a pas été bien éclairci par les historiens des deux nations. Ce qui est certain, c'est que le désir de se rencontrer fut pour le moins aussi vif du côté de Napoléon que de celui d'Alexandre. L'entrevue eut lieu, le 25 juin, sur deux radeaux réunis et transformés en pavillons, au milieu du fleuve Niémen. D'après des récits, considérés comme authentiques, le tsar aurait abordé l'entretien, qui eut lieu sans témoins, par ces mots : « Je hais les Anglais autant que vous les haïssez et je serai votre second dans tout ce que vous ferez contre eux. » — « En ce cas, répondit Napoléon, tout peut s'arranger et la paix est faite. » Elle était faite, en effet : car, la France et la Russie s'entendant sur le partage du monde, le sort de « l'allié malheureux », comme appelait Alexandre le roi Frédéric-Guillaume, ne pesait pas lourd dans les négociations.

Sans doute, le tsar y venait avec les meilleures intentions à l'égard de la Prusse. Il protestait « de sa tendre amitié » pour le roi, mais le traitait déjà comme un protégé en faveur duquel il emploierait ses bons offices auprès du vainqueur,

son nouvel allié. Alexandre voulait pour la Russie la frontière de la Vistule, et comme, pour cela, il fallait enlever à la Prusse ce qu'elle possédait au delà de ce fleuve, il désirait d'abord que le roi y consentît de son propre gré, ensuite que la Prusse fût dédommagée. On devait lui donner la Bohême pour punir l'Autriche de son refus de concours; on y ajouterait Hambourg et Lubeck, ou bien d'autres territoires en Allemagne. Ce n'était pas là du tout ce que désirait Napoléon. Cet arrangement eût resserré les liens entre la Russie et la Prusse qu'il tenait au contraire à brouiller. Puis, traiter de la cession de la Bohême à la Prusse, c'était irriter mal à propos l'Autriche. Enfin, Napoléon voulait châtier la Prusse et non l'agrandir. Laissant de côté la Prusse — quantité négligeable à ce moment — Napoléon était fortement enclin à offrir le partage de la Turquie, y compris Constantinople, et à se prêter ainsi à la réalisation des projets de Catherine. Comme autrefois, la Turquie et ensuite la Pologne devaient servir de rançon aux contractants. La Prusse elle-même cherchait à se sauver par ce moyen, en proposant le démembrement de l'empire ottoman. Comment s'étonner que devant ces perspectives splendides, le tsar oubliait ses manifestes fulminants contre l'usurpateur et négligeait les engagements de Bartenstein que le

roi de Prusse ne cessait de lui rappeler? « Alexandre dut reconnaître avec Napoléon, dit un éminent publiciste russe, que le vainqueur avait seul le droit de disposer des territoires qu'il avait conquis et qu'il ne pouvait être question de l'inviolabilité de la Prusse conquise par l'armée française. »

L'entrevue de Tilsit fut ainsi le point de départ d'une entente dont la Prusse, la première, payait les frais. Deux entrevues de Napoléon avec Frédéric-Guillaume, la visite de la reine Louise à Tilsit, ne modifièrent en rien la résolution de Napoléon. L'infortuné roi jouait un rôle digne de pitié, entre les deux alliés de fraîche date. Sa présence gênait leurs entretiens intimes et embarrassait tout particulièrement son impérial ami de Russie. Mais, même vis-à-vis d'Alexandre, Napoléon n'oubliait pas qu'il était le vainqueur : il ne se gênait pas de lui faire passer en revue les troupes qui venaient de battre les Russes, et Alexandre se rendit à ces spectacles militaires avec le même empressement que trois mois auparavant aux revues passées ensemble avec Frédéric-Guillaume. Celui-ci n'obtint aucun adoucissement des conditions de paix : Napoléon présenta comme une faveur accordée au tsar, sa condescendance à laisser subsister la monarchie prussienne. Le roi étant devenu pressant, Napoléon le renvoya au tsar qui, disait-il, pouvait l'in-

demniser avec les territoires des ducs d'Oldei bourg et de Mecklembourg, parents d'Alexandr De fait et par la volonté de Napoléon, la Pruss réduite à la moitié de son territoire et de sa p pulation, devint le champ sur lequel France Russie vidaient leurs querelles et échangeaie leurs coups mutuels. Enfin, couronnant son att tude nouvelle, après avoir vainement plaidé l cause de son ami, le tsar accepta encore de Na poléon, le territoire de Bialystok appartenant à l Prusse, et cela sans dédommagement pour cell ci. Les provinces qui désormais devaient form cette Prusse démembrée, Napoléon, ainsi que l stipulait le traité de paix avec la Russie, consent à les restituer au roi « par égard pour S. M. l'em pereur de toutes les Russies » et comme « preuv sincère du désir qu'il a d'unir les deux natior (France et Russie) par les liens d'une confianc et d'une amitié inaltérables ». Le traité avec l Russie signé, Napoléon imposa à la Prusse le conditions agréées par le tsar dans son trait Puis, dans un traité séparé et secret, il concl avec Alexandre cette alliance dont le partage d la Turquie fut le principal objet et qui, de la pa d'Alexandre, constituait l'annulation complète d traité d'alliance de Bartenstein. Le tsar éta entraîné, ébloui : la Prusse s'effaçait devant le Balkans et le Bosphore. Pour Napoléon, l

sultan, ami traditionnel de la France, disparaissait devant l'alliance russe, la seule capable, pensait-il, de lui procurer la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire la soumission de cette puissance.

Le croirait-on? même après les déboires de Tilsit, Frédéric-Guillaume restait attaché à Alexandre : n'était-ce pas, dans sa détresse, le seul, bien que tiède, ami? De leur côté, obéissant à leurs ressentiments, la reine Louise et la cour de Prusse, loin de partager la résignation du roi, se tournèrent du côté de l'Angleterre, plus que jamais hostile à Napoléon. Pendant toute l'année qui succédait à la conclusion du traité de Tilsit, le roi échangeait avec Alexandre lettre sur lettre, pour obtenir l'évacuation de ses États, ainsi que le traité de Tilsit l'avait stipulé. C'est qu'il ne connaissait pas les clauses du traité particulier franco-russe et qu'il ignorait par conséquent les obligations liant son ancien allié à la cause de Napoléon. Autant qu'avant 1807 Alexandre s'était attaché à faire sortir le roi de sa neutralité, à le stimuler à la résistance, autant, depuis Tilsit, lié par ses engagements, il ne cessait de l'exhorter à se soumettre, à céder, à éviter tout ce qui pourrait irriter Napoléon ; il joignait encore la menace à ses objurgations. Le roi ne pouvait comprendre comment son ami avait pu, à ce point, abandonner la cause des princes légitimes, et le

lui reprochait, en exprimant l'espoir qu'un jour le tsar reviendra aux bons principes. En attendant ce futur revirement, il l'implorait pour qu'il prît la défense de ses droits contre Napoléon, dont la main, en dépit du traité de paix, pesait lourdement sur la Prusse. Contrairement aux termes de ce traité, Napoléon y conservait une armée de 160000 hommes dont l'entretien restait à la charge de ce pays ruiné. C'est sur l'évacuation et les contributions de guerre, que roulaient de 1807 à 1808 tous les pourparlers entre les souverains, toutes les négociations entre leurs ministres. Le roi envoya à Saint-Pétersbourg un officier supérieur investi de sa confiance et qui devait servir d'intermédiaire entre lui et le tsar, en dehors des ministres et des ambassadeurs officiels. De fait, l'empereur de Russie devint ainsi l'arbitre du sort de la Prusse. Le roi le consultait sur tout ce qui concernait ses rapports avec Napoléon, et Alexandre, assez embarrassé de sa position tant soit peu fausse, ne cessait de conseiller la soumission. Il y eut des explications pénibles. Du moment qu'il fallait se soumettre aveuglément, disait le roi, il vaudrait mieux se jeter tout de suite dans les bras de Napoléon. Cela ne convenait pas davantage au tsar qui, en raison du voisinage, trouvait dangereuse pour lui-même l'occupation prolongée de la Prusse par les

Français. Et puis, il songeait à Tilsit et aux engagements contractés par Napoléon au sujet de l'expansion russe en Orient. Voilà pourquoi, ayant grand intérêt à éviter tout choc avec Napoléon, il engageait le roi à se plier aux circonstances, à se réserver pour l'avenir. Et d'ailleurs, il ne fut guère écouté à Paris. Il eut beau déclarer qu'il ne pourrait laisser tomber la Prusse ; on lui répondit : Principautés danubiennes. Cependant il déclinait la proposition de Napoléon que la Russie prendrait les principautés, tandis qu'il s'emparerait de la Silésie : l'éventualité de voir les Français au delà de l'Oder l'effrayait. Il voulait tenir séparée la question de Prusse de celle des Principautés. Et c'est justement ce à quoi Napoléon se refusait. La prolongation de l'occupation de la Prusse entrait dans son jeu : c'est par là comme par l'appât turc qu'il tenait le tsar. Si bien que certain jour, dans un entretien avec le prince Guillaume de Prusse, frère du roi, envoyé en mission à Paris en vue de hâter l'évacuation et de faire réduire la contribution de guerre, Napoléon déclarait que tout dépendait de la Russie. Que celle-ci évacue les Principautés et les Français sortiront de la Prusse. La déclaration de guerre à l'Angleterre par la Russie ne comptait pas aux yeux de Napoléon pour une compensation suffisante de l'acquisition

des Principautés : il lui fallait la Silésie pour faire descendre la Prusse au dernier rang des puissances et pour agrandir le grand-duché de Varsovie adjugé au roi de Saxe. Le roi de Prusse, averti par son frère, que Napoléon le renvoyait aux procédés gracieux du tsar, averti enfin par ses agents à Saint-Pétersbourg que, depuis des mois, Napoléon et Alexandre traitaient d'une nouvelle mutilation de la Prusse, écrivit une lettre pressante au tsar, lui rappelant ses engagements, lui reprochant de ne pas avoir demandé, en retour de sa déclaration de guerre à l'Angleterre, l'évacuation de la Prusse. Alexandre était ballotté entre ses engagements, auxquels il s'estimait lié d'honneur envers le roi, et ses prétentions en Orient. Napoléon comptait toujours que ces dernières l'emporteraient, surtout s'il voulait y mettre le prix. Si on lui abandonnait Constantinople, lui avait écrit son ambassadeur Caulaincourt, le tsar accepterait tout. Cela n'était pas certain et, en tout cas, Napoléon n'était pas disposé à livrer Constantinople aux Russes. Quelles que fussent les hésitations du tsar, soit que sa confiance dans l'allié de Tilsit commençait à s'ébranler, soit que ses scrupules triomphaient des tentations, il refusa de sacrifier la Prusse. D'autre part, les événements d'Espagne, la catastrophe de Baylen, amenèrent Napoléon à

se radoucir à l'égard de la Prusse; il se déclara prêt, en principe, à l'évacuation des États de Frédéric-Guillaume et annonça cette résolution à Alexandre. Mais en apprenant les conditions imposées à la Prusse par la convention du 8 septembre 1808, le tsar en témoigna son mécontentement. Il trouvait que Napoléon tenait mal, à ce sujet, ses obligations de Tilsit, qu'il écrasait la Prusse financièrement, en même temps qu'il l'humiliait; il se plaignit de ce que Napoléon agissait si peu gracieusement tout en prétendant lui témoigner des égards.

C'est qu'en effet les conditions de Napoléon étaient d'une dureté que seul pouvait expliquer le dessein arrêté de ne laisser exister la Prusse que comme objet permanent de compensation dans les négociations et les rapports de la France et de la Russie. Il pensait aussi qu'une Prusse impuissante et faible serait moins dangereuse dans de futures combinaisons hostiles à l'empire napoléonien et qu'il fallait prendre ses précautions de ce côté. Tous les revenus de la Prusse, domaines royaux et publics, l'argent des caisses des veuves, les dépôts des particuliers, tout y passait. Après l'évacuation, la France conservait plusieurs places fortes et un grand nombre d'étapes militaires en Prusse. Pendant dix ans, l'armée de la Prusse ne devait avoir qu'un effectif maxi-

mum de 42,000 hommes et, en cas de guerre avec l'Autriche, elle était obligée de fournir à Napoléon un corps auxiliaire de 16,000 hommes.

Les représentations du tsar vinrent quelque peu tardives et celui-ci n'était pas bien en position de les faire prévaloir. Depuis Tilsit il avait toujours conseillé au roi de Prusse de céder, il n'avait pas réclamé contre quantité de faits constituant des infractions au traité, et cela par la raison que les intérêts russes en Orient lui importaient plus que le rétablisement de la monarchie prussienne. Dans cet ordre de raisonnements, il repoussait toutes les propositions d'alliance de l'Autriche et ne cessait de déconseiller au roi de Prusse de s'associer à cette puissance. Quant à l'Angleterre, il lui fit l'insinuation, caractéristique pour un allié de Napoléon, qu'il serait bien aise « que Bonaparte éprouvât des revers en Espagne pour arrêter ses vastes idées ». Ses propres idées pourtant n'étaient-elles pas aussi vastes que celles de l'empereur français?

Telle était la situation à la veille de l'entrevue d'Erfurt, demandée par Napoléon et consentie par Alexandre après d'assez longs pourparlers diplomatiques. Les questions de la Prusse et de la Turquie devaient forcément former l'objet de ces conférences : la solution des autres problèmes en dépendait. Alexandre se rendit à l'invitation

de Napoléon contre le gré de sa famille et surtout de l'aristocratie moscovite toujours rebelle à des rapports intimes avec l'héritier de la Révolution. Avant son départ, il avait manifesté à l'ambassadeur de France comme à l'agent intime du roi Frédéric-Guillaume, qu'il soutiendrait fermement les intérêts de la Prusse. Au premier il déclara qu'il considérait les exigences de Napoléon comme incompatibles avec les stipulations du traité de Tilsit; au second, il assura qu'à Erfurt il ne traitera d'aucune affaire avant d'avoir réglé les affaires de la Prusse. Il renouvela ces assurances à Kœnigsberg où il alla passer quelques jours avec le roi et la reine. On lui fit un accueil enthousiaste et pompeux. Entrée solennelle, déplacement de troupes, galas officiels, revues militaires, fêtes intimes, rien ne fut épargné pour honorer et flatter l'allié de Napoléon. Comme toujours, Alexandre charma tout le monde par ses manières affables, ses épanchements de cœur, ses grâces. En politique, il satisfaisait moins. C'est que le roi et son entourage, y compris Stein, s'attachaient à gagner un homme lié par des engagements qu'ils ignoraient et que ses intérêts particuliers et majeurs lui commandaient de tenir. Les Prussiens le trouvaient aimable, mais irrésolu. Le roi lui déclara qu'il préférerait faire alliance avec l'Autriche plutôt que

d'accepter les conditions de Napoléon. Stein, toujours écouté par le tsar, cherchait à le gagner à une coalition avec la Prusse et l'Autriche, en mettant l'armée prussienne à sa disposition. Le tsar resta sourd. Le moment n'était pas favorable, disait-il, il fallait attendre la tournure que prendraient les choses en Espagne. En revanche, il insisterait à Erfurt sur l'exécution stricte du traité de Tilsit et sur un adossement des conditions financières ; il en demanda l'exposé à Stein qui devait l'accompagner à Erfurt.

Un grave incident en décida autrement. Dans la période où les négociations à Paris entre Napoléon et le prince Guillaume de Prusse, prirent une tournure qui pouvait faire craindre une rupture et où les esprits en Prusse étaient excités au plus haut point, Stein avait écrit au prince Wittgenstein, alors aux bains de Dobberan, une lettre respirant la haine contre Napoléon, parlant de l'éventualité d'une guerre et rendant compte de l'exaspération générale des esprits contre le dominateur étranger, exaspération qu'il fallait nourrir et entretenir avec l'aide d'hommes courageux et patriotes de la Hesse et de la Westphalie qui devaient se lier et se concerter avec d'autres patriotes. L'envoi de cette lettre avait été dénoncé à l'autorité militaire française et cela, à ce que les Allemands eux-mêmes prétendaient à cette

époque, par les ennemis de Stein à la cour de Prusse, adversaires de ses réformes et travaillant à son renversement. Le messager, porteur de la lettre de Stein, fut, sur les ordres du maréchal Soult, arrêté à Spandau, à quelques lieues de Berlin, ses papiers lui furent pris et envoyés à Paris. Napoléon avait aussitôt fait publier la lettre dans le *Moniteur* en l'accompagnant de commentaires virulents. Comme on peut le penser, la lettre de Stein vint très à propos pour fournir à Napoléon un bon prétexte de se montrer implacable dans ses exigences. C'est même dans la croyance, erronée d'ailleurs, que Stein était Westphalien et pour l'atteindre, qu'il fit insérer dans un article secret de la convention avec la Prusse, du 8 septembre, une clause portant que le roi de Prusse aurait à congédier du service de l'État tous les fonctionnaires originaires des provinces cédées par la Prusse dans le traité de Tilsit. La Westphalie était de ce nombre. Les nouvelles de ces divers événements exercèrent un effet foudroyant à la cour de Kœnigsberg. « Cet événement est le dernier échelon de notre malheur, écrit la comtesse de Voss, grande maîtresse de la reine Louise, la reine est désolée, le roi est furieux de cette nouvelle mésaventure. » L'empereur de Russie qui venait de quitter Kœnigsberg, reçut toutes ces nouvelles par le courrier russe

qui, expédié de Paris, avait rencontré le tsar aux portes de la ville prussienne. Il écrivit des lettres de consolation et d'encouragement au roi et à la reine. Frédéric-Guillaume devina le parti que Napoléon irait tirer de l'incident. « Si Votre Majesté, écrit-il au tsar le 21 septembre, par des soins généreux ne nous soutient pas, c'en est fait de la Prusse, car ce qui vient de se passer est plus que suffisant pour lui casser le cou (à Stein). De grâce, Sire, daignez calmer s'il y a moyen encore, le courroux de Napoléon. Rappelez-vous, Sire, que c'est lui-même qui a mis Stein sur les rangs, lorsqu'il s'est agi du renvoi de Hardenberg. Au nom de Dieu, Sire, rappelez-vous de nous et comptez sur ma reconnaissance éternelle. » Le tsar, quelques mois auparavant, avait fait offrir à Stein d'entrer à son service; l'incident de la lettre lui permit de lui offrir un asile en Russie, mais pas davantage. Napoléon avait formellement demandé « qu'il fût chassé du ministère, sans quoi le roi ne rentrera pas chez lui ». Après l'entrevue d'Erfurt, sur les instances du tsar, Napoléon accorda que Stein pût rester pour garder le ministère des finances; mais alors, des raisons de politique intérieure ne permirent pas à Stein de profiter de cette grâce. Réfugié en Russie, il fut le conseiller, à titre purement officieux, d'Alexandre, pour

n'entrer réellement à son service qu'en 1812.

Quelques jours après l'incident Stein, Napoléon, à la veille de partir pour Erfurt, s'était calmé : il congédiait le prince Guillaume qui avait signé la convention du 8 septembre, dans les termes les plus conciliants. Que le roi fasse preuve de bon vouloir et l'on verra, par la suite, pour se relâcher des conditions les plus rigoureuses. Qu'il soit fidèle à Napoléon, en prenant un exemple sur Alexandre qui « me reste attaché, en dépit des cabales de son cabinet et de sa cour ».

Napoléon, en donnant cet avertissement, n'était pas ignorant de ce qui se passait dans l'entourage du roi à Kœnigsberg et sous les auspices mêmes du roi. Stein déconseillait absolument la ratification de la convention du 8 septembre. Et, en effet, le ministre Goltz, envoyé à Erfurt, reçut pour instruction de ne ratifier qu'après que le tsar aurait obtenu les modifications demandées. A l'insu d'Alexandre, et pendant qu'il négociait ainsi à Erfurt, le cabinet prussien entamait à Vienne des pourparlers en vue de la guerre, prévue à bref délai, entre la France et l'Autriche. Mis au courant, le tsar invita le roi à renoncer à ce double jeu, à cesser ses négociations à Vienne. Ces conseils ne furent pas suivis d'abord. Au contraire, après la défaite des Français en Espagne, le roi Frédéric-Guillaume

fut moins que jamais disposé à ratifier la convention. Les soupçons de Napoléon ne faisaient qu'augmenter. Les instances du tsar en faveur de la Prusse n'eurent pas de résultat. Napoléon ne voulait rien entendre avant que le roi n'eût ratifié la convention, et le comte Goltz n'obtint même que difficilement la permission de venir à Erfurt. Alexandre, de son côté, avant tout préoccupé de ses propres affaires, était fortement contrarié par la résistance du roi; il reçut fort mal l'ambassadeur de Prusse et, comme Napoléon, exigea que la convention fût ratifiée, après quoi il essaierait d'obtenir quelques adoucissements.

C'est que Napoléon lui avait déclaré qu'il ne parlerait de l'affaire prussienne que lorsqu'il se serait mis d'accord avec le tsar sur leur alliance à deux, prévue par le traité secret de Tilsit. Or, sur ce sujet, les négociations ne marchaient guère. Alexandre, toujours à cheval sur le traité secret de Tilsit, trouvait que l'acquisition de la Finlande par la Russie était peu de chose en présence de la grosse part que Napoléon s'était taillée en Allemagne, en Italie, en Espagne, sans compter la présence des armées françaises si près des frontières de Pologne. Ce qu'il lui faut et ce qui lui a été adjugé à Tilsit, exposait le tsar, c'est la Turquie, et c'est à ce prix seulement que la Russie sera l'alliée de la France. Napoléon, chez qui les souvenirs

de la politique traditionnelle de la France s'étaient réveillés malgré Tilsit, ne consentit à accorder à son ami qu'un acompte, à savoir la reconnaissance de la prise de possession des Principautés danubiennes. Par contre, il déclarait ne pouvoir consentir à atténuer ses rigueurs à l'égard de la Prusse qu'à la condition qu'Alexandre s'engagerait avec lui contre l'Autriche. Devenu méfiant, le tsar refuse en se bornant à accepter un traité d'alliance purement défensif à l'égard de cette puissance. Quant à la Prusse, quelque peu délaissée par son protecteur qui était trop préoccupé de ses propres intérêts, Napoléon accorda, sur les supplications du roi, appuyées par le tsar, une modeste réduction sur la contribution de guerre ; en revanche, il ne rendit pas les forteresses de l'Oder, et ces minces concessions, Alexandre ne les obtint qu'en faisant remise à Napoléon de l'obligation prise dans le traité de Tilsit, d'accorder à la Prusse, en compensation du Hanovre qu'on lui enlevait, une indemnité territoriale sur la rive gauche de l'Elbe. Le prince Guillaume reçut de Napoléon un gracieux accueil, mais n'obtint aucun adoucissement réel. Il avait, à son insu, sauvé la vie à l'empereur. Des officiers prussiens, patriotes exaltés comme il y en avait beaucoup à cette époque dans l'Allemagne envahie par l'étranger, avaient résolu de délivrer leur pays

par le meurtre de son implacable ennemi. Ce projet criminel qui devait être mis à exécution au retour d'une chasse aux environs de Weimar, fut abandonné de peur que la balle meurtrière ne vînt frapper le frère du roi de Prusse, lequel, au retour de la chasse, marchait à cheval à côté de l'empereur.

Napoléon accorda les quelques faveurs à la Prusse « par égard pour son allié » Alexandre, et celui-ci abandonna un article important du traité de Tilsit, favorable à la Prusse, « touché de l'amitié que Napoléon lui avait témoignée ». Les Russes exaltèrent les efforts de leur souverain en faveur de la Prusse. « Le tsar, disait plus tard le prince Kourakine, a défendu la Prusse et son roi avec la chaleur d'un Caton contre Napoléon ; il a été impossible de le détourner de cette marotte. » Les Prussiens n'en pensaient pas de même sur cette soi-disant sollicitude du tsar.

Napoléon et Alexandre quittèrent Erfurt, satisfaits à demi seulement ; il leur avait fallu rabattre sur leurs espérances. L'empereur des Français, toutefois, pouvait être plus content que le tsar dont il avait obtenu en somme, — il le croyait du moins, — l'alliance sans qu'il lui en coûtât beaucoup. Pour la Prusse, l'épilogue du congrès d'Erfurt, ce fut le décret impérial de Bayonne portant proscription du « nommé Stein » et con-

fiscation de ses biens, comme ennemi de la France et du Rheinbund.

Les relations d'amitié entre Alexandre et Frédéric-Guillaume ne s'étaient pas ostensiblement ressenties des événements d'Erfurt. Le roi sentait qu'il n'avait pas d'autre perspective d'assistance, dans l'infortune, que celle de la Russie. Son idée fixe depuis 1806 avait toujours été l'alliance de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, et il espérait, malgré d'infructueuses tentatives, malgré la mollesse de l'appui d'Alexandre à Erfurt, y parvenir. Au contraire, le tsar, tout cœur pour le roi et la reine, demeurait opposé à une combinaison dans laquelle Tilsit et Erfurt lui défendaient d'entrer et il se proposait, en conséquence, de retenir la Prusse dans sa quasi-alliance avec la France.

Au retour d'Erfurt, en passant à Kœnigsberg, le tsar invita le couple royal à visiter Saint-Pétersbourg. Cette visite eut lieu au commencement de l'année 1809, contrairement aux conseils de Stein. Cet homme d'État prévoyait ce qui allait se passer entre les deux souverains. En effet, le tsar, lorsqu'on lui parlait de l'alliance autrichienne s'y refusait obstinément, non pas, comme on le pense bien, en révélant ses engagements d'Erfurt, mais en faisant valoir que le moment n'était pas venu, qu'il fallait laisser Napoléon s'affaiblir en

Espagne, avant d'effectuer une évolution contre lui. Stein connaissait à la fois l'esprit faible et élastique du roi, et le charme séducteur qu'Alexandre exerçait toujours sur ce prince et sa femme. On les entourerait de fêtes, les comblerait de gracieusetés délicates, pour leur faire oublier Erfurt et pour engager le roi à rester souple et soumis à l'égard de Napoléon. Et les prévisions de Stein se réalisèrent. Le tsar promit qu'il ne laisserait pas amoindrir la Prusse davantage, à la condition qu'elle exécutât fidèlement la convention du 8 septembre 1808 avec la France. Le roi se rendit à ces conseils, subjugué qu'il était par les protestations émues et sentimentales de son ami. Mais, à peine de retour à Berlin, il s'aperçut que la résignation passive ne pourrait être pratiquée longtemps. L'Autriche se préparait à la guerre avec Napoléon : le roi de Prusse prendrait-il part à cette guerre à coté de ce dernier, ainsi qu'il s'y était engagé ? Ses convictions et ses sentiments le lui défendaient ; l'Autriche lui proposait une alliance offensive et le parti militaire prussien se remuait de nouveau pour entraîner le roi de ce côté. Dans sa perplexité le roi s'adressa à Alexandre, lui demandant conseil ou plutôt lui avouant qu'il ne saurait marcher contre l'Autriche. « Les esprits, écrit-il à la date du 12 mai 1809, sont tellement montés

et l'agitation et la fermentation sont si grandes, que je risque tout si je ne prends le parti auquel la nation tient par préférence. » En ce cas, que fera la Russie? Le roi, surmontant sa timidité, expose tous les dangers de la situation. L'Autriche vaincue, ce sera le tour de la Prusse dont Napoléon a juré la perte et que l'empereur Alexandre ne sera plus alors en état de conjurer, attendu que lui-même « fera l'épreuve de ce que valent les perfides assurances d'amitié que la France lui prodigue aujourd'hui ». Alexandre, on le conçoit, songeait d'abord à sa propre sécurité. Il était convaincu que l'Autriche et la Prusse même réunies seraient vaincues par les armes de Napoléon : en ce cas, l'armée française arriverait sur les frontières de la Russie. Cette éventualité l'effrayait comme elle a effrayé plus tard ses deux successeurs. Aussi n'hésite-t-il pas à répondre au roi, qu'il devait bien se garder de faire alliance avec l'Autriche, que lui, le tsar, restait inébranlablement attaché à l'alliance avec la France, alliance destinée, d'après lui, à produire les résultats les plus heureux pour l'Europe. Il exposait les mêmes idées à son ambassadeur à Berlin : l'alliance franco-russe est des plus solides, le roi de Prusse devra y rester attaché, car c'est son seul moyen de prolonger son existence ; pour cela, il faut que le cabinet de Berlin renonce « à

cette ancienne politique vague ». Le tsar voulait dire « politique indécise et variable » ; mais, sous ce rapport, il ne fut pas irréprochable lui-même, et par la suite sa conduite devait donner lieu à des récriminations de même nature. A Berlin, on ne goûtait pas ces conseils. On démontrait à l'envoyé russe que la Prusse était dans l'impuissance de remplir ses engagements financiers et que, pressée par Napoléon, elle se verrait obligée de lui céder la Silésie en guise de paiement. Ce ne fut pas là l'avis de la reine Louise qui, parlant au ministre de Russie, accusait l'insuffisance des ministres « trop bêtes » pour tirer parti des ressources du pays. Sur les conseils d'Alexandre, le roi changea de nouveau de ministre, pour rappeler Hardenberg à la direction des affaires. Que pouvait-il faire, la main de fer de Napoléon pesant de tel poids sur la Prusse que dans ce pays, en présence de la faiblesse du gouvernement, bien des esprits commençaient à se familiariser avec l'idée d'une Prusse absorbée par la France.

Et cependant, à cette époque déjà, à la fin de l'année 1810, il circulait des bruits d'une guerre future entre la France et la Russie. L'Autriche étant vaincue, la Prusse n'était plus qu'une faible barrière entre l'empire napoléonien et la Russie. Napoléon reculait ses frontières. A la fin de 1810, il englobait toute l'Allemagne du Nord

dans son empire : mesure, déclarait-il avec la brièveté impériale des Césars romains, « commandée par les circonstances ». De plus, Alexandre supposait que Napoléon allait garder la Galicie, enlevée à l'Autriche. De son côté, Napoléon se plaignait de la Russie. Il trouvait les convoitises des Russes et leurs exigences en disproportion avec les modestes preuves matérielles de leur concours. Il estimait qu'il payait suffisamment leur appui en leur abandonnant une petite portion de la Galicie. Il heurtait ainsi la politique traditionnelle de la Russie, héritage de Catherine qui voulait toute la Pologne afin d'être complètement voisine de l'Europe occidentale. Les observateurs sérieux avaient prévu ce refroidissement des deux alliés : les alliances basées sur la conquête et sur le dépouillement d'autrui ont toujours fini par se défaire. Tout allait de mal en pis entre les deux souverains. Napoléon, décidé à divorcer avec Joséphine qui ne lui donnait pas d'héritier, avait suggéré déjà à Tilsit, l'idée d'un mariage avec une sœur d'Alexandre. Le tsar hésita et prétexta des empêchements religieux, en cachant la vérité qui était que dans sa famille on y était opposé. C'est alors que Napoléon conclut le mariage avec la fille de l'empereur d'Autriche.

Ce ne fut pas tout. A la même époque, la

Russie établit un nouveau tarif de douane par lequel une quantité d'articles français étaient frappés de prohibition, les vins frappés de droits exorbitants, et, par contre, les denrées coloniales sous pavillon neutre, admises en Russie. A ces griefs de Napoléon les Russes en opposèrent un non moins grave : parmi les pays allemands réunis à la France, se trouvait le duché d'Oldenbourg, appartenant à un proche parent du tsar. Ce fut en vain que Napoléon offrit à ce dernier une compensation : Alexandre, profondément offensé, refusa.

Déjà les deux alliés d'Erfurt se préparaient à la guerre. Dès l'automne 1810 on élaborait à Saint-Pétersbourg des plans de campagne. De son côté, à la suite de la promulgation du nouveau tarif douanier russe, Napoléon ordonne une nouvelle levée qui allait lui occasionner un surcroît de dépenses de cent millions. Il rappelle son ambassadeur de confiance, Caulaincourt, de Pétersbourg. Il fait connaître deux cas de guerre contre la Russie : le passage sur la rive droite du Danube et l'entente avec l'Angleterre. Il disait, et sur ce point il était entièrement dans la vérité : « J'ai fait la paix à Tilsit, parce qu'Alexandre m'avait promis de m'assister contre l'Angleterre. »

Alexandre, dans la lutte qu'il voit proche, compta sur la Prusse et négocia à Berlin. Les rôles

vont changer désormais. Depuis Erfurt, Alexandre n'avait cessé d'exhorter le roi à la prudence; maintenant c'est ce dernier qui engage le tsar à user de circonspection. Naguère, Alexandre insistait pour que le roi avalât toutes les infractions au traité de Tilsit ; aujourd'hui c'est lui qui somme le roi de se joindre à lui pour la défense de ce traité, violé par Napoléon, et c'est lui qui menace le roi de rompre avec lui les liens d'amitié. Frédéric-Guillaume, redoutant la vengeance de Napoléon, se refuse à signer un traité d'alliance offensive et défensive et décline jusqu'à une simple convention militaire en vue d'une guerre éventuelle entre la France et la Russie.

De nouveau se reproduit, dans l'entourage du roi, le jeu des deux partis français et russe. Le cabinet de Berlin apaise à Pétersbourg et calme à Paris; il déclare qu'il ne se mettra jamais en guerre contre la Russie, et d'autre part il signe (4 juin 1811) une convention mettant toutes ses routes militaires à la disposition de la France. Une autre fois, il ordonne des armements qui éveillent les soupçons de Napoléon et déterminent celui-ci à envoyer à la Prusse un ultimatum.

Alexandre garda, devant ces tergiversations de la Prusse, une attitude relativement calme. Il savait le cabinet prussien intimidé par Napoléon, le parti français influent auprès du roi. Mais,

d'autre part, il était informé par sa diplomatie, que l'opinion publique en Prusse était hostile à ce parti et que le jour où il se déclarerait ouvertement contre Napoléon, il aurait pour lui les peuples. Napoléon aussi n'ignorait pas cet état des esprits en Allemagne : son frère Jérôme l'en avait prévenu en prédisant que sur les derrières de l'armée française, toute l'Allemagne se soulèverait. Mais on n'en était pas encore là. Pour le moment, la Prusse traitait toujours des deux côtés : Hardenberg lui-même conseillait ce double jeu. On se proposait de négocier en secret à Saint-Pétersbourg et presque en même temps on signa un traité d'alliance (24 février 1812) avec la France. Napoléon n'avait pas laissé de choix au roi : le territoire prussien était pris comme dans un étau par les armées françaises, et le roi avait fait préparer ses voitures pour échapper à l'ennemi. Ce fut un traité entre vassal et suzerain. La Prusse s'y engageait contre toutes les puissances avec lesquelles la France était en guerre, l'Italie, l'Espagne et la Turquie exceptées; elle fournissait un contingent de campagne de 20,000 hommes, plus d'autres 20,000 hommes pour garder certaines forteresses ainsi que Potsdam; toute la monarchie à peu près était ouverte au passage des armées françaises ; aucune levée, aucun mouvement de troupes ne devaient s'effectuer qu'après entente

avec Napoléon. A la paix, la Prusse recevrait quelques compensations de ses « services et charges ».

Les Russes, on le comprend, étaient indignés en apprenant la conclusion de ce traité. Il ne servait de rien aux Prussiens d'expliquer, ce qui était vrai du reste, que Napoléon le leur avait imposé, le couteau sur la gorge. Car ils avouaient que le roi avait cédé à la peur, qu'il avait signé dans l'espoir qu'il n'y aura pas de guerre entre la France et la Russie ; ils assuraient qu'il restera l'ami d'Alexandre, quoi qu'il puisse arriver. Le comte Liéven, envoyé du tsar, leur répliqua que, par ce traité, le roi provoquait précisément l'explosion de la guerre et qu'il était inutile d'envoyer, ainsi qu'il avait été décidé, le colonel de Knesebeck en mission auprès du tsar qui ne céderait en rien. Hardenberg lui-même convint que la politique prussienne n'inspirait plus confiance à personne, que bientôt elle serait complètement isolée et que lui, le ministre, serait réduit, comme Stein, à chercher un asile en Russie. Dans les lettres que les deux souverains échangèrent à la suite de cet événement, les protestations les plus ardentes d'amitié personnelles alternaient avec les reproches. Le roi, tout en se disant « navré » du parti qu'il avait été obligé de prendre, rappela que depuis Erfurt et

depuis sa visite à Saint-Pétersbourg, le tsar n'avait cessé de l'exhorter à passer par où Napoléon voudrait ; que, sur ses conseils, il avait quitté son refuge de Kœnigsberg, pour aller résider à Berlin, au milieu des armées françaises, cerné par elles ; que le tsar avait refusé de faire marcher ses troupes, à moins d'être attaqué lui-même sur le sol russe. Dans ces circonstances, le roi a dû pourvoir d'abord à la conservation de son État, menacé par Napoléon. « Plaignez-moi donc, Sire, écrit le roi, dans sa lettre du 31 mars 1812, mais ne me condamnez pas. » Et, comme pour préluder à sa défection de l'alliance française, il finissait ainsi : « Si la guerre éclate, nous ne nous ferons du mal que de ce qui sera d'une nécessité stricte ; nous nous rappellerons toujours que nous sommes amis, que nous devons redevenir un jour alliés, et tout en subissant une fatalité irrésistible, nous conserverons la liberté et la sincérité de nos sentiments. »

Tel était l'allié étrange que Napoléon allait attacher à son flanc gauche, comme arrière-garde de la Grande Armée. Et, les sentiments hostiles à l'égard de l'empereur des Français, que le roi n'avouait que dans la correspondance intime avec le tsar, ses généraux ne craignaient pas de les afficher en paroles comme en actes. Dès le premier jour, il fut évident que les troupes prus-

siennes ne marchaient qu'à contre-cœur sous les drapeaux français. Des officiers prussiens, parmi lesquels le général Gneisenau, demandèrent à prendre du service dans les rangs de l'armée russe; quelques-uns, dont le patriotisme oubliait toute règle de discipline militaire, donnaient au ministre de Russie des indications sur les points stratégiques importants à occuper. La déroute des esprits fut complète. Le maréchal Ney fit fusiller nombre de déserteurs prussiens. Le général Durutte, commandant de Berlin, dut prendre les mesures les plus rigoureuses à l'égard des conscrits récalcitrants. En fait, l'autorité royale n'existait pas dès le mois de mars. Les gardes prussiennes reçurent de Napoléon ordre de marcher en avant, sans même avoir reçu autorisation de leur chef royal. Le gouvernement prussien fut obligé de fermer ses frontières, du côté de la Russie, à toute importation de denrées coloniales. Tout ce gouvernement vivait sous la terreur de Napoléon. Hardenberg évitait de rencontrer le comte de Liéven, représentant du tsar, bien que la guerre ne fût pas encore déclarée. Au mois de juin, la guerre déclarée, les ministres prussiens, les larmes aux yeux et en donnant au ministre de Russie ses passeports, lui exprimaient la douleur du roi, mais en ajoutant que le roi continuerait à négocier avec la Russie, qu'à cet effet,

le général Gneisenau serait envoyé à Saint-Pétersbourg et que le général Schœler resterait dans cette capitale comme agent diplomatique *privé*. De son côté, ajoutons-le, le gouvernement russe, au moment du départ de son ministre de Berlin, avait pris ses mesures pour être tenu au courant de tout ce qui se passerait en Allemagne pendant la durée de la guerre. A cet effet, M. Gruner, chef de la police secrète prussienne, sur sa demande, fut engagé pour les mêmes fonctions au service de la Russie, avec résidence à Prague. A peu près les mêmes fonctions furent dévolues à Berlin au colonel prussien Valentini ; les rapports de ce fonctionnaire étaient expédiés en Russie, depuis Berlin jusqu'à Saint-Pétersbourg, par l'intermédiaire de maisons de banque prussiennes, dont le dévouement était acquis à la Russie. D'autres fonctionnaires prussiens s'empressèrent de mettre à la disposition du gouvernement russe leurs services, pour l'informer de tout ce qui serait de nature à l'intéresser.

Enfin, le conseiller le plus précieux pour le tsar, fut le baron de Stein. A la suite du décret de proscription de Bayonne, il s'était refugié à Prague où, la guerre déclarée et l'Autriche, comme la Prusse, étant l'auxiliaire de Napoléon, il n'aurait pu rester. L'empereur Alexandre, qui le connaissait depuis longtemps, lui écrivit le 27 mars

pour l'appeler à son service ; il donnait libre cours à sa fougue humanitaire. « Les circonstances décisives du moment, dit-il, doivent relier tous les êtres bien pensants, amis de l'humanité et des idées libérales. Il s'agit de la sauver de la barbarie et de l'esclavage qui se préparent à l'engloutir. » La guerre qui va s'ouvrir « sera probablement la dernière. Elle décidera du salut ou de la perte de l'Europe ». Stein se rendit à cette invitation. Sans situation officielle, il fut autorisé à conférer directement avec le tsar qui, de son côté, lui demandait conseil sur toutes les affaires importantes. Stein, pendant son séjour en Russie, soufflait le feu contre Napoléon, prêchait la guerre à outrance, poussait au châtiment des princes allemands qui avaient accepté le rôle de vassaux de Bonaparte et « vendent le sang de leurs peuples pour prolonger leur honteuse existence » ; enfin, il s'attachait à gagner le tsar à l'idée du relèvement d'un fort empire germanique, ou, faute de mieux, d'une confédération solidement constituée. Mais, avant que tous ces projets puissent être mis à exécution, il fallait se défendre contre l'invasion française, il fallait vaincre la Grande Armée, réduire Napoléon à l'impuissance.

CHAPITRE VII

Moscou. — Kalisch. — Paris.

L'incendie de Moscou. — Rostopchine promoteur de l'incendie. — Sa haine des Français. — Ses explications sur l'incendie. — Impression à Berlin. — Influence de Stein sur Alexandre Ier. — Stein pousse à la guerre. — York et Macdonald. — Alexandre se décide pour la guerre à outrance. — York sollicité par les généraux russes de se joindre à eux. — Convention de York avec Diebitsch. — Le tsar félicite York et le soutient auprès du roi. — Le roi pressé par le tsar de rompre avec Napoléon. — Les généraux russes disposés à s'arrêter sur la Vistule. — Stein parvient à décider le tsar à poursuivre la guerre. — On flotte à Berlin entre Alexandre et Napoléon. — L'entrée des Russes en Prusse. — Stein sur l'entourage du roi ; il veut que le tsar force la main au roi. — Négociations de Kalisch ; échec du négociateur prussien. — Négociations à Breslau, dirigées par Stein et qui aboutissent au traité d'alliance. — Avantages réciproques stipulés par le traité de Kalisch. — La Prusse néglige de stipuler pour la Pologne. — La Russie détient sa part, la Prusse devra combattre pour avoir la sienne. — Alexandre devient l'arbitre de l'Allemagne. — Alexandre n'a pas confiance dans la fermeté du roi de Prusse. — Campagne de 1813. — L'état-major russe songe de nouveau à se retirer derrière la Vistule. — Le tsar n'écoute pas ces conseils. — Succès des alliés. — La convention de Teplitz. — Stein contre les petits despotes allemands. — Prédominance du tsar. — La bataille de Leipzig. — Hésitations des alliés pour continuer la guerre jusqu'en France. — Les souverains ne voudraient pas détrôner

Napoléon. — Stein arrive à Francfort, pousse à la poursuite de la guerre et décide en ce sens le tsar et le roi de Prusse. — Avis partagés sur l'entrée à Paris. — Le tsar se déclare en faveur des Bourbons. — Entrée des alliés à Paris.

Nous n'avons pas à faire, dans ce livre, le récit des grands événements ni des sanglantes batailles qui marquèrent la campagne de 1812, pendant les six semaines : événements qui, de victoire en victoire, amenèrent Napoléon et ses légions depuis la frontière de Russie jusqu'à Moscou, où il fit son entrée le 14 septembre. Nulle réception ne l'y attendait ; par ordre de leur gouvernement, autorités et population avaient dû s'éloigner, la ville était un désert et dans la même soirée des incendies isolés s'y produisirent sans faire pressentir la catastrophe effroyable qui éclata le lendemain.

L'histoire de l'incendie de Moscou a été diversement racontée dans ses mobiles, dans ses origines, ainsi qu'en ce qui en concerne les promoteurs. Tout récemment encore (dans les Mémoires du général de Marbot), cet acte de barbarie a été ramené à un dessein du gouvernement de Saint-Pétersbourg voulant profiter de cette occasion pour obliger la frondeuse aristocratie moscovite de quitter pour toujours ce faubourg Saint-Germain de l'empire russe. Cette version ne saurait

tenir devant l'aveu même de celui à qui l'on a toujours attribué la pensée comme l'exécution de l'incendie. Ce genre de vengeance ou de défense contre l'ennemi a été, au cours des siècles, pratiqué bien des fois par les barbares comme par les soi-disant civilisés, par les fanatiques du patriotisme comme par les forcenés de la révolte populaire. C'était la manière de guerroyer des Asiates auxquels les Russes l'ont empruntée. On a vu plus haut que les Prussiens se plaignaient de ces hordes qui faisaient le désert entre eux et leurs ennemis; c'est un peu le procédé, mitigé il est vrai, qui fut recommandé bientôt après Moscou, aux corps francs allemands donnant la chasse aux troupes françaises. Chez le cosaque de cette époque, de la dévastation à l'incendie, il n'y avait qu'un pas qui fut franchi par le comte Rostopchine, gouverneur de Moscou, homme d'une instruction très solide, doué d'un brillant esprit, redevable de ces dons à la civilisation occidentale, mais ayant gardé, sous cette enveloppe de culture raffinée, ce tempérament sauvage qui a fait dire à Napoléon : « Grattez le Russe et le Tartare apparaîtra ! »

Il enveloppait dans une haine sans bornes tous les étrangers, mais tout particulièrement les Français, ennemis de son pays. La rudesse de son caractère n'avait pu que s'accroître par ses

relations avec l'empereur Paul dont il avait été le ministre des affaires étrangères. L'invasion française avait porté sa fureur au comble. Ses proclamations au peuple respiraient la soif de vengeance : malheur à quiconque était, de près ou de loin, suspect de manque de loyalisme, à plus forte raison de la moindre sympathie pour l'étranger. Trois jours avant l'évacuation de Moscou par les troupes russes, il avait écrit : « Plutôt aller au diable, que de tomber entre les mains de l'ennemi ! » Il haïssait dans les Français à la fois l'envahisseur étranger et les soldats de la Révolution, les enfants d'une « nation, comme il écrivait, qui n'a ni foi ni loi, et qui n'a d'autres titres depuis vingt ans que des crimes et des forfaits ». Après le baron de Stein, à part les actes de barbarie dont le caractère du ministre prussien ne se serait jamais accommodé, les Français n'avaient pas d'ennemi plus acharné que Rostopchine, ce qui n'empêchait pas que l'incendiaire de Moscou, quelques années plus tard, s'est familiarisé avec les mœurs douces et éclairées de cette nation qui, aux jours de disgrâce, lui donna un asile très apprécié par lui.

Jusqu'au dernier moment il avait cru que le général Koutousow se maintiendrait à Moscou. Ayant appris que la retraite était ordonnée, il se récria en disant : « Si j'étais consulté, je détrui-

rais la capitale plutôt que de la livrer à l'ennemi ! » Lui seul, à l'insu du tsar et du gouvernement russe, qui n'en avaient pas le moindre soupçon — d'après son propre aveu ultérieurement fait — ordonna et prépara l'incendie de Moscou. Il riait plus tard, en voyant dans un théâtre de Paris, l'incendie de Persépolis allumé par une unique torche. « Moi, dit-il, j'ai embrasé les esprits des hommes et à ce feu terrible les torches s'allumèrent toutes seules. » Il a raconté lui-même, cinq ans plus tard, au milieu d'un auditoire d'élite, à Bade, que c'était bien lui qui avait ordonné et organisé l'incendie jusque dans ses moindres détails : l'éloignement des pompes à feu et du corps des pompiers, l'ouverture des prisons, les actes de ravage, l'organisation des incendiaires par quartiers. Il avait donné l'exemple en faisant mettre le feu à son propre palais situé hors de la ville. Les pertes matérielles de cette catastrophe s'élevèrent à un demi-milliard de roubles, et plus de 3,000 individus y perdirent la vie.

Quelques mois plus tard, le tsar, arrivé avec son armée dans une bourgade de la Pologne, vit s'approcher un vieillard demandant au souverain la réhabilitation de son nom, déhonoré par Rostopchine qui, à Moscou, avait livré le fils à la foule excitée et fait massacrer sous prétexte que le jeune homme avait lu à haute voix un bul-

letin de victoire français. Le tsar calma et apaisa l'infortuné vieillard. Le lendemain Rostopchine, qui se trouvait dans la suite des souverains, vint lui porter sa démission que l'empereur accepta en lui disant qu'il ne voulait pas le retenir un seul instant et désirait ne le revoir jamais. Ce n'est qu'au bout de quelques années qu'il fut permis à Rostopchine de revenir de l'exil pour aller mourir à Moscou.

Dès le début de la guerre, et comme naguère à Berlin, il existait à la cour de Russie un parti de la paix, parti dont l'influence avait naturellement grandi à mesure que l'armée essuya tant de formidables défaites. Pendant cette période, où se renouvelèrent dans l'entourage du tsar les pressions qui s'étaient manifestées cinq ans auparavant, au lendemain de la bataille de Friedland, ce fut le baron de Stein qui, conseiller toujours reçu, toujours écouté, usait de toute son influence, mettait toute son ardeur, où le ressentiment du proscrit se mêlait au feu du patriote, à soutenir le tsar, dont l'énergie faiblissait parfois, dans les idées de résistance à l'invasion étrangère. Il utilisait, par la suite, son séjour à Saint-Pétersbourg pour préparer la nouvelle organisation de l'Allemagne qui devait s'effectuer, avec l'appui du tsar, le lendemain où l'édifice napoléonien aurait croulé. Sur la proposition de Stein,

Alexandre avait institué un comité allemand dont l'ex-ministre fit partie et où furent débattues les mesures militaires en vue d'une coopération des Allemands à la campagne des armées russes. Stein proposa la formation d'une légion allemande qui devait être commandée par les nombreux officiers allemands accourus pour combattre Napoléon dans les rangs de l'armée russe. C'est aussi dans ce comité que furent élaborés les manifestes et les écrits répandus à profusion en Allemagne pour appeler les populations à la résistance. C'est de Saint-Pétersbourg que Stein correspondait avec les patriotes allemands les plus influents et aussi avec les chefs des corps auxiliaires allemands de l'armée française, qu'il s'attachait à pousser à la défection. Stein fit appeler, pour l'aider dans cette œuvre d'agitation, le célèbre publiciste Arndt, le poète populaire dont les chants patriotiques devaient bientôt enflammer les masses germaniques.

On pense bien à quel point l'influence de Stein auprès d'Alexandre devait grandir à la nouvelle de la catastrophe de Moscou et de la retraite française qui succéda à ce tragique événement.

Il avait fallu deux mois pour que dans l'Occident on fût renseigné complètement sur ces faits, sur toute l'étendue du désastre de la Grande Armée et sur l'état de dissolution de cette armée.

Le corps prussien, commandé par le général York, n'avait pris jusque-là qu'une part insignifiante aux opérations de l'armée du maréchal Macdonald.

Le roi, comme on a vu plus haut, avait eu soin de prévénir le tsar que les troupes prussiennes, auxiliaires forcées de la Grande Armée, feraient aux Russes le moins de mal possible. Ce concours, d'ailleurs, devint pour les Français absolument nul, grâce au mauvais vouloir du général York, appliqué à chercher et à multiplier les conflits avec le maréchal qui songeait bientôt à demander la révocation de cet étrange auxiliaire. Celui-ci était en correspondance suivie avec ses camarades prussiens attachés à l'armée française. C'est ainsi que, dès le mois d'octobre, des officiers prussiens, envoyés au quartier général français à Vilna, avaient pu informer York de la déplorable situation de l'armée française en retraite de Russie. Les généraux russes avaient commencé leurs démarches pressantes auprès du général York pour le déterminer à se joindre à l'armée russe contre l'ennemi commun. L'impulsion leur était venue de Pétersbourg. Le tsar, gagné aux conseils persistants de Stein, était résolu à repousser toute négociation, tant que l'ennemi foulerait le sol russe : « plutôt nous ensevelir sous les ruines de l'empire que de pactiser avec le nouvel Attila »,

écrivit-il à Bernadotte. Il fut fortifié dans cette résolution par l'opinion des masses dont l'incendie de Moscou-la-Sainte avait fait monter l'exaspération au fanatisme. De bas, ce mouvement de colère nationale s'éleva jusqu'aux sphères gouvernementales, découragées par les défaites de l'armée russe.

Les suggestions des généraux russes qui agissaient par ordre du tsar, ne restèrent pas sans effet auprès de York et de ses officiers. En Prusse aussi, les désastres de la Grande Armée, — passé le premier moment de pitié pour ces troupiers français revenant dans l'état le plus misérable — avaient réveillé les esprits défaillants qui, maintenant, jugeaient le moment venu de secouer le joug étranger et de prendre la revanche de toutes les souffrances, de toutes les humiliations subies depuis cinq ans. Cette révolte des esprits finit par s'emparer des chefs de l'armée et, en premier lieu, de York lui-même. Ce général, bien qu'ennemi implacable de Napoléon et mal disposé à obéir aux ordres de son chef hiérarchique, le maréchal Macdonald, hésitait longtemps entre ses sentiments de patriote et les devoirs de discipline traditionnelle de l'armée de Frédéric. Mais, laissé sans instructions de Berlin, ne pouvant tirer du roi que des indications vagues et à double sens, entouré d'officiers qui

laient du désir de se joindre aux Russes, nit par rompre ouvertement, et avec Macdo- l et avec son propre souverain. Alexandre lui it fait proposer un traité de neutralité, avec nesse de continuer la guerre afin de réintégrer ɔi de Prusse dans toutes ses possessions. York ngea ses mouvements de façon à donner à e de défection qu'il allait accomplir, une appa- e de force majeure : il se fit cerner par les pes russes pour trouver le prétexte de capi- . C'est ainsi que fut conclue, le 30 dé- bre 1812, la convention de Tauroggen, par elle le corps prussien, en attendant les ordres oi, restait enfermé dans une zone neutre et gageait, en tout cas, à ne pas combattre les ses avant le 1er mars 1813. Les six officiers, leux côtés, qui avaient rédigé la convention, nt tous des Allemands : Diebitch, comman- en chef des troupes russes, était d'origine sienne et élevé à Berlin ; ses deux aides de p Dohna et Clausewits étaient officiers prus- s qui avaient pris service dans l'armée russe. ut comme le prélude à la fraternité d'armes allait bientôt se sceller entre Prussiens et ses : ce fut aussi le commencement de la ominance de l'empereur Alexandre dans la re qui allait s'ouvrir et dans la coalition po- ne formée contre la France. Le tsar consi-

dérait, non sans raison, le roi Frédéric-Guillaume et son gouvernement comme étant sous la dépendance de Napoléon, l'autorité royale comme étant suspendue et il agissait en conséquence, influencé d'ailleurs par les propres sujets du roi, le baron de Stein en tête et les officiers prussiens accourus en Russie. C'est en cédant aux suggestions du tsar et de ses généraux, que York avait failli à ses devoirs militaires, en concluant une capitulation sans ordre du roi et en croisant la politique de son gouvernement. Sans attendre la décision du roi à l'égard de son général insoumis, Alexandre écrivit à York pour le remercier d'avoir fait que « deux nations liées par l'estime et l'amitié ont cessé de s'entre-détruire, pour servir l'ambition insatiable de l'oppresseur de l'Europe ». Le tsar avait joint à cette missive une lettre au roi, où il traite l'acte du général York comme une sorte d'acte de réparation de la conduite du roi à l'égard de son ami Alexandre. Prenant tout à fait l'attitude du protecteur, le tsar, malgré les « événements pénibles qui se sont passés », assure le roi de son attachement ; il lui pardonne, sa religion et ses principes lui commandant de « payer le mal par le bien » ; il est disposé à rétablir la Prusse dans toute sa splendeur, pourvu que le roi « se joigne franchement à lui ».

La nouvelle de la convention de Tauroggen avait produit à la cour de Berlin un effet foudroyant. C'est qu'il fallait s'expliquer sur la défection de York avec Napoléon, apaiser la première colère de l'empereur français, désavouer et même blâmer la conduite d'un général soutenu par l'opinion publique. A cette fin, l'on envoya un haut personnage à Paris. En même temps l'on expédia un officier d'abord à York, pour lui annoncer sa révocation, ensuite au tsar pour négocier. Alexandre voulait que le roi se joignît franchement à lui, alors que lui-même n'était pas encore affermi dans ses résolutions. L'invasion française étant repoussée et rejetée au delà du Niémen, le tsar aurait pu se contenter de ce résultat et, en conséquence, s'arrêter sur les frontières prussiennes, en laissant au gouvernement de Berlin, qui s'était allié contre lui, le soin de se tirer d'affaire à son tour comme il pourrait. Dans son grand état-major on était absolument de cet avis. Il s'y produisit un phénomène qui, en sens inverse, présentait une certaine analogie avec ce qui s'était passé après Eylau. De même que, alors, le général Bennigsen et les officiers russes se montrèrent mal disposés à se battre avec les Français pour la Prusse sur le sol russe, de même, les Français étant refoulés sur le sol prussien, le général Koutousow et son état-major

se prononçaient avec énergie contre la continuation de la guerre sur le sol prussien et allemand. Tout dépendait ainsi de la décision du tsar. Celui-ci, en effet, ne pouvait pas dédaigner l'opinion de ses généraux qui, dans cette question, se trouvaient en parfaite communion d'idées avec le sentiment du peuple russe. De là, de sérieuses hésitations que le baron Stein lui-même ne parvint pas, du premier coup, à dissiper. L'ex-ministre prussien mit toute son éloquence, toute sa force persuasive en œuvre pour amener le tsar à voir les choses de plus haut : il fit appel à l'amour-propre du souverain, toujours flatté de jouer un rôle prépondérant dans les affaires de l'Europe, d'apparaître comme un sauveur et un libérateur des opprimés et des faibles ; il n'oublia pas de toucher la corde sensible de la gloire à récolter par les armes russes et de la grandeur croissante de l'empire moscovite. Stein par ces objurgations finit par l'emporter sur Koutousow, et rendit ainsi un service éminent à sa patrie qui, sans la détermination d'Alexandre, se serait trouvée isolée dans sa lutte contre Napoléon et livrée à sa vengeance.

Or, pendant qu'Alexandre et les Russes, en continuant les hostilités contre Napoléon sur le sol prussien, croyaient, à juste titre, venir au secours de la Prusse, la pensée contraire dominait

encore les esprits à la cour de Berlin. Déjà, la méfiance commençait à naître entre les deux alliés du lendemain. Les Prussiens, pour désirer la délivrance de la domination de Napoléon, craignaient de tomber dans les bras du despotisme russe. L'armée russe, en entrant en Prusse, pouvait à juste raison se considérer comme se trouvant en pays conquis. Sans doute, les Russes s'y conduisaient avec modération, mais en maîtres. Le baron Stein vint à Kœnigsberg, en qualité de commissaire de l'empereur de Russie et avec des pouvoirs dictatoriaux ; il était chargé de mobiliser toutes les ressources militaires et financières de la Prusse orientale en vue de la guerre contre Napoléon. Les proclamations des généraux russes annonçaient aux populations prussiennes que le tsar venait les délivrer de la domination étrangère. C'est de Stein, que les autorités de la province recevaient leurs instructions et leurs ordres ; il fit convoquer les états provinciaux, décréter la levée générale, toujours en vertu des pouvoirs de l'empereur de Russie.

A Berlin aussi, l'on ordonne des levées, l'armement de la nation, mais sans dire encore contre qui. A ce moment, si Napoléon avait voulu faire des propositions séduisantes, la cour de Berlin ne leur eût pas fermé l'oreille. Le roi hésitait toujours ; il n'avait pas confiance dans le

mouvement national qui se manifestait tous les jours avec plus de violence. Il ne voulait pas prendre l'initiative de la rupture avec Napoléon dont il se considérait toujours comme l'allié; il voulait attendre que celui-ci se mît dans son tort. Il louvoyait, justifiait ses armements en exposant que, faute d'armer lui-même son peuple, celui-ci pourrait être amené à s'armer contre le roi ; il affirmait qu'il n'était pas lié aux Russes, que, ceux-ci arrivant à Berlin, lui, le roi, serait obligé d'aller chercher un refuge ailleurs. Napoléon n'était pas d'humeur de traiter d'égal à égal avec son quasi-vassal de Berlin ; il fit des promesses vagues sans vouloir s'engager. Le parti français à la cour perdit ainsi tout moyen d'influence et d'action.

Alexandre, de son côté, finit par perdre patience devant ces tergiversations : il pressait le roi de se décider. Stein l'engageait à ne pas laisser le roi plus longtemps livré à des conseillers plus ou moins gagnés aux intérêts français ; il connaissait le caractère faible et timoré de son ancien maître. York aussi le connaissait et, comme Stein, redoutait l'influence de l'entourage du roi. Mais déjà son parti était pris : il était résolu à ne « plus jamais servir avec les Français », le roi dût-il lui en donner l'ordre. Il cita l'exemple de Pierre le Grand écrivant au Sénat de ne point

obéir à ses ordres s'il venait à tomber entre les mains de ses ennemis.

Stein représenta au tsar la nécessité d'écrire au roi pour l'engager à éloigner la majeure partie de ses conseillers, sans quoi il ne deviendrait jamais un allié sûr et utile d'Alexandre. Les portraits qu'il trace au tsar de ces personnages sont inspirés par une haine féroce : les termes dont il se sert rappellent les lettres de la princesse Palatine, mère du Régent de France. Il reconnaît à Hardenberg de la capacité, mais lui reproche sa légèreté, « un penchant pernicieux pour les femmes, qui l'avilit et l'affaiblit ». Le comte de Goltz, homme nul, sans ombre de caractère : « habitué aux soufflets de sa femme, comment aurait-il pu avoir une velléité de résistance » ? Il faut renvoyer « ce bonhomme, dont la femme se chargera du soin de le punir de toutes les turpitudes qu'il a commises et laisse commettre ». Il y a encore le prince de Wittgenstein, « homme fin, rusé, versé dans l'art du tripotage, avec une figure de laquais ; depuis l'âge de vingt ans, il n'a négligé ni les agents du jacobinisme, ni les bonnes grâces de Mme de Lichtenau, ni celles des garde-robes mâles et femelles des antichambres des princes ». Stein affirmait que Wittgenstein avait dirigé la police secrète française, que c'était un homme dangereux qu'il fallait enfer-

mer dans une forteresse pendant la durée de la guerre et « abandonner à l'oubli et au mépris en temps de paix ». Il y avait enfin le général Kœckeritz, « homme borné, plat et ne pensant qu'à ses aises », n'ayant besoin « que d'une pipe, d'une bouteille de vin, et d'une partie de cartes. Il a toujours servi de jouet dans les mains d'intrigants ».

Il fallait éloigner tout ce monde, écrivit Stein au tsar, « pour mettre le roi à l'abri des influences pernicieuses ». Une autre fois, il écrit à Alexandre, après avoir loué l'esprit de l'armée et des populations prussiennes : « Il ne faudrait qu'un souverain, capable lui-même d'exaltation, d'une volonté grande et forte... Malheureusement ce n'est point le cas ; le roi est froid, il n'a que des demi-volontés, il n'a confiance ni en lui-même, ni dans son peuple ; il croit que la Russie l'entraîne dans un abîme et que sous peu les armées françaises se trouveront sur la Vistule. »

En découvrant ainsi son souverain, Stein était surtout dominé par le but à atteindre : connaissant l'influence du tsar sur l'esprit du roi, il voulait qu'Alexandre s'en servît en vue d'entraîner ce monarque dans le mouvement national. Stein réussit dans ses efforts : Alexandre, mis au courant des faiblesses du roi, se servit de son ascendant pour l'assouplir à ses volontés

et, comme les compatriotes du baron Stein l'ont reproché depuis au tsar, pour se tailler la part du lion.

Le colonel de Knesebeck, envoyé par le roi, vers la fin de février, au quartier général de l'empereur Alexandre à Kalisch, appartenait également à ce que Stein appelait le parti français de la cour de Berlin. Il fut froidement reçu et l'on se méfiait de lui. Son langage et ses propositions déplurent aux Russes. Une fois de plus, on put observer ce fait que, dans leurs alliances et leurs coalitions, les parties s'entendent plus facilement pour abattre un ennemi commun, que pour s'en partager les dépouilles. Car, ni Alexandre dans sa forte position derrière la Vistule, ni Frédéric-Guillaume, tiraillé entre Napoléon et Alexandre, ne comptaient engager la formidable partie sans profit pour leurs États. Dans cet ordre d'idées, la situation du tsar était, à cette époque déjà, plus avantageuse que celle de son futur allié de Berlin : les Français étaient chassés du sol russe et polonais, tandis qu'ils tenaient le sol prussien. Dejà Alexandre, au commencement de janvier, avait préludé à l'acquisition de la Pologne, en traitant en secret avec les mécontents de ce royaume.

Ceci étant, on peut juger quel accueil les Russes durent faire aux ouvertures de l'en-

voyé prussien qui demandait à la Russie un complet désintéressement, la renonciation à toute conquête des provinces occupées par les troupes russes et, par contre, pour la Prusse, la restitution de toutes les provinces perdues depuis 1805, ainsi que toutes ses anciennes possessions en Pologne et dans le duché de Varsovie, c'est-à-dire précisément la majeure partie des territoires occupés par les Russes après la retraite des Français. Il est juste de dire que la Prusse réclamait ce à quoi Alexandre s'était engagé dans la convention de Bartenstein. Les Russes étaient indignés : on aurait dit, d'après le langage de Knesebeck, que « c'était la Prusse qui avait délivré la Russie du joug de Napoléon ». L'envoyé prussien ne voulant pas démordre de ses exigences — peut-être avait-il ordre de traîner les négociations, la Prusse n'ayant pas encore rompu avec Napoléon — le tsar brisa court, congédia Knesebeck et envoya son ministre Anstett, accompagné de Stein, à Breslau où le roi de Prusse s'était transporté, son séjour à Berlin, au milieu des Français, étant devenu dangereux.

Stein, chargé d'assister le plénipotentiaire russe, remplit son mandat avec une ardeur qui lui fit presque oublier qu'il était sujet du roi de Prusse. Il insistait avec énergie pour que le roi acceptât les propositions russes ; il fut presque

menaçant. La Prusse, disait-il, n'avait pas de choix : en restant avec Napoléon, elle payerait cette amitié avec des cessions territoriales à la Russie. Stein se portait d'ailleurs garant des intentions loyales et amicales du tsar à l'égard de la Prusse. Grâce à ce langage, à la fois insinuant et comminatoire, au bout de vingt-quatre heures fut signé à Breslau, le 27 février 1813, entre la Prusse et la Russie le traité d'alliance qui fut ratifié le lendemain à Kalisch par l'empereur Alexandre. Celui-ci eut lieu de se dire satisfait; il l'avait emporté sur toutes les objections et hésitations prussiennes. Dans une lettre au chancelier Rimantzvoff, en parlant de Knesebeck, il écrit : « Je l'ai planté là et j'ai envoyé Anstett avec le baron Stein à Breslau ; et dans les vingt-quatre heures, le traité tel que je l'avais fait rédiger, a été signé sans y changer une virgule. »

Dans le préambule du traité de Kalisch, où la Russie occupe la première place, il est dit qu'après avoir détruit les forces ennemies qui avaient envahi ses États, l'empereur, mû par la pensée de délivrer les peuples du joug de la France, a conduit son armée hors des frontières de son empire en vue de rallier à « la belle cause » ses plus anciens alliés. « Un mouvement spontané ayant rapproché le roi de Prusse et l'empereur de Russie, les deux souverains, éga-

lement guidés par les généreux motifs de la délivrance de l'Europe, ont resserré les liens de leur ancienne alliance par un traité de paix, d'alliance offensive et défensive. » Le but immédiat du traité, — porte l'article premier, — étant la reconstitution de la Prusse, il importe de faire cesser l'occupation de l'Allemagne du Nord par les troupes françaises. A cette fin, la Prusse joindra ses forces à celles de la Russie, pour opérer contre l'ennemi commun ; elles s'interdisent toute négociation isolée, ne concluront pas la paix sans entente préalable, se communiqueront confidentiellement tout ce qui concerne leur politique. Elles s'efforceront de gagner l'Autriche à leur cause et la Russie appuiera les efforts de la Prusse en vue d'obtenir la coopération de l'Angleterre. Deux articles secrets complétaient le traité principal. Par l'un, le tsar s'engageait à ne pas poser les armes jusqu'à ce que la Prusse fût reconstituée dans les proportions conformes à sa situation avant 1806 ; à cet effet serviraient les acquisitions qui pourraient être faites par les armes et les négociations de la Russie, dans l'Allemagne du Nord, à l'exception des possessions de la maison de Hanovre. Par le second article, le tsar garantissait au roi tout particulièrement la possession de la vieille Prusse à laquelle il serait joint un territoire liant cette province à la Silésie.

Le traité de Kalisch renfermait une lacune qui devint un grief de la part des Prussiens : il ne disait rien du sort réservé à la Pologne et surtout aux anciennes possessions polonaises de la Prusse. Le roi, une fois rentré dans l'alliance russe, ne songeait plus qu'à conclure le nouveau pacte, sans insister sur l'insertion de clauses concernant la Pologne. Les Russes d'ailleurs n'en voulaient pas, et cela se comprend : leurs troupes occupaient dès à présent les provinces qu'ils convoitaient, et ce fut là leur avantage sur la Prusse qui devait encore livrer des batailles sanglantes et plus tard des combats autour du tapis vert d'un congrès européen, avant d'entrer en possession des territoires que lui avait promis le traité du 28 février. Par la signature du traité, la Prusse, ainsi que le constatait le comte Pozzo di Borgo dans un mémoire adressé le 5 avril au tsar, « a fourni la meilleure preuve de docilité et de sagesse ». Aussi, disait-il, en est-elle récompensée par le tsar qui lui rend son administration autonome. Il ne faut pas l'oublier, en effet, l'armée russe détenait la moitié de la Prusse et de l'Allemagne du Nord en chassant devant elle les débris de l'armée française et, d'après le traité de Kalisch, l'administration des provinces allemandes arrachées à Napoléon, devait être exercée en commun par les deux alliés. On n'en agissait pas, loin de là,

aussi libéralement avec les autres États allemands entrés de gré ou de force dans le système napoléonien. Dans une convention conclue le 19 mars entre les plénipotentiaires russes et prussiens, il fut résolu qu'un manifeste des deux alliés appellerait gouvernements et peuples de l'Allemagne aux armes contre la France : tout prince allemand qui, dans un délai fixé, ne se serait pas rendu à cet appel, était déclaré déchu de son trône. Les territoires conquis seraient administrés par un conseil de commissaires des belligérants, investi de pouvoirs dictatoriaux. Ce conseil, dont le baron Stein fit partie pour le compte de la Russie et qu'il présidait au nom de l'empereur de Russie, établit son siège à Dresde.

Du premier coup, l'empereur Alexandre devint ainsi l'arbitre de l'Allemagne : il allait y remplacer Napoléon. « Du Niémen au Rhin, disait le comte Pozzo di Borgo dans un mémoire, les troupes russes ne trouveront sur leur chemin que des cadavres de gouvernements, ou incapables d'être rappelés à la vie, ou placés dans la nécessité d'être ranimés par l'influence de leur libérateur. » L'empereur doit donc se réserver « la suprématie militaire et la haute politique sur tous les autres ».

Le 15 mars, l'empereur Alexandre avait fait son entrée triomphale à Breslau, où il

fut reçu par la population avec les démonstrations les plus enthousiastes, comme un ami et surtout comme un libérateur. Le même accueil avait été fait à ses généraux, à leur entrée à Kœnigsberg, à Berlin et dans d'autres villes de la Prusse. Naturellement les relations diplomatiques, rompues au moment de l'explosion de la guerre de 1812, furent reprises aussitôt après la signature du traité de Kalisch. Alexandre accrédita auprès du roi le comte Daniel d'Alopéus, à qui il donnait lui-même des instructions, rédigées, sous l'inspiration de Stein, au lendemain de la conclusion du pacte d'alliance et par cela même caractéristiques au point de vue du degré de confiance du tsar dans la fermeté de son allié. Alexandre commence par critiquer sévèrement toute la politique prussienne sous les rois Frédéric-Guillaume II et III. « La Prusse, dit-il, a successivement couru toutes les chances d'un *philosophisme* politique et militaire, elle a été fortement entachée de jacobinisme, et le cabinet a été presque toujours influencé par des ministres faibles, maladroits et corrompus. La dissimulation et la ruse sont devenues des principes de politique ; les élans purs de quelques hommes intègres, étouffés sous la ligue des corrupteurs. Voilà en peu de mots l'histoire de la monarchie prussienne depuis le traité de Bâle

et voilà les causes évidentes de sa décadence. » Passant à la situation nouvelle qui vient de se produire par les rapports entre les deux gouvernements, le tsar recommande à son ministre d'observer le silence sur la Pologne ainsi que sur les opérations militaires. L'enthousiasme du peuple prussien est un feu qui s'éteindrait s'il n'était soutenu. Quelques documents financiers décourageants, quelques revers militaires ébranleraient peut-être également le roi qui n'a jamais eu confiance en lui-même et qui ne parviendra que difficilement à en gagner. « Il faut donc, dit l'empereur, agir continuellement sur l'esprit du roi, pour le maintenir dans la voie où il vient de s'engager. » La phrase qui termine ces instructions démontre que derrière l'homme sentimental veillait toujours le souverain soucieux des intérêts positifs de la Russie. « N'oubliez jamais, y est-il dit, qu'on doit faire servir cette monarchie comme avant-garde à la Russie, en l'attachant au poids du Nord dans l'équilibre général. » M. d'Alopéus ne manquait pas d'entrer dans ces vues de l'empereur Alexandre. « L'intérêt de la Russie, écrit-il de Prague au tsar, le 31 octobre 1813, paraît exiger que l'Allemagne reste une masse assez lourde pour ne pas se pénétrer de l'ambition des conquêtes, en conservant toutefois une position assez imposante

pour repousser les attaques qui pourraient être dirigées contre elle du dehors. Rien ne remplirait mieux cette vue que le retour à l'ancien ordre de choses. » On verra tout à l'heure que, si l'intérêt de la Russie commandait cette politique, Stein et ses compatriotes étaient d'un avis tout autre. Ce qui mérite d'être observé ici, c'est que tout en combattant Napoléon, les Russes ne répudiaient pas si complètement sa politique vis-à-vis de l'Allemagne. Napoléon avait supprimé un grand nombre de souverainetés dans l'empire germanique, et ni les Russes ni les Prussiens ne songeaient à les rétablir ; les populations allemandes se réjouissaient de ces suppressions. Napoléon incorporait à son empire des territoires allemands que la Prusse victorieuse devait bientôt s'adjuger à elle-même, en vue de mieux pouvoir sauvegarder l'intégrité de l'Allemagne sans doute, mais surtout pour agrandir et arrondir le domaine du grand Frédéric.

En attendant, les événements marchaient avec rapidité. La campagne du mois de mai 1813 n'avait pas été heureuse pour les deux alliés; elle avait surtout désillusionné les Russes qui s'imaginaient avoir promptement raison des armées françaises. Aux victoires de Moeckern et de Gross-Goerschen, chèrement achetées et nullement exploitées par les vainqueurs, avait succédé la défaite de Bautzen.

Les armées alliées furent repoussées en Silésie et rejetées vers la Pologne. Le général Barclay proposait de ramener l'armée russe en Pologne, pour la réorganiser. Et, à ce moment se manifesta une fois de plus, comme en 1807 et en 1812, parmi les généraux russes le désir de s'en tenir là, c'est-à-dire de ne pas continuer la guerre. Les Prussiens ne l'entendaient pas ainsi : ils avaient pour eux les traités de Kalisch et de Breslau, et l'empereur Alexandre, voulant rester fidèle à ces engagements, se rangeait du côté des généraux prussiens. D'ailleurs, au mois de juin, avaient été conclus à Reichenbach les traités avec l'Angleterre qui assuraient aux deux alliés de forts subsides — à la Russie les plus forts — en vue de la continuation de la guerre. Bientôt après, les négociations avec Napoléon ayant échoué, l'Autriche, à son tour, s'était jointe à la coalition. La campagne du mois d'août leur fut favorable. Après les victoires de Grossbeeren et de Katzbach, la défaite de Dresde avait un moment fait tourner la fortune de la guerre contre eux. Sur ces entrefaites, l'Autriche avait conclu à Teplitz, le 9 septembre, les traités d'alliance, complément en quelque sorte du traité russo-prussien de Kalisch. Par les traités de Teplitz les alliés se garantissaient réciproquement leurs possessions respectives et fixaient le chiffre des forces militaires que chacun devait

fournir. Ils stipulaient, dans des articles secrets, la reconstruction de la monarchie autrichienne dans les limites d'avant 1805; la dissolution de la confédération du Rhin ; la restitution du Hanovre au roi d'Angleterre ; un arrangement à l'amiable au sujet du sort futur du duché de Varsovie ; la restitution des pays réunis par Napoléon à l'empire français, ainsi que des provinces et pays de l'Allemagne possédés par des princes français.

Stein, toujours le plus influent des conseillers d'Alexandre, approuvait ces restitutions : ce qui lui plaisait moins, c'était que ces territoires devaient être restitués à leurs anciens princes avec pleine souveraineté. Il exposait au tsar qu'il ne fallait pas restaurer les « trente-six petits despotes ». « La conservation de ces petits États serait pernicieuse à la liberté et à la moralité de la nation et contraire aux autres puissances de l'Europe, parce qu'elle perpétuerait l'influence prépondérante de la France sur une population de 15 millions d'habitants. » Toujours emporté par sa haine aveugle de la France, Stein n'entrevoyait point les événements postérieurs qui substituaient l'influence russe à celle de Napoléon et non seulement sur les « petits despotes », mais sur les deux grandes puissances germaniques. Stein voulait une Allemagne forte, où domine-

raient l'Autriche rentrée dans toutes ses posse
sions, et la Prusse également rétablie et, de plu
agrandie de la Saxe et du Mecklembour
L'Allemagne, disait-il, attendait sa régénérati
de l'empereur Alexandre.

Sur ces graves sujets, Alexandre était loin
partager toutes les idées de Stein et des patriot
allemands : il devait le prouver par la suit
D'ailleurs le moment pour arrêter ses résol
tions n'était pas encore venu : Napoléon,
septembre 1813, n'était pas encore par terre
il possédait toujours des alliés en Allemagne.
puis, à cette époque, dans tous les traités, da
tous les arrangements comme dans les opératio
militaires, le tsar prétendait au rôle d'arbitre
ses alliés eurent soin de ménager à ce sujet s
tempérament irritable comme les mouvemen
de son amour-propre, souvent incommodes
quelquefois nuisibles. Ceux-là mêmes qui pl
tard lui reprochaient ces prétentions, en l
jugeant excessives, les avaient fait naître en l
déférant le titre de libérateur et de sauveur
en l'habituant ainsi à jouer le rôle dans lequ
ses penchants personnels concordaient si pa
faitement avec les ambitions toujours grandi
santes de la nation russe.

La bataille de Leipzig, le 18 octobre, porta
coup fatal à la domination de Napoléon e

Allemagne et dans le reste de l'Europe. Les alliés allemands de Napoléon se détachèrent de lui, les uns après les autres : seul le roi de Saxe lui était resté fidèle jusqu'au bout pour devenir victime de cette constance. Napoléon rejeté au delà du Rhin, il semblait que la guerre eût perdu sa raison d'être. En effet, il y eut dans le camp de la coalition des hésitations émanant surtout de la chancellerie autrichienne, partagées par le roi de Prusse et, un moment même, par le tsar. Une fois de plus, Stein exerçait son ascendant sur l'esprit d'Alexandre, en soutenant Blücher et les généraux prussiens qui ne cessaient de pousser en avant leur souverain toujours irrésolu.

C'est que, au lendemain de Leipzig, la question se posait de savoir de quelle façon on terminerait la guerre. Les trois souverains ne songeaient point, à ce moment, à détrôner Napoléon. L'Autriche d'abord, assurée de rentrer en possession de toutes ses provinces perdues, redoutait, bien plus que Napoléon, l'ambition russe et elle ne tenait pas davantage à l'agrandissement démesuré de la Prusse. Quant au roi Frédéric-Guillame, il trouvait bien beau d'avoir recouvré ses possessions en deçà du Rhin et, timoré qu'il était, ne songeait pas du tout à étendre sa domination sur la rive gauche de ce fleuve. Le

tsar enfin subissait bien la tentation de renverser le grand homme du siècle ; mais lui aussi hésitait. C'est encore Stein, arrivé le 13 novembre à Francfort, qui insistait sur la nécessité de poursuivre l'armée française au delà du Rhin et de dicter la paix à Paris. Le quartier général prussien, Blücher en tête, poussait également à la marche sur la capitale de la France.

Alexandre céda à ces influences, et son ascendant sur les deux autres souverains finit par l'emporter. Sans sa résolution, et si les dispositions personnelles de Frédéric-Guillaume et de François avaient prévalu, Napoléon obtenait la paix avec maintien de la frontière du Rhin pour la France. Car c'est sur cette base que l'Autriche et la Prusse avaient déjà consenti à traiter avec l'empereur des Français.

L'empereur Alexandre exerçant de fait la direction suprême des opérations militaires comme des négociations politiques, les alliés décidèrent de franchir le Rhin. Cependant leurs hésitations ne furent pas les dernières; elles se renouvelèrent à plusieurs reprises pendant la campagne de 1814 : à Langres, en janvier; à La Rothière et à Brienne en février. Toujours Alexandre poussait en avant, Frédéric-Guillaume le suivait; l'Autriche fut entraînée, bien que l'Angleterre se fût associée à ses efforts en vue de con-

clure la paix sans aller à Paris. Même la défaite de Blücher à Montmirail ne fit pas fléchir le tsar, toujours influencé par Stein et le quartier général prussien. Tout ce que les démarches pressantes des diplomates autrichiens et anglais purent obtenir, fut qu'il consentît à négocier avec Napoléon, mais sans suspendre les opérations militaires. Chez les Prussiens on était partagé d'avis : les uns redoutaient un désastre devant Paris et, en même temps, commençaient à s'inquiéter de la puissance grandissante de la Russie ; les autres, tels que Stein, Blücher, persistaient à dire qu'on n'obtiendrait une paix durable qu'en la dictant à Paris. Alexandre, à cette époque, oubliait complètement l'allié de Tilsit et d'Erfurt. En correspondance suivie avec le prince-régent d'Angleterre et sous l'empire des objurgations de celui-ci, le tsar déclarait formellement qu'il ne signerait la paix qu'avec les Bourbons. Non sans peine, à la fin de février, les alliés tombèrent d'accord pour marcher sur Paris. Le roi de Prusse avait fini par se rallier complètement aux idées d'Alexandre, par se soumettre à ses décisions. On avait arrangé les choses de manière à isoler l'empereur d'Autriche, afin de ne plus avoir à compter avec lui pour la marche sur Paris.

Le 31 mars, Alexandre Ier et Frédéric-Guil-

laume III, après avoir opéré leur jonction, huit jours auparavant, près de Vitry, firent leur entrée dans Paris. C'est là que fut signé le traité de paix entre les puissances alliées et le roi Louis XVIII restauré sur le trône de France.

CHAPITRE VIII

Vienne.

Le traité de Paris rédigé sous les auspices d'Alexandre. — Ses ménagements pour la France. — Mécontentement en Allemagne au sujet du traité. — Mécontentement en Russie. — Questions de Saxe et de Pologne. — Discussions au sujet de ces deux questions. — Dissentiments entre les puissances. — Alexandre promet aux Polonais une Constitution. — Le gouvernement des Bourbons opposé aux projets relatifs à la Pologne et à la Saxe. — Alexandre et Talleyrand. — Le tsar veut toute la Pologne. — Il gagne le roi de Prusse à ses prétentions. — Dissentiments au sujet de la Saxe. — Impopularité d'Alexandre à Vienne. — Louis XVIII veut absolument conserver la dynastie de Saxe. — Le tsar voudrait être dégagé vis-à-vis de la Prusse. — La France défend le principe de légitimité. — L'Autriche veut également le maintien du roi de Saxe. — La Prusse réduit ses prétentions. — Triple alliance contre la Russie et la Prusse. — Arrangement pour la Saxe. — Le retour d'Elbe. — Rapprochement des cabinets de la coalition. — L'empereur Alexandre, le plus empressé à organiser la résistance à Napoléon. — Seconde entrée des alliés à Paris. — Divergences entre la Russie et la Prusse au sujet de la France. — Alexandre veut une France forte. — Il recommande à ses alliés de traiter la France avec modération. — Il reste attaché à la coalition. — Traité de la Sainte-Alliance. — Mécontentement en Allemagne au sujet du traité de Vienne. — Irritation de Blücher. — Les

patriotes allemands mécontents. — Désaffection entre la Russie et la Prusse.

Le traité de Paris du 30 mai 1814, signé entre la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie, avait été établi, dans ses dispositions les plus importantes, sous les auspices prédominants de l'empereur Alexandre. Devant lui, alors maître de la situation, durent plier les diplomates de l'Autriche et de la Prusse et même les Stein et les Blücher naguère tant écoutés par lui. C'est lui qui avait restauré les Bourbons; c'est lui qui tenait à leur procurer des conditions de nature à rendre leur pouvoir durable. Tout accès de sentimentalité à part, le tsar, en première ligne, voyait les choses à un point de vue plus général que ses alliés, que la Prusse surtout; mais il les jugeait aussi sous le rapport des intérêts particuliers de la Russie. Au point de vue européen, il désirait un établissement solide de la France, afin de faire contrepoids et à l'Angleterre et à l'Autriche. Comme Russe, il partageait au fond les antipathies de ses compatriotes ainsi que leur jalousie à l'égard de l'Allemagne et de la Prusse. C'est de ces divers sentiments que le traité de Paris est né. Le tsar oublia quelque peu les engagements pris envers la Prusse, à Kalisch, à Reichenbach, à Teplitz, et les diplomates prussiens, paraît-il, n'eurent pas le courage ou ne

jugèrent pas le moment opportun pour les lui rappeler et les faire prévaloir. Le traité de Paris laissait en dehors les territoires allemands et polonais, conquis ou occupés par Napoléon, pour en réserver la répartition au Congrès qui devait se réunir aussitôt à Vienne.

L'opinion en Prusse et dans toute l'Allemagne se montrait on ne peut plus mécontente du traité de Paris. Si Stein et les patriotes allemands avaient pu faire prévaloir leurs idées, les puissances alliées auraient dû reprendre à la France tout ce qu'elle avait enlevé à l'Allemagne depuis le traité de paix de Westphalie, et surtout l'Alsace et la Lorraine. Ils reprochaient aux diplomates, mais particulièrement à l'empereur de Russie, d'avoir assuré à la France les frontières de 1792, en y ajoutant même un territoire avec 600,000 habitants. Leurs dernières espérances étaient placées dans les diplomates chargés, au Congrès de Vienne, de soutenir les revendications de la Prusse.

En Russie, l'opinion n'était guère plus satisfaite du traité de Paris. Les Russes ne faisaient aucun cas de l'acquisition de la Pologne et s'étonnaient qu'on n'ait pas imposé à la France de plus fortes indemnités pécuniaires. Talleyrand écrivit plus tard au roi Louis XVIII : « L'empereur de Russie à Saint-Pétersbourg, le roi de

Prusse à Berlin, furent non seulement reçus avec froideur, mais reçus avec mécontentement et par des murmures, parce que le traité du 30 mai ne remplissait pas les espérances de leurs sujets. »

Ce fut là une raison de plus pour les deux souverains de soutenir à Vienne toutes leurs prétentions, et ils le firent avec autant d'âpreté que d'obstination.

Pour le tsar il s'agissait de se faire adjuger toute la Pologne et — homme de parole après tout — de procurer à son alliée, la Prusse, les agrandissements et les restitutions que les traités de Kalisch et de Reichenbach avaient prévus en termes vagues et sans en déterminer les limites. On a vu plus haut que ces traités, le premier surtout, promettaient à la Prusse la possession des territoires conquis par les armes ou les négociations de la Russie dans l'Allemagne du Nord. Les traités de Reichenbach et de Teplitz avaient confirmé les engagements de Kalisch en y ajoutant un agrandissement en Pologne, le duché de Varsovie devant être partagé, par un arrangement à l'amiable, entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Se fondant sur ces divers engagements, la Prusse réclamait, dans l'Allemagne du Nord, la Saxe. De son côté, la Russie, occupant toute la Pologne, y compris les parties de ce royaume qui avaient appartenu jusqu'en 1806 à la Prusse,

paraissait résolue à n'en abandonner que de minces portions à cette puissance et à l'Autriche. Voilà comment les questions de la Saxe et de la Pologne devinrent le pivot de toutes les délibérations du Congrès de Vienne, la pierre d'achoppement de toute entente entre les alliés et la cause de querelles qui, sans le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, auraient abouti à une guerre générale.

Alexandre Ier vint à Vienne pour traiter lui-même les affaires qui lui tenaient à cœur, puis aussi, pour continuer le rôle d'arbitre qu'il avait pris et joué avec succès aux négociations de Paris. Dès le début, il défendit les revendications de la Prusse en Allemagne avec la même ardeur que ses prétentions sur la Pologne, et il n'entendait rien rabattre de cette double exigence. Mais, Russie comme Prusse voyaient se dresser devant elles l'opposition de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France. L'Autriche ne voulait pas d'un agrandissement trop considérable de la Prusse et, de plus, s'opposait à ce que la Russie étendît sa puissance jusqu'à la Vistule et, encore moins, au delà de ce fleuve. Ce dernier motif guida aussi l'attitude de l'Angleterre, plus désintéressée dans la question de Saxe. Quant à la France — son roi s'estimant suffisamment désintéressé par le traité de Paris — elle s'associait aux objections de

deux autres puissances relativement à la Pologne, et repoussait surtout la suppression du royaume de Saxe. Les Bourbons nourrissaient, de tradition, des sympathies pour la dynastie de Saxe et des sentiments opposés à l'égard de la Prusse; de plus, ils voyaient l'équilibre de l'Allemagne compromis par la disparition d'un État intermédiaire comme la Saxe. Le tsar qui avait compté sur la reconnaissance de Louis XVIII, se vit déçu. Pourquoi, insinuait Talleyrand, plénipotentiaire au Congrès de Vienne, les puissances, après avoir abattu une domination aux bords de la Seine, en toléreraient-elles une autre sur les bords de la Vistule?

Le duché de Varsovie se composait de la majeure partie des provinces polonaises, perdues par la Prusse et l'Autriche dans leurs guerres avec Napoléon. Après 1812, à mesure que les armées prussiennes et autrichiennes avancèrent en Allemagne, l'empereur Alexandre conçut le projet de garder ces provinces polonaises occupées par ses troupes, « comme compensation des sacrifices qu'il avait faits pour la cause commune ». Lui indemnisé de la sorte, il lui était indifférent que ses alliés prissent leurs dédommagements où ils pourraient. De là le traité de Kalisch avec la Prusse qui abandonnait, les uns disent par faiblesse, les autres prétendent, sciemment, la Pologne à la Russie, à la condi-

tion de pouvoir s'emparer de la Saxe. L'Autriche qui n'accédait que plus tard à cette coalition, n'approuvait pas cet arrangement : la Russie, d'après elle, n'avait pas fait plus de sacrifices que les deux autres puissances, et, bien plus, c'était grâce à ses rapports intimes avec Napoléon, depuis Tilsit, que la domination française avait pu prendre des proportions nécessitant la prise d'armes contre elle. Le cabinet autrichien repoussait les prétentions de la Russie, d'abord parce qu'elles allaient à l'encontre des droits des deux autres copartageants de la Pologne, et puis aussi, parce que, au début, Alexandre, conseillé par son ministre Czartoryski et par son ancien précepteur Laharpe, annonçait son intention de former, sous sa souveraineté, un royaume de Pologne, avec une constitution des plus libérales. En effet, persistant dans ces idées, le tsar, après son entrée à Paris, ordonna la formation d'une légion polonaise avec les éléments laissés par Napoléon et auxquels devaient se joindre tous les jeunes patriotes de la Pologne. A cette fin, il adressa aux Polonais émigrés un manifeste qui les engageait à rentrer dans leur pays; en même temps il chargea son frère Constantin de diriger cette organisation.

Alexandre s'aperçut bientôt, sans que des pourparlers officiels eussent eu lieu avec les

cabinets, que son projet ne se réaliserait pas sans rencontrer de résistance. L'agrandissement de la Russie, dans de telles proportions, parut un danger à l'Angleterre et à l'Autriche ; le libéralisme dont le tsar projetait d'entourer sa conquête, ne fut pas non plus du goût des restaurateurs de la royauté en France. La Prusse, elle aussi, s'effrayait de ce projet qui la laissait sans frontière militaire du côté de la Russie; mais son opposition ne pouvait tenir devant les engagements qu'elle avait pris à Kalisch et auxquels se rattachaient étroitement ses propres projets d'agrandissement. Et puis, le roi de Prusse avait voué à Alexandre une amitié qui lui fit fermer les yeux sur ses propres intérêts et qu'il fut malaisé aux autres cabinets d'ébranler.

Le gouvernement français, ainsi que nous venons de le dire, se montrait opposé à la double combinaison concernant la Pologne et la Saxe ; il se trouvait ainsi naturellement rapproché de l'Angleterre et de l'Autriche. Le roi de France avait donné à Talleyrand les instructions les plus formelles en ce sens.

Dans un rapport au roi sur son premier entretien avec Alexandre, Talleyrand raconte que le tsar maintenait toutes ses prétentions. A l'ambassadeur mettant le principe de légitimité en avant, Alexandre opposait ses convenances. « Je

garderai ce que j'occupe, disait-il ; le droit, ce sont les convenances de l'Europe. Plutôt la guerre que de renoncer à ce que j'occupe. » Louis XVIII aussi déclarait qu'il ferait la guerre plutôt que de consentir à la réalisation des projets russe et prussien. Encore se montrait-il disposé à abandonner la Pologne pourvu qu'il sauvât la Saxe. Mais sur ce dernier point Alexandre fut aussi intraitable que sur la question de la Pologne et, dans cette phase des négociations du moins, le plus ardent des Prussiens n'avait rien à reprocher au tsar. Dans un long entretien avec Talleyrand, Alexandre disait tout crûment : « J'ai 200,000 hommes dans le duché de Varsovie, qu'on m'en chasse. J'ai donné la Saxe à la Prusse. Si le roi de Saxe n'abdique pas, il sera conduit en Russie, il y mourra. Un autre roi (Poniatowski) y est déjà mort. » Talleyrand lui opposait les principes de droit public. Alexandre récriminait : « Je croyais que la France me devait quelque chose. Votre droit public n'est rien pour moi, je ne sais ce que c'est. Quel cas croyez-vous que je fasse de tous vos parchemins et de tous vos traités ? Il y a pour moi une chose qui est au-dessus de tout : c'est ma parole. Je l'ai donnée et je la tiendrai ; j'ai promis la Saxe au roi de Prusse au moment où nous nous sommes rejoints. Le roi de Saxe est un traître. Le roi de

Prusse sera roi de Prusse et de Saxe, comme *je* serai empereur de Russie et roi de Pologne. »

C'est sur ce ton véhément que se poursuivirent les entretiens du tsar avec tous les diplomates, envers lesquels, sous l'empire de sa colère, il observait à peine les règles de la courtoisie. Il affichait tout haut une sorte de dédain pour tous ceux qui ne portaient pas l'uniforme : il visait les diplomates anglais. Il se plaignait violemment de l'opposition qu'il rencontrait. La Russie, à ce qu'il prétendait, n'avait pas fait d'acquisitions territoriales, elle était faible. Quant aux traités relatifs aux partages de la Pologne, il les déclarait déchus, la Prusse et l'Autriche ayant fait la guerre à la Russie. On tournait dans un cercle vicieux. Les opposants voulaient bien faire des concessions, à la condition que la Russie restât limitée au delà de la Vistule : comme ce point importait aussi à la sécurité de la Prusse, les trois puissances avaient espéré un moment y rallier le roi Frédéric-Guillaume. Effectivement, le chancelier prussien Hardenberg entra dans cet ordre d'idées. On lui fit entrevoir des concessions au sujet de la Saxe si le roi parvenait à décider le tsar à réduire ses prétentions, c'est-à-dire à faire à la Prusse et à l'Autriche leur part dans la distribution des territoires polonais. Alexandre, devant cette coalition de l'Angleterre, de l'Au-

triche et de la France, renforcée encore par les ministres prussiens, eut recours au moyen qui lui avait souvent réussi dans des situations critiques : il se mit à agir sur le roi de Prusse personnellement. Dans un dîner intime, à ce que rapporte Talleyrand, ou, suivant d'autres, dans une simple conférence à deux, le tsar rappela au roi l'amitié qui les unissait, le prix qu'il y attachait, tout ce qu'il avait fait pour la rendre éternelle ; leur âge étant à peu près le même, il lui était doux de penser qu'il serait longtemps témoin du bonheur que leurs peuples devraient à leur liaison intime ; il avait toujours attaché sa gloire au rétablissement d'un royaume de Pologne. Et, au moment de toucher à l'accomplissement de ses désirs, aurait-il la douleur de voir parmi ceux qui s'y opposaient son ami le plus cher et le seul prince sur les sentiments duquel il eût compté? « Le roi, continue Talleyrand dans son rapport, fit mille protestations, il jura de le soutenir dans la question polonaise. — « Ce n'est pas assez, lui dit l'empereur, que vous soyez dans cette disposition, il faut encore que vos ministres s'y conforment. » Alors, sur le désir du tsar, le roi fit appeler Hardenberg, à qui Alexandre répéta son entretien avec le roi ainsi que la parole que celui-ci lui avait donnée. Le chancelier prussien fit des objections : le tsar le mit en demeure de déclarer s'il allait se

conformer aux ordres du roi. Celui-ci, paraît-il, le traitait rudement en lui défendant de continuer les négociations entamées pour l'affaire de Pologne avec l'Angleterre et l'Autriche.

Alexandre avait gagné ainsi sa cause auprès du roi. Celui-ci, cédant au charme que cet allié exerçait sur son esprit, déféra au désir du tsar relativement à la Pologne, sans avoir encore obtenu satisfaction pour lui-même dans l'affaire de Saxe. Ses ministres et ses sujets lui ont reproché, depuis, cette condescendance prématurée qu'il dut lui-même bientôt regretter. Les négociations continuèrent entre le tsar et les cabinets opposants. Aux acteurs mêmes, le spectacle devait paraître bien laid. Ce fut un marchandage des plus qualifiés. On se dénonçait mutuellement auprès du tsar : les Autrichiens lui rapportaient les agissements de duplicité des Prussiens, ceux-ci lui racontaient les trahisons et les finasseries des Autrichiens. A moins de tirer l'épée entre alliés, au risque de rappeler en Allemagne les Français que l'on en avait chassés, il fallait s'arranger. L'opiniâtreté du tsar finit par l'emporter moyennant de faibles concessions. La Russie garda tout le duché de Varsovie, y compris les anciennes provinces prussiennes de Pologne, sauf une faible portion restituée à la Prusse sous le nom de duché de Posen et un petit district rendu à l'Autriche.

C'est le roi de Saxe qui fit les frais de cet accord final. La Prusse, pour prix de ses complaisances, insista plus fort que jamais auprès d'Alexandre pour qu'à son tour elle obtînt ce que le traité de Kalisch, indirectement du moins, lui avait adjugé. Au sujet de la Saxe, l'opposition de la diplomatie fut encore plus vive qu'elle ne l'avait été pour la Pologne. Après l'avoir emporté dans ses propres affaires, Alexandre allait-il affronter cette même opposition pour soutenir la cause de la Prusse?

Les prétentions de celle-ci au sujet de la Saxe rencontrèrent, en premier lieu, l'opposition de l'Autriche et cela, — à part toute considération tirée de ses intérêts en Allemagne — à cause de la connexité de cette question avec celle de Pologne. Plus on contentait la Prusse en Saxe et plus il fallait en abandonner au tsar en Pologne. Les ministres prussiens eux-mêmes n'osaient défendre avec beaucoup de chaleur leurs convoitises au sujet de la Saxe : ils en rejetaient la responsabilité sur le tsar qui, ayant enlevé à la Prusse ses provinces polonaises, l'obligeait à s'indemniser en Saxe. Cela devint un dogme chez eux. Ce fut en vain qu'on leur offrit de les dédommager sur la rive gauche du Rhin. Ce projet ne leur souriait pas; ils ne voulaient pas se charger du périlleux devoir, disaient-ils, de défendre la

frontière occidentale de l'Allemagne. Les souverains allemands, surtout les anciens alliés de Napoléon, tous jaloux de la Prusse relevée de sa chute, se mirent également de la partie pour contrarier les visées prussiennes. L'opinion publique dans le sud de l'Allemagne comme en Autriche se manifestait violemment contre la suppression de la Saxe, et l'empereur Alexandre, en soutenant les prétentions de la Prusse, vit même augmenter l'impopularité que lui avaient valu ses projets polonais. « L'empereur Alexandre, écrit Talleyrand à Louis XVIII, a fait si peu de fortune ici, que l'on est obligé de tripler les moyens de police pour empêcher qu'il ne soit insulté par le peuple aux promenades qu'il fait tous les jours. »

L'adversaire le plus énergique des prétentions prussiennes sur la Saxe, fut le roi Louis XVIII : on a pu le voir plus haut par les premiers entretiens de Talleyrand avec le tsar. L'ambassadeur de France avait ordre d'insister surtout sur le principe de la légitimité. Le roi de France était indigné au dernier point : il mettait déjà Alexandre Ier sur la même ligne avec Bonaparte. Il défendait, faisait-il dire par Talleyrand, la cause de tous les rois ; il adjurait le tsar de ne pas ternir sa gloire en prêtant la main au détrônement d'un roi. Le tsar répliquant que, tenir sa

parole était aussi un principe digne de respect, on lui répondit qu'en passant le Niémen, il s'était engagé à délivrer et non à subjuguer l'Europe. D'ailleurs, insinua l'ambassadeur français avec beaucoup de hardiesse, l'Europe ne voit pas d'un bon œil l'intervention de la Russie dans ses affaires : si elle la souffre, c'est uniquement à cause du caractère personnel d'Alexandre ; « il est donc nécessaire de conserver ce caractère tout entier ». Le roi de Saxe, persista à dire l'empereur, est l'homme le moins digne d'intérêt ; il a violé ses engagements. « Cela ne regarde que l'Autriche, fut la réponse, et celle-ci est pour la Saxe, comme l'est le peuple de Vienne, comme le sont surtout les Saxons qui ne veulent pas être Prussiens. » « Mais, réplique le tsar, la France veut bien céder une portion de la Saxe et ce que les Saxons craignent le plus, c'est d'être partagés entre deux souverains. » Talleyrand insistant, le tsar lui proposa de sacrifier la Saxe, moyennant quoi il cédera pour la restauration des Bourbons de Naples. L'ambassadeur resta sur son refus et annonça, relativement à la Saxe, les protestations de la France, de l'Espagne, de la Bavière et d'autres États encore. Déjà, à ce moment, Alexandre avait commencé à réfléchir et il fut près de céder. Ce mouvement de l'égoïsme qui a été amèrement reproché, depuis, par les

Prussiens : après avoir eu gain de cause pour la Pologne, disaient-ils, et cela, avec l'appui personnel du roi, il devint moins chaud pour soutenir, contre tout le monde à peu près, la Prusse dans la question de Saxe. Son entourage qui trouvait tout naturel l'absorption de la Pologne par la Russie, jugeait excessives les prétentions prussiennes sur la Saxe. Le tsar, au fond, partageait bien cette opinion ; ce qui le gênait, c'était, comme il le disait à mille reprises, sa parole donnée au roi de Prusse. Et puis, il avait déjà remis l'administration de la Saxe, occupée par les troupes russes, au gouvernement prussien.

Comme pour la Pologne, le marchandage reprit pour la Saxe. « Il (le tsar) est sûrement moins touché, écrit Talleyrand à Louis XVIII, des intérêts de la Prusse et moins retenu par l'amitié qu'il porte au roi, qu'il n'est embarrassé des promesses qu'il lui a faites, et je croirais volontiers que, malgré le caractère chevaleresque qu'il affecte, et tout esclave qu'il veut paraître de sa parole, il serait dans le fond de l'âme enchanté d'avoir un prétexte honnête pour se dégager. » Talleyrand parlait ainsi à bon escient. « Eh bien, venait de lui dire le tsar dans un entretien, persuadez donc aux Prussiens de me rendre ma parole. » Au prince Schwarzenberg, le tsar avait tenu le même langage : « Si je m'étais moins avancé ! Mais

comment puis-je me dégager? Vous sentez bien, au point où j'en suis, il est impossible que je recule. »

Le gouvernement de la Restauration défendait avant tout, dans la question de Saxe, le principe de la légitimité. Au point de vue des intérêts particuliers de la France, il aurait eu des raisons pour soutenir la combinaison imaginée par la diplomatie prussienne et qui consistait à doter le roi de Saxe, dépossédé de son royaume, de territoires réunis dans un État, sur la rive gauche du Rhin. La France avait plus d'avantage à avoir pour voisin un petit État dont le souverain était un ami de vieille date, qu'une grande puissance comme la Prusse. Quoi qu'il en soit, la France de la Restauration tenait à conserver la dynastie de Saxe et combattait avec la dernière vigueur la combinaison prussienne.

Pour l'Autriche, le principe de la légitimité n'entrait guère dans son opposition. Elle avait consenti, avant l'ouverture du Congrès, à l'annexion de la Saxe à la condition que la Prusse la soutînt contre la Russie dans l'affaire de Pologne. Cet appui lui faisant défaut, la Prusse étant précisément engagée envers la Russie en sens opposé, dans la même question, le cabinet de Vienne se déclarait contre la suppression du royaume de Saxe et appela à son aide le gouvernement français.

Vers la fin de l'année 1814, la question de Saxe semblait devoir, après celle de Pologne, amener une conflagration entre les puissances. On armait de tous côtés. Les princes allemands de second et troisième ordre plaidaient la cause du roi de Saxe. L'empereur d'Autriche, à l'exemple du roi de France, défendait plus chaudement que son ministre Metternich la cause du droit contre Alexandre, qui trouvait que cette manière de voir « n'était pas conforme aux lumières du siècle ». Refuser la Saxe à la Prusse importait plus à l'Autriche que la cause des Bourbons de Naples qu'elle abandonnait.

En présence de cette hostilité, le tsar agit à nouveau sur l'esprit du roi de Prusse pour le déterminer à abandonner une partie de ses prétentions et il y réussit. Comment la Prusse, du moment que le tsar lâchait pied, aurait-elle affronté une guerre avec toute l'Europe continentale? Elle ne persistait donc plus à réclamer toute la Saxe : elle n'envisageait plus, d'accord avec la Russie, que le chiffre de population à obtenir pour recouvrer la totalité de ce qu'elle avait perdu depuis 1806. Ces négociations marchèrent de conserve avec celles qui concernaient la Pologne. Que la Russie lui donnât un peu plus en Pologne et elle exigerait un peu moins en Saxe.

C'est au milieu de cette fièvre de pourparlers et d'activité diplomatiques que le 29 décembre 1814 s'ouvrirent les conférences du Congrès. L'Angleterre qui, la guerre d'Amérique étant terminée, avait les mains absolument libres en Europe, fit cause commune avec la France et l'Autriche contre la Russie et la Prusse. Le 3 janvier 1815, les trois puissances signèrent un traité en vue de soutenir l'exécution stricte et entière du traité de Paris, traité qui obligeait la Russie à partager en Pologne avec l'Autriche et la Prusse et ne renfermait aucun engagement qui livrait la Saxe à la Prusse.

La nouvelle attitude de l'Angleterre ne pouvait que confirmer le tsar dans la voie des concessions. La Prusse, de son côté, tout en faisant ouvertement des préparatifs de guerre, appuyés par le langage belliqueux de ses militaires, se montrait plus disposée à écouter des propositions d'arrangement. Munie des territoires allemands et polonais qui lui étaient concédés, il lui manquait encore, pour parfaire son chiffre de population de 1806, — qui était de 10 millions — 2 millions d'habitants. On lui offrit 800,000 de la Saxe et 1,400,000 sur le Rhin et dans l'ouest de l'Allemagne du Nord. Elle accepta, mais demandait encore Leipzig qui lui fut refusé. Pour terminer ce triste marchandage, le tsar intervint en lui

rendant la ville et place de Thorn sur la Vistule. Ce compromis s'effectua ainsi sous les auspices de la Russie et de l'Angleterre. L'Autriche et la France y consentirent; la Prusse, ne pouvant plus compter d'être soutenue par le tsar, s'y soumit.

Le retour de Napoléon de l'île d'Elbe — cet *incident*, comme l'avait appelé Talleyrand — hâtait ces arrangements. Toujours délicat dans les formes, et satisfait d'avoir pu se tirer d'une situation gênante, Alexandre n'avait voulu signer son propre arrangement, antérieurement conclu, sur la Pologne, qu'après avoir réglé l'affaire de son allié de Kalisch concernant la Saxe.

Les événements de France avaient puissamment contribué à resserrer les liens entre des alliés peu satisfaits les uns des autres et tout prêts à en venir aux mains. Il y avait encore une autre raison, peut-être la principale, pour maintenir la coalition : le mouvement des peuples. Gentz, le diplomate autrichien qui a tenu la plume au Congrès de Vienne, a écrit à ce sujet, à la fin d'août 1815 : « La coalition ne se maintient que parce que les grands cabinets y voient une mesure de haute police générale et de secours mutuel contre le trouble des populations et contre les agitations de l'époque. Sans ce ciment, la coalition serait près de sa dissolution. »

Sur la nouvelle du retour de Napoléon, l'empereur Alexandre se montra le plus empressé à concerter les mesures communes en vue de la lutte suprême. Promoteur de l'arrangement qui avait concédé à Napoléon un exil en Europe, contre le gré de ceux qui avaient voulu l'envoyer au loin, le tsar se croyait moralement tenu de faire acte de réparation en se mettant à la tête de la nouvelle campagne contre le César français. Il se proclamait le défenseur et le sauveur de l'Europe, s'attachait à réconcilier tout le monde, se réconciliait lui-même avec des adversaires, tels que Metternich (qu'il avait provoqué en duel), bref fut l'âme de la coalition reconstituée. Trois mois plus tard, les alliés se retrouvaient à Paris. Mais, avec la victoire commune, l'union et la communauté de vues s'étaient en allées. Une évolution nouvelle s'était opérée dans l'esprit d'Alexandre. Si les Prussiens furent mécontents de lui et le lui firent sentir, de son côté il s'en était éloigné pour se rapprocher davantage des Bourbons et de la France. Une divergence complète de vues se manifestait entre les deux alliés. La diplomatie prussienne s'était efforcée de faire remanier le traité de Paris de 1814 en sa faveur, en obtenant des frontières meilleures, en affaiblissant la France. L'empereur Alexandre, chez qui l'amitié personnelle pour le roi Frédéric-Guillaume,

n'avait jamais effacé le sentiment de ses intérêts comme Russe, tenait à fortifier la France par méfiance à l'égard de ses voisins d'Allemagne. Quand on ajoute à ce motif les penchants mystiques qui se développaient à ce moment chez ce souverain et le faisaient goûter le rôle de philanthrope et de défenseur des faibles contre les forts, lequel procure des satisfactions d'amour-propre en donnant la popularité, on comprend l'attitude d'Alexandre pendant son second séjour à Paris. Il fut confirmé d'ailleurs dans ces idées par la politique de l'Angleterre qui, elle aussi, rivale de la Russie, recherchait un rapprochement avec la France. Alexandre fut ainsi porté à jouer le rôle de modérateur en faveur de la France et des Bourbons, contre la Prusse et l'Autriche; contre la Prusse surtout. Les ministres français tiraient habilement parti de ces bonnes dispositions du tsar. Faiblement soutenue par l'Autriche, combattue par la Russie et l'Angleterre, à Paris comme naguère à Vienne, la Prusse restait isolée avec ses prétentions. Alexandre fit rédiger un mémoire, dans lequel il s'élevait avec énergie contre tout système de conquête et de violence à l'égard de la France. Il y recommandait à ses alliés de rester fidèles aux principes de générosité et de modération auxquels ils avaient obéi jusque-là et dont il ne se départirait pas, quant à lui, dans les négocia-

tions. La chaleur avec laquelle il s'interposait ainsi entre le gouvernement de Louis XVIII et ses adversaires, donna lieu alors à des bruits, bientôt fort accrédités dans les chancelleries, qu'avant son arrivée à Paris, le tsar aurait conclu avec la France un traité secret donnant à la Russie carte blanche en Orient. Ces bruits étaient faux ; Alexandre, à cette époque, ne songeait pas à l'Orient, encore moins à dissoudre la coalition. Il ne voulait pas que la France expiât les errements de Napoléon : contre celui-ci, non contre la France, les puissances avaient pris les armes. Mais de là à rompre avec ses alliés il y avait loin. Bien au contraire, de plus en plus engagé dans les idées mystiques et dans les pratiques des sectes religieuses, il voulait imprimer à la coalition politique une sorte de cachet divin : de cet ordre d'idées est né le fameux traité de la Sainte-Alliance auquel le tsar, vers la fin de son séjour à Paris, parvint à rallier, un peu contre leur gré, l'Autriche et la Prusse (1).

Nulle part, le mécontentement au sujet des résultats du Congrès de Vienne ne fut plus profond qu'en Prusse et dans l'Allemagne entière ; les Prussiens, même les plus hauts placés, considéraient ces résultats presque comme une défaite

(1) V. l'appendice : *Les Origines de la Sainte-Alliance.*

pour leur pays et en rejetaient la responsabilité sur l'empereur Alexandre. Un des plus fougueux adversaires de la diplomatie du Congrès de Vienne, fut le vieux maréchal Blücher qui, dès le mois de février, dénonçait la mauvaise tournure des affaires et tenait les propos les plus violents dans les salons de Berlin. Il déclarait ne plus vouloir porter l'uniforme, que le sang prussien avait coulé en vain, la monarchie prussienne n'ayant pas recouvré son ancienne consistance. On comparait les grandes acquisitions territoriales de la Russie au mince lot fait à la Prusse qui avait à peine recouvré son chiffre de population de 1805 et sans qu'il fût tenu compte de l'accroissement naturel de population dans l'espace de dix ans. On trouvait que les compensations obtenues restaient de beaucoup au-dessous des sacrifices énormes faits par la nation. L'irritation publique fut si grande à ce sujet, que le gouvernement prussien fut même obligé de s'en expliquer publiquement, en exposant qu'il n'avait pu obtenir davantage.

Les patriotes prussiens et allemands, Stein surtout, ne furent pas plus satisfaits d'Alexandre en ce qui concernait la réorganisation de l'Allemagne. Ils lui reprochèrent d'avoir oublié les belles proclamations de Kalisch, promettant aux Allemands la délivrance, la liberté, l'unité natio-

nale. Stein, pendant son séjour en Russie, avait élaboré des plans pour la reconstitution de l'Allemagne et se croyait assuré de l'appui de l'empereur pour les réaliser dès que l'Allemagne serait affranchie de la domination française. Stein avait à maintes reprises imploré l'intervention du tsar contre les petits princes allemands, rebelles à l'hégémonie projetée de l'Autriche et de la Prusse. Il aurait voulu le rétablissement de l'empire germanique, avec l'Autriche pour titulaire et où la Prusse aurait occupé une place prépondérante. Or, ni l'empereur François, ni le roi Frédéric-Guillaume ne voulaient de l'empire ; quant aux petits princes ils tenaient à rester souverains indépendants.

La défaite de Napoléon, la restauration de la royauté légitime en France, les rancunes des monarques à l'égard de la France révolutionnaire, tous ces faits et ces sentiments réunis s'opposaient à une réorganisation libérale ou démocratique rêvée par les patriotes allemands. L'empereur Alexandre partageait sur ces projets les idées de ses deux alliés ; les souverains allemands, une fois réintégrés sur leurs trônes, s'y refusaient. Aurait-on soulevé les populations pour réduire leurs souverains à merci? Alexandre Ier n'y songeait pas. Il sortit du Congrès de Vienne comme vainqueur ; il revint en Russie comme le

monarque le plus puissant de l'Europe qui
clinait devant lui. Il restait l'ami intime du
de Prusse ; mais les populations prussien
comme d'ailleurs aussi celles de la Russie,
taient étrangères à cette liaison sentimen

CHAPITRE IX

Réaction.

Le roi Frédéric-Guillaume remercie le tsar des services rendus à la Prusse. — Culte du roi pour la personne d'Alexandre. — Entretien d'Alexandre avec l'évêque Eylert. — Mariage de la fille du roi avec le grand-duc Nicolas. — L'opinion en Prusse hostile à l'influence russe. — Le ministre de Russie et les Berlinois. — Alexandre encourage la réaction en Allemagne. — Le traité d'extradition entre la Russie et la Prusse. — Le ministre de Russie dénonce l'esprit révolutionnaire en Prusse. — Les visites fréquentes d'Alexandre à Berlin. — L'évêque Eylert chez l'empereur Alexandre. — La réaction à Berlin. — Le mouvement libéral en Allemagne. — Le Mémoire russe sur les universités allemandes. — Stourdza et Kotzebue. — L'opinion excitée contre le gouvernement russe. — La fête des étudiants à la Wartburg. — Assassinat de Kotzebue. — Le meurtrier Sand, applaudi par l'opinion. — Procès et exécution de Sand. — Mesures réactionnaires à Berlin. — La réaction appuyée par Alexandre. — Les conférences de Carlsbad. — Le tsar prend acte des résolutions sans y adhérer. — L'opinion en Prusse se manifeste contre la russomanie du roi. — La presse prussienne hostile à la Russie. — Les relations commerciales, cause de différends entre les deux gouvernements. — La Russie se dégage, de son propre chef, des engagements commerciaux de 1815 et 1818. — La Russie déclare que la liberté de commerce ruine la Pologne. — Le gouvernement russe proclame un nouveau tarif plus elevé. — Querelle entre les deux gouvernements. — La Prusse reproche à la Russie de lui enlever des ouvriers et des chefs d'industrie. — Suspension des négociations. —

Reprise des négociations et conclusion du traité de commerce de 1825. — La Russie obtient satisfaction au détriment des intérêts du commerce prussien. — Les populations et l'armée prussiennes ne partagent pas les prédilections du roi pour la Russie. — Appréciations divergentes des services rendus de part et d'autre. — Conduite peu amicale d'Alexandre à l'égard de la Prusse, en 1805, à Tilsit, à Erfurt et finalement au Congrès de Vienne. — Résumé des griefs des Allemands à l'égard d'Alexandre. — L'opinion en Russie n'est pas plus satisfaite. — Conclusion.

Il faut supposer que les résultats obtenus, à la fois par les exploits de ses armes et par les efforts de sa diplomatie, dépassaient les espérances du roi Frédéric-Guillaume et lui inspiraient des sentiments de satisfaction nullement partagés par ses sujets. A peine rentré dans sa capitale, le roi écrivit au tsar une lettre pleine d'effusion, se félicitant du commerce intime qui les avait rapprochés pendant trois ans et qu'il désirait voir se continuer dans l'avenir. « Mon amitié pour V. M., écrit-il, est devenue pour moi une véritable religion. Je n'oublierai jamais les services que vous m'avez rendus, ni cette grâce de sentiments dont vous les avez toujours accompagnés. Après Dieu qui a béni les généreux efforts qu'il a inspirés à mon peuple, c'est à vous, Sire, à votre persévérance, à votre héroïsme, à celui de vos admirables troupes, que je dois le plus de reconnaissance toujours. »

Cette amitié, comme le roi le disait lui-même, devint un véritable culte et les chroniqueurs de l'époque en racontent des faits étranges. Le roi donnait à ce sentiment la première place dans tous les événements des trois années mémorables. Il négligeait de parler des hauts faits de l'armée prussienne, pour ne vanter que ceux de l'armée russe et du tsar lui-même. Il ne fut pas une seule chambre des appartements du roi, à Berlin, à Potsdam, à Charlottenbourg, où l'on ne remarquât quelque portrait d'Alexandre Ier; le roi fit élever un buste monumental de son ami sous les fenêtres de son palais de Potsdam.

Les mérites que Frédéric-Guillaume attribuait en premier lieu à Alexandre et à l'armée russe, celui-ci, toujours sous l'empire d'une exaltation mystique, les faisait remonter à la Providence et à son retour vers la religion. L'évêque protestant Eylert, prédicateur de la cour de Prusse, eut à ce sujet, en 1818, un entretien avec le tsar Alexandre affirmait ses sentiments de chrétien croyant, en avouant qu'avant d'y arriver il lui avait fallu traverser bien des temps de doutes et de luttes morales. « L'impératrice Catherine, disait-il, était une femme intelligente, spirituelle et grande, et sa mémoire vit dans l'histoire de la Russie. Quant à l'éducation et à la vraie piété du cœur, il en était à la cour de Russie,

comme partout ailleurs : beaucoup de phrases, peu de fond ; formes extérieures, peu de vrai christianisme. Je m'en allai pour chercher des distractions. Mais l'incendie de Moscou a éclairé mon âme et le jugement de Dieu sur les champs de glace a fait entrer la foi dans mon cœur. A partir de ce moment je suis devenu un autre homme ; c'est à la délivrance de l'Europe que je dois ma propre délivrance. Dans les journées de Lützen, de Dresde, de Bautzen, malgré toute leur bravoure, nos troupes furent obligées de battre en retraite. Alors, à votre roi et à moi s'imposait la conviction que sans l'aide de la Providence divine, l'Allemagne était perdue. Si Dieu bénit nos efforts, nous nous le sommes juré, nous le professerons devant le monde entier. »

Des liens plus étroits n'avaient pas tardé à unir les deux souverains et leurs familles. Au mois d'avril 1816, la princesse Charlotte, fille du roi, se fiança au grand-duc Nicolas, frère cadet d'Alexandre et son successeur présomptif au trône de Russie. « L'amitié des deux souverains, écrivit le roi, a toujours été étrangère à tous les calculs politiques; mais maintenant elle se consolidera encore plus, si c'est encore possible, par ces relations de famille. » Alexandre répondit dans des termes non moins émus, jurant que leur amitié durerait jusqu'au tombeau, mais mêlant

aussi à ces protestations des conseils d'ordre politique.

En Allemagne et en Prusse, les esprits étaient en fermentation; dans les hautes sphères l'esprit de réaction contre les idées libérales commençait à s'accentuer. Tandis que le poète Klopstock glorifiait Alexandre dans un poème : *A l'humanité* et que les sociétés bibliques de l'Allemagne se vantaient de sa protection, le libéralisme commençait à s'élever contre les tendances réactionnaires du gouvernement prussien, en accusant le gouvernement russe de les encourager. Cette impression régnait même dans les sphères officielles de Berlin, dans celles du moins qui vivaient encore dans les idées des Stein, des Hardenberg, des Arndt et où les aspirations aux réformes libérales et nationales se mêlaient à des antipathies à l'égard de la Russie. Alopéus, ministre de Russie à Berlin, constatait, dans ses rapports, « qu'au sein du gouvernement prussien même il se trouvait des individus qui détestaient la Russie parce qu'elle était la source principale de la tendance conservatrice qui n'avait pas leurs sympathies. Ces individus s'efforcent d'enrayer toutes les entreprises du gouvernement, surtout quand ils savaient que la Russie y était intéressée. » Alopéus visait surtout les négociations pour une nouvelle convention

d'extradition des criminels, lesquelles traînaient en longueur. « Le roi affectionne toujours le tsar et la nation russe ; mais les démagogues allemands lui reprochent sa prédilection pour les Russes » et cela l'engage à abandonner les détails des relations politiques à Hardenberg qui est personnellement bien disposé pour la Russie, mais entouré de « gens qui nous craignent avec raison ; car ils sentent que l'intimité personnelle entre 'empereur et le roi les empêche de jouer un rôle principal et de faire prédominer leurs principes révolutionnaires ». Il dénonçait aussi le mauvais esprit de la capitale. « Aucune ville, écrit-il, ne se qualifie moins pour renfermer dans son sein une assemblée délibérative. De tous temps les Berlinois ont eu la réputation d'être frondeurs ; mais aujourd'hui cette manie passe les bornes de la décence. Ils veulent que tout soit germanisé et on ne saurait parler français dans la rue, sans être exposé à être insulté. Même un danseur et une danseuse de première classe que le roi a fait venir à Berlin, ont été sifflés par le public, pour la simple raison qu'ils étaient de nationalité française. »

Alexandre, cela est incontestable et s'explique d'ailleurs par l'état de l'opinion en Allemagne avec ses pointes contre la Russie, encourageait le courant réactionnaire de la cour de Berlin. Le

fameux *Tugendbund*, cet instrument puissant du soulèvement contre la domination napoléonienne, avait été dissous; des mesures analogues avaient été prises contre d'autres sociétés patriotiques, dont les membres furent qualifiés de démagogues et de révolutionnaires. Le tsar félicitait le roi de ces mesures et l'en fit complimenter par son ministre. Il obtint, à cette époque, de la complaisance du roi, mais non sans difficultés de la part du chancelier et des ministres prussiens, la conclusion d'une convention pour l'extradition réciproque des déserteurs. Si un grand nombre de soldats russes et surtout polonais désertait en Prusse, le cas inverse était des plus rares, et tout l'avantage de la convention était par conséquent pour le gouvernement russe. Comme il s'agissait surtout de déserteurs polonais, se dérobant au service sous les drapeaux russes, les sentiments libéraux de Hardenberg se prêtaient fort mal à cet arrangement. Mais, en cédant à la volonté du roi, il repoussa absolument la demande, formulée par le grand-duc Constantin, vice-roi de Pologne, qui voulait que les fuyards pussent être poursuivis et arrêtés par les soldats russes sur territoire prussien.

L'opinion publique en Prusse goûtait fort peu cette convention dont le renouvellement, par la suite et jusque dans les temps les plus récents,

toujours fourni matière aux libéraux allemands de manifester leur antagonisme à l'égard de la Russie. La presse allemande ne cachait pas ses sentiments hostiles, malgré la censure qui en exerçait le contrôle. Le ministre de Russie à Berlin ne cessait de s'en plaindre. « L'esprit révolutionnaire, écrivait-il, progresse dans l'Allemagne du nord. Les perturbateurs allemands sont très habiles à profiter des organes de la presse pour réagir sur l'esprit public, outrager les souverains et blâmer les mesures des gouvernements. » Ces « révolutionnaires » étaient cependant les mêmes patriotes qui avaient couru sous les drapeaux, en 1813, lorsque le roi les appela aux armes en leur promettant des institutions libérales. « Maintenant que le but est atteint, écrit le diplomate russe, on s'en dédit. »

Les gouvernements allemands — fait assez curieux à constater — sollicitèrent l'empereur Alexandre de les secourir contre les libéraux. « Prenez des mesures », conseillaient les Russes à la Prusse. « Non, fut la réponse; nous aimons mieux que ce soient les petits gouvernements qui en prennent l'initiative. » Le tsar se bornait à recommander de réagir contre le mouvement libéral, il se refusait à intervenir ouvertement. Au moins, disaient les ministres prussiens, l'empereur devrait permettre que nous publiions ses dépêches :

Alexandre refusa encore. Les gouvernements des petits États, à leur tour, le sollicitaient de les protéger, non seulement contre les libéraux mais aussi contre les agissements de l'Autriche et de la Prusse qui, alléguaient-ils, faisaient des armements contre la Russie. Le prince de Metternich, de son côté, insista auprès du cabinet russe pour concerter des mesures communes contre le « jacobinisme allemand ». Les événements devaient bientôt fournir un prétexte à ces mesures réactionnaires.

En attendant, les rapports entre les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg s'étaient affermis par le mariage de la princesse Charlotte avec le grand-duc Nicolas. A cette occasion, le roi déclara de nouveau, que les liens entre les deux familles étaient indissolubles. Alexandre, à part les intérêts politiques de son empire, qu'il ne sacrifiait jamais à son amitié personnelle pour le roi, se plaisait dans le commerce intime avec la cour de Prusse. Il faisait de fréquentes visites à Berlin et assistait à toutes les solennités rappelant les campagnes faites en commun avec l'armée prussienne; le roi lui avait conféré le titre de colonel d'un de ses régiments de la garde, dénommé d'après le tsar qui trouvait plaisir à visiter ce régiment et à le passer en revue. Il vint encore à Berlin, en automne 1818, pour assister

à l'inauguration du monument commémoratif des guerres de 1813, 1814 et 1815. L'évêque Eylert, qui prononça le discours de circonstance, vanta, en termes exubérants, la confraternité d'armes des deux souverains. Le tsar n'ignorait pas le revirement d'opinion qui s'était opéré en Allemagne contre la Russie. « Je sais bien, disait-il dans un entretien avec le prédicateur de la cour, que les Allemands n'ont pas bonne opinion de la Russie, qu'ils la considèrent comme un pays de barbarie et d'esclavage, de brutalité et d'ignorance. C'est une erreur. Les classes élevées dans les grandes villes, surtout à Saint-Pétersbourg, sont très cultivées, plus même qu'il ne convient et que je ne le voudrais. La classe moyenne est à son aise ; le peuple est bon, il a l'esprit sain et se sent bien dans la vie patriarcale. Ce qui convient dans d'autres pays ne serait pas bon pour nous. »

Par une des contradictions qui caractérisaient l'esprit de cet éminent souverain, tandis qu'il refusait à ses Russes des institutions libérales et déconseillait au roi Frédéric-Guillaume d'en octroyer aux Prussiens, Alexandre, pour remplir la promesse faite aux Polonais, convoqua à Varsovie une diète qu'il ouvrit en personne, avec grande solennité, pour inaugurer, dans un discours respirant les idées les plus libérales, le régime constitutionnel en Pologne. Toute l'Eu-

rope libérale y applaudit : les Allemands eux-mêmes oublièrent un instant leurs ressentiments contre Alexandre, dans l'espoir que les États de la Confédération germanique, la Prusse en tête, seraient bientôt dotés de constitutions libres comme celle de Pologne. L'illusion fut de courte durée : au bout de quelques mois déjà, un revirement en sens opposé s'opéra dans l'esprit d'Alexandre. Le vent réactionnaire soufflait plus fort que jamais, depuis la Néva jusqu'aux bords de la Seine et sur les plaines de l'Allemagne. La retraite du prince de Hardenberg, chancelier prussien, enlevait toute influence au petit groupe d'hommes libéraux qui avaient pu garder la direction des affaires. Ce changement de ministère fut bien vu à la cour de Saint-Pétersbourg qui, depuis longtemps, ne trouvait plus en Hardenderg un partisan bien chaleureux de l'alliance russe. Au contraire, la satisfaction y fut grande au sujet de son successeur, le comte de Bernstorff. Ce dernier appartenait à une famille danoise ayant fourni à son pays natal plusieurs hommes d'État qui, tous, professaient de profondes sympathies pour la Russie. Celui qui était entré au service de la Prusse ne faillit pas à cette tradition : il fut aussi l'homme de la réaction qui était parvenue à triompher dans les cours de l'Europe, et surtout dans celles de la Russie, de l'Autriche et de la

Prusse, à la suite d'un événement tragique et se rattachant directement au mouvement politique de l'époque.

On a vu plus haut qu'au lendemain du Congrès de Vienne, la désillusion des patriotes allemands, dont les espérances libérales avaient été déçues, se manifesta dans les journaux en visant à la fois les gouvernements de la Confédération et le gouvernement russe regardé comme l'inspirateur des mesures réactionnaires. L'empereur de Russie, constamment sollicité par ces gouvernements d'intervenir et tout en se refusant d'abord à s'ingérer, de son initiative, dans les affaires intérieures de ses voisins, avait fini cependant par y accéder en promettant de traiter cette question dans le Congrès qui devait se réunir à Aix-la-Chapelle, au mois de septembre 1818. Toutefois, à ce Congrès il ne fut pas pris de mesures générales contre les libertés publiques, bien que le programme russe semblât en proposer l'adoption sous la forme de « mesures de préservation contre la contagion de l'état maladif de la France ». L'empereur, en tout cas, s'était préparé à cette discussion éventuelle, en chargeant un de ses confidents, le conseiller d'État Stourdza, fortement engagé dans le mouvement des sectes piétistes, de lui fournir un exposé de la situation de l'Allemagne et surtout des universités, que

les gouvernements considéraient comme des pépinières des idées révolutionnaires. Le mémoire de Stourdza, destiné aux souverains et à leurs cabinets, parvint, par une indiscrétion, à la connaissance du public. L'auteur y accusait les universités, au lieu de cultiver les sciences, de nourrir l'esprit d'athéisme et de libéralisme et de contribuer ainsi à ébranler les trônes et l'ordre social. Pour remédier au mal, Stourdza proposait de prendre des mesures en vue de restreindre davantage les libertés académiques en ce qui concernait la liberté de la chaire des professeurs et la liberté individuelle des étudiants.

La publication de ce document souleva dans toute l'Allemagne, chez les vieux comme chez les jeunes, une indignation des plus vives. Des polémiques véhémentes remplissaient les colonnes des journaux et des revues littéraires. Des professeurs en renom prirent la plume pour défendre les universités contre des attaques injustes. Les étudiants organisèrent des manifestations tumultueuses contre l'audacieux étranger ; ils se vengèrent, en cette circonstance, des dénonciations et des persécutions dont certains de leurs camarades avaient été l'objet l'année auparavant à la suite de la fête patriotique du château de Wartburg près d'Eisenach, dans le grand-duché de Weimar. On y avait célébré, le 18 octobre, le double sou-

venir du troisième centenaire de la proclamation de la Réforme de Luther et du troisième anniversaire de la bataille de Leipzig ; on avait voulu célébrer ainsi la délivrance de l'Allemagne de la domination de la papauté et de Napoléon. Le soir, les étudiants, à la lueur des torches, y avaient brûlé, avec quelques emblèmes représentant le régime de la réaction et du militarisme, vingt-huit écrits d'auteurs d'ouvrages préconisant les idées légitimistes, absolutistes et cléricales. Le mémoire d'Alexandre Stourdza avait fait, de cette algarade de la jeunesse académique, la base de ses accusations contre les universités. Stourdza chercha à se défendre, mais se défendit mal en découvrant son souverain. Ce n'étaient pas, disait-il, ses idées à lui qu'il avait exposées ; il avait composé son mémoire sur les données de l'empereur, renseigné par d'autres personnes sur l'état des choses dans les universités. Tant pis, répliquèrent les polémistes allemands. Si le mémoire, disaient-ils, exprime les idées du tsar, c'était une raison de plus de s'élever contre l'écrivain pour atteindre ainsi le véritable auteur. Assiégé et accablé de lettres de menaces des étudiants, dont l'un le provoqua en duel, nullement disposé à sacrifier sa personne, Stourdza prit promptement la fuite. Mais les passions, surexcitées, ne se calmèrent pas. Les polémiques se poursuivirent contre les ennemis de la

liberté qui ne craignaient pas, vrais traîtres à la patrie, d'invoquer le secours de l'étranger contre des citoyens allemands.

A ces controverses se trouvait mêlé aussi, comme l'un des plus marquants adversaires des étudiants, le poète dramatique Kotzebue. Allemand de naissance, entré au service de la Russie, auteur d'une foule de comédies devenues populaires, il s'était fait, après des fortunes diverses, écrivain politique, avait été nommé par l'empereur Alexandre conseiller d'État et, après la paix de 1815, chargé de s'établir en Allemagne pour, de là, envoyer au gouvernement russe des rapports sur les hommes et les choses. Il avait débuté, en Russie, par la publication d'un journal en langue allemande, lequel se signalait par des attaques violentes contre tout ce qui était étranger et, la Russie étant à cette époque en guerre avec Napoléon, surtout contre tout ce qui était Français. Gratifié d'un titre officiel russe, il était venu s'établir à Weimar, sa ville natale, où il reprit la direction de son journal, exaltant tout ce qui était russe, et jusqu'au climat si rigoureux de ce pays, et traitant, par contre, avec défaveur tout ce qui était allemand. Comme on connaissait l'objet de sa mission en Allemagne et qu'on lisait ses diatribes contre ce pays, on s'éloigna de lui : les étudiants lui vouaient

une haine implacable et joignaient ses ouvrages à ceux qu'ils allèrent brûler au château de Wartburg. La colère de Kotzebue n'en devint que plus vive, ses attaques contre les universités et les étudiants que plus violentes.

Le mémoire de Stourdza, en raison du bruit qu'il avait provoqué, avait été désavoué par le gouvernement russe. Cela ne convenait pas à Kotzebue : il continua d'attribuer à cet écrit un caractère officiel et à en soutenir toutes les idées, de telle sorte que l'opinion publique finit par le considérer comme le véritable auteur du mémoire. L'animadversion publique, malheureusement pour Kotzebue, reçut un nouvel aliment par suite d'une indiscrétion fortuite. L'agent russe ayant donné à son secrétaire un de ses rapports à copier, ce dernier, faute de pouvoir bien déchiffrer le texte français de l'écrit, s'était adressé, dans son embarras, à son voisin, le savant docteur Lindner, originaire de Courlande. Entièrement à ses études scientifiques, sans s'intéresser à la politique, Lindner entretenait des relations très amicales avec un grand nombre de professeurs de l'université d'Iéna, qui appartenaient au parti libéral. En lisant l'écrit de Kotzebue, il y trouva des dénonciations contre ces hommes et même des travestissements de leurs cours universitaires. Indigné et craignant pour ses amis, il prit copie

des passages les plus compromettants pour en donner connaissance au professeur Luden, l'un des plus maltraités dans cet écrit et qui s'empressa de livrer ces extraits à la publicité. Kotzebue avait demandé et obtenu l'intervention des autorités pour prohiber la vente des journaux révélateurs, mais trop tard. De là, nouvelles récriminations de sa part : il alléguait son prétendu caractère diplomatique pour réclamer contre une soi-disant violation du droit public ; l'empereur de Russie, déclarait-il, avait été offensé en la personne de son agent et il fallait châtier les coupables. Le gouvernement de Weimar ordonna des poursuites qui finirent, longtemps après, par l'acquittement des inculpés. Quant à Lindner, il s'était empressé d'aller chercher en France un refuge contre les désagréments qu'il avait à craindre comme sujet du tsar.

Le gouvernement russe, quoique l'incident lui fût désagréable, ne le prit pas bien au sérieux. Il désavoua Kotzebue, en tant qu'agent officiel, le réprimanda et, dit-on, eut même l' idée de le faire rentrer en Russie. Cette dernière mesure eût sauvé la vie du compromettant publiciste. Il n'en fut rien. Kotzebue resta à Weimar, pour continuer, dans son journal, ses attaques contre l'Allemagne et ses littérateurs illustres. Sa position à Weimar finit par devenir intolérable ; il

n'était reçu ni à la cour ni dans la ville. Par suite, il transfère son domicile à Manheim, où il arrive à la fin de l'année 1818. Il y vécut dans un certain isolement : la cour de Carlsruhe et le monde officiel ne faisaient aucune attention à sa personne.

Le 23 mars 1819, dans la matinée, un jeune homme se fit annoncer chez Kotzebue, comme Courlandais et porteur de lettres de la mère du publiciste russe. N'ayant pas été reçu, il revint au bout d'une heure et, Kotzebue étant sorti, revint une troisième fois dans la soirée. Cette fois, on le fit entrer dans une pièce où Kotzebue vint aussitôt le rejoindre. Après avoir échangé quelques mots insignifiants avec son hôte, le jeune homme lui tendit un papier, puis, pendant que Kotzebue en commençait la lecture, il tira un poignard et le lui enfonça dans le cœur, en s'écriant : « Voici, traître, ce qui t'est dû ! » Après une courte lutte avec son meurtrier qu'il avait fini par entraîner dans sa chute par terre, Kotzebue expira. Le meurtrier se précipita dans la rue au milieu de la foule, en criant : « Voilà comment doivent mourir tous les traîtres, voilà comme il faut venger la patrie chérie ! » Puis, tombant à genoux, comme pour prier, il dit : « Grand Dieu ! je te rends grâce pour m'avoir laissé accomplir cette œuvre de justice. Vive ma patrie allemande ! » Sur ces derniers mots, il s'en-

ı au cœur un petit glaive qu'il avait caché sa veste. Il fut aussitôt transporté à l'hôpital on constata que ses blessures n'étaient pas :elles. En même temps on apprit, par lui-ıe, que le criminel s'appelait Charles-Louis l, né à Wunsiedel, en Bavière, fils d'un tionnaire prussien en retraite, candidat en logie, en dernier lieu étudiant de l'université na. Il avait quitté cette ville le 9 mars, sans ; ses adieux à ses amis et avec la ferme lution d'assassiner celui qu'il considérait me traître à la patrie. La feuille de papier l avait tendue à Kotzebue, était une sorte posé, en termes pathétiques, des motifs pa-tiques de son crime. Un autre papier, trouvé lui, était plus compromettant au point de vue tique, en ce qu'il semblait faire supposer des plicités et un véritable complot. On y lisait : « Condamnation à mort exécutée sur le tre Auguste de Kotzebue, suivant arrêté de iversité ***. » Sand, loin de témoigner des ·ets, se vanta de son forfait, comme d'un : de haute piété. Ce qui caractérise bien ıt des esprits, à cette époque en Allemagne, t que toute la population de Manheim se ntrait sympathique au meurtrier, en louant crime comme un acte d'héroïsme d'un jeune riote. Tous formaient des vœux pour lui,

l'exaltaient comme un martyr ; on lui envoya des fleurs et des douceurs ; la foule stationnait sous les fenêtres de l'hôpital et l'acclamait ; les catholiques firent dire des messes à son intention ; les nombreux touristes anglais qui séjournaient alors à Manheim, manifestaient hautement leur admiration.

Toute autre, on le conçoit, fut l'impression dans les cercles officiels de Carsruhe. Courtisans, diplomates et fonctionnaires étaient consternés et effrayés. On crut à l'existence d'une sorte de *vehme* dont tout étudiant pouvait être l'exécuteur. On demanda des mesures de répression sévère. Tel ministre badois pensait aussitôt tirer profit de l'événement, pour rehausser sa position, son influence. A la chancellerie de Vienne on n'était pas bien affecté de l'événement : les corporations d'étudiants n'existaient pas en Autriche. Il en fut autrement à Berlin, centre du mouvement universitaire, des gymnastes, de nombreuses sociétés, quelques-unes clandestines. Aussi, toute la police, tous les organes judiciaires furent mis en mouvement pour découvrir les complices de Sand. On n'en découvrit pas, et il n'y en eut point. Sand avait agi seul et sans confier son secret à qui que ce fût. Sa conduite avait été irréprochable et il n'avait jamais négligé ses études. Faible d'esprit, exalté jusqu'au délire, il avait con-

sidéré Kotzebue comme le corrupteur du peuple allemand et était persuadé que, celui-ci mort, la patrie serait sauvée. En réalité, c'était l'acte d'un fou possédé d'une idée fixe et criminelle. La justice avait beau faire des arrestations, des perquisitions dans toute l'Allemagne : elle dut convenir qu'on se trouvait devant un attentat absolument isolé. En raison de toutes ces recherches, le procès traîna pendant plus d'une année. Le 5 mai 1820 seulement, le verdict fut rendu : la peine capitale fut prononcée. Le grand-duc, après de longues hésitations, sanctionna le jugement qui fut exécuté le 17 mai. Sand mourut avec calme et fermeté. La veille de l'exécution il avait voulu s'entretenir avec l'officier chargé de l'escorte pour l'échafaud ; le même jour, il avait mandé le bourreau, avec qui il causait longtemps, en cherchant à consoler l'homme qui ne pouvait contenir son émotion devant tant de douceur et de résignation. Sur le passage du funèbre cortège, la foule sanglotait ; officiers et soldats étaient émus en voyant ce jeune homme si beau et si gracieux, mourir avec tant de courage. Il ne voulait pas être accompagné par un ecclésiastique : la place du prêtre, disait-il, n'est pas là où se verse le sang.

Loin de délivrer la patrie allemande, comme Sand se l'était imaginé dans sa démence, en assassinant un homme politiquement sans la moindre in-

fluence, ce crime ne servait qu'à forger des chaînes à la nation. A Berlin se renouvelaient pour la direction de la politique interieure, les manœuvres auxquelles l'entourage du roi s'était livré dans les années de 1806 à 1812. Le parti de la réaction poussait à des mesures de rigueur contre les libéraux de toute nuance. Le roi, qui jugeait les choses plus froidement, se montrait irrésolu ; le chancelier Hardenberg, sceptique comme toujours, laissait faire ses adversaires. Ceux-ci tournèrent les yeux vers l'empereur Alexandre. Ils pressèrent le ministre de Russie de solliciter le tsar pour qu'il écrivît au roi en lui représentant les dangers que les « révolutionnaires » faisaient courir à la Prusse et à l'Allemagne. « Cela décidera le roi, » disait le prince Wittgenstein, alors ministre de la police. Alopéus ne demandait pas mieux, ennemi déclaré qu'il était des idées libérales qui commençaient à battre en brèche le vieux régime patriarcal. Mais, objecta-t-il, il ne suffit pas de proposer des mesures, il faut les exécuter. Or qu'a-t-on fait à la suite des incidents de la Wartburg? A-t-on sévi contre les professeurs qui donnent à la jeunesse l'exemple de la révolte? « La majorité de la nation allemande, écrivit-il, est intacte de l'esprit révolutionnaire, ce sont les minorités qui font les révolutions. » Mais, tout en sympathisant avec les hommes de

la réaction et de la répression à Berlin, Alopéus ne se souciait pas d'engager son gouvernement dans cette affaire. L'empereur Alexandre ne voulait pas y paraître ; il ne voulait pas perdre auprès des libéraux allemands sa réputation de libéralisme et, par suite, le prestige que son nom n'avait cessé d'exercer sur les esprits en Allemagne. Il y avait aussi Hardenberg, disait le ministre de Russie, toujours entaché de libéralisme et qui s'opposerait à des mesures de persécution. Que l'empereur écrive au roi, persistait Wittgenstein, et l'on suivra ses conseils sans consulter Hardenberg. Le cabinet russe et l'empereur lui-même partageaient, au fond, les opinions du parti réactionnaire en Prusse. La presse périodique, les corporations d'étudiants, le mouvement unitaire allemand, les demandes d'une Constitution : tout cela leur paraissait répréhensible et révolutionnaire et demandait à être refréné. Mais le tsar ne se décida pas facilement, fût-ce à donner des conseils : il se retrancha pendant longtemps derrière son principe de non-intervention.

S'il fut sollicité ainsi, d'une façon indirecte, par les ministres du roi de Prusse, d'intervenir dans les affaires allemandes, il y fut directement invité par l'empereur d'Autriche et le prince de Metternich, et peut-être ces démarches autri-

chiennes étaient-elles cause que le tsar se refusait aux instances de Berlin. C'est que pour l'Autriche il s'agissait d'enrayer les velléités relativement libérales du gouvernement prussien que l'empereur François et son chancelier dénonçaient positivement auprès du tsar, comme favorisant le libéralisme. Le cabinet de Vienne voulait obtenir aussi que l'empereur Alexandre usât de son influence sur les petits États allemands, dotés du régime constitutionnel, pour les soumettre aux convenances de la politique autrichienne. Or, l'empereur Alexandre ne tenait pas à laisser s'établir l'hégémonie de l'Autriche en Allemagne et il craignait d'y contribuer en déférant aux sollicitations du cabinet de Vienne. Celui-ci, toutefois, parvint à amener le roi de Prusse à entrer dans la voie de la répression. Des conférences eurent lieu dans l'été de 1819 à Carlsbad, entre les plénipotentiaires des États allemands. Le chancelier autrichien soumit à ce congrès une série de mesures qui annulaient toutes les libertés publiques de la nation et dont l'adoption fut en quelque sorte imposée aux États fédérés. Cela ne suffisait pas au cabinet de Vienne. S'appuyant sur le traité de la quadruple alliance de 1815, l'Autriche demandait à l'Angleterre et à la Russie l'approbation des résolutions de Carlsbad. Mais ni l'une ni l'autre

n'y consentirent. Le cabinet anglais déclarait ne pas vouloir conclure « d'alliance contre les peuples »; quant au tsar, après entente avec l'Angleterre, au lieu d'approuver ces mesures qu'il approuvait au fond et d'en recommander l'adoption aux États récalcitrants, il se borna à en prendre acte. Faute de mieux, le cabinet de Vienne obtint toujours ce résultat négatif mais néanmoins important, que l'empereur de Russie ne s'opposât pas à des mesures qui constituaient une flagrante violation du pacte fédéral germanique, partie intégrante du traité de Vienne.

Il est vrai que bientôt déjà le tsar se départit du principe de non-intervention dans les affaires des autres États. En raison de l'intimité du roi Frédéric-Guillaume avec le souverain russe, l'opinion libérale en Prusse prenait pour cible de ses attaques le gouvernement du tsar qu'elle accusait de soutenir sinon d'inspirer la politique réactionnaire du gouvernement prussien et dont elle blâmait, de plus, la tiédeur dans la défense des peuples opprimés. On était très chaleureux en Prusse pour les Grecs révoltés, comme pour le mouvement libéral en Espagne : les journaux critiquaient et blâmaient la politique russe dans ces deux questions. D'autre part, à la même époque, les Russes récriminaient à propos des difficultés qu'ils rencontraient à Berlin, au

sujet des relations commerciales dont il va être parlé tout à l'heure. Sous le coup de ces divers motifs de mécontentement, le cabinet de Saint-Pétersbourg ouvrit une véritable campagne diplomatique contre la presse et même contre les fonctionnaires prussiens. Il ne cessait de faire remarquer la différence de sentiments entre ceux-ci et leur maître. « Le roi, écrit le ministre de Russie, aime le tsar et la nation russe; mais ni les ministres ni l'armée ne sont bien disposés pour la Russie; ils critiquent la « russomanie » du roi, persuadés qu'ils sont que l'alliance avec l'Autriche et l'Angleterre convient mieux aux intérêts prussiens. » De son côté, le comte de Nesselrode, vice-chancelier de Russie, constate la divergence entre les opinions officielles du cabinet de Berlin et le langage de certains journaux de cette capitale, s'attachant à faire croire que leurs opinions sont partagées par le gouvernement ; « et l'on serait amené à penser qu'ils disent vrai, puisque la censure laisse passer leurs articles. Un esprit déplorable préside à la rédaction de ces journaux. » Le comte Alopéus fut chargé de se plaindre et de réclamer contre les journaux « qui se permettaient de critiquer avec impertinence la politique des gouvernements en général et de la Russie en particulier ». Ces réclamations furent favorablement accueillies

à Berlin. On remplaça le censeur tiède par un fonctionnaire plus sévère ; on interdisait aux journaux la reproduction d'articles empruntés à la presse étrangère et hostiles à la Russie. Cette fois, l'empereur de Russie avait bien décidément rompu avec le principe de non-intervention. L'influence discrète et occulte, qui ne s'était exercée jusque-là que sur la personne du roi, devint manifeste et prit des formes qui, en s'accentuant par la suite et sous le règne des successeurs d'Alexandre, ne contribuèrent pas peu à séparer les deux peuples.

Pendant que les deux cours continuaient de vivre dans les rapports les plus intimes, leurs gouvernements se débattaient, sans parvenir à s'entendre, au milieu de leurs négociations pour les relations commerciales. Cette question était d'une importance capitale pour deux pays voisins, l'un agricole, l'autre industriel, avec une situation géographique qui, au point de vue des intérêts économiques, les rendait dépendants l'un de l'autre. Leur accord se heurtait à une divergence d'intérêts que les circonstances politiques tantôt accentuaient, tantôt effaçaient, mais qui n'a jamais cessé d'être une des pierres d'achoppement dans les rapports de la Russie avec la Prusse et l'Allemagne.

La Prusse et la Russie, en se partageant l'ancien

duché de Varsovie, et en vue de se concilier l'attachement de leurs nouveaux sujets polonais, avaient stipulé dans leur traité du 3 mai 1815, relativement à la Pologne, que les Polonais obtiendraient des institutions assurant la conservation de leur nationalité. Trois autres articles du même traité stipulaient que la navigation des fleuves serait libre pour tous les Polonais de l'ancien duché de Varsovie ; qu'il n'y aurait pas de barrières de douane intérieures, qu'un tarif uniforme de douane extérieure serait établi pour les portions prussienne et autrichienne, enfin que le commerce de transit à travers ce même territoire serait entièrement libre.

Les mêmes dispositions devaient s'appliquer aussi aux provinces occidentales de la Russie, ayant fait partie de la Pologne de 1772 et depuis lors incorporées à l'empire russe. C'est cette dernière clause, considérée par lui comme nuisible à ses intérêts économiques, que le gouvernement russe prit comme prétexte pour se refuser à l'exécution pure et simple du traité de Vienne. Le gouvernement prussien insista sur l'exécution des engagements pris envers les Polonais et dont le nouveau tarif protecteur, édicté en Russie, constituait une violation formelle. Toutefois, après de longues négociations, les deux gouvernements finirent par conclure, le 19 dé-

cembre 1818, un traité de commerce confirmant, à quelques modifications secondaires près, le traité de Vienne. Cet accord ne dura pas longtemps. Il fut bientôt évident que, peu à peu, la Russie tendait à assimiler son royaume de Pologne à l'empire proprement dit : dans ces conditions il ne pouvait pas lui convenir de laisser les frontières de la Pologne ouvertes au commerce et à l'industrie de la Prusse.

Une grande puissance qui s'estime lésée par un traité, trouve facilement des raisons, justes ou non, pour s'en dégager, surtout lorsqu'il s'agit de stipulations affectant ses intérêts fiscaux ou la prospérité de ses nationaux. La Prusse, ainsi que le constatent très justement les Russes, s'était habituée pendant des siècles à approvisionner presque seule le marché russe avec ses produits manufacturés. Or, à mesure que l'industrie se développait en Russie, les producteurs de cet empire demandaient au gouvernement une plus large protection contre les produits similaires importés de l'étranger. L'application de ce tarif protecteur aux provinces polonaises annexées à la Russie, étant empêchée par les traités de 1815 et de 1818, les industriels de la Pologne russe élevèrent d'énergiques réclamations, fortement appuyées par le gouvernement de Varsovie. Par suite, le gouvernement russe demanda à la Prusse

la revision du traité de commerce de 1818. On s'était trop hâté alors, disaient les Russes, de conclure ce traité, on n'était pas suffisamment éclairé sur la situation économique des pays respectifs. « Nous sommes en principe, disaient-ils, amis de la liberté du commerce, à la condition toutefois qu'elle soit établie dans toute l'Europe. Cependant, il n'en est pas ainsi. L'Angleterre, la France, l'Autriche maintiennent le système de prohibition : nous sommes donc obligés de faire comme ces pays. Il faut que la Prusse tienne compte de cet état des choses, qu'elle consente à renoncer à son privilège douanier, sinon la Russie aura recours aux représailles. » Voilà en quel sens le comte Alopéus fut chargé de conduire les négociations à Berlin. Mais ce diplomate n'obtint rien : il dénonçait le ministre, comte Bernstorf, comme manquant d'autorité et entouré de « petits employés qui n'aiment pas la Russie ». Le sentiment n'avait rien à faire dans cette attitude des employés prussiens : ils défendaient les intérêts de leurs commerçants et industriels et se basaient sur un traité en due forme. Le tsar s'adressa alors directement au roi. L'application des traités de 1815 et 1818, disait-il, devenait de plus en plus funeste à son empire, l'industrie russe périclitait, les produits russes trouvaient partout les ports fermés, les autres États de l'Eu-

rope ayant adopté le système protecteur et prohibitif. Le gouvernement russe ne pouvait plus assister à cette ruine ; il a élaboré un nouveau tarif qu'il mettra en vigueur à bref délai. Le roi répondit à Alexandre que des engagements étaient là pour être exécutés ; que toutefois, afin de satisfaire le tsar, la Prusse était prête à entrer en négociations en vue de modifier certains articles du traité de 1818.

Le gouvernement russe n'avait pas attendu le résultat de la démarche personnelle de l'empereur pour agir de son propre chef. Il promulgua le nouveau tarif, en annulant ainsi le traité de 1818, dont il continua d'ailleurs à demander l'abrogation formelle par voie diplomatique. La Prusse protesta, des notes très vives furent échangées de part et d'autre. Le roi écrivit de nouveau au tsar, en insistant sur l'observation des traités et en se plaignant du procédé arbitraire du gouvernement russe. L'empereur s'appliqua à justifier ces procédés sans convaincre le roi. Des scènes violentes eurent lieu entre les ministres des deux pays. Rien n'y fit. Les ministres prussiens refusèrent d'entrer en pourparlers avant d'avoir obtenu une compensation pour l'annulation du traité de 1818 ; ils exigèrent avant tout le rétablissement du libre transit à travers la Russie et pour la Chine, droit dont la Prusse

avait joui depuis trois siècles ; ils accusèrent tout spécialement le grand-duc Constantin, vice-roi de Pologne, d'agir avec animosité à l'égard de la Prusse. Enfin, dernière accusation et dont l'objet contraste si singulièrement avec les principes auxquels le gouvernement russe obéit de nos jours, le cabinet prussien accusait le gouvernement de Pologne de chercher « par tous les moyens possibles à embaucher les ouvriers et propriétaires de fabriques prussiens, pour les amener à s'établir en Pologne ». A quoi le ministre russe répondit avec une certaine ironie que, les lois prussiennes ne défendant pas l'émigration, celle-ci naturellement se dirigeait là où elle se trouvait mieux. Ces discussions n'avancèrent guère les négociations qui, après avoir duré deux ans, furent suspendues vers la fin de l'année 1823.

Il faut supposer que le comte Alopéus, à force d'échanger des paroles aigres avec les ministres prussiens, avait perdu toute influence sur leur esprit et que sa personne devenait ainsi un obstacle au succès. Toujours est-il que le tsar nomma un envoyé spécial pour reprendre les négociations conjointement avec Alopéus. C'est le baron de Mohrenheim qui fut chargé de cette mission. Il arriva à Berlin au mois de janvier 1824. Les négociations durèrent neuf mois. Pendant ce temps, Alopéus ne cessa de rechigner contre

les ministres prussiens : mais son collègue Mohrenheim « gagna la bataille », comme s'exprimait une dépêche officielle. Le roi faisait l'éloge de ce diplomate, « de son zèle éclairé, de son esprit facile et de ses formes conciliantes ». Le 11 mars 1825, fut signée entre le baron de Mohrenheim et le comte de Bernstorf, une nouvelle convention commerciale, conforme en tous points aux désirs de la Russie : l'amitié du roi pour le tsar avait procuré à celle-ci des avantages dont les provinces russes et polonaises n'avaient qu'à se louer, à l'encontre des Prussiens et surtout des commerçants qui considéraient ce traité comme un désastre pour eux.

Neuf mois après la signature de ce traité, l'empereur Alexandre mourut, après une courte maladie, à Taganrog. Son royal allié de Berlin fut consterné de cet événement. « Il pleure comme un enfant, » écrivit le ministre de Russie. Par un ordre du jour à l'armée, le roi ordonna ur deuil de quatre semaines.

L'opinion en Prusse, dans les sphères les plus élevées de ce pays comme dans les classes moyennes et surtout dans les rangs de l'armée, n'a jamais partagé les sentiments de leur roi pour Alexandre Ier. Ces juges sévères passaient condamnation sur la faiblesse de caractère de Frédéric-Guillaume III, en même temps que sur l'égoïsme libre de consi-

dérations sentimentales d'un empereur autocrate de Russie. Le roi, comme on l'a dit plus haut, se méfiait autant de la valeur de son peuple que de ses propres capacités. Certes, l'armée prussienne, dans les campagnes de 1813 et 1814, avait fait plus de besogne que l'armée russe; mais sans l'initiative prise par Alexandre, sans l'impulsion qu'il donnait au mouvement national en Prusse, sans la pression même qu'il exerçait sur l'esprit de Frédéric-Guillaume III, jamais celui-ci n'aurait osé engager la partie contre Napoléon. Qu'Alexandre ait été poussé lui-même dans cette voie par le baron Stein et les coryphées des patriotes prussiens, c'est un fait ; que son amour-propre mis en éveil, que ses devoirs de souverain russe l'aient porté à tirer le meilleur parti possible de sa campagne contre Napoléon, c'est également un fait. Mais cela ne diminue en rien les services que son élan guerrier a rendus à la Prusse. Rien ne l'empêchait en 1812, après avoir refoulé l'armée française, de rester sur les bords de la Vistule et d'abandonner à son sort la Prusse qui avait été un moment l'auxiliaire de Napoléon. Ce que les Prussiens et notamment les militaires lui reprochaient, c'était sa versatilité et son manque de désintéressement. Leur roi était-il donc un modèle de constance et de décision? la Prusse a-t-elle entrepris « la guerre de déli-

vrance » sans songer à ses propres intérêts ?

Sans faillir à la vérité historique, on peut dire qu'Alexandre Ier n'a pas ménagé la Prusse, lorsque des intérêts russes étaient en jeu, et qu'il a tiré bon parti, pour son pays, de l'amitié aveugle que lui vouait Frédéric-Guillaume III. En 1805, en violant le territoire prussien, pour se joindre à l'Autriche, il impliquait la Prusse dans un conflit avec la France, lequel obligeait la première à subir le traité humiliant de Schœnbrunn et aboutissait à la guerre de 1806. L'armée russe qui avait pu, grâce à la Prusse, effectuer, après Austerlitz, une retraite non inquiétée, n'était pas pressée, après Iéna, de venir au secours des Prussiens ; elle attendait l'ennemi sur la Vistule. Napoléon ayant offert à la Prusse vaincue des conditions acceptables, Alexandre empêcha le roi de faire la paix en s'engageant à lui faire restituer jusqu'au moindre village perdu. Et, peu de temps après, le tsar conclut le traité de Tilsit qui fit perdre à Frédéric-Guillaume la moitié de ses États. Bien plus, il accepta une partie des dépouilles de son infortuné allié ; il tolérait, par la suite, contrairement aux clauses de ce traité, l'occupation, pendant deux ans, de la Prusse par l'armée française. Alexandre, à cette époque, était entré, avec une véritable ardeur, dans l'alliance de Napoléon.

A Tilsit, pendant plusieurs jours, il était resté invisible pour se dérober devant les reproches des Prussiens. Au Congrès de Vienne, malgré des promesses formelles, Alexandre avait réclamé la totalité de la Pologne et ne s'était décidé qu'à la dernière extrémité, à rendre à la Prusse une faible portion de ses anciennes provinces polonaises. Ses prétentions sur la Pologne satisfaites, il avait abandonné le roi dans la question de Saxe.

Sur le terrain économique, Alexandre n'était pas moins exclusivement soucieux des intérêts de son empire, au détriment de ceux de son allié. En fermant ses frontières au commerce prussien, il provoqua l'appauvrissement des provinces orientales de la Prusse. Mais, de tous les reproches élevés contre Alexandre, le plus grave fut celui des patriotes allemands qui l'accusaient de les avoir abandonnés en 1815, contrairement à ses manifestes, alors qu'ils réclamaient une organisation unitaire de la grande patrie germanique. Ils l'accusaient, au surplus, d'avoir usé de son ascendant sur l'esprit de Frédéric-Guillaume pour l'engager dans une politique de réaction : régime qui succédait, en Prusse, à partir de 1817, à la courte ère libérale des années de soulèvement national contre la domination napoléonienne.

Nous venons de résumer ainsi les griefs des Allemands de cette époque contre Alexandre Ier. Ils expliquent leurs ressentiments qui, loin de s'affaiblir sous le règne de son successeur, Nicolas Ier, s'aggravaient au contraire, ce souverain trouvant dans son beau-frère, le roi Frédéric-Guillaume IV, un auxiliaire, bien autrement docile que Frédéric-Guillaume III, de la politique des héritiers de Catherine II.

Et, pendant que les Allemands se plaignaient de cette influence prédominante des souverains russes sur leurs gouvernements — influence exercée dans l'esprit réactionnaire de l'époque — de leur côté, les Russes accusaient Alexandre, comme ils devaient accuser plus tard Nicolas, de favoriser l'élément allemand, d'introduire en Russie le régime bureaucratique de la Prusse, de s'éloigner des traditions des peuples slaves rebelles à la centralisation.

Ainsi, des deux côtés, s'amassaient des griefs d'ordre politique et économique, rendus plus acerbes et plus persistants par des antagonismes et des jalousies de race. Les souverains des deux États, liés par des unions matrimoniales comme par des intérêts politiques communs, soutenaient encore longtemps leur alliance, alors que leurs peuples, chacun pour sa part, s'y montraient hostiles. Cette intimité des relations entre les

souverains se rompit cinquante ans après la mort d'Alexandre Ier, lorsque l'empire d'Allemagne nouvellement fondé, vint disputer la suprématie à la Russie qui l'avait exercée sur l'Europe depuis le renversement du trône de Napoléon Ier. Il en résulta un refroidissement entre les souverains auquel le nationalisme croissant des Russes vint se joindre pour provoquer une orientation nouvelle, anti-allemande, de la politique moscovite. Nous avons, dans une étude spéciale, raconté et expliqué les événements qui ont précédé cette importante évolution (1).

On peut tirer de l'histoire des origines des rapports entre l'Allemagne et la Russie, d'utiles enseignements. Les alliances entre nations ne s'édifient pas sur leurs sympathies : elles sont déterminées par des intérêts positifs et permanents et non par des élans ou des engouements temporaires.

Un égal besoin et un égal désir d'expansion ont rapproché les Tsars de Moscovie avec les Electeurs du Brandebourg, pour lier plus tard intimement, les Empereurs de Russie et les rois de Prusse. Les provinces baltiques, la Prusse orientale, la Pologne dont ils se rendaient peu à peu maîtres, les faisaient voisins; voisinage

(1) *La Russie et l'Allemagne au* XIXe *siècle.*

qui leur créait des intérêts communs et les divisait souvent sans que le sentiment eût une bien grande place dans leurs rapports. Pierre le Grand s'était ouvert à Saint-Pétersbourg une fenêtre pour regarder l'Europe : mais la porte, pour y entrer, c'est Frédéric-Guillaume, c'est Frédéric Ier qui la lui ouvrent. Cette porte est restée la même dans le courant des siècles. Aujourd'hui, comme il y a deux siècles, pour la Russie le chemin de l'Europe traverse l'Allemagne et ce n'est qu'à travers l'Allemagne que l'Europe peut atteindre au cœur de la Russie. Voilà pourquoi les deux États, si fréquemment divisés par des compétitions qui se heurtaient, ont presque toujours fini par se retrouver pendant la période qui finit à la mort d'Alexandre Ier. Elisabeth et Frédéric II se détestaient personnellement : mais ce n'est qu'à la fin de ses jours que la tsarine se prononçait réellement contre son voisin. Catherine II n'a jamais entièrement défait l'alliance entre Pierre III et Frédéric : l'esprit de conquête qui leur était commun les rendait indulgents l'un pour l'autre, et resserrait leur amitié en établissant une certaine solidarité de leur conduite politique.

Plus fréquentes encore furent les fluctuations des rapports de Frédéric-Guillaume III avec Alexandre Ier. Leur amitié personnelle ne variait

pas alors que leurs chemins politiques se bifurquaient ou se croisaient : mais jamais leurs armées ne se sont combattues. Les sympathies de leurs peuples faisaient défaut à l'alliance de ces deux souverains sans parvenir à la dissoudre. Et souvent encore, par la suite, on devait, après quelque rupture flagrante, assister à un retour aux temps de bonne amitié.

FIN

APPENDICE

Les origines de la Sainte-Alliance.

I

Les faits qui se rattachent à la plus célèbre des combinaisons diplomatiques du dix-neuvième siècle ne sont pas bien éloignés de nous. Les témoins oculaires, sans doute, ne sont plus parmi les vivants, mais leurs successeurs, ceux qui ont dirigé après eux les États européens ou qui ont écrit l'histoire de leur temps, sous le coup de ces événements de fraîche date, n'ont pas disparu et on a pu recueillir de leur bouche, ou dans leurs écrits, le fond et jusqu'aux trames les plus secrètes de ce puissant tissu de la politique des grands cabinets. Et cependant, combien peu de personnes se rendent un compte exact de l'esprit et du caractère de cette Sainte-Alliance, dont le nom seul a, pendant si longtemps, excité les passions des partis et est devenu, pour le grand public, le synonyme d'un régime d'absolutisme, d'arbitraire et d'oppression !

La légende, toujours cette chère légende, qui

pousse avec tant d'exubérance dans le champ de l'histoire, n'a pas peu contribué à vêtir la Sainte-Alliance d'habits qui n'étaient pas les siens. En lisant ce qui a été publié à ce sujet par des orateurs et des écrivains, même par certains qui ne sont pas les premiers venus, on s'explique le scepticisme désolé de toute une école philosophique à l'égard de la science historique et l'on est tenté d'excuser ceux qui dénient à l'histoire jusqu'au nom de science.

On n'a pas assez remarqué que les trois fondateurs de la Sainte-Alliance ont appartenu aux trois grandes branches du christianisme : Alexandre Ier à l'Église orthodoxe, Frédéric-Guillaume III au protestantisme et François Ier à l'Église romaine. C'est là cependant le fait capital qu'il importe de retenir pour apprécier les mobiles qui ont guidé les monarques dans la phase postérieure à l'invasion de 1814, en même temps que pour établir la part revenant à chacun dans la conception et la réalisation de cette étrange combinaison.

Les sectes protestantes, dont l'influence et l'action n'avaient pas peu contribué à préparer la Révolution française, avaient vu leur travail interrompu par les guerres de la République et de l'Empire : elles le reprenaient vers la fin de l'Empire, mais en sens inverse. Leur action, en sapant l'autorité de Rome, avait fini par attein-

dre l'autorité séculière et monarchique. La Révolution ayant dépassé de beaucoup leur but, elles se firent l'instrument, si elles n'en furent pas les promoteurs, du mouvement contre-révolutionnaire qui se confondait dans une grande partie de l'Europe avec la résistance des populations à la domination de Napoléon.

La plus remuante de toutes ces sectes fut celle des piétistes protestants qui unissaient aux pratiques de leur foi des exercices où le mysticisme et la superstition étaient poussés jusqu'aux limites extrêmes de l'imagination. La plupart des piétistes étaient chiliastes et millénériens, ainsi nommés parce qu'ils croyaient que Jésus, à la fin des temps, paraîtrait sur la terre pour y régner mille années.

C'est sous le couvert et avec les recommandations de quelques chefs influents de cette secte que fut nommé, en 1805, un certain Fontaines, pasteur protestant à Sainte-Marie-aux-Mines. De singuliers bruits couraient, dès le début, sur ce ministre de Dieu.

Certaines personnes avaient voulu reconnaître en lui un ancien moine défroqué, devenu compagnon des sans-culottes sous le fameux Schneider, lui-même ancien moine défroqué et qui, plus tard, faisait travailler la guillotine à Strasbourg. Une bonne femme, à Sainte-Marie-aux-Mines, à

la vue de Fontaines, s'écria : « Quoi ! quoi ! c'est là notre pasteur ! Oh ! je le reconnais bien ! Je l'ai vu, il y a douze ans, à Strasbourg, à côté de Schneider ! Oh ! comme vous poussiez votre cheval au galop, à travers la cathédrale ! »

A la même époque, vivait à Sainte-Marie-aux-Mines, une certaine Marie Kummer, belle-sœur du sonneur. Née dans le Wurtemberg, fille d'un vigneron qui, sur le tard, s'était fait apôtre piétiste, elle avait mené une vie très aventureuse, pendant laquelle l'extase religieuse s'était mêlée à d'autres passions. Elle s'était livrée, dans sa commune natale, au métier de prophétesse et avait fini par prendre dans ses filets le pasteur Hiller, de Meinsheim, des œuvres duquel elle devint enceinte. Gros scandale, qui l'amena, ainsi que son complice, devant la justice. Au cours de ses interrogatoires, elle avoua qu'elle avait trompé le public en simulant des extases et des visions et que Hiller était le père de son enfant.

Condamnée à l'exposition publique et au pilori, avec écriteau portant le mot : *Imposteur*, ainsi qu'à trois ans de détention, elle sortit en 1800 de la prison de Ludwigsburg, pour recommencer sa vie d'aventures. Exploitant la crédulité de quelques paysans, entraînés par un pasteur piétiste qui prêchait l'exode pour la Palestine, elle les conduisit à Vienne, où la police traita tout ce

monde comme des vagabonds. Elle et ses beaux-frères et sœur, emportant ce qui restait des fonds communs de l'émigration, regagnèrent le Wurtemberg et de là, sous le coup de nouvelles poursuites, se réfugièrent dans le comté de Neipperg.

On rencontra ensuite Marie Kummer à Spire, où elle essaya vainement de faire de nouvelles dupes; après un démêlé avec la justice, elle dut quitter le Palatinat. Sur ces entrefaites, son beau-frère avait trouvé, à Sainte-Marie-aux-Mines, en Alsace, une place de sonneur de l'église des Réformés; elle vint l'y rejoindre, pour y jouer le rôle de prophétesse. Le vieux monde allait disparaître, ainsi annonçait-elle; tous les maux de l'Apocalypse allaient se déchaîner. C'est dans cette société de dupeurs et des dupés qu'apparut, dans l'été de 1808, une femme, devenue célèbre depuis : Mme de Krudener.

Juliane de Krudener, fille du baron Vietinghof, — gentilhomme livonien, influent et opulent, « le roi de Riga », comme l'appelaient ses compatriotes, — était venue à l'âge de treize ans, en 1777, à Paris, où elle reçut sa première éducation intellectuelle et mondaine. De retour à Riga, elle avait épousé, à l'âge de dix-huit ans, le baron de Krudener, qui en avait trente-quatre. Le baron, entré jeune dans la carrière diploma-

tique, était, à l'époque de son mariage, ministre de Russie en Courlande ; deux fois il s'était marié et deux fois il avait divorcé. De son premier mariage, il avait une fille, Sophie, alors âgée de neuf ans. Nommé, en 1784, ambassadeur à Venise, il se rendit avec sa jeune femme dans cette ville, où naquit son fils Paul, dont le grand-duc héritier de Russie, plus tard l'empereur Paul Ier, fut le parrain. Déjà des nuages se produisaient dans le ménage.

Nommé, en 1786, ambassadeur à Copenhague, M. de Krudener, avant de se rendre à ce nouveau poste, fit visiter à sa femme les principales villes d'Italie. A Rome, Angélique Kauffmann fit le portrait de la baronne et celui de son fils, dans le tableau *Vénus désarmant l'Amour* qui, depuis 1860, fait partie de la galerie du Louvre.

A Copenhague, M. de Krudener fit les choses grandement et au delà de ses moyens. Habituée au luxe de la maison paternelle, sa femme ne songeait qu'à ses plaisirs, qu'à s'entourer d'une petite cour d'adorateurs formée de diplomates et de marins. Tombée gravement malade, en butte à des crises nerveuses, elle résolut, après son rétablissement, de voyager. Son mari restant à Copenhague, elle se mit en route avec ses enfants et sa belle-fille, en compagnie d'une gouvernante et d'un secrétaire.

Ce dernier, qui remplissait en même temps les fonctions de caissier, disparut le jour même de leur arrivée à Paris, avec la caisse, obligeant la baronne à vivre d'emprunts. Ce fut en 1789, au moment où les États Généraux venaient de s'assembler. Mme de Krudener menait de pair ses plaisirs et ses aspirations politiques en nouant des relations avec la noblesse libérale et avec les hommes marquants du monde politique. Mais, la dépense marchait de pair avec ces goûts. Les économies réalisées par le baron, qui était resté à Copenhague, furent dévorées à Paris par sa femme. Enfin, en décembre, elle se rendit à Montpellier, où elle établit sa résidence d'hiver.

Là commence son roman d'amour avec un jeune capitaine de dragons, le marquis de Frégeville. M. de Krudener, averti ou non, interrompit un jour le roman en enjoignant à sa femme de revenir à Copenhague. Mais la passion enveloppa si bien les deux amoureux que Frégeville, déguisé en laquais, accompagna Mme de Krudener et ses enfants, d'abord jusqu'à Hambourg, puis jusqu'à Copenhague, où la baronne déclara net à son mari qu'elle était à M. de Frégeville et entendait n'être plus qu'à lui : M. de Krudener, refusant de divorcer, consentit à une séparation amiable en autorisant sa femme à se rendre à Riga auprès de sa mère. Frégeville l'accompagna

encore, avec l'intention de partager son sort : mais, à Kœnigsberg, une lettre de son frère, le général, le rappela en France pour accomplir ses devoirs patriotiques de soldat.

Une réconciliation, commandée par leur situation financière, intervint entre les deux époux, sans pourtant durer longtemps. M. de Krudener retourna à Copenhague, puis vint à Berlin et alla ensuite en mission à Madrid. Sa femme, pendant ce temps, voyagea et vécut alternativement à Leipzig, à Lausanne, à Lindau et à Munich, où son mari vint lui faire visite. Le baron ayant été nommé, peu de temps après, en 1800, ambassadeur à Berlin, Mme de Krudener alla l'y rejoindre. Mais elle n'y tint pas longtemps. La cour de Frédéric-Guillaume III et de Louise menait une existence trop bourgeoise pour pouvoir fixer une femme toujours avide de plaisirs et rebelle à l'étiquette.

D'un autre côté, son mari, engagé dans des négociations très importantes, était obligé de recevoir beaucoup, ce qui causait le plus vif déplaisir à sa femme. Après avoir passé l'été en Livonie, elle revint à Berlin, sans pouvoir se faire davantage à son genre d'existence. Ce qui contribuait sans doute à lui rendre ce séjour insupportable, c'est qu'elle ne plaisait point à la cour. Agée alors de trente-six ans, elle voulait toujours

paraître jeune; elle inventa des coiffures et des toilettes qui étonnaient par leur excentricité sans plaire à personne. « Le roi Frédéric-Guillaume, nous dit Eynard, biographe de Mme de Krudener, avait en horreur le bel esprit, et la conversation un peu élégiaque de Mme de Krudener; son langage avait quelque chose de tendu et d'apprêté, qui contrastait trop avec le ton de la cour. »

Ce qui servit la fortune politique de M. de Krudener, ce fut la faveur dont il jouissait auprès du tsar Paul Ier, qui mettait en son ambassadeur une très grande confiance et le soutenait à Berlin. Sa femme s'attribuait, bien à tort, à elle-même, les succès de son mari. Et disons à cette occasion que ce fut à cette époque, c'est-à-dire au moment d'entrer dans l'âge mûr, que se produisirent chez elle les premiers symptômes d'un certain mysticisme qui caractérise le *piétisme* luthérien. C'est ainsi que, dans une de ses lettres à Mme Armand, son amie intime, on lit, après quelques doléances au sujet de son séjour à Berlin :

« La religion m'a sauvée ; elle a séché les larmes que je versais : elle m'a révélé le charme secret des sacrifices possibles. » Une autre fois, parlant des faveurs dont son mari est comblé par le tsar, elle écrit : « Vous le dirai-je, dans l'humilité de mon cœur, car vous savez que je n'ai

point d'orgueil, le chrétien pourrait-il en avoir ! je crois que Dieu a voulu bénir mon mari ; depuis que je l'ai rejoint, il n'est sorte de biens et de faveurs qu'il n'obtienne. Pourquoi ne croirai-je pas qu'un cœur pieux qui prie le ciel avec simplicité et confiance de l'aider à contribuer au bonheur des autres, ne l'obtienne ? »

Et cependant tout cet édifice de bonheur passager s'écroula. Paul Ier mourut assassiné et Alexandre Ier rompit complètement avec la politique de son prédécesseur. De là la ruine politique et matérielle de M. de Krudener et le retour de l'énervement de sa femme qui, avec ses filles, quitta bientôt Berlin pour s'attacher à la personne de la grande-duchesse de Mecklembourg, belle-sœur du roi, qui se rendait aux eaux de Teplitz. La cure terminée, la baronne, résolue à ne pas retourner auprès de son mari, prétexta les conseils des médecins pour lui demander d'aller passer l'hiver en Suisse. Puis, sans attendre la réponse, qui ne la rejoignit qu'à Genève et qui respire la résignation d'un homme désolé, elle se mit en route, en emmenant sa fille Juliette, après avoir renvoyé sa belle-fille Sophie auprès de son père.

II

A Genève, Mme de Krudener vécut d'abord dans la société de littérateurs, dont quelques-uns étaient des hommes célèbres. Ce fut là aussi que lui vint l'idée d'écrire. Elle voulait marcher sur les traces de Mme de Genlis, de Mme de Souza, de Mme de Rémusat, de Mme de Staël. Elle rendit visite à celle-ci à Coppet et en obtint la promesse d'être présentée à Chateaubriand, pour lui soumettre son roman : *Valérie*, qu'elle avait ébauché à Genève. L'illustre écrivain, qu'elle alla aussitôt voir à Paris, l'accueillit fort bien et l'encouragea dans ses travaux littéraires. Sur ces entrefaites, M. de Krudener mourut, sans que les instances de son fils Paul eussent réussi à faire revenir la baronne auprès de son mari. A la fin de l'été de 1802, elle quitta Paris pour retourner à Genève, où elle reprit, après une courte période de deuil conventionnel, sa vie de plaisirs frivoles : on la vantait comme une des meilleures danseuses du « pas du châle », cette danse inventée par la fameuse Emma Lyon et si fort à la mode à cette époque. Mme de Krudener ne fut pas peu fière des louanges qu'on lui décernait à ce sujet. « Je suis fêtée, écrit-elle à Mme Armand, il pleut des vers. On s'arrache un mot de moi comme une

faveur. On ne parle que de ma réputation d'esprit, de bonté, et de bonnes mœurs. C'est mille fois plus que je ne mérite ; mais la providence se plaît à accabler ses enfants, même de bienfaits qu'ils ne méritent pas. »

Cependant, elle croyait si bien mériter ces louanges qu'elle ne trouvait pas suffisant ce qu'on disait de sa danse : même Mme de Staël, qui la glorifiait dans sa *Delphine*, ne satisfaisait pas la vaniteuse baronne. C'est pourquoi elle résolut de se rendre elle-même justice dans *Valérie* où elle exalte, dans le style le plus pompeux, la grâce, la poésie, toutes les vertus féminines de Valérie qui n'est autre qu'elle-même : Vénus, Niobé, Galathée.

Le succès de *Valérie* fut médiocre, surtout à Paris. Après quelques semaines de bruit que l'auteur avait su provoquer autour de son œuvre, le silence se fit et, à la fin de 1804, Mme de Krudener, toujours cherchant sa voie, retourna dans son pays natal. A Riga, on ne sait trop par suite de quelles circonstances extérieures, elle s'adonna à la dévotion. Les pratiques de la secte morave l'attiraient ; elle lut Zinzendorff, assista aux exercices de la secte, fréquenta les visionnaires et en remporta une affection nerveuse que ses médecins lui conseillèrent d'aller faire soigner aux eaux de Wiesbade.

Sur ces entrefaites, la guerre éclata entre la France et la Prusse ; Mme de Krudener, quittant Wiesbade, retourna en Livonie, passa quelques mois à Riga et, accompagnée de sa fille Juliette, en repartit vers la fin de l'année 1806, pour s'arrêter à Kœnigsberg. Ce fut un arrêt forcé, l'avancement des armées françaises ne permettant pas aux voyageurs de pousser plus loin. A Kœnigsberg, les deux femmes s'adonnèrent, avec un zèle charitable, aux soins des nombreux blessés russes, prussiens et français, et peut-être est-ce à cette circonstance que Mme de Krudener dut son excellent accueil auprès de la reine Louise, accueil qui contrastait quelque peu avec celui qu'elle avait trouvé autrefois à la cour de Prusse. La baronne eut plusieurs entrevues avec la reine ; mais de ces entretiens courtois à une intimité comme les biographes de Mme de Krudener, et celle-ci elle-même, ont essayé de le faire croire, il y eut loin.

C'est du séjour de Kœnigsberg que date la nouvelle phase de la vie de Mme de Krudener, phase du mysticisme qui, dès lors, prend chez elle la place des excentricités mondaines. La capitale de la vieille Prusse fut, à cette époque, le foyer du mouvement piétiste dans lequel la secte des chiliastes, avec leur chef Adam Muller, jouait le rôle principal. Les malheurs de la

patrie furent singulièrement exploités par ces sectaires, qui savaient se frayer un chemin jusque dans l'entourage des souverains fugitifs. Muller prétendait avoir une mission de l'Éternel auprès du roi, à qui il devait annoncer qui s'il se soumettait aux volontés du Très-Haut, « les Français seraient dispersés comme une paille légère l'est au souffle du vent » et que « Bonaparte était un châtiment envoyé aux hommes par l'Éternel ». Mme de Krudener entra en relations avec ce sectaire qui, comme on voit, mélangeait adroitement l'agitation politique aux prédications religieuses.

Ce fut là, du reste, le cas de tous les piétistes dont la baronne visita successivement les quartiers généraux de Herrenhut, en Silésie, et de Dresde. De là, elle se rendit à Carlsruhe, où elle entra en relations avec un autre charlatan illuminé, le fameux Jung-Stilling, qui, à son grand profit matériel, faisait de nombreuses dupes parmi les souverains et dans la haute société de l'époque. De la cour de Bade, l'influence de Jung s'étendait à celles de Russie et de Suède, dont les trônes étaient occupés alors par des princesses de Bade. Initiée par Jung à tous les mystères et à toutes les doctrines de la secte, Mme de Krudener partagea son temps entre la fréquentation de la cour et les exercices

chiliastes ; puis, un jour, toujours à la recherche du nouveau et ayant entendu parler du pasteur Fontaines, qui opérait des miracles, elle se rendit, avec ses filles et ses gens, à Sainte-Marie-aux-Mines, et s'installa dans la demeure pastorale que l'on disait hantée par les esprits. Ce fut une bonne aubaine pour le pasteur et pour la prophétesse Marie Kummer, dont nous avons parlé au commencement de cette étude.

La Kummer débuta par les petits tours de prestidigitation pour arriver aux hautes prophéties. Préparée par Jung-Stilling, cherchant « des étonnements », la baronne fut une proie facile pour cette aventurière qui ne tarda pas à s'insinuer auprès « de la femme du monde », secondée qu'elle était par les pasteurs et les médecins de la localité, tous appartenant à la secte. Mme de Krudener aurait été parfaitement heureuse dans cet entourage : seulement, cet entourage n'était pas rassuré lui-même sur la durée de son bonheur. La masse de la population, les chefs d'industrie du pays conçurent des doutes. Quels étaient les antécédents de ce pasteur Fontaines ? A quoi attribuer sa familiarité avec tous les ennemis du gouvernement ? Qui était cette « comtesse » répandant des aumônes si abondantes ? « Ce sont des espions ! », disait-on çà et là. Ces bruits, qui commençaient à

troubler pasteur et prophétesse, mais surtout l'intention d'exploiter fructueusement la baronne, les déterminèrent à transporter ailleurs leur champ d'opérations.

Ils suggérèrent alors à la baronne l'idée de fonder une colonie chrétienne, dont Fontaines serait le directeur ecclésiastique et Marie Kummer la « sibylle ». On choisit le château de Catharinenplaisir, près Cleeborn, dans le Wurtemberg. Malheureusement pour la « sibylle », la police de l'endroit, connaissant ses antécédents et en général mal disposée pour les sectes, arrêta la Kummer en plein conventicule, pour l'amener au dépôt de mendicité de Ludwigsburg.

Quant à Mme de Krudener, elle fut expulsée du Wurtemberg, par ordre du roi Frédéric, à qui on l'avait signalée faussement pour une ex-ambassadrice de Russie à la cour de Napoléon.

Elle et ses colons se transportèrent alors dans le pays de Bade, où elle trouva un refuge, grâce, dit-on, à M. Bignon, qu'elle avait connu à Berlin. Les pérégrinations continuèrent. Elle se rendit à Lichtenthal, à Carlsruhe, à Eppingen, à Strasbourg, toujours en compagnie de Fontaines, et donnant lieu, en raison de cette association, aux bruits les plus fâcheux pour sa réputation de femme. Ce qui est plus certain, c'est qu'elle tomba de plus en plus dans les extravagances mystiques.

On cherchait le « chemin de la perfection », on établissait les « mariages mystiques », on causait avec les morts. Avec cela, les embarras d'argent l'accablaient sans toutefois la décourager. Elle considérait ces épreuves matérielles comme des décrets du ciel, auxquels elle devait se soumettre « joyeusement ».

Rentrée en Livonie, en 1810, lors de la mort de sa mère, elle revint à Bade en 1811 et on la retrouve tantôt dans cette ville, tantôt à Carlsruhe et à Strasbourg, où elle retrouva une ancienne connaissance de Montpellier, le préfet Lezay-Marnésia. Sur le point de rendre visite à un autre sectaire mystique, le pasteur Oberlin, au Ban de la Roche, elle engagea le préfet et sa femme à l'y accompagner. Ce voyage impressionna M. Lezay au point de l'amener à adhérer à la secte chiliaste qui devint ainsi toute-puissante à Strasbourg. Le pauvre préfet ne se rendit pas compte que les chiliastes, dans leurs prédications, prophétisaient la chute « d'Apollyon » et qu'il accordait ainsi, à son insu, protection aux ennemis de l'empereur.

En 1813, nous trouvons Mme de Krudener à Genève. Elle réunit autour d'elle un groupe de pasteurs frondeurs à l'égard du protestantisme officiel, et s'attire ainsi des inimitiés qui l'engagèrent, au bout de deux mois, à quitter la ville

de Calvin pour retourner dans le duché de Bade, où le mysticisme charlatanesque de Jung-Stilling et consorts était plus que jamais en vogue à la cour.

L'exaltation de la baronne alla en augmentant, excitée et stimulée par les faveurs princières : l'orgueil avait sa grosse part dans ses pratiques. « J'ai pu prêcher Christ, » écrit-elle le 20 août 1814 « aux reines et à l'impératrice, et parler du Sauveur dernièrement à la reine de Hollande et au vice-roi, en leur annonçant les grands événements prochains. »

Son auditoire, en effet, à Bade, comprenait l'impératrice Élisabeth, princesse de Bade et femme d'Alexandre Ier, le prince Eugène de Beauharnais, la reine Hortense, la reine de Bavière, l'ex-reine de Suède. « Les grands événements prochains » avaient été prédits par Jung-Stilling : l'année 1815 serait la date fatale, le commencement de la fin des temps, elle inaugurerait l'ère des « trois libérateurs », Alexandre, François et Frédéric-Guillaume.

A cette époque aussi, le pasteur Fontaines, aidé de la Kummer, cherchait à faire épouser par son frère, pharmacien de village, Juliette, fille de la baronne. On persuadait à celle-ci qu'il ne s'agissait que d'un « mariage mystique », où la mariée gardait toute sa liberté et qui n'enga-

geait à rien. Paul de Krudener, averti, accourut à temps pour empêcher ce scandale.

III

Nous entrons ainsi dans la phase politique du mouvement piétiste. Par ce qui précède, on a pu voir que les chefs, tels que Jung-Stilling, Oberlin, Adam Muller et autres, jouissaient de faveurs spéciales auprès de certaines cours allemandes et surtout auprès de celle de Carslruhe ; protégés par l'impératrice Élisabeth, ils furent bientôt en rapports suivis avec l'entourage de la cour de Russie. Ils avaient jeté leur dévolu sur le tsar Alexandre, qu'ils tenaient à attacher à leur secte. Mlle Roxandre de Stourdza, demoiselle d'honneur de la tsarine, affiliée, à l'exemple de sa maîtresse aux chiliastes, gagna à sa cause son frère, l'un des secrétaires du tsar, qui se lia intimement avec Jung-Stilling. Stourdza assista régulièrement, dans un costume fantastique, aux réunions de Jung, véritables conciliabules à la fois politiques et religieux. Le poète allemand Schenkendorff y faisait des conférences plus politiques que religieuses, fulminant ses foudres contre « le despote, le tyran de l'Allemagne ».

Les Stourdza, frère et sœur, mirent le tsar en relation avec Jung, avec lequel l'empereur eut, en

1814, un long entretien à Bruchsal, dans le pays de Bade. Il a été écrit beaucoup sur Alexandre Ier, ses nombreux biographes ont émis sur son caractère des jugements divers, mais tous sont d'accord pour lui attribuer une forte sensibilité de cœur mêlée à une grande mobilité d'idées et un esprit porté aux idées mystiques. L'un de ses précepteurs, le major Masson, dit de son impérial élève : « Il manque de caractère et de confiance pour rechercher l'homme de mérite ; il est à craindre que le plus importun ou le plus effronté, qui est ordinairement le plus ignare ou le plus méchant, ne parvienne à le captiver. » — « C'est vraiment bien dommage, dit Hardenberg, qu'Alexandre, à côté de tant de belles et aimables qualités, soit sans aucune énergie et sans aucun caractère. » Napoléon, en 1810, parlant à Metternich, disait d'Alexandre Ier : « A côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de charmer ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. C'est un je ne sais quoi que je ne pourrais mieux expliquer qu'en vous disant qu'en tout il lui manque toujours quelque chose ; ce qui lui manque varie à l'infini ».

Metternich lui-même s'exprime : « Le caractère d'Alexandre offrait un singulier mélange de qualités viriles et de faiblesses féminines. Il avait certainement de l'esprit, mais son esprit manquait

de profondeur ; il s'égarait avec une égale facilité, soit qu'il s'engouât d'idées fausses, soit qu'il s'en défiât outre mesure. Comme il était changeant et que sa pensée était d'une mobilité extraordinaire, les systèmes qu'il embrassait ne ne se heurtaient pas chez lui, mais se succédaient. Après 1812, ses anciennes idées de philanthropie et de libéralisme non seulement avaient repris leur empire sur son esprit, mais encore elles s'enflammaient à l'esprit du temps. En 1814, elles étaient à leur apogée ; en 1815, elles avaient déjà fait place au mysticisme religieux. »

Metternich se trompe de date : dès 1812, Alexandre s'était jeté dans les contemplations religieuses. A l'époque de la prise de Moscou, ayant confessé le trouble de son âme à son ami Galitzine, celui-ci lui conseilla de chercher des consolations dans la Bible. Quelques jours après. le tsar, entrant chez l'impératrice, lui causa une grande surprise, en lui demandant si elle avait une Bible. Elle lui remit la sienne (une traduction française de la Vulgate, imprimée à Cologne); de retour dans son appartement, il se mit à la lire avec attention. Dès lors, il chercha tout dans la Bible. L'amiral Tchichakoff compulsa pour lui les psaumes et les prophètes : le résultat de ce travail fut une relation de la campagne de

Russie composée en entier de citations bibliques. Converti aux idées religieuses, Alexandre voulut que tout le peuple russe eût part à la même bénédiction.

Le 14 janvier 1813, il fonda la Société biblique de Saint-Pétersbourg et institua un comité directeur où figurait, entre autres, le frère de Mme de Krudener. Toutes les sectes religieuses de l'empire furent conviées à coopérer à la propagande biblique. Les campagnes de 1813 et 1814 lui rendirent le courage. Dieu l'avait pardonné en récompense de sa piété. C'est dans ces dispositions qu'il entra en relations avec Jung-Stilling et les chiliastes.

L'entrevue du chef de secte avec Alexandre ne paraît pas avoir produit l'effet attendu, le tsar ne trouvant pas dans les généralités pieuses, débitées par Jung, les consolations et l'apaisement de son esprit tourmenté. C'est alors que la secte résolut de changer la personne du missionnaire et elle choisit la baronne de Krudener, une de ses zélées adeptes, sujette russe et en correspondance suivie avec l'entourage influent de l'empereur, surtout avec Mlle de Stourdza. Celle-ci, au cours de l'année 1814, songea à se retirer du monde et à consacrer sa grande fortune à la fondation d'un couvent ouvert aux trois grandes branches du christianisme. Mme de Swetchine

aussi prit une part active à ces projets et à toute cette propagande mystique qui allait envelopper le tsar.

Mme de Krudener, veuve d'ambassadeur, descendante d'une illustre famille russe, eut facilement ses entrées à la cour de Bade, rendez-vous de la famille impériale de Russie pendant l'année 1814; elle devint confidente de l'impératrice Élisabeth qui, « toujours désireuse, » écrit M. de Falloux au sujet de Mme de Krudner, « de rappeler son mari à des sentiments plus graves », communiqua au tsar toutes les lettres échangées entre Mlle Roxandre de Stourdza et Mme de Krudener. Celle-ci, encouragée de la sorte, se mit bientôt à prophétiser. L'année 1815 devait voir de grandes choses. Elle rappelait à son amie Roxandre, qui avait accompagné son frère au congrès de Vienne, la vanité des plaisirs mondains et la nécessité où était le tsar, « le roi des rois », de préparer la terre aux évènements prochains.

Apocalyptique et flatteuse à la fois, ayant toujours en vue le but que les chiliastes avaient assigné à sa mission, sachant que toutes ses lettres seraient communiquées à Alexandre, elle écrivit à son amie, le 27 octobre 1814 : « Vous voudriez pouvoir me parler de tant de grandes et profondes beautés de l'âme de l'empereur. Je crois en savoir déjà beaucoup sur lui. Je sais

depuis longtemps que le Seigneur me donnera la joie de le voir. J'ai d'immenses choses à lui dire, car j'ai beaucoup éprouvé à son sujet; le Seigneur seul peut préparer son cœur à les recevoir... » Cette entrevue qu'elle ambitionne, elle y revient dans toutes ses lettres à son amie. Pour impressionner davantage l'empereur, elle rappelle ses relations avec feue la reine Louise de Prusse, dont le tsar avait gardé un tendre souvenir. « Oh! que le monde, écrivait-elle encore, sait peu ce qui l'attend, quand la politique sacrée prendra les rênes de tout! »

Alexandre, pendant les campagnes et les congrès de 1813 et 1814, avait été successivement agité par les idées les plus diverses; on le voyait tantôt contre-révolutionnaire, tantôt favorable aux idées libérales, despote et philanthrope; irrité contre la France, puis s'érigeant en défenseur de ce pays; ennemi des Bourbons, porté pour le duc d'Orléans et un moment même pour Napoléon Ier. Avec cela ne perdant pas de vue les intérêts de son empire et luttant à outrance, au congrès de Vienne, contre les desseins opposés de l'Autriche et de l'Angleterre.

Il y jouait un rôle prépondérant qui est constaté assez malicieusement par M. de Gentz, écrivant au prince de Moldavie : « Alexandre est venu ici, d'abord pour se faire admirer (ce qui

est toujours sa pensée première), puis pour diriger lui-même les importantes négociations au sujet du partage du butin enlevé à l'ennemi commun. Par outrecuidance, il faisait semblant de se mêler à toutes les affaires de l'Europe et voulait passer pour l'arbitre de ses destinées. »

A l'apogée de ses succès diplomatiques et dans l'entraînement des plaisirs qui délassaient journellement les hôtes de l'empereur François, le tsar montra d'abord beaucoup d'indifférence aux prêches de la baronne. Le retour d'Elbe le secoua de nouveau pour le faire revenir aux idées religieuses. Vaincu par Napoléon, il s'était cru abandonné par le Seigneur qui le punissait pour ses péchés ; victorieux, il voyait en Napoléon un plus grand criminel que lui, un véritable Antéchrist. Mlle de Stourdza montra au tsar les anciennes lettres où la baronne semblait avoir prédit « le retour de l'Ange noir » et demanda à son amie quelques nouvelles explications. Mme de Krudener s'empressa de la satisfaire. N'avait-elle pas parlé « des lys qui allaient paraître pour disparaître » ? Et une autre fois : « Beaucoup de personnes, voyant que j'étais instruite d'avance de grands évènements, me croient mêlée dans les affaires politiques. Hélas ! si je ne savais que ce qui se passe dans les cabinets, je saurais peu et je serais dans les ténèbres. » Avertie que cette lettre avait

troublé l'empereur, elle redoubla de prédictions sur les grandes choses qui allaient s'accomplir et dont le tsar devait être le héros.

IV

Sur ces entrefaites, Mme de Krudener avait été obligée de changer de résidence. Naguère expulsée, en compagnie de Fontaines, du Wurtemberg, elle eut, dans le courant de mars 1815, le même sort dans le grand-duché de Bade. Les conventicules piétistes commencèrent à porter ombrage aux autorités badoises qui, renseignées par celles du Wurtemberg sur les motifs de l'expulsion antérieure, prirent alors une mesure analogue. Sous le nom d'un citoyen suisse, la baronne acquit alors une petite propriété, y installa Fontaines et s'établit elle-même, avec sa fille et le pasteur Empeytaz, près de là, sur le territoire badois, enclavé dans le Wurtemberg, dans le moulin de Schluchtern, près de Weinsberg. La baronne reprit, dans cette contrée, la campagne chiliaste en vue de l'émigration à Jérusalem, où le Messie allait reparaître, où l'on se réunirait aux Juifs pour prendre part aux bénédictions qui leur sont promises. La secte poussait ainsi les paysans à vendre toutes leurs propriétés pour aller s'établir au pied du Caucase,

dans l'attente du retour des Juifs à Jérusalem. Koch, le meunier de Schluchtern, où demeurait Mme de Krudener, fit ainsi : il vendit tout ce qu'il possédait et se rendit à Odessa.

A ce moment, la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes était parvenue à Vienne, bien à propos pour ramener l'union au sein du Congrès, qui menaçait de se dissoudre pour offrir au monde le spectacle d'une guerre formidable entre les alliés de la veille. Alexandre fut le plus irrité contre Napoléon, le plus énergique dans les résolutions à adopter contre le perturbateur. Il activa les négociations au sujet de la convention destinée à en finir avec l'ennemi commun ; il se proclama le défenseur des libertés de l'Europe menacée par le retour de l'usurpateur. Cet évènement l'avait d'autant plus exaspéré que, peu de jours auparavant, il avait fait connaître son intention d'adresser aux peuples de l'Europe un manifeste protestant de sa ferme volonté d'inaugurer une ère de paix.

C'est au mois de février qu'il avait eu, à ce sujet, un long entretien avec lord Castlereagh, qui en avait été vivement impressionné. Le tsar lui avait exprimé son ardent désir de maintenir la paix sa vie durant et de tranquilliser l'Europe par une déclaration solennelle à laquelle s'associeraient tous les souverains. M. de Gentz avait

été chargé de la rédaction de ce manifeste, glorifiant l'action du Congrès et annonçant aux peuples toutes les bénédictions terrestres. Ce pompeux manifeste, que l'on résolut d'ailleurs de tenir secret jusqu'à nouvel ordre, excita l'enthousiasme du tsar et, dans l'intimité bien entendu, le sarcasme du prince de Metternich qui, plaisantant l'auteur du document, lui disait : « Vous prêtez au Congrès, contre lequel personne plus que vous n'a tonné, un langage, comme si nous devions rapporter l'âge d'or sur la terre. » Ce manifeste ne fut jamais officiellement publié : Gentz, son auteur, le qualifie dans son journal « une des plus belles pièces de ma vie ».

Qu'on juge du désenchantement d'Alexandre si rudement secoué, dans ses rêves philanthropiques, par le retour d'Elbe. L'ère de paix n'était pas encore venue. Il fallait de nouveau entrer en guerre. Le danger apparut immense au tsar; ses sentiments religieux se réveillèrent violemment. Dieu lui avait ménagé une nouvelle épreuve; il fallait s'y préparer avec le cœur du chrétien, entrer en campagne réconcilié avec le Seigneur, se réconcilier avec ses ennemis. L'un de ces derniers fut le prince de Metternich. En 1814, pendant le Congrès de Vienne, au sujet de la Pologne, que le tsar revendiquait tout entière, contrairement aux vues de l'Autriche, une vio-

lente altercation s'était élevée entre Alexandre et le chancelier autrichien. Mandé auprès de son souverain, Metternich apprit que le tsar voulait lui demander une réparation par les armes.

Le chancelier refusa la rétraction demandée; mais l'affaire n'eut pas d'autre suite, si ce n'est que, pendant six mois, les deux adversaires évitèrent tout contact extra-officiel.

On les voyait dans les salons de Vienne, chacun feignant d'ignorer la présence de l'autre. La haute société glosait et commentait à perte de vue. Le retour de Napoléon les réconcilia. Obligé de se rendre auprès du tsar pour lui apprendre la grande nouvelle et se concerter avec lui sur les mesures à prendre, Metternich allait se retirer, lorsque Alexandre lui dit : « Nous avons encore à vider un différend personnel. Nous sommes chrétiens tous les deux; or, notre sainte foi nous commande de pardonner les offenses. Embrassons-nous et que tout soit oublié. »

Voilà sous l'empire de quels sentiments et dans quelle disposition d'esprit, entretenu dans les contemplations mystiques par les Stourdza et Mme de Krudener, Alexandre quitta Vienne pour se rendre sur le théâtre de la guerre.

V

A la fin de mai, le quartier général du prince de Schwarzenberg, commandant en chef de l'armée autrichienne, était à Heilbronn. L'empereur François s'y rendit le 2 juin ; le tsar, qui y arriva le 4, fut reçu avec solennite. Après les réceptions officielles, qui avaient duré toute la journée, l'empereur Alexandre se retira dans ses appartements et fit condamner sa porte. Se livrant à ses méditations, il ouvrit sa Bible et lut son psaume du jour, qui était le XXe. « Nous lèverons, y est-il dit, l'étendard au nom de notre Dieu ; je sais déjà que l'Eternel sauve son oint. — Éternel, sauve le roi ! »

A ce moment, une dame se présente pour parler à l'empereur ; l'aide de camp, le prince Wolkonski, refuse de l'introduire, bien qu'elle se dise munie d'une lettre d'audience.

Elle persiste, déclarant qu'il est urgent qu'elle parle au souverain. Elle se nomme : l'officier se décide à l'annoncer, revient aussitôt, et, avec les marques d'un plus profond respect, lui offre le bras pour l'introduire. Le tsar, paraît-il, dès qu'on lui eut nommé Mme de Krudener, s'était écrié : « Mme de Krudener ! Quelle providence ! Où est-elle ? »

L'entretien dura trois heures. Fort tard dans la nuit, la baronne retourna dans son établissement de Weinsberg, pour le quitter quelques jours après, en compagnie de sa fille et du pasteur Empeytaz. Le tsar l'avait engagée à le suivre à Heidelberg, où elle arriva le 9 juin.

Que s'était-il passé dans cet entretien de trois heures? D'après Eynard biographe de Mme de Krudener, le tsar aurait, plus tard, raconté à Mlle de Stourdza, qu'il pensait à la baronne au moment même où l'aide de camp entra pour l'annoncer. Empeytaz, au sujet de cet entretien, rapporte que la baronne s'appliqua à faire rentrer l'empereur en lui-même, en lui montrant son état de péché et en lui reprochant de ne pas s'être assez humilié devant Dieu. « Et voilà pourquoi vous n'avez pas de paix. Ecoutez la voix d'une femme qui a été aussi une grande pécheresse, mais qui a trouvé le pardon de tous ses péchés au pied de la croix du Christ ! »

Alexandre ne pouvait articuler que quelques paroles entrecoupées; la tête appuyée sur ses mains, il versait d'abondantes larmes. Effrayée de l'état de trouble du souverain, la baronne lui dit : « Sire, je vous demande pardon du ton sur lequel je vous ai parlé. Croyez que c'est dans la sincérité de mon cœur et devant Dieu que je vous ai dit des vérités qui ne vous ont pas encore

été dites. Je n'ai fait que m'acquitter d'un devoir sacré envers vous. — Soyez sans crainte, répondit l'empereur, tout votre discours est justifié dans mon cœur: vous m'avez aidé à découvrir en moi des choses que je n'y avais jamais vues; j'en rends grâces à Dieu; mais j'ai besoin d'avoir souvent de pareils entretiens et je vous prie de ne pas vous éloigner. »

A Heidelberg, la baronne s'installe dans une maison de paysan, non loin du logement du tsar qui, aussitôt arrivé, lui écrivit : « Vous me trouverez dans une petite maison hors de la ville. J'ai choisi cette habitation, préférablement à toute autre, parce que j'y ai trouvé ma bannière, une croix placée dans le jardin. »

Le séjour de Heidelberg se passadans les prières et les entretiens religieux avec Mme de Krudener et le pasteur Empeytaz. Ce dernier affirme que la politique resta étrangère à ces conversations. Toutefois, l'empereur rattachait ses pratiques de piété aux événements du dehors : sa réconciliation avec Dieu devait assurer le succès à sa cause et à celle de ses alliés. « Cette cause, disait-il, est celle de Dieu puisqu'il s'agit du bonheur des peuples. Oh! que Dieu m'accorde la grâce de procurer la paix à l'Europe! Je suis prêt à donner ma vie dans ce but! »

Les premières nouvelles du théâtre de la guerre

en Belgique sont mauvaises : mais, sa foi n'est pas ébranlée ; il prie, lit les psaumes, console son entourage. Son exaltation religieuse est au comble le jour où il apprend la victoire de Waterloo. Il tombe à genoux et, se relevant après sa prière, il s'écrie : « Oh ! que je suis heureux, mon Sauveur est avec moi ! Je suis un grand pécheur, et il veut bien se servir de moi, pour procurer la paix aux peuples. »

Nous sommes entré dans ces détails de la vie intime d'Alexandre pour expliquer dans quelle disposition d'esprit il fit, vers la fin de juin, son entrée à Paris.

Il y continuait les exercices de Heidelberg. Il avait ordonné à Mme de Krudener de le suivre. La baronne se rendit d'abord à Carlsruhe et se mit, avec sa fille et son gendre, M. de Berckheim, vers le milieu de juillet, en route, avec un passeport signé d'Alexandre, pour Paris, où elle arriva le 14 juillet. Sur le désir de l'empereur, elle loua un hôtel au faubourg Saint-Honoré, tout près du Palais de l'Elysée. L'hôtel avait une sortie sur les Champs-Elysées et l'empereur possédait une clé de cette porte. Mme de Krudener, de son côté, assista tous les dimanches au service orthodoxe grec qui fut célébré dans la chapelle de l'Elysée ; elle se tenait dans une chambre contiguë à cette chapelle.

Bientôt on connut à Paris l'influence de la baronne sur l'esprit de l'empereur : aussi son hôtel devint-il promptement un but de pèlerinage du grand monde. On y voyait Benjamin Constant, Grégoire, Chateaubriand, Mme Récamier, Mme de Duras et, très fréquemment, le mesmérien Bergasse. On y venait sur le bruit qu'on y voyait des miracles. Mais les miracles y faisaient défaut : tout se réduisait à un service du culte, célébré par Empeytaz et auquel assistait l'empereur. Peu à peu, les curieux s'éloignèrent et la baronne ne garda plus que deux fidèles habitués : Benjamin Constant et Bergasse. Sur le désir de ce dernier, magnétiseur émérite, on fit venir d'Allemagne les vieilles connaissances, c'est-à-dire le pasteur Fontaines et la prophétesse Kummer. Par cette somnambule, on voulait impressionner l'empereur.

Ici, nous allons citer Eynard, le biographe de la baronne. « A l'heure où l'empereur traversait l'antichambre de l'hôtel, il trouve Marie Kummer étendue sur un canapé. Il s'informe. Fontaines prend la parole et annonce à l'empereur que c'est une prophétesse de l'Eternel qui avait à lui parler de la part de Dieu. L'empereur s'assied, prêt à écouter, et la Kummer commence un discours sentencieux, qui se terminait par une demande de fonds pour la création d'une com-

munauté chrétienne dans les environs de Weinsberg. Mme de Krudener, évidemment indignée, se leva et, ayant amené l'empereur au salon, se confondit en excuses. Le tsar la rassura, mais la priant de se débarrasser de ces gens le plus tôt possible. Toutefois, l'aventure avait vivement froissé l'empereur, qui commença à douter de ses amis. »

La baronne, du reste, disons-le ici, bien que gênée et harassée par les fournisseurs, ne tira aucun profit de ses relations avec l'empereur et il ne semble pas que celui-ci lui ait ouvert sa bourse.

VI

Il n'est pas douteux que ces méditations religieuses, auxquelles se joignaient ses aspirations philanthropiques, influèrent beaucoup sur la conduite politique d'Alexandre à Paris. Il y était arrivé avec de mauvaises dispositions à l'égard des Bourbons; d'après M. de Gentz, il avait une préférence invariable pour les idées du parti constitutionnnel et un penchant médiocre pour Louis XVIII. Mais les considérations qu'il devait à ses alliés, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, l'empêchaient de suivre ses propres idées : il finit donc par se ranger de leur côté,

c'est-à-dire, par consentir à la restauration de Louis XVIII.

En revanche, il modérait leurs exigences et surtout celles de la Prusse, relativement aux conditions à imposer à la France. Il intervenait, en maintes circonstances, entre ses alliés et le gouvernement français. C'est à lui que Louis XVIII s'adressa, et avec succès, pour sauver le pont d'Iéna, que Blücher avait résolu de faire sauter. Sur une quantité de points, il différait d'avis avec les deux autres souverains. « La coalition, écrit M. de Gentz à la fin d'août, se maintient parce que les grands cabinets y voient une mesure de police générale, un remède commun contre les agitations populaires. Sans ce but et si elle n'avait d'autre objet que le rétablissement de l'ordre en France, elle serait près de se dissoudre. »

Après quelques semaines de séjour à Paris, le tsar était devenu l'ami des Bourbons, grâce surtout à l'influence croissante de Pozzo di Borgo, alors ambassadeur de Russie auprès du gouvernement français. Par son système de modération et de ménagements, il avait acquis une véritable popularité. « Il est certain, écrit M. de Gentz, que la Russie n'a plus rien à craindre de la part de la France et que, les orages actuels passés, elle pourra tirer de l'amitié de ce pays les plus grands avantages. Le tsar dicte lui-même un

mémoire « pour protester » contre l'application d'un système d'extension et de conquête à l'égard de la France. Il recommande à ses alliés de rester fidèles aux principes de générosité et de modération qui les avaient distingués jusque-là. »

Sa sollicitude pour les intérêts français était tellement vive et accentuée, qu'elle donna lieu à des bruits, absolument dénués de fondement, d'une convention secrète avec Louis XVIII, par laquelle le roi se serait engagé à ne pas s'opposer à la conquête, par la Russie, de l'Empire ottoman. Ces bruits, comme on le pense bien, avaient fortement ému les Anglais et les Autrichiens, dont la diplomatie ne se rassura qu'après une minutieuse enquête qui montra le vide des racontars.

Paris, qui ignorait les incidents relatifs aux charlatans imprudemment appelés à l'Élysée, attribuait à Mme de Krudener une influence sur le tsar qui dépassait la réalité. On est plus près de la vérité en pensant que la baronne ne se mêlait point de politique proprement dite. Alexandre causait avec elle religion et priait sous sa dictée : ce qui n'exclut pas que, sous l'empire de ses prédications, il cherchât peut-être à conformer les actes aux préceptes. En tout cas, il témoignait un profond respect à sa directrice spirituelle et lui rendait de grands honneurs.

Le fait le plus frappant, sous ce rapport, se produisit à la revue du 11 septembre, dans la plaine des Vertus, où le tsar vint célébrer des actions de grâce. Mme de Krudener était auprès du souverain pendant que les troupes vinrent plier le genou devant Dieu.

Cette revue précéda de peu de jours le départ d'Alexandre. Allant prendre congé de la baronne, il lui dit : « Je vais quitter la France ; mais avant mon départ, je veux, par un acte public, rendre à Dieu, le Père, le Fils et le Saint-Esprit, l'hommage que nous lui devons pour la protection qu'il nous a accordée, et inviter les peuples à se ranger sous l'obéissance de l'Évangile. Je vous apporte le projet de cet acte, vous priant de l'examiner attentivement; et, s'il y a quelque expression que vous n'approuviez pas vous voudrez bien me la faire connaître. Je désire que l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse s'unissent à nous dans cet acte d'adoration, afin qu'on nous voie, comme les Mages d'Orient, reconnaître la suprême autorité du Dieu-Sauveur. Vous vous unirez à moi pour demander à Dieu que mes alliés soient disposés à le signer. » Le lendemain, il vint reprendre son projet.

Tel est le récit du pasteur Empeytaz. Les historiens, depuis cette époque, ont beaucoup controversé sur l'origine de cet acte, connu sous

le nom de traité de la Sainte-Alliance. Nul doute, quoi qu'on en dise, que l'idée première en appartient à Alexandre Ier. On a affirmé que Frédéric le Grand avait déjà imaginé la combinaison d'une alliance des trois puissances du Nord. D'autres ont prétendu que Frédéric-Guillaume III avait suggéré au tsar, après la bataille de Bautzen, l'idée de placer leur alliance sous les auspices de l'Évangile. Nous avons vu plus haut qu'Alexandre, peu de jours avant le retour d'Elbe, proposait au Congrès la rédaction d'une sorte de manifeste philanthropique aux peuples de l'Europe. Il paraît donc fort probable que, sous l'influence de Mm de Krudener, il était porté à terminer l'œuvre de paix par quelque acte imprimant à cette œuvre un cachet religieux. On s'explique ainsi que Mme de Krudener, cédant à un mouvement de vanité dont ni les pieux, ni les piétistes ne sont exempts, ait tenu à accréditer la croyance que l'acte en question était le produit de ses inspirations.

Interrogée à ce sujet, elle donnait des réponses évasives ou contradictoires. Elle voulait bien que l'on crût que l'œuvre était sienne, mais elle n'osait pas le déclarer ouvertement. « Dieu seul a tout conduit, disait-elle à l'un de ses nombreux interlocuteurs; je n'ai été que son instrument. Dieu a voulu que je suggérasse au grand et pieux

Alexandre l'idée première de la Sainte-Alliance. L'empereur goûta mon projet. Il dressa un brouillon qu'il me soumit. » Ce récit, publié, aussitôt, dans une brochure à Leipzig, irrita fortement le tsar qui fit adresser à la baronne une verte semonce. Aussi, quelques semaines après, interrogée de nouveau, elle répondit : « Dieu et l'empereur ont tout fait. Consultée par mon prince, j'ai approuvé ses projets et je me suis vouée au grand œuvre qu'il avait entrepris. »

VII

La légende, fausse une fois de plus, a identifié l'acte de la Sainte-Alliance avec la politique du prince de Metternich. Il est donc indispensable de voir ce que le chancelier autrichien dit sur cet événement. Dans son autobiographie le prince raconte ceci :

« Pendant les négociations qui amenèrent la deuxième paix de Paris, l'empereur Alexandre me pria de me rendre auprès de lui. Il me dit qu'il était occupé d'une grande entreprise, qu'il lui fallait discuter avant tout avec l'empereur François. « Il y a des questions, continua le tsar, qu'il appartient au sentiment de trancher ; or, les sentiments obéissent à l'influence de conditions et de situations toutes personnelles. Celles-

ci agissent fatalement sur les individus. S'il s'agissait d'une affaire, je vous demanderais conseil; mais la chose dont je parle est d'un ordre tel que les ministres ne peuvent m'être d'aucun secours; c'est aux souverains seuls qu'il est possible de se prononcer. Dites à l'empereur François que je désire l'entretenir d'un sujet dont je ne puis m'ouvrir qu'à lui-même. Quand je lui aurai parlé, il sera dans son droit, en vous consultant, mon cher prince. »

« Quelques jours après, l'empereur François me fit appeler et m'informa, que le même jour, il était aller voir le tsar, qui l'avait prié de s'entrenir seul à seul avec lui d'un sujet de la plus haute importance. « Le sujet, ajouta Sa Majesté, vous le connaîtrez par l'écrit qu'il m'a remis pour que je l'examine à fond... J'ai accepté l'écrit autographe que le tsar m'a présenté et que je me suis réservé de juger plus tard. Lisez-le, examinez-le, puis vous me direz votre opinion sur cette pièce. Quant à moi, je ne la goûte nullement, et les idées que j'y ai trouvées me font plutôt faire des réflexions très sérieuses. » Pour ma part, je n'eus pas besoin d'un examen très approfondi pour reconnaître que cet écrit n'avait pas d'autre valeur et d'autre sens que ceux d'une aspiration philanthropique déguisée sous le manteau de la religion; je trouvai qu'il ne pouvait y avoir là

matière d'un traité à conclure entre les souverains et qu'il contenait plus d'une proposition qui pourrait mal être interprétée au point de vue religieux.

« Ainsi le jugement que je portais sur le projet de traité s'accordait avec celui de l'empereur François. Comme le tsar avait dit à ce dernier qu'il communiquerait cette pièce au roi de Prusse, Sa Majesté m'ordonna d'aller trouver le roi et de lui demander son avis sur l'écrit en question. Le roi parla dans le même sens que l'empereur François ; seulement, il hésita à rejeter absolument les idées du tsar. Nous pûmes toutefois nous entendre sur l'impossibilité de rédiger l'acte sans faire dans le texte quelques changements indispensables. Même avec des modifications, le traité ne souriait qu'à moitié à l'empereur François. A la suite de ces pourparlers, les deux souverains me chargèrent d'aller trouver le tsar, comme leur plénipotentiaire commun.

« Après un entretien qui dura plus d'une heure, je réussis, mais non sans peine, à convertir, en partie, l'auteur du projet et à lui faire sentir qu'il fallait absolument changer plusieurs phrases et laisser entièrement de côté certains passages. Je rendis compte à Sa Majesté des objections que je n'avais pas craint de faire au tsar contre cette entreprise au moins inutile, je lui répétai aussi ma prédiction relativement à l'inter-

prétation malveillante à laquelle le traité n'échapperait pas.

« L'empereur François m'approuva ; mais, malgré l'éloignement naturel que lui inspirait le projet, même avec des modifications, il se décida à signer le traité ainsi retouché, et cela par des raisons auxquelles je n'avais rien à opposer de ma part. Voilà l'histoire de la Sainte-Alliance qui, même dans l'esprit prévenu de son auteur, ne devait être qu'une manifestation morale, tandis qu'aux yeux des autres signataires de l'acte, elle n'avait pas même cette signification ; par conséquent, elle ne mérite aucune des interprétations que l'esprit de parti lui a données dans la suite. La preuve la plus irréfutable de ce que j'avance se trouve, à mon avis, dans ce fait qu'ultérieurement il n'a jamais été question, entre les cabinets, de la « Sainte-Alliance », et que jamais il n'aurait pu en être question. Les partis hostiles aux souverains ont seuls exploité cet acte et s'en sont servis comme d'une arme pour calomnier les intentions les plus pures de leurs adversaires.

« La Sainte-Alliance n'a pas été fondée pour restreindre les droits des peuples ni pour favoriser l'absolutisme et la tyrannie sous n'importe quelle forme. Elle fut uniquement l'expression des sentiments mystiques de l'empereur Alexandre et l'application du christianisme à la politique.

C'est d'un mélange d'idées religieuses et d'idées politiques qu'est sortie la conception de la Sainte-Alliance; elle est éclose sous l'influence de Mme de Krudener et de M. Bergasse. Personne ne connaît mieux que moi tout ce qui se rapporte à « ce monument vide et sonore ».

Ce que dit le prince de Metternich sur les pourparlers relatifs à la Sainte-Alliance et sur les idées dont s'inspirait l'auteur de cet acte est confirmé par les publicistes russes qui ont pu puiser aux archives impériales de Saint-Pétersbourg. Sans toutefois mentionner la part qui revient à Mme de Krudener, au mesmérien Bergasse et à la secte chiliaste dans l'inspiration de cet acte, M. le professeur F. Martens s'exprime ainsi sur Alexandre Ier : « Il avait été appelé par sa haute destinée à servir d'instrument à la Providence au milieu des grands événements qui s'étaient accomplis. Son caractère aussi noble qu'impressionnable devait en garder des traces indélébiles. La chute de Napoléon, qui s'était élevé si haut par son génie, ne pouvait s'expliquer, dans la pensée de l'empereur Alexandre, que par les desseins immuables de Dieu... Alexandre traça de sa propre main le projet de la Sainte-Alliance, dont les membres s'engageaient à ne se laisser guider que par des préceptes de foi, d'amour, de vérité et de paix. Les commandements de la religion chrétienne

devaient présider dorénavant aux rapports des souverains et de leurs sujets. Tous les peuples seraient considérés comme membres de la même grande famille du Christ. » M. de Martens constate, à son tour, que ni l'empereur François ni Metternich ne sympathisaient avec ce projet « d'idées étranges et irréalisables ». L'empereur d'Autriche comme le roi de Prusse n'y adhéraient « qu'afin de resserrer à jamais des rapports d'amitié et d'entente commune avec l'empereur de Russie ».

VIII

Nous dirons tout à l'heure quelques mots sur les appréciations atténuantes que nous venons de citer. Il nous reste à parler de l'inspiratrice de l'acte, c'est-à-dire de Mme de Krudener et de ses amis de secte. Par le récit qu'on vient de lire, on a pu voir que les sentiments religieux s'étaient imprimés dans l'esprit du tsar, dès 1812, après la prise de Moscou par Napoléon ; qu'ils s'étaient fortifiés en lui à la suite des campagnes heureuses de 1813 et 1814 ; que, endormis au début du Congrès de Vienne, ils avaient été réveillés par les lettres-sermons de Mme de Krudener. De là, l'idée exprimée à Vienne, d'adresser aux peuples un manifeste dont la promulgation fut

empêchée par le retour de Napoléon en France. La rencontre personnelle d'Alexandre avec Mme de Krudener confirme ce souverain dans ses aspirations mystiques.

C'est sous l'empire de ces influences qu'il vit et agit pendant son second séjour à Paris et qu'il conçoit le projet de la Sainte-Alliance, document dont les termes trahissent ce langage si étrange et si biblique des sectes protestantes. La signature de cet acte le remplit de joie. « Tout son désir, écrit le pasteur Empeytaz, auxiliaire de Mme de Krudener, en retournant dans son empire, est de consacrer sa vie et ses facultés à l'avancement du règne de Jésus-Christ. Il nous fit promettre de le rejoindre prochainement et nous donna à tous rendez-vous à Pétersbourg, pour nous employer à cette œuvre qui était devenue l'œuvre et le besoin de son cœur. » Empeytaz n'exagère pas.

Le tsar, après avoir quitté Paris, écrit de Bâle à une amie : « Mon séjour à Paris a été d'un intérêt immense quant à celui de l'avancement de l'œuvre du Seigneur. Combien je le bénis, à chaque instant du jour, de m'avoir mis sur cette voie de vérité et de véritable vie, si différente, si supérieure à cette autre vie misérable dont on apprend toujours plus à connaître le néant. »

La coopération spirituelle de Mme de Krudener

à cette œuvre moralisatrice conçue par Alexandre, ne survécut pas longtemps au séjour de Paris et le tsar ne tarda pas à rompre les liens qui l'avaient attaché aux chiliastes et à leur propagande.

Parlons d'abord de la baronne. Des embarras financiers l'avaient empêchée de se rendre immédiatement à l'invitation du tsar pour Saint-Pétersbourg. Elle ne quitta Paris que trois semaines après le départ d'Alexandre, prit la route de Suisse et s'arrêta à Bœnningen, centre de la Société biblique. Là, elle fit connaissance avec un nommé Kellner, ex-employé infidèle des postes de Brunswick, qui s'était réfugié au sein des sectes bibliques. Ce drôle s'empara de l'esprit mobile de la baronne, en lui persuadant qu'elle était une Envoyée du Ciel, le messager prédit par Esaïe, la femme dont parle l'Apocalypse : « La femme revêtue du soleil, ayant la lune sous les pieds et douze étoiles au front. » Séduite par ces adulations, empêchée d'ailleurs par d'autres circonstances restées obscures, Mme de Krudener resta en Suisse.

Il n'est pas improbable que le tsar lui ait fait interdire le retour en Russie. Elle avait été indiscrète. Partout elle fit répandre cette assertion que la Sainte-Alliance était son œuvre à elle. Ces bruits étaient parvenus aux oreilles de l'empereur.

Dès le premier jour, le traité de la Sainte-Alliance avait été frappé d'impopularité ; les journaux en attaquaient le principal auteur, critiquaient ses relations avec la baronne et tout son entourage de sectaires bibliques. Le tsar en fut vivement froissé. Un peu sur le tard, il se renseignait sur le passé de la baronne, apprenait ses relations avec l'imposteur Fontaines, les démêlés de tous ces gens avec les polices badoise et wurtembergeoise. Sans confondre ce drôle avec la baronne, il ne pouvait méconnaître que les débordements de Fontaines rejaillissaient sur elle et qu'elle devenait ainsi pour lui-même une personne compromettante.

Ce fut le commencement de la disgrâce de la baronne. Les embarras d'argent vinrent s'y ajouter. Fontaines l'avait engagée dans des dettes ; son domaine en Wurtemberg fut confisqué. Le roi de Wurtemberg lui interdit l'entrée de ses États par suite des rapports de police qui la signalaient comme une vulgaire aventurière, faisant commerce d'ordres et de rubans. Le fait est que sa vie en Suisse, où, sous l'égide de Kellner, elle faisait métier de prophétesse et produisait des miracles, n'est plus qu'aventure. Ses prédications, prenant à partie les bourgeois, flattant les pauvres, se transformèrent peu à peu en agitation politique et socialiste. La folie est conta-

gieuse : de Suisse, elle alla se communiquer à l'Allemagne. L'agitation religieuse envahissait le domaine de la politique, les sectes protestantes devenaient gênantes pour les gouvernements. L'attention de Metternich fut mise en éveil. Le Chancelier autrichien rendait le tsar responsable de tous ces faits et c'est au cabinet de Saint-Pétersbourg qu'au mois de juin 1817 il adresse de sévères remontrances.

Il expose, dans une dépêche envoyée à l'ambassadeur d'Autriche, comment le siècle d'irreligion est suivi d'une époque de réaction morale et religieuse, que tout esprit de réaction est faux et injuste, que les hommes sages ne doivent être ni la dupe des faux philosophes ni le jouet des faux religieux. L'agitation des sectes est devenue une épidémie. Passant en revue toutes les insanités enseignées et pratiquées par les sectaires, il aborde directement son sujet. « Vous avez vu, sans doute, dans les gazettes de Suisse, et principalement dans celle d'Aarau, des publications auxquelles les gouvernements se sont vus forcés d'avoir recours contre les prédications de Mme de Krudener ; la tendance de cette femme est plus dangereuse que toutes les autres, parce que ses prédications ont toutes pour but d'exciter les classes indigentes contre les propriétaires. »

Le chancelier désire que les « grands gouver-

nements » mettent un frein à une agitation qui pourra servir de masque aux partis politiques mécontents, désireux de s'emparer de toutes les questions de désordre : « Il nous est peut-être réservé, conclut-il, de voir les rédacteurs du *Nain jaune* et du *Vrai Libéral* prêcher contre les vanités de ce monde et de voir Carnot et Barère se faire les apôtres de la nouvelle Jérusalem. » Aux yeux de Metternich, en un mot, ce mouvement des sectes protestantes, patronné jusqu'à un certain point par le tsar, était « un nouveau genre de révolution » contre lequel il fallait prendre des mesures.

Ce ne fut pas là l'avis de l'empereur Alexandre, qui se montra très froissé de l'attitude de son allié de Vienne. Une curieuse correspondance s'engagea entre Metternich et Nesselrode. On négociait justement l'entrevue des souverains pour 1818 ; et néanmoins, le différend religieux jeta du froid entre les diplomates des deux empires. Loin d'entrer dans les vues de Metternich relativement aux sectes, Nesselrode, sur la foi de renseignements inexacts, il est vrai, exprime le regret de son maître, de ce que le gouvernement autrichien ait prohibé la Société biblique, formée par des protestants. Metternich lui réplique que « l'empereur a été mal renseigné : le gouvernement autrichien n'a pas « abrogé »

la Société biblique, par la simple raison qu'il n'en existe pas chez lui; il ajoute même que jamais l'empereur François n'en permettra la formation. La vente et la lecture de la Bible sont libres en Autriche; mais le gouvernement n'entend pas laisser encourager une lecture qui n'est pas faite pour toutes les intelligences; certaines parties de la Bible renfermant des obscénités crûment racontées. Il est encore une autre considération qui guide l'empereur François : c'est la maladie du mysticisme, qui ravage l'Allemagne. Voyez ce qui se passe en Allemagne; voyez le succès des prédications de Mme de Krudener, que vous avez fait très sagement retourner en Russie. »

En soumettant cette réponse à son empereur, Metternich l'accompagne d'une lettre qui prouve combien peu on sympathisait à Vienne avec les tendances politiques et religieuses du tsar. « Votre Majesté, écrit le chancelier, s'est sans doute convaincue depuis longtemps que l'esprit de l'empereur Alexandre est incapable de persévérer dans le même ordre d'idées. Depuis 1815, il a quitté le jacobinisme pour se jeter dans le mysticisme. Toutefois, comme sa tendance est constamment révolutionnaire, ses sentiments religieux le sont également; aussi le protectorat des Sociétés bibliques ne pouvait lui échapper... Dans toutes les idées de l'empereur Alexandre, c'est

le désir des prosélytes qui tient la première place dans ses calculs. C'est dans cet esprit qu'il enrôle les jacobins en Italie et les sectes en Europe. Aujourd'hui, *les Droits de l'Homme* ont fait place aux *Lectures de la Bible.* » Disons ici que, cinq ans plus tard, Alexandre se rangea de l'avis de Metternich. Bien qu'enchaîné toujours dans les idées du mysticisme, il n'en supprima pas moins la Société biblique et celle des missions et interdit les conventicules religieux comme suspects de servir de centres démagogiques.

Mme de Krudener, vers la fin de l'été 1817, rentra en Russie, moins pour suivre l'invitation que le tsar lui avait faite à Paris, que forcée par les circonstances. Kellner avait fini par lui persuader qu'elle opérait des miracles ; elle y croyait fermement, prétendait avoir renouvelé le miracle de la multiplication des pains, ne cessait d'affirmer la divinité de sa mission ; bref, elle fit si bien que le gouvernement suisse, en raison des rassemblements populaires et des désordres que ses prédications provoquaient, lui ordonna de quitter le territoire fédéral et la fit conduire à la frontière. A petites étapes, traversant l'Allemagne, elle gagna Riga, où elle continua ses prédications jusqu'en 1820, époque où elle obtint l'autorisation de venir à Saint-Pétersbourg, voir son gendre malade. Là, la politique la reprit et la perdit.

L'agitation des Grecs l'entraîna dans une véritable campagne. C'était, disait-elle, l'heure de la lutte entre Mahomet et Jésus ; les souverains de la Sainte-Alliance avaient le devoir d'organiser la croisade contre le Turc.

Ces excitations irritèrent Alexandre : il ne voulait pas de guerre, il réformait l'armée par mesure d'économie et se préoccupait surtout de la propagande révolutionnaire dans son empire et dans le reste de l'Europe. Il était au congrès de Laybach, ce précurseur de celui de Vérone, lorsqu'il reçut la nouvelle du mouvement grécophile organisé par Capo d'Istria et Ypsilanti, secondés par Mme de Krudener. Les deux premiers, lors du retour du tsar, furent congédiés et exilés : la baronne reçut la visite d'Alexandre Tourgueneff qui lui lut, avec ordre de la rapporter, une longue lettre de l'empereur, lui ordonnant de quitter sur l'heure la capitale. Elle se rendit plus tard en Crimée, où elle mourut, peu guérie de ses hallucinations mystiques, en 1824.

La pensée d'Alexandre Ier, en fondant la Sainte-Alliance, fut généreuse : mais ce fut un beau rêve qui coûta cher aux intérêts russes. L'inaction qui en résulta pour la Russie profita grandement à sa puissante rivale, l'Angleterre. La Sainte-Alliance n'a jamais rempli son but idéaliste et

religieux : loin de là ! Elle n'a ni corroboré la fraternité des peuples, ni produit une législation conforme aux préceptes charitables de l'Évangile. Nous avons raconté plus haut que le prince de Metternich lui contestait toute portée politique et que, suivant lui, jamais il n'en a été question entre les souverains signataires de la « Sainte-Alliance ».

Cela peut être vrai; mais, où Metternich fait erreur, c'est lorsqu'il affirme que ce pacte à trois est resté sans aucun effet politique. Le chancelier avait vu juste, lorsqu'il exprimait, dès le début, la crainte que cet étrange traité ne donnât lieu à des interprétations fâcheuses et qu'il ne fût considéré comme un pacte des souverains contre la liberté des peuples. Son étiquette, en quelque sorte démonstrative de christianisme, inquiétait même la Porte Ottomane, qui commençait à ajouter foi aux bruits répandus par les journaux, que la Russie projetait une croisade contre la Turquie pour chasser les musulmans d'Europe et s'approprier leur empire.

Le tsar rassura le sultan et il fut sincère, comme on l'a vu plus tard, lors de l'insurrection des Grecs. C'est son successeur qui s'engagea dans les guerres contre le Turc, et encore ne le fit-il, à deux reprises, que contraint par le parti révolutionnaire du dedans. Non, la

Sainte-Alliance de l'empereur Alexandre Ier n'avait pas de but spécial politique et aucun de ses articles n'a la moindre portée pratique. Mais les contemporains ignoraient ce fait ; ils croyaient à l'existence d'articles secrets dirigés contre les libertés des peuples et ne pouvaient qu'être confirmés dans cette opinion par les actes, les faits et les gestes des trois souverains.

Le traité de la Sainte-Alliance créait entre Alexandre, François et Frédéric-Guillaume une sorte de solidarité morale et personnelle qui fit que, pendant toute la durée de leurs règnes respectifs, ils agissaient d'accord : solidarité dont les liens ne se relâchèrent que longtemps après leur mort. Et comme la chute de Napoléon et la restauration des Bourbons, actes contre-révolutionnaires, produisirent sur le continent un courant de réaction, ce fut la réaction qui prédomina dans la politique des trois cours du Nord. Alexandre eut beau regretter son initiative dans la Sainte-Alliance, faire retomber le poids de la disgrâce sur les Krudener et les Bergasse qui l'avaient poussé à cette folie : il ne put se soustraire aux conséquences de la solidarité qu'il avait établie sous le signe de la croix, avec ses deux autres alliés.

Le prince de Metternich pouvait se lamenter, au début, sur les fausses interprétations dont le

traité fut l'objet; lui-même inspira et dirigea pendant trente ans la politique des trois cabinets de la Sainte-Alliance, politique qui, si elle maintenait au dehors la paix générale, n'en fut pas moins, au dedans, une politique de réaction et parfois d'oppression. C'est là ce que le prince-régent d'Angleterre avait pressenti lorsqu'il refusa d'adhérer à la Sainte-Alliance et de continuer sous cette forme la Quadruple Alliance, naguère conclue pour combattre Napoléon.

Au lendemain de 1815 et surtout depuis 1818, Alexandre Ier, sous le coup des mouvements révolutionnaires dans son empire, abandonna toutes ses idées libérales pour s'associer à la politique de l'Autriche, et les deux cabinets, réunis, pesaient sur la politique de la Prusse, qui, depuis Iéna, cheminait dans les voies du libéralisme. On peut donc signaler, comme produits indirects de la Sainte-Alliance, les fameux décrets de Carlsbad, de 1819, et de Vienne, de 1834, dirigés contre les libertés publiques de l'Allemagne. La haute direction de la politique des trois cours passa, après la mort d'Alexandre, qui avait subi l'ascendant de Metternich, dans les mains de Nicolas, qui prima dès lors l'action du chancelier autrichien. L'influence russe devint, peu à peu, prédominante dans le centre de l'Europe.

Nicolas se croyait appelé à servir et à défendre l'Europe contre la Révolution et il combattait à outrance les tendances vers le régime parlementaire qui se manifestaient en Prusse. Son beau-père, Frédéric-Guillaume III, comme on l'a appris tout récemment, par des documents officiels, avait dû, sur la demande de Nicolas, laisser à son successeur un écrit par lequel il lui défendait d'accorder à ses sujets une Constitution, et cet engagement fut pour beaucoup dans les résistances de Frédéric-Guillaume IV, lesquelles amenèrent la révolution de Berlin de 1848. C'est cette catastrophe qui porta le premier coup à l'alliance des trois cours, c'est-à-dire à la Sainte-Alliance.

L'amitié à trois reçut une profonde blessure. Metternich, abandonné par sa propre cour, fut obligé de s'exiler; Frédéric-Guillaume IV dut saluer les cadavres des insurgés. Seul, Nicolas planant au-dessus d'eux, comme dernier soutien de l'ancienne alliance, s'établissait comme arbitre entre les deux rivaux, sauvant la dynastie de Habsbourg de l'insurrection hongroise qui, victorieuse, aurait aussitôt embrasé la Pologne; s'opposant carrément aux aspirations nationales et libérales de la Prusse; poussant à la restauration de la vieille Diète germanique au profit de la suprématie autrichienne, mais ne négli-

geant pas ses propres intérêts dans la presqu'île balkanique, que les fantaisies apocalytiques d'Alexandre Ier avaient quelque peu sacrifiés.

L'Autriche donna le coup de grâce à la Sainte-Alliance, à cette solidarité établie entre les trois souverains et dont le cabinet de Vienne, lors de la guerre d'Orient de 1853, en prêtant son appui aux puissances occidentales, rompit les liens. Au moment où Nicolas mourut, il ne restait plus rien des triples serments de 1815 : la Russie oubliait, pour l'Orient, son rôle de défenseur des principes conservateurs en Occident; la Prusse entreprenait son travail dissolvant dans la Confédération; l'Autriche se tournait du côté de la France, naguère mise au ban des vieilles cours. Des temps nouveaux, des nécessités nouvelles, mirent fin au rêve d'Alexandre et ramenèrent tout le monde à la prosaïque réalité qui substituait la politique des intérêts à la politique des principes et des sentiments.

Dans la vision extatique d'Alexandre, la Sainte-Alliance fut un météore lumineux : les générations contemporaines de la naissance et de la mort de cette conception mystique, n'ont jamais aperçu l'auréole du phénomène et n'en ont entrevu l'existence que par la chute des pierres tombées de haut sur le bas monde.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Brandebourg et Moscovie.

Voisins antagonistes et alliés. — Avant d'être voisins. — Les Russes appellent les étrangers d'Occident pour être instruits. — Les Allemands en Russie. — L'Ordre Teuton et la Russie contre les Polonais. — Jalousie entre l'ordre Teuton et la Russie. — Jugements réciproques des souverains de Prusse et de Russie. — Frédéric II craint les Russes et désire leur alliance. — Prusse et Russie unies contre la Pologne et l'Autriche, leurs adversaires communs. — Le Tsar de Moscou intermédiaire entre le Grand-Maître de Prusse et le roi de France. — Le Grand-Maître intermédiaire entre le Pape et le Tsar. — Intérêts qui, dès l'origine, ont uni la Russie et la Prusse. — C'est par la Pologne que la Russie se rapproche de l'Europe. — Le Brandebourg a besoin des seigles de Russie. — Les questions d'étiquette entre les deux États. — La Russie et les Turcs. — Le Tsar à cheval sur l'étiquette et les préséances vis-à-vis de l'Électeur. — Le Tsar demande que l'Électeur se lève en entendant prononcer son nom. — Brouilles diplomatiques pour des questions d'étiquette. — Le Tsar de Moscou le prend de haut avec l'Électeur du petit Brandebourg 1

CHAPITRE II

Frédéric Ier. — Frédéric-Guillaume Ier. — Pierre le Grand.

Pierre le Grand européanise la Russie. — Les Russes n'aiment pas les étrangers. — Pierre le Grand jugé par Frédéric le

Grand. — La Russie et le Brandebourg s'élevant ensemble. — Pierre appelle les Allemands. — Pierre le Grand reçu a Kœnigsberg par l'Électeur Frédéric III. — Traité d'alliance entre les deux souverains. — Entrevue en bateau. — Politique de neutralité de Frédéric III, devenu roi de Prusse. — Questions d'étiquette entre les deux souverains. — Traité d'alliance entre Frédéric-Guillaume Ier et Pierre le Grand. — Rapports intimes entre ces deux souverains. — Le régent de France évolue vers la Russie. — Frédéric-Guillaume alarmé par ce rapprochement. — Le roi sollicite l'amitié du tsar. — Pierre le Grand mécontent de l'attitude équivoque du roi. — Par la conquête des provinces baltiques la Russie devient puissance européenne. — Frédéric-Guillaume s'empresse de reconnaître le titre impérial de Pierre. — Mariages allemands dans la famille impériale de Russie. — Préludes au partage de la Pologne. — Chagrins de Frédéric-Guillaume à la mort de Pierre le Grand. — L'impératrice Anna et Frédéric-Guillaume. — Rapprochement de la Russie avec l'Autriche. — Frédéric-Guillaume ne veut pas se laisser entraîner à une guerre contre la France. — Le roi recommande à son fils de maintenir les rapports d'amitié avec la Russie..... 12

CHAPITRE III

Frédéric II. — Anna. — Élisabeth. — Pierre III.

Frédéric II admire et redoute la Russie. — Son opinion sur les Russes. — En 1740, la Russie est l'arbitre du Nord. — Les avances de Frédéric sont mal accueillies par Anna. — La mort d'Anna le remplit de joie. — Ses « corruptions » distribuées à Saint-Pétersbourg. — Les rois de Prusse laissent corrompre leurs fonctionnaires. — Le comte de Lynar et la princesse de Mecklembourg. — Partis autrichien et prussien à Saint-Pétersbourg. — Le cabinet russe hostile aux plans de Frédéric. — Récriminations de la Russie envers la Prusse. — La Russie se méfie du roi. — L'impératrice Élisabeth. — Frédéric proteste contre sa prétendue participation au renversement d'Ivan. — Élisabeth, blessée par les épigrammes de Frédéric, devient son ennemie. — Réaction en

Russie contre les Allemands. — Élisabeth craint l'accroissement de la Prusse. — Haine de Frédéric contre Bestuschew. — Chronique scandaleuse de Moscou. — Le moine galant. — Élisabeth conclut une alliance avec Marie-Thérèse contre Frédéric. — Bestuschew préfère l'or anglais aux écus prussiens. — Rupture diplomatique entre la Russie et la Prusse. — Élisabeth est cause que la troisième guerre de Silésie dure sept ans. — Elle accède aux deux traités de Versailles contre la Prusse. — La cour du grand-duc Pierre et de Catherine favorable à Frédéric qui avait fait leur mariage. — Les efforts de Frédéric en vue de cette union. — Pierre entrave la politique d'Élisabeth. — Élisabeth convoite la Prusse orientale. — La mort d'Élisabeth est le salut de Frédéric. — Pierre III admirateur de Frédéric. — Celui-ci flatte la vanité de Pierre III. — Pierre annule tous les engagements d'Élisabeth hostiles à la Prusse. — La Russie gouvernée par Frédéric. — Pierre renversé par Catherine..... 30

CHAPITRE IV

Frédéric II. — Frédéric-Guillaume II. — Catherine II. — Paul Ier.

Politique de Catherine en général et à l'égard de la Prusse. — Frédéric et Marie-Thérèse concluent la paix sans Catherine. — Frédéric recherche l'alliance russe. — La question de Pologne, trait d'union entre les deux. — L'alliance prusso-russe prédomine depuis lors. — Frédéric offre à Catherine sa médiation à Constantinople. — Catherine convoite les principautés danubiennes. — Le premier partage de la Pologne. — Cet événement resserre davantage l'alliance de la Prusse et de la Russie. — Le traité de Teschen établit l'influence de la Russie sur les affaires d'Allemagne. — Chemin immense parcouru par la politique russe depuis Pierre le Grand. — Refroidissement entre Frédéric et Catherine. — Entente entre Catherine et Joseph II. — Visées des deux souverains en Orient. — Ils se comblent de flatteries. — Catherine repousse le projet de Frédéric d'une triple alliance de la Russie, de la Prusse et de la Turquie. — Elle propose à Joseph un projet de partage de la Turquie. — Son

projet de démembrement de l'empire ottoman. — Ils se cachent devant Frédéric. — Ils comptent sur la mort prochaine du roi. — Frédéric s'inquiète de l'alliance austro-russe — Catherine considère le roi comme un adversaire naturel de l'agrandissement de la Russie. — Elle accuse l'ambition insatiable du roi. — Sa politique à l'égard de la Prusse après la mort de Frédéric. — Rapports russes sur Frédéric-Guillaume II et la cour de Berlin. — L'ambassadeur de Russie n'assiste pas aux funérailles de Frédéric. — Froideur du nouveau roi à l'égard de la Russie. — Sa haine contre l'Autriche. — Catherine se rapproche de la Prusse : elle déclare que l'alliance avec cette puissance est naturelle. — Elle n'en continue pas moins à cultiver l'alliance avec l'Autriche. — La Prusse conclut un traité d'alliance avec la Turquie. — Catherine ne veut pas renoncer à ses projets. — La Prusse se prépare pour la guerre avec la Russie. — Les progrès de la Révolution française rapprochent les deux puissances. — Leur traité d'alliance renouvelé. — Les partages de la Pologne. — Catherine principale instigatrice de la coalition contre la France. — Son irritation contre la Prusse qui a conclu la paix avec la Révolution française. — Ses instances en vue d'amener la Prusse à rentrer dans la coalition. — Frédéric-Guillaume s'y refuse et empêche Catherine d'envoyer une armée contre la France. — Mort de Catherine. — La Prusse maintient sa politique de neutralité. — Paul Ier ennemi de la République française. — Sa versatilité. — Les Russes qualifient M. de Haugwitz de francomane. — Efforts inutiles de Paul en vue d'entraîner le roi Frédéric-Guillaume III à la guerre contre la France. — Colère et menaces de Paul contre la Prusse. — Rupture des relations diplomatiques. — Les exigences territoriales de l'Autriche rapprochent Paul avec la Prusse. — Paul propose de nouveau à la Prusse de prendre la place de l'Autriche dans la coalition. — Le roi refuse de s'allier contre l'Autriche sans que Paul ait au préalable fait la paix avec la France. — Paul y consent et s'y refuse tour à tour. — Traité d'alliance anodin entre la Prusse et la Russie. — Paul espérait toujours gagner la Prusse à la coalition contre la France. — Le roi persiste dans sa politique de neutralité. Les deux puissances menacent l'Autriche. — Mort de Paul Ier... 50

CHAPITRE V

Potsdam. — Iéna.

Jugements de Napoléon et de Metternich sur l'empereur Alexandre. — Critiques allemandes d'Alexandre Ier. — Le Tsar désirant être l'arbitre entre l'Autriche, la Prusse et Napoléon. — Ses soupçons à l'égard de Napoléon et de la Prusse. — Il désire une alliance exclusive avec la Prusse. — Le meurtre du duc d'Enghien jette la Prusse dans les bras de la Russie. — Il n'y a pas de patriotisme allemand. — Pour l'Électeur de Bavière, Napoléon est un libérateur. — Protestation du Tsar contre le meurtre de duc d'Enghien. — Silence de la diète de Ratisbonne. — Le roi Frédéric-Guillaume demandant conseil au Tsar. — Alexandre lui reproche ses complaisances à l'égard de Napoléon. — Déclaration des deux souverains contre la politique d'expansion de Napoléon. — Traité de la Russie avec la Suède et l'Autriche contre la France. — Les mêmes puissances cherchent à rallier la Prusse à leur politique et à leur traité. — Négociations à Berlin. — Le comte de Metternich. — Les deux partis à la cour de Prusse. — La reine Louise, Haugwitz, Lombard. — Le prince Louis. — Déclin de l'armée prussienne. — Caractère timide de Frédéric-Guillaume. — Ses craintes à l'égard de ses deux voisins de France et de Russie. — Ses préférences obligées pour Napoléon. — Lombard et Beyme vendus à la France. — L'Autriche compte sur l'influence personnelle du Tsar. — Alexandre veut exercer une pression violente sur le roi qui, à son tour, prend une attitude menaçante. — Napoléon, violant le territoire prussien, jette le roi dans les bras de la Russie et de l'Autriche. — Agissements du parti français. — Arrivée à Berlin du Tsar qui décide le roi. — Signature du traité de Potsdam. — Serment au tombeau de Frédéric le Grand. — Nouvelles hésitations du roi. — Défaite de l'Autriche à Austerlitz et nouveau traité entre la Prusse et Napoléon. — Napoléon exaspéré de la duplicité de la Prusse. — La Prusse et l'Angleterre, brouillées pour le Hanovre. — La diplomatie russe signale le chaos gouvernemental en Prusse. — Les partisans de Napoléon à la cour de Prusse. — Haugwitz à Paris. —

Napoléon furieux contre la Prusse. — Hardenberg en conflit avec Haugwitz. — Son travail secret en faveur de la Russie. — Il cache ses pourparlers devant Lombard. — Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie. — La Russie méfiante demande à la Prusse de se déclarer formellement. — La Russie ne veut pas d'une Prusse vaincue ni du voisinage français en Pologne. — Alexandre poussé par son aristocratie anti-française, excite la Prusse à la guerre. — Napoléon promet de rendre le Hanovre au roi d'Angleterre. — Consternation à Berlin. — Le Tsar dénonce Lombard et Beyme comme recevant des subsides de Napoléon. — Le roi, à contre-cœur, se décide pour la guerre. — L'outrecuidance des officiers de la garde. — Le peuple peu enthousiaste pour la guerre. — Mauvaises impressions du roi. — La Prusse sans alliés. — Ses amis ne croient pas qu'elle sera si promptement battue..... 81

CHAPITRE VI

Tilsit-Erfurt.

La défaite en sept jours de la Prusse. — Lettre de consolation et d'encouragement du Tsar. — Alexandre demande le renvoi de Haugwitz. — Sur la demande du roi, le Tsar fait marcher ses troupes au secours de la Prusse. — Mauvais vouloir des généraux russes. — Les officiers prussiens dénoncent la mauvaise conduite des soldats russes. — Alexandre persiste à vouloir l'union avec la Prusse contre Napoléon. — Son entrevue avec le roi : nouveaux serments. — Convention de Bartenstein. — La défaite de Friedland ramène le Tsar à Napoléon. — Son entourage insiste pour la paix. — Alexandre se dégage de l'alliance prussienne. — Entrevue avec Napoléon et traité de paix de Tilsit. — Alexandre songe avant tout aux intérêts russes. — Napoléon tient à brouiller Alexandre et Frédéric-Guillaume. — Alexandre séduit par les promesses de Napoléon relativement à l'Orient. — La Prusse paye les frais de cette entente. — Les deux nouveaux alliés gênés par la présence de Frédéric-Guillaume. — Le Tsar accepte de Napoléon les dépouilles de la Prusse. — Napoléon par égard pour le Tsar restitue au roi une partie de ses États. — Napoléon abandonne la

politique traditionnelle de la France en Orient. — Le roi continue à cultiver l'amitié d'Alexandre : la reine Louise et la cour se tournent du côté de l'Angleterre. — Alexandre ne cesse de prêcher au roi la soumission à l'égard de Napoléon. — Violation du traité de paix de Tilsit par Napoléon. — Le Tsar arbitre de la Prusse. — Les rapports d'Alexandre avec Napoléon se gâtent. — Napoléon confond les questions de Prusse et de Turquie. — Projets de nouvelles mutilations de la Prusse. — Le roi rappelle au Tsar ses engagements. — Alexandre flotte entre ceux-ci et les conquêtes en Turquie. — Napoléon veut l'impuissance de la Prusse. — Protestations tardives du Tsar. — Alexandre compte sur les revers que Napoléon essuiera en Espagne. — Entrevue d'Erfurt mal vue en Russie. — Alexandre promet de soutenir les intérêts de la Prusse. — Son entrée solennelle à Kœnigsberg. — Il veut amener le baron de Stein à Erfurt. — Une lettre de Stein interceptée par les Français. — Colère de Napoléon. — Consternation à la cour de Prusse. — Supplications du roi à Alexandre. — Napoléon et le prince Guillaume du Prusse. — Nouvelle résistance du roi de Prusse. — Le Tsar faiblit dans ses démarches en faveur de la Prusse. — Il ne songe qu'aux promesses de Tilsit. — Napoléon est moins coulant dans la question turque. — La Prusse n'obtient que de légers adoucissements et le Tsar n'obtient pas tout ce qu'il désire en Orient. — Les Prussiens récriminent contre la conduite d'Alexandre. — Le roi est pour une alliance avec l'Autriche et la Russie contre Napoléon. — Visite du roi et de la reine à Saint-Pétersbourg. — Le Tsar persuade au roi de rester fidèle à Napoléon, d'attendre des temps meilleurs. — L'opinion en Prusse hostile à cette politique. — Le roi expose au Tsar cette situation. — A la veille de la guerre entre la France et l'Autriche, il s'effraye de l'obligation de se prononcer. — Le Tsar le détourne de l'alliance avec l'Autriche. — La Prusse financièrement écrasée par Napoléon. — Les Prussiens désespérés se familiarisent avec le régime napoléonien. — Prévision d'une guerre entre la Russie et la France. — Napoléon et Alexandre se reprochent l'un à l'autre leurs ambitions démesurées. — Faiblesse des alliances basées sur le dépouillement des autres. — Projet de mariage

de Napoléon avec une princesse russe, repoussé par le Tsar. — Mariage autrichien. — Le tarif russe prohibitif appliqué à la France. — Commencement de rupture entre Napoléon et Alexandre. — Napoléon accuse le Tsar d'avoir oublié ses engagements pris à Tilsit pour l'assister contre l'Angleterre. — Alexandre, changeant de politique, sollicite l'alliance de la Prusse contre Napoléon. — Nouveaux tiraillements à Berlin entre les partisans de la France et ceux de la Russie. — Le roi négocie des deux côtés. — Le Tsar compte sur les peuples dans sa lutte contre Napoléon. — Le roi Jérôme dénonce le mauvais état des esprits en Allemagne. — La Prusse signe un traité d'alliance avec Napoléon. — Traité de vassal à suzerain. — Indignation de la Russie. — Le roi a cédé à la peur. — Explications du roi ; dans la guerre avec la Russie, ses troupes feront le moins de mal possible aux troupes russes. — Un étrange allié de Napoléon. — Les officiers prussiens demandent à servir dans l'armée russe. — Les soldats prussiens marchent à contre-cœur sous les drapeaux de la France. — Ney fait fusiller les déserteurs. — L'autorité royale est effacée devant l'armée française. — Rupture diplomatique entre la Prusse et la Russie. — Des agents secrets de la Russie en Allemagne. — Le baron de Stein appelé par le Tsar en Russie. — Le Tsar déclare tirer l'épée pour sauver l'humanité de la barbarie. — Stein, à Saint-Pétersbourg, prêche la guerre à outrance contre Napoléon..... 115

CHAPITRE VII

Moscou. — Kalisch. — Paris.

L'incendie de Moscou. — Rostopchine promoteur de l'incendie. — Sa haine des Français. — Ses explications sur l'incendie. — Impression à Berlin. — Influence de Stein sur Alexandre Ier. — Stein pousse à la guerre. — York et Macdonald. — Alexandre se décide pour la guerre à outrance. — York sollicité par les généraux russes de se joindre à eux. — Convention de York avec Diebitsch. — Le tsar félicite York et le soutient auprès du roi. — Le roi pressé par le tsar de rompre avec Napoléon. — Les généraux russes disposés à s'arrêter sur la Vistule. — Stein parvient à décider

le tsar à poursuivre la guerre. — On flotte à Berlin entre Alexandre et Napoléon. — L'entrée des Russes en Prusse. — Stein sur l'entourage du roi; il veut que le tsar force la main au roi. — Négociations de Kalisch; échec du négociateur prussien. — Négociations à Breslau, dirigées par Stein et qui aboutissent au traité d'alliance. — Avantages réciproques stipulés par le traité de Kalisch. — La Prusse néglige de stipuler pour la Pologne. — La Russie détient sa part, la Prusse devra combattre pour avoir la sienne. — Alexandre devient l'arbitre de l'Allemagne. — Alexandre n'a pas confiance dans la fermeté du roi de Prusse. — Campagne de 1813. — L'état-major russe songe de nouveau à se retirer derrière la Vistule. — Le tsar n'écoute pas ces conseils. — Succès des alliés. — La convention de Teplitz. — Stein contre les petits despotes allemands. — Prédominance du tsar. — La bataille de Leipzig. — Hésitations des alliés pour continuer la guerre jusqu'en France. — Les souverains ne voudraient pas détrôner Napoléon. — Stein arrive à Francfort, pousse à la poursuite de la guerre et décide en ce sens le tsar et le roi de Prusse, — Avis partagés sur l'entrée à Paris. — Le tsar se déclare en faveur des Bourbons. — Entrée des alliés à Paris..... 155

CHAPITRE VIII

Vienne.

Le traité de Paris rédigé sous les auspices d'Alexandre. — Ses ménagements pour la France. — Mécontentement en Allemagne au sujet du traité. — Mécontentement en Russie. — Questions de Saxe et de Pologne. — Discussions au sujet de ces deux questions. — Dissentiments entre les puissances. — Alexandre promet aux Polonais une Constitution. — Le gouvernement des Bourbons opposé aux projets relatifs à la Pologne et à la Saxe. — Alexandre et Talleyrand. — Le tsar veut toute la Pologne. — Il gagne le roi de Prusse à ses prétentions. — Dissentiments au sujet de la Saxe. — Impopularité d'Alexandre à Vienne. — Louis XVIII veut absolument conserver la dynastie de Saxe. — Le tsar veut être dégagé vis-à-vis de la Prusse. — La France défend le principe de légitimité. — L'Autriche veut également le maintien

du roi de Saxe. — La Prusse réduit ses prétentions. — Triple alliance contre la Russie et la Prusse. — Arrangement pour la Saxe. — Le retour d'Elbe. — Rapprochement des cabinets de la coalition. — L'empereur Alexandre, le plus empressé à organiser la résistance à Napoléon. — Seconde entrée des alliés à Paris. — Divergences entre la Russie et la Prusse au sujet de la France. — Alexandre veut une France forte. — Il recommande à ses alliés de traiter la France avec modération. — Il reste attaché à la coalition. — Traité de la Sainte-Alliance. — Mécontentement en Allemagne au sujet du traité de Vienne. — Irritation de Blücher. — Les patriotes allemands mécontents. — Désaffection entre la Russie et la Prusse..... 188

CHAPITRE IX

Réaction.

Le roi Frédéric-Guillaume remercie le tsar des services rendus à la Prusse. — Culte du roi pour la personne d'Alexandre. — Entretien d'Alexandre avec l'évêque Eylert. — Mariage de la fille du roi avec le grand-duc Nicolas. — L'opinion en Prusse hostile à l'influence russe. — Le ministre de Russie et les Berlinois. — Alexandre encourage la réaction en Allemagne. — Le traité d'extradition entre la Russie et la Prusse. — Le ministre de Russie dénonce l'esprit révolutionnaire en Prusse. — Les visites fréquentes d'Alexandre à Berlin. — L'évêque Eylert chez l'empereur Alexandre. — La réaction à Berlin. — Le mouvement libéral en Allemagne. — Le Mémoire russe sur les universités allemandes. — Stourdza et Kotzebue. — L'opinion excitée contre le gouvernement russe. — La fête des étudiants à la Wartburg. — Assassinat de Kotzebue. — Le meurtrier Sand, applaudi par l'opinion. — Procès et exécution de Sand. — Mesures réactionnaires à Berlin. — La réaction appuyée par Alexandre. — Les conférences de Carlsbad. — Le tsar prend acte des résolutions sans y adhérer. — L'opinion en Prusse se manifeste contre la russomanie du roi. — La presse prussienne hostile à la Russie. — Les relations commerciales, cause de différends entre les deux gouvernements. — La Russie se dégage, de son propre chef, des engagements commerciaux

de 1815 et 1818. — La Russie déclare que la liberté de commerce ruine la Pologne. — Le gouvernement russe proclame un nouveau tarif plus élevè. — Querelle entre les deux gouvernements. — La Prusse reproche à la Russie de lui enlever des ouvriers et des chefs d'industrie. — Suspension des négociations. — Reprise des négociations et conclusion du traité de commerce de 1825. — La Russie obtient satisfaction au détriment des intérêts du commerce prussien. — Les populations et l'armée prussienne ne partagent pas les prédilections du roi pour la Russie. — Appréciations divergentes des services rendus de part et d'autre. — Conduite peu amicale d'Alexandre à l'égard de la Prusse, en 1805, à Tilsit, à Erfurt et finalement au Congrès de Vienne. — Résumé des griefs des Allemands à l'égard d'Alexandre. — L'opinion en Russie n'est pas plus satisfaite. — Conclusion..... 214

APPENDICE

Les origines de la Sainte-Alliance..... 253

3763-96. — Corbeil. Imprimerie Éd. Crété.

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

(Octobre 1896)

MAURICE BOUCHOR

Conte de Noël, pièce en un acte, en vers. 1 50

Les Chansons de Shakespeare, in-4°, avec encadrement en couleurs. . . . . 10 »

DENORMANDIE

Notes et Souvenirs (1848 — *La Commune de Paris — Le Siège de Paris*), 1 vol. in-8° carré . . . . . 5 »

GYP

Ohé! les Dirigeants! *avec dessins en couleurs du petit* BOB. 3 50

LOUIS LEGENDRE

Pantins sans Ficelles, scènes en vers, 1 vol. in-16 carré. . 3 50

PAUL MARGUERITTE

L'Essor, roman, 1 vol. 3 50

JULES MARY

Crime de Passion, roman, 1 fort vol. in-18 . . . . . 3 50

F. PERRENS

Les Esprits forts au XVIIe Siècle, 1 fort volume in-8° carré . . . . . 8 »

JULES ROCHE

Contre l'Impôt sur le Revenu, 1 vol. in-18 jésus. 3 50

J.-H. ROSNY

Un Double Amour, roman, 1 vol. in-18 jésus. 3 50

Eyrimah, roman, 1 vol. in-18. . . . . 3 50

LÉON SAY

Les Finances (5e vol. de « LA VIE NATIONALE », publiée sous la *direction* de Ch. Benoist et André Liesse), 1 vol. petit in-8°. 3 50

IMPRIMERIE NOIZETTE ET Cie, 8, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.